

La réunion de l'Internationale Socialiste à Vancouver La qualité du Parti et son ouverture vers d'autres couches

Le 7 Novembre 1978

J. Posadas

voir pages centrales

Le 26 Septembre 1978 A propos de la discussion au sein du P.C.I.

LA REVOLUTION SOCIALE DES MASSES EN IRAN

(Le titre est de la rédaction)
Le 4 Décembre 1978

J. POSADAS

Il y a quelques mois, l'ayatollah Khomeiny se déclarait disposé à accepter une trêve de 3 mois pour voir si le nouveau gouvernement allait tenir ses promesses. Si Khomeiny se radicalise maintenant, c'est pour empêcher que les Soviétiques, les communistes, ou d'autres directions, puissent aller plus à fond. De plus, ces déclarations sont prononcées après que le mouvement s'est étendu et approfondi. Il n'avait pris aucune initiative avant les grands mouvements actuels. Quand Khomeiny dit: "ou bien le Shah s'en va (mais sans dire quelle forme de gouvernement il veut), ou bien on continuera la lutte armée", c'est parce qu'il se sent dépassé et il sort pour l'empêcher. Il lance une menace pour faire céder le Shah. Autrement, il aurait pu dire tout cela bien avant.

Khomeiny ne provoque, stimule ni organise les mouvements, mais il a une certaine autorité. Cela ne veut pas dire, de toutes manières, qu'il en autant que lui en attribue la presse bourgeoise. D'autres courants existent. Les grèves ne sont pas organisées par lui. Ces grèves, montrent un mûrissement assez grand du mouvement ouvrier. Khomeiny n'avait pris aucune initiative avant cela. Maintenant, il demande le départ du Shah, c'est à dire la chute de la monarchie. Mais il ne dit pas quel gouvernement doit venir après: la chute de la monarchie, c'est important, mais après: quel gouvernement faut-il mettre en place? Maintenant, il précise en partie qu'il ne veut pas marcher avec la grande bourgeoisie, mais bien avec la moyenne bourgeoisie et d'autres secteurs. Il dit aussi: "je ne suis pas contre les marxistes". C'est important qu'il dise cela, pour mesurer l'influence de l'URSS; et cela signifie qu'il regarde vers l'URSS pour avoir son appui. C'est une façon de dire: "n'ayez crainte, je ne vais rien faire contre l'URSS". Les Soviétiques redoutent qu'un mouvement islamique se développe et influence les masses. Mais c'est stupide! Est-ce que les musulmans se sont développés en Union Soviétique?

Les Soviétiques doivent être en train d'intervenir, de toutes façons. Ils ne peuvent rester en dehors de tout cela. C'est pour cela que Khomeiny n'attaque pas les Soviétiques. Par contre, il proclame: "les Yankees dehors!" Et les Yankees sont en train de discuter ce qui va se passer avec le régime du Shah. Sa chute signifie le gauchissement de l'Afghanistan, une influence énorme sur l'Inde et tout le reste de l'Asie et un affaiblissement de l'Arabie Saoudite. Il faut voir aussi l'échec du plan des Yankees avec l'Egypte. C'est toute une traînée... sans poudre!

Ce processus est très profond. Quand il entraîne des femmes et des enfants, tous les syndicats, toute la population active - celle qui travaille ou qui intervient dans un processus continu -, dans la grève c'est qu'il n'est pas le produit d'un ayatollah. Celui-ci est un centre permettant aux gens de se lancer dans la protestation, dans la lutte et de s'imposer. Le fait que les syndicats s'unissent au combat montre que ce mouvement vient du plus profond du pays; de la classe ouvrière. Quand des femmes interviennent en grand nombre, c'est parce qu'elles veulent des changements. C'est de là que proviennent les changements de l'ayatollah. Pourquoi ne disait-il pas, il y a deux mois, ce qu'il dit maintenant? S'il parle c'est qu'il n'est pas tout à fait contre, mais il pose les bornes jusqu'auxquelles il est disposé à aller. Mais pour le moins, il ne veut rien savoir de la grande bourgeoisie et il dit: "que les Yankees s'en aillent", et ne fait aucune attaque contre les Soviétiques.

Notre Parti doit proposer comme politique, de faire accompagner un programme démocratique bourgeois par des étatisations de tous les biens du Shah, et la réforme agraire. Le Shah a fait une réforme agraire pour développer la production, mais elle ne vaut rien. Il faut en faire une véritable: avec distribution des terres et coopératives. Il faut faire un plan de production en faveur de la population du pays. Tout le plan du Shah sert à enrichir une petite couche, composée surtout d'importateurs. C'est la même chose qu'au Vénézuéla. Une énorme quantité d'argent entre, mais ne fait qu'enrichir les types qui sont des importateurs, des investisseurs, des financiers, qui ont des capitaux et se consacrent à transformer des matières premières ou à terminer la production d'articles semi-manufacturés. Cela développe une bourgeoisie qui veut maintenant agir par elle-même et pour elle-même. De là viennent tous les conflits actuels. Mais cette bourgeoisie arrive un peu tard.

Le processus en Iran est mûr pour le renversement du Shah. Le Parti doit aussi donner une explication sur les guerrillas. Il ne faut pas les éliminer; mais celles-ci ne sont pas le facteur essentiel. Pendant toute cette étape, le Parti doit développer une grande explication politique et unir les syndicats, les paysans et la petite-bourgeoisie aux secteurs bourgeois qui sont contre le Shah et réclament des droits démocratiques. Il ne faut pas laisser à la bourgeoisie la direction du mouvement pour ces conquêtes ou pour le passage à la république, mais faire intervenir les syndicats, appeler à la formation de comités de quartiers, d'entreprises, de zones agricoles; inclure un programme de production pour le développement économique du pays: aliments, logements, transformation des matières premières. Il faut faire un front dans ce sens et, dans ce front, développer les syndicats, faire des syndicats dans les campagnes et les villes avec un programme d'approfondissement de la révolution.

suite page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs

17ème ANNEE

N° 309 310

Le 2 Janvier 1979

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros: 80 Frs; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien: 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable: Cl. Pôlet, 20, Place Morichar - 1060 Bruxelles.

EDITORIAL: Bilan des élections du 17 Décembre 1978

ECHEC DE LA BOURGEOISIE ET RADICALISATION AU SEIN DU MOUVEMENT OUVRIER

Ces élections ne sont pas le terrain de combat de la classe ouvrière. Elles ont été voulues par la bourgeoisie, et principalement, par le CVP, pour trouver un moyen de gagner du temps dans la crise capitaliste et renforcer le CVP, le parti le plus puissant de la bourgeoisie. Ils ont échoué dans cette manœuvre. La première chose qu'il faut voir dans ces élections, c'est cet échec de la part du capitalisme à regrouper ses propres forces politiques pour affronter les prochains conflits avec la population travailleuse, et principalement la classe ouvrière au travers du mouvement syndical. Le CVP a perdu des voix, et les partis bourgeois se sont morcelés et divisés encore plus dans ces élections, les sociaux-chrétiens perdant des voix libérales, les libéraux eux-mêmes se déchirant entre diverses factions, et une partie de leur base sociale - commerçants, indépendants-, votant pour l'UDRT. Aucun des partis de la bourgeoisie, et même pas le PSC qui a une certaine augmentation du nombre de voix, n'ont gagné de votes de la classe ouvrière, ni de la petite bourgeoisie radicalisée. Le FDF s'est maintenu électoralement, mais sa composition sociale est devenue beaucoup plus conservatrice. Toute la bourgeoisie est allée voter dans ces élections. Ce n'est pas d'elle que viennent les abstentions volontaires ni les votes blancs et nuls.

Les résultats de ces élections, n'ont vraiment pas de quoi lamenter les travailleurs! Dans le camp de la classe ouvrière, c'est aussi une crise qui s'est exprimée, au travers de la perte de plus de 100.000 voix du Parti Socialiste. Mais toutes ces voix "perdus" ne sont pas allées à la bourgeoisie; elles se sont portées sur le Parti Communiste, les écologistes, TPO-Amada, la LRT, sur notre Parti aussi à Charleroi, sur le GAS, le Groupe de l'Exploité et, surtout, elles se sont portées sur les bulletins nuls et une bonne partie des abstentions. Cools se met en colère contre "les voix perdus" et accuse en fait la classe ouvrière... de faire le jeu de la droite, alors qu'il s'agit avant tout de tirer des conclusions

de ces votes, qui expriment une protestation très profonde contre la politique actuelle de la direction du principal parti de la classe ouvrière en Belgique! Les chrétiens de gauche, dans le processus de leur radicalisation contre le capitalisme, n'ont pas trouvé un accueil dans le Parti Socialiste, ni une réponse à leurs questions face à l'aggravation de la crise du régime capitaliste. Beaucoup ont alors voté RW ou Ecologistes, ou beaucoup aussi pour Amada, dans tout le pays.

Mais une partie importante des masses qui votent socialiste depuis longtemps ont décidé cette fois de voter, soit pour le Parti Communiste, soit pour les Trotskystes-Posadistes à Charleroi dans une petite mesure, ou surtout de voter blanc et de s'abstenir. Toute la colère d'André Cools contre les communistes ne peut cacher cette vérité: que ce sont des travailleurs socialistes, qui ont pris la résolution, dans ces élections, de manifester contre leur direction. Ils ont vu aussi que ces élections n'étaient pas un terrain sur lequel allait s'exprimer le combat classe contre classe. Par exemple, en France, lors des élections du 19 mars, toute la classe ouvrière était allée voter; mais dans ces élections en Belgique, on savait bien que le scrutin ne serait pas décisif pour la suite des événements.

suite page 4

voir page 2

**Appel aux 311
camarades qui
ont voté
trotskiste
posadiste à
Charleroi**

LETTRÉ OUVERTE
AU PARTI COMMUNISTE
voir page 4

Les socialistes doivent utiliser un langage plus à gauche - pas trop car ils ne le supporteraient pas -. De toutes façons ils doivent parler plus à gauche. Même Craxi (dirigeant du Parti Socialiste Italien) déclare : "nous voulons voir s'il y a effectivement des changements dans le Parti Communiste, nous devons le talonner pour l'empêcher d'y échapper, l'obliger à accomplir ces changements". Mais... pourquoi, ne regardent-ils pas les changements qu'ils ont à faire eux-mêmes? Les déclarations de Felipe Gonzalez montrent elles aussi, le vide d'une direction qui voit qu'elle doit remplir un vide... mais n'a rien pour le faire. Aussi se contentent-ils de dire : "il faut faire des changements... plus de démocratie". Cependant, ils n'ont pas non plus attaqué l'URSS.

La base de toutes ces attitudes c'est qu'ils se voient obligés de faire une concurrence sociale - et non plus électorale - au Parti Communiste de l'URSS et au Parti Communiste de transformations sociales. Voilà le fond du problème. Quelle situation magnifique pour intervenir! Ce ne sont pas les positions de Carrillo ni celles des socialistes, qui peuvent répondre à ce besoin.

Cette réunion des socialistes, exprime également la lutte qui existe en leur sein, en particulier entre Mitterand et Brandt. Les Allemands veulent être les maîtres de l'Europe au nom de la bourgeoisie; ils proposent certaines améliorations et progrès, mais n'avancent aucun programme. Ils n'attaquent ni les Etats ouvriers ni les communistes, parce qu'ils espèrent faire un pacte avec eux contre les Yankees. Ils disent des généralités qui... en 1978, sont d'une absurdité complète "plus de démocratie, plus de liberté, plus de développement" ... mais ce qui ressort de concret de tout cela est le fait qu'ils se rendent compte de la nécessité, pour eux, d'intervenir en Afrique, en Asie et en Amérique Latine pour ne pas rester dans le vide. Ils se lancent alors en concurrents des Etats ouvriers.

Mais en agissant ainsi, ils ne peuvent être de purs et simples représentants du capitalisme. Les pays qu'ils parlent de développer, sont engagés dans un processus plus à gauche qu'eux tous - mis à part le Parti Socialiste Français -. N'importe qui est toujours plus à gauche qu'un Craxi... qui a un programme

LA REUNION DE L'INTERNATIONALE

me capitaliste. Craxi est en recul, sur ses propres déclarations antérieures, quand il dit : "il faut taillonner le Parti Communiste pour qu'il accomplisse sa rupture avec l'URSS". Par contre, Mitterand dit : "oui, oui... mais il s'agit d'autre chose". Ils voient qu'ils ne peuvent rompre avec l'URSS car ils doivent avancer et ils ont les Yankees derrière leur dos. Brandt se trouve avec les Yankees d'un côté, l'URSS de l'autre. Mais il doit naviguer en tenant le gouvernail de façon à ne pas aller contre l'URSS: voilà qui est très significatif de la nature de la crise des socialistes. Ils cherchent appui sur le prolétariat, pour aller contre les Yankees et non contre l'URSS. Ils fixent la ligne contre les Yankees mais prennent bien soin de ne pas arriver au camp soviétique. C'est pour cela qu'ils clament : "des aides! des améliorations! du progrès!", mais en quoi cela va-t-il consister? .. pas un mot des transformations sociales "elles viendront par le progrès"... et comment réaliser ce progrès?

Ce qui se passe dans l'Internationale Socialiste est très important. Ils déclarent vouloir continuer à parler en tant qu'Internationale, mais en gardant chacun son indépendance. Ils vont former une Communauté Européenne, dominée par les français et les allemands. Ce n'était pas là une réunion d'une Internationale, mais une réunion de partis socialistes de plusieurs parties du monde. Même pas une réunion internationale. Ils n'ont discuté, ni résolu des problèmes d'ordre international; ils ont fait, selon le goût de chacun, des généralisations qui ne compromettaient personne et laissaient tout dans l'abstraction.

Cependant, ils ont mis à nu - et de façon bien déterminante - la nécessité d'un centre politique mondial pour concurrencer les Etats ouvriers et servir de médiation entre l'Etat ouvrier et le capitalisme. Ils croient avoir un champ d'action pour faire cela! C'est absurde. Leur calcul est sans fondement, sans base, sans expérience. Mais voilà à quoi ils se préparent. Et de toutes manières, ils en viennent à préconiser des mesures de progrès. Mais ils ne sortent pas du cadre capitaliste, ni du domaine des palabres, et des déclarations. C'est depuis l'époque de Kautsky qu'ils parlent toujours d'améliorations sans dire en quoi elles consistent. Pas un mot des transformations sociales, dans le monde, du progrès dans le monde. Ils ne disent surtout pas comment l'Angola, Cuba, le Mozambique, le Vietnam sont des pays qui, à partir de rien, se donnent de grandes perspectives de développement, une grande structure dont la cohésion et la discipline intérieures proviennent de leur objectif de progrès. Pas un mot de tout cela! On voit le vide de cette Internationale Socialiste.

L'Internationale Socialiste qu'ils veulent créer et étendre au monde entier, est simplement une réunion mondiale des partis socialistes, sociaux-démocrates et bourgeois libéraux en vue de concurrencer les Etats ouvriers parce qu'ils voient la nécessité de remplacer le capitalisme qui n'a déjà plus aucune autorité. Plusieurs partis socialistes - tout en participant à des gouvernements sans un programme de transformations - sont en train de sentir l'influence des Etats ouvriers. Les masses - au travers des syndicats d'Allemagne capitaliste - proposent des transformations sociales et l'étatisation des principaux

moyens de production pour avancer. En Allemagne, les syndicats sociaux démocrates, proposent - chose que même les syndicats italiens ne font pas -

la réduction du temps de travail à 35 et 30 heures, et l'étatisation des principaux moyens de production afin de combattre le chômage, la crise et le manque de développement du niveau de vie. Les syndicats d'Allemagne acceptent et enregistrent l'expérience du progrès du monde qui se traduit par : il faut étatiser!

LA QUALITE DU

La discussion en cours dans le Parti Communiste Italien à propos de l'ouverture du Parti à d'autres couches, est juste. On peut la faire. Mais sur la base de quel programme? de quelle politique et de quels objectifs? Lénine, lui aussi faisait une ouverture: il a appelé Kerensky à rompre avec les ministres capitalistes. A cette condition, les Bolchéviques l'appuieraient. C'est ainsi que Lénine a gagné une partie de ce secteur. C'était déjà un antécédent à la tactique que nous avions posé au Chili, d'appui à Allende. Celui-ci avait un programme socialiste alors que Kerensky n'en avait même pas. Lénine disait: "finis-en avec la guerre, fais la paix, chasse le tsar et nous t'appuyons".

Mais beaucoup des dirigeants du Parti Communiste Italien qui parlent aujourd'hui "d'ouvrir le Parti" veulent en fait l'ouvrir à toute l'influence idéologique et politique, de la petite-bourgeoisie afin de ramener le Parti au niveau de celle-ci. Le Parti doit, par contre, ouvrir ses portes afin d'élever ces couches au niveau du Parti, au niveau de la classe ouvrière, de la tradition du Parti qui réside dans le programme marxiste. S'il en va autrement, ces couches ne s'intègrent pas au Parti mais vont le changer et adapter le Parti Communiste à leurs propres limitations.

Il faut discuter l'intégration, de nouveaux secteurs au Parti, tout en maintenant les objectifs du Parti. Sans quoi, c'est lui qui s'adapte à elles. De nombreux secteurs voient que le capitalisme est sans perspectives et viennent au Parti Communiste pour essayer de le soumettre à leurs propres limitations, et incertitudes. Ces secteurs intellectuels, petits-bourgeois, catholiques, ont l'intention d'aller vers le socialisme, mais ils ont des doutes, des incertitudes, qui permettent la conciliation et par conséquent, le maintien, la subsistance, et le progrès du capitalisme.

Lénine fut le tacticien le plus complet de l'histoire. Il fut plus complet que Marx - celui-ci n'a pas eu l'occasion de l'être parce qu'il n'existait pas alors de mouvements communistes de masses-. Cependant, Marx montrait déjà comment appuyer - tout en la critiquant - la Commune de Paris. Il la critiquait, car ce n'était pas l'étape de faire un gouvernement socialiste, mais il voyait dans l'héroïsme et l'assurance des communards la démonstration de la voie à prendre pour organiser le programme. Il voyait que sans un tel sentiment et une telle conscience, il n'y a pas de programme qui vaille. Les Communards ont laissé cette expérience à l'histoire. Marx n'a pas dit : "ils auraient dû laisser le gouvernement républicain", il a dit : "les Communards ont pris une

Appel aux 311 camarades qui ont voté Trotskiste Posadiste à Charleroi!

Nous saluons avec toute notre fraternité et joie communiste les camarades qui ont donné leur voix pour le PORT à Charleroi. Notre Parti est intervenu dans cette campagne électorale, avec l'orientation de la direction de l'Internationale, et concrètement du texte du camarade Posadas, publié dans Lutte Ouvrière sur "LES PROBLEMES DE LA BELGIQUE, DE LA CRISE DU CAPITALISME: SYNTHESE DES PROBLEMES MONDIAUX DU SYSTEME CAPITALISTE". Notre but était de développer l'un programme de transformations sociales et de front unique des travailleurs wallons et flamands face à la crise capitaliste. Nous sommes intervenus avec des moyens extrêmement réduits et sans avoir la possibilité de le faire dans d'autres centres ouvriers que Charleroi. Les travailleurs et travailleuses, qui ont voté pour le Parti malgré toutes ces difficultés, l'ont fait avec une conscience très grande de la force et de la nécessité de lutter pour ces idées et ce programme, pendant et en dehors des élections, et d'affermir la tendance de l'avant-garde ouvrière, qui va peser dans la prochaine étape pour faire changer le Parti Socialiste, pour élever l'intervention et la fonction politique des syndicats, pour impulser le Parti Communiste à élever son propre programme et à être conséquent avec son rôle de représentant des Etats ouvriers.

Nous croyons que toutes les voix aux Trotskistes-Posadistes, sont importantes, en tant que "qualité de la quantité", comme l'est la fonction du posadisme au sein du mouvement ouvrier, et principalement du mouvement communiste. Chaque vote donné au Parti est une voix sûre et résolue, pour faire avancer le programme de transformations sociales dans la prochaine étape, dans toutes les manifestations de l'élévation de la lutte de classes.

Ce sont aussi des voix de camarades qui maintiennent la continuité du programme anti-capitaliste, c'est un vote de l'avant-garde ouvrière, qui cherche à faire intervenir en Belgique toutes les forces et le progrès du monde entier. Nous avons été les seuls, dans ces élections, à montrer l'importance de la grève des métallurgistes en Allemagne, des luttes révolutionnaires des masses d'Iran contre le régime monarchique, à défendre et expliquer la fonction historique progressiste des Etats ouvriers, comme un exemple pour toute l'humanité.

Dans ces élections où la surenchère régionaliste a battu son plein, nous avons défendu la nécessité du front unique des ouvriers wallons-flamands contre l'ensemble du capitalisme belge, revendiqué l'unité du mouvement socialiste.

Toutes ces idées vont progresser dans la prochaine étape au sein du Parti Socialiste et du Parti Communiste, des groupes gauchistes et du mouvement écologiste également. La droite socialiste l'a senti comme un danger car elle a systématiquement arraché ou recouvert nos affiches! Les dirigeants de droite au sein du P.C. également, car ils ont cru bon de ressortir dans un tract électoral, la vieille et stupide accusation contre les Trotskistes = agents du capital..

Nous appelons à une discussion publique entre les tendances du mouvement ouvrier. Nous appelons tous les camarades qui ont voté pour notre Parti dans ces élections, à maintenir et développer toute leur intervention dans leur usine, aux bureaux de chômage, au bureau, dans leur lieu de travail et d'étude, dans leur organisation syndicale, pour faire avancer, dans la lutte, le programme qu'ils ont soutenu dans ces élections, à lutter pour gagner des mandats syndicaux pour renforcer, le courant de gauche syndicale, lors des prochaines élections sociales et à intervenir directement eux-mêmes dans la construction de la gauche syndicale - en particulier de LUTTE DES METALLOS dans la métallurgie et sidérurgie-. Nous invitons aussi les camarades à suivre plus régulièrement la presse et toutes les publications du Parti, les textes de l'Internationale du camarade J. Posadas, en prenant un abonnement au journal et aux brochures, et à se mettre en contact direct avec le Parti pour toute activité que nous pourrions développer ensemble.

E SOCIALISTE A VANCOUVER

L'Internationale Socialiste, par contre, ne dit rien de tout cela. Les résolutions qu'elle prend sont la peur elle-même, mis en programme. Voilà l'impression que donnent ces dirigeants socialistes. Les plus résolus d'entre eux sont Mitterand, et Brandt, qui veulent aller un peu plus loin. Mais les autres veulent seulement être des héros, sans se donner de peine.

Conjointement à cette situation il faut observer l'évolution en cours dans les partis communistes,

et spécialement le Parti Communiste Italien et Français et bientôt aussi l'Espagnol et les autres partis communistes du monde. Ils vont de voir aller plus à gauche et développer leur confiance dans le programme objectif du développement révolutionnaire.

Il ne peut y avoir de progrès sans développement révolutionnaire. Tout en maintenant l'eurocommunisme et le pluralisme, la base de ce pluralisme réside dans les transformations sociales. Il reste donc peu de place pour la

J. POSADAS

Le 7 Novembre 1978

pluralité. car celle-ci se base sur des transformations sociales et bien peu nombreux sont ceux qui les acceptent!

Cette réunion des partis socialistes n'a pas dit un mot de la situation mondiale, par exemple de la Chine, de la guerre misérable de la Chine et des Cambodgiens contre le Vietnam. C'est une guerre misérable! faite pour arrêter le progrès de l'histoire et défendre les intérêts d'une couche. Les Chinois faisant la guerre contre le Vietnam, c'

est comme Staline abandonnant la révolution espagnole. Par contre, en impulsant le Vietnam, on peut gagner, au moins, 30 années de lutte, car le Vietnam influence les autres pays tels que la Birmanie ou la Thaïlande. Mais Teng Siao Ping va en Thaïlande, dans le but de contenir la révolution.

Cette réunion de l'Internationale Socialiste montre, de toutes manières, la crise du système capitaliste. L'impérialisme doit soutenir l'Allemagne, alors que l'Union Soviétique, au travers de Willy Brandt. Cela ne date pas de cette réunion, mais d'avant déjà. Schmidt lui-même s'est trouvé plus à gauche que les socialistes italiens. 7.11.1978 J. POSADAS

PARTI ET SON OUVERTURE VERS D'AUTRES COUCHES J. Posadas

résolution à la hâte, mais celle-ci exprimait l'ardeur de la lutte de classes à ce moment".

Maintenant, c'est différent: il y a 20 Etats ouvriers, et l'expérience acquise au sein même de l'Italie démontre qu'il n'y a pas de solution en dehors des transformations sociales. Ce ne sont pas les secteurs nouvellement venus au Parti Communiste qui peuvent donner la solution car ils limitent les transformations sociales à leur propre compréhension, leur niveau de décision et de vie sociale. Ils sont influencés - comme l'est d'ailleurs toute la petite-bourgeoisie, mais ils ont des limites dans leur capacité de comprendre, d'agir et de prendre des décisions. Ils ne voient pas le prolétariat comme une direction, mais veulent décider eux-mêmes du programme. Ils sont subjectifs, alors que le prolétariat est objectif. Pour résoudre ses problèmes, le prolétariat doit dire: "augmentations de salaires", mais aussi "nationalisations", "contrôle ouvrier"... Mais ces secteurs de la petite-bourgeoisie sont d'accord de lutter pour des améliorations, mais pas trop.

Staline disait qu'il fallait ouvrir le Parti pour en faire le Parti de la Russie. Mais ce qu'il a fait c'était, non pas ouvrir le Parti, mais éliminer le programme. Par contre, Lénine et Trotsky disaient: "oui, il faut ouvrir le Parti à toute la Russie, car l'expérience montre que nous pouvons gagner des millions de personnes, mais nous ne pouvons abandonner ni programme, ni politique, car alors nous ne les gagnerions pas pour nous, mais nous ferions un retour en arrière ou une stagnation". Il est évident que la révolution attire des millions de personnes. Il faut les gagner, leur ouvrir le Parti. Mais cela veut dire qu'il faut s'adresser à eux, au travers de l'activité politique, culturelle, éducative, ne pas abandonner le programme et la politique et faire peser plus le prolétariat sur la direction du Parti. Lénine disait: "il faut augmenter le poids du prolétariat dans le Parti pour compenser l'entrée de techniciens, de militaires - dont nous avons besoin, et qui sont gagnés par la révolution -, mais qui ont encore la même mentalité qu'avant.

Au cours de la Révolution Russe des gens d'ultra-gauche dans le Parti ne voulaient rien savoir de cela. Mais Lénine leur disait: "non! nous devons les gagner! Ces gens sont touchés par la révolution. Mais pour les gagner il faut affirmer et assurer la direction". Staline a repris cette position, mais en faisant entrer tout le monde, et en éliminant la direction. Il disait: "je suis la ligne de Lénine", mais en fait, il faisait tout le contraire.

Craxi en Italie, ou Rocard en France jugent avec une mentalité de secte, ils pensent en fonction de l'appareil. Leur mentalité est de fermer les portes et faire tout à huis clos. Ils croient que l'histoire se fait ainsi, parce que les appareils bureaucratiques sont des fac-simile des appareils bourgeois; ils sont très similaires entre eux. Les objectifs changent, mais le fonctionnement est le même. Ils croient, eux aussi, que tout est problème de couches, de petite clique, et de capacité de manoeuvrer pour obtenir la direction.

Dans ce sens, il faut recommander de lire Lénine, Trotsky et John Reed pour voir comment les masses interviennent et dirigent et comment elles doivent rencontrer la compréhension et la sensibilité d'une direction. A toute étape révolutionnaire, il y a une direction qui comprend et qui sent, sinon il n'y a pas d'étape révolutionnaire. Comment arriver à une étape révolutionnaire si les masses sont sans moyen d'intervenir et de peser!

Tout ce qui se passe en Italie, montre que les masses pèsent, ne se laissent pas intimider et comprennent profondément que leur direction, si elle est faible et timorée, est cependant honnête et ne vit pas de marchandages. Les masses communistes quitteraient le Parti si elles voyaient une direction corrompue; mais elles voient qu'elle est honnête, mais timide, et elles veulent l'impulser.

Les Craxi, les Rocard, les dirigeants de droite du Parti Communiste, par contre, ne voient rien de cela, ils voient et jugent en fonction de l'appareil; ils ne pensent à des changements qu'au travers de l'appareil. C'est pourquoi ils ne peuvent s'appuyer sur aucun exemple historique. Quand ils disent, par exemple: "changer les statuts du Parti Communiste pour y faire entrer de nouvelles gens": quelle expérience y a-t-il de cela dans l'histoire? quelle raison historique? Laissons de côté l'expérience, mais demandons: quelle est la raison historique de cette proposition? est-ce qu'on peut construire l'économie avec quelques petits-bourgeois qui ont peur d'avancer? ou faut-il faire le nettoyage de tout cela et former une direction dans laquelle se trouve le prolétariat? Le prolétariat signifie la pureté. Il ne peut rien faire qui ne soit pur: "ou le prolétariat sera révolutionnaire ou il ne sera rien". Deux ou trois, peuvent devenir des bandits; mais la classe, en tant que classe, doit être pure, sinon elle ne fonctionne pas comme classe, elle ne peut avoir des idées, des pensées, une action ni une autorité en tant que classe. Elle montre sa pureté par le fait que c'est en faveur de la population qu'elle prend des décisions.

Le 26 Septembre 1978 A propos de la discussion au sein du P.C.I.

Elle manque de capacité technique et scientifique. Mais les techniciens et scientifiques gagnés par la révolution peuvent faire ces tâches. Marx a été gagné à la fonction historique de transformer la société.

Ces dirigeants ne voient rien de cela. Ils ne voient que l'importance des secteurs petits-bourgeois. Ceux-ci ont de la valeur; il est important de les gagner pour leur poids social, leur capacité scientifique, culturelle ou artistique, mais ce n'est pas à eux de décider la ligne. La ligne doit être déterminée en fonction du comportement objectif face à l'économie. Aucun d'eux ne voit cela. Ils considèrent que la culture est le résultat de la sagesse et de la connaissance. Mais la culture consiste d'abord en des relations humaines, et ensuite, en des connaissances. La culture provient de relations sociales, de connaissances surgissant de relations sociales. Les relations sociales qui forment les fondements de la culture du petit-bourgeois qui se sent quelque peu capable, font que celle-ci est très fragile. La culture provenant du prolétariat,

est la plus sûre car elle est la continuation de sa pensée objective, de la Révolution Russe.

Il est très important de voir la véhémence et l'émotion de Berlin quand il a dit: "jamais nous n'abandonnerons Marx ni Lénine". L'expérience lui fait voir la validité de cette conclusion: "nous avons des divergences sur certains points; en Italie, on peut faire autrement, mais il faut faire comme eux". Voilà ce qu'il voulait exprimer en disant: "nous n'abandonnerons pas Lénine".

Rocard, par contre, veut faire tout revenir en arrière. Ce type n'a aucun poids. Il est payé par le capitalisme. Le capitalisme le paie de mille façons, sous forme de poste ou autre, pour le stimuler dans cette conception et cette fonction, afin d'arrêter le progrès.

Il faut donner beaucoup d'importance à cette discussion dans le Parti Communiste et y intervenir avec des arguments et sur la base d'expériences historiques.

26.9.1978

J. POSADAS

LA REVOLUTION SOCIALE EN IRAN J. POSADAS

Le 4 Décembre 1978

On ne peut pas poser immédiatement un régime socialiste, un Etat ouvrier. Cette étape n'est pas celle d'un Etat ouvrier, mais bien de la réforme démocratique bourgeoise comme pas vers un Etat ouvrier. Maintenant il n'y a pas de direction politique. C'est l'ayatollah Khomeiny qui donne la direction. C'est un bourgeois, mais il ne l'est pas entièrement car il dit aussi des choses des plus intéressantes.

Un autre aspect à observer, c'est que ce mouvement de l'ayatollah-tout en étant volontairement hypocrite - exprime à quel point ces mouvements doivent aller loin. La Libye a aussi commencé de cette manière. Et voyez où elle va! Il en est de même pour ce mouvement d'Iran. On ne peut pas le considérer simplement comme une manoeuvre hypocrite. S'il avait été nettement bourgeois, l'ayatollah ne prend pas ce chemin, il prépare même la défaite. Mais il continue car il sent que c'est possible. Il fait une analyse intéressante: "que les Américains s'en aillent", "que la grande bourgeoisie s'en aille", "je ne suis pas antimarxiste". Il s'adresse à l'URSS en disant cela. Il n'a pas du tout parlé d'amitié avec l'Amérique du Nord. Il faut prêter attention au fait qu'il dise: "je ne suis pas marxiste, mais je ne suis pas contre que les marxistes aient des droits, je suis contre ce qu'ils croient, mais ils ont le droit de le croire".

Il faut tenir compte de cette influence de la révolution sur l'islamisme pour mesurer ce que l'on peut faire, dès maintenant, contre Saoudite et l'Arabie Saoudite. Il n'y a qu'à voir comment les femmes se battent, pour voir l'énorme développement que la révolution peut réaliser dans tous ces pays.

4.11.1978

J. POSADAS

Note de la rédaction: cet article du camarade J. POSADAS a été tiré d'une intervention de préparation d'une conférence publique sur l'Iran. Cette conférence est publiée sous forme de brochure sous le titre: "LE SOULEVEMENT DES MASSES ET LE PROGRES DE L'IRAN" (5.11.1978). (On peut l'obtenir en écrivant à l'adresse du journal, au prix de 20F)

Editorial

Pour cela, c'est très important de voir la signification des votes blancs, des abstentions et de ces

votes de protestation, en particulier pour les camarades de la gauche socialiste. Même à Charleroi, où "Tribunes Socialistes" avait pris plus de racines, le PSB a beaucoup perdu et il s'est même présenté une liste de dissidence dans le canton de Fontaine l'Évêque, alors que ces camarades-là avaient été des points d'appui pour "Tribunes Socialistes" il y a encore quelques mois. Glinne a déjà posé un bilan de ces élections dans une voie tout à fait différente de celle d'André Cools, en se préoccupant de chercher une explication au recul socialiste, et de vouloir corriger les raisons de ce désaveu d'une part importante des travailleurs socialistes. Mais ce n'est pas suffisant non plus de rendre seuls responsables du recul socialiste, la division du Parti et les tripotages qui président à la représentation de la région de Charleroi à la direction du PSB. Nous croyons que les camarades de la gauche socialiste sont restés trop timides dans cette campagne électorale et ils se sont confondus entièrement avec tout l'appareil du Parti. Ils n'ont fait aucune campagne critique envers la politique pro-capitaliste de la direction et surtout, ils n'ont montré aucune décision à défendre un programme de mesures anti-capitalistes et donnant une alternative de transformations sociales; cela empêché d'avoir la confiance de beaucoup de travailleurs socialistes qui soutenaient et voulaient impulser la tendance de gauche.

Toutes les voix que le Parti Socialiste a perdues, ne sont pas des "voix perdues"! Ce sont les voix d'une partie importante de la classe ouvrière qui veut avancer contre le capitalisme, qui rejette la conciliation avec le capitalisme et veut aller beaucoup plus loin et voit que, pour cela, il faut obliger à changer ce Parti Socialiste! Il faut changer sa politique, son programme, il faut obliger ses dirigeants à respecter la volonté de la base et à développer une vie politique au sein du Parti.

Ce sont toutes des forces qui vont peser dans la prochaine étape, en particulier dans le mouvement syndical. Les ouvriers, et aussi des secteurs de la petite-bourgeoisie, voient que les élections, la lutte parlementaire ne permettent de réaliser aucune conquête. En tout cas, si on obtient quelque chose au parlement, c'est sur la base d'une force sociale qui intervient et pressione directement, dans la rue, dans les mobilisations, pour imposer ces revendications.

La majorité de gauche qui existe dans le pays, ne provient pas de la somme des députés au parlement. Ceux-ci ne sont qu'un reflet très lointain. Ces élections ne sont déjà pas justes au départ, du fait que les jeunes de moins de 21 ans, n'ont pas le droit de voter, ni les travailleurs immigrés qui sont près d'un million. De plus, la loi de l'appareil fait que c'est le Parti Communiste ou les petites listes de gauche qui ne peuvent traduire en députés leur nombre réel de voix.

Mais surtout, le manque de programme, de politique anti-capitaliste du Parti Socialiste n'a pas permis à la classe ouvrière d'attirer, politiquement, les courants chrétiens de la petite-bourgeoisie et certaines couches d'ouvriers qui continuent à voter pour le PSC-CVP. C'est la direction socialiste qui fait le jeu de la droite par la politique de conciliation, et même de gestion

de la crise capitaliste qu'elle est en train de pratiquer.

Cette orientation se confirme, plus encore, après les élections, avec les appels que fait Willy Claes comme informateur, à la modération des revendications syndicales pour aider le pays à sortir de la crise.

Ce n'est pas du Parti Socialiste qu'est venue la volonté de changements sociaux manifestée dans ces élections. Ce qui influence les secteurs les plus avancés de la population, c'est que le reste du monde, est en changement complet, que la crise du capitalisme s'approfondit, de toutes parts, et que les masses dans le monde se montrent résolues à ne pas en payer les frais plus longtemps et à lutter pour changer les structures de la société. La grève des métallurgistes d'Allemagne capitaliste est un stimulant et un exemple très importants pour les travailleurs de Belgique. "Le modèle allemand" est à double tranchant et la politique de cogestion que les dirigeants socialistes et syndicaux essaient d'instaurer en Belgique, est remise profondément en cause par la classe ouvrière et les syndicats allemands et même par une partie de la social-démocratie. C'est cette politique qui se trouve en crise complète.

En Iran aussi, les luttes des masses sont en train de conduire à une révolution sociale, même avec une direction religieuse. Mais les masses se sentent plus sûres parce qu'elles ont l'Union Soviétique à côté d'elles. La revendication essentielle du renversement de la monarchie et de toute la corruption, qui l'accompagne, et de l'expulsion des impérialistes yankees qui la soutiennent, n'a rien de religieux. C'est une revendication importante pour un pays comme la Belgique également. Le roi de ce pays est intervenu avec agressivité dans son discours de Noël, dans la politique du pays, en préconisant un pouvoir central fort et stable... c'est à dire, en appelant à un gouvernement fort des représentants de la grande bourgeoisie, les plus décidés à affronter le mécontentement et les mobilisations des travailleurs. C'est une tâche des directions ouvrières de dénoncer cette fonction réactionnaire de la monarchie en Belgique! Et si en Iran, pays bien plus arriéré que la Belgique, les masses ont la conscience et la décision révolutionnaire de remettre la monarchie en cause, il faut le faire ici aussi, comme une partie du programme de luttes pour la transformation de la société.

Changer la société! c'est cela qu'ont exprimé les centaines de milliers de gens qui ont refusé de voter, se sont abstenus, ont augmenté les voix communistes, des écologistes, d'Amada, des Trotskystes-Posadistes. Tout cela va peser sur le Parti Socialiste dans la prochaine étape. En particulier au travers des mobilisations et de l'intervention dans le mouvement syndical. Il faut rejeter totalement toute idée de pacte social, établir un programme du mouvement syndical, en front commun FGFB-CSC, pour la défense des conditions de vie et de salaires, pour les 36 et 32 heures immédiatement, pour un plan ouvrier de développement économique qui garantira le droit au travail et sera établi, en fonction des besoins de la population, pour l'étatisation des principaux moyens de production, de l'énergie et des banques.

La Flandre n'a pas voté "différemment" de la Wallonie, malgré ce que veut faire croire toute la presse capitaliste. Il y a dans chacune des régions du pays, ce même courant très important, dans la classe ouvrière, et dans la petite-bourgeoisie, parmi les étudiants, qui veut impulser un programme de transforma-

tions sociales.

Il faut faire un débat public, sur les résultats des élections et les perspectives des prochaines étapes en Belgique: nous appelons à faire cette discussion entre les différentes tendances de la gauche. Ce ne sont pas seulement les états-majors des partis qui doivent parler et donner leur avis, mais les militants, les travailleurs eux-mêmes. Il faut élever l'intervention des masses dans toute la vie du pays. Les gens sont dégoûtés des élections, parce qu'ils voient que cela ne change rien, mais aussi parce qu'ils voient qu'on les appelle, une fois par an, à mettre un bulle-

tin dans l'urne et que rien d'autre de ce qu'ils pensent ou veulent n'est jamais discuté, qu'il n'y a jamais d'échanges d'idées dans les différentes tendances du mouvement ouvrier sur la politique à mener, il faut faire ces discussions, pas seulement dans les réunions ou les congrès syndicaux, mais aussi dans des réunions unissant syndicats et partis, il faut faire des assemblées populaires dans les quartiers, les villes, les différentes régions, afin de tirer les conclusions de ces élections, observer la crise énorme du système capitaliste et discuter les prochaines étapes de la lutte.

26.12.1978

Lettre ouverte au Parti Communiste

Nous saluons le progrès électoral du Parti Communiste qui lui a permis de regagner 2 députés, et cela malgré le système tout à fait injuste de l'appareil, qui donne, par exemple, 11 députés au FDF avec 260.000 voix et seulement 4 au Parti Communiste avec 180.000 voix. Nous sentons ce progrès comme nôtre et comme celui de l'avant-garde ouvrière, des ouvriers socialistes et chrétiens de gauche qui ont décidé d'appuyer la liste du PC. Ces voix gagnées par le Parti Communiste, sont celles d'une partie de l'avant-garde ouvrière qui veut se préparer à lutter pour des changements de société, qui condamne la politique de collaboration de classes de la direction du PSB, qui condamne la division du PS et la création d'un front des francophones avec le PSC, et le FDF, d'ailleurs bien fragile. La crise capitaliste s'approfondit, le chômage augmente, les conditions de vie et de travail se détériorent constamment, le niveau de vie de l'ensemble de la population travailleuse se réduit chaque fois plus, le gouvernement, avec l'aide du PSB, a fabriqué toutes sortes de "plans", le plan anti-crise, le plan Spitaels, le plan Claes, et le plan Egmond, pour détourner l'attention des problèmes fondamentaux. Le PSB n'a pas répondu au besoin de la lutte et il a sapé, avec sa division et la constitution du front des francophones, la confiance des travailleurs.

L'avant-garde ouvrière qui a voté communiste a exprimé un vote bien conscient pour une alternative, un changement de société et pour prendre appui sur les pays socialistes, pour organiser les forces pour faire changer le Parti Socialiste. Chaque voix qui va au Parti Communiste ne représente pas qu'elle-même - comme pour les partis bourgeois mais exprime la discussion, l'opinion de dizaines d'autres camarades à l'usine, dans le quartier, l'université, au bureau, au syndicat tant dis que la voix d'un bourgeois, d'un commerçant, d'un dirigeant d'entreprise, d'un cadre supérieur, d'un chef, n'organise rien du tout, ne représente qu'elle-même. Pour le Parti Communiste, cela représente une force sociale très importante, qu'il faut organiser pour lui donner confiance dans la voie à suivre pour accomplir ces changements auxquels ces travailleurs aspirent.

Les voix au Parti Communiste ne valent pas seulement pour ce qu'il représente en Belgique, mais pour l'influence et l'autorité des pays socialistes et essentiellement de l'Union Soviétique sur l'avant-garde ouvrière qui comprend qu'il faut faire comme en Union Soviétique, pour résoudre les problèmes de la crise du capitalisme en Belgique, il faut un programme de nationalisations de toutes les entreprises capitalistes, la destruction des structures de l'appareil d'état capita-

liste, un programme de développement social et culturel de toute la population, un plan ouvrier de développement économique. Les travailleurs qui ont voté pour le Parti Communiste, au lieu de s'abstenir, ou de soutenir une liste des groupes ou celle des écologistes, l'ont fait aussi pour l'intervention de l'Union Soviétique dans le monde et en particulier en Afrique, en appui au progrès vers le socialisme.

Nous invitons les camarades du P.C. à faire des assemblées, des débats publics, pour tirer les conclusions de ces élections, pour discuter comment faire avancer un front de gauche en Belgique, un programme de transformations sociales, une politique dirigée en particulier vers la gauche socialiste pour lui donner confiance et assurance dans la nécessité d'un programme communiste. Les ouvriers qui ont voté communiste, et surtout les ouvriers socialistes, veulent voir des dirigeants communistes fermes et décidés sur les principes face à la direction du Parti Socialiste. On ne peut pas attendre ni espérer que cette direction change ou soit convaincue. Le front de la gauche ne se fera jamais si cela dépend de leur bonne volonté. Pour organiser la gauche socialiste, il faut lutter avec conséquence pour un programme de transformations sociales. Il faut montrer que la colère de Cools contre le cdé Van Geyt entre autres lors du débat télévisé, ne correspond pas au nombre de voix perdues par le PSB mais vient surtout du fait qu'ils voient la protestation, la résistance de la base socialiste à leur politique. Mais le Parti Communiste doit défendre avec continuité les principes communistes, appuyer et montrer constamment la supériorité des Etats ouvriers sur le régime capitaliste; et cela donnera alors à la gauche socialiste une plus grande assurance pour combattre la droite du PSB avec un programme conséquent face à la crise capitaliste.

Mais ce progrès du Parti Communiste n'a pas été plus conséquent, alors qu'il aurait pu l'être, parce que l'avant-garde ouvrière n'a pas complètement confiance dans le Parti Communiste. Par exemple, le PC n'a rien dit contre la monarchie, ni en défense des pays socialistes, au cours de sa campagne électorale. Ce n'est pourtant pas le tournant "eurocommuniste" récent du Parti Communiste qui lui a fait gagner des voix, contrairement à ce que certains camarades voudraient penser. Le Parti Communiste reste toujours aux yeux de la classe ouvrière, un prolongement de l'Etat ouvrier. La croissance électorale communiste signifie que tout un courant communiste, socialiste de gauche en Belgique voit que la crise du capitalisme n'a pas d'issue et compare celle-ci avec les Etats ouvriers. C'est pour cela que le PC doit élever son programme pour être conséquent avec les conclusions de ces élections.

dans ce numéro:

- Déclaration sur le triomphe de la révolution iranienne p.13

- Résolution du Secrétariat International sur le Vietnam - Cambodge p.15

- Sur la prolongation de la crise de gouvernement et l'importance de la fonction politique des syndicats p.16

Proletaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

le 16 février 1979 n° 311 bis n° spécial - 7 FB

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. -
Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs ; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs.
- A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar -
1060 Bruxelles.

02/3386984

La relation de forces mondiales et le processus de révolution sociale en Iran

29.1.1979

J. POSADAS

Le déroulement des événements en Iran marque une nouvelle phase du processus. Indépendamment de ce qui peut se passer le jour de la venue de Khomeiny, il faut faire une tactique programmatique, d'accords, d'alliances politiques. Il faut se rappeler que Trotsky, répondant à ceux qui le critiquaient d'envisager de s'allier à nouveau avec Staline, disait qu'il le ferait si c'était nécessaire : "je m'unis avec le diable ou avec qui que ce soit si cela convient à la politique révolutionnaire". Il faut voir en quoi consiste la politique révolutionnaire.

Dans le cas de l'Iran, Khomeiny n'est pas le diable et ceux qui l'entourent sont peut-être assez bien diaboliques, mais ils font partie d'un enfer ancien. Ils se voient confrontés à un problème qu'ils ne comprennent pas et qui les dépasse complètement. De plus, l'Iran n'a pas de bourgeoisie. Cela veut dire une catastrophe pour le capitalisme. Au Nicaragua, il y a Somoza - qui est un bourgeois multiplié par mille puisqu'il possède tout -, mais en Iran il n'y a pas de bourgeoisie. La bourgeoisie est très faible. Elle n'a pas de poids social, elle n'a pas structuré une clique bourgeoise.

La bourgeoisie existe, mais elle n'a pas de poids social. Ce n'est pas la bourgeoisie qui décide des aspects fondamentaux de l'économie, c'est l'Etat. La bourgeoisie a du poids et existe en tant que classe, mais elle n'a pas de poids social et elle n'a pas l'initiative économique: celle-ci est dans les mains de l'Etat. Voilà qui représente une très bonne occasion d'établir un programme de développement de l'économie. Même la direction musulmane va devoir le faire, sinon le mouvement va lui échapper des mains. Et parmi les dirigeants religieux il va en apparaître un qui s'en ira, bien consciemment, du côté révolutionnaire et qui va trouver logique de se coordonner avec l'Union Soviétique plus qu'avec tout autre pays. Cette coordination est des plus logiques et naturelles. Pour cette raison Carter n'a pas voulu que le Shah aille vivre aux Etats-Unis, de peur qu'ils ne soient tous les deux liquidés.

En parlant de classe bourgeoise, il faut parler de la bourgeoisie qui joue un rôle dans l'économie, non des politiciens, mais de la bourgeoisie qui est active dans l'économie, qui la développe et en maîtrise l'initiative privée. C'est cette bourgeoisie-là qui crée une structure liée à elle et qui justifie celle-ci par le fait qu'elle

des transformations sociales. Mais elles veulent avancer, elles ne veulent pas rester soumises à ce qu'Allah pourrait dire.

La direction du mouvement politique, des communistes, des socialistes d'Iran doit faire un front avec le mouvement de l'ayatollah Khomeiny. Il n'y a pas d'autre remède pour aider les masses à s'éduquer, à mûrir. On ne peut attendre des années d'éducation politique. C'est dans le cours même du processus révolutionnaire qu'il faut aider les masses à s'éduquer. Il y a une direction religieuse qui accepte des changements de structure, qui vont produire des effets sur elle-même aussi. Une lutte va se développer entre le secteur musulman lié au grand et au moyen capital et la base qui recherche le progrès social. Une partie de l'église islamique était et est liée à l'impérialisme. Mais les grandes masses musulmanes sont contre le grand capital et veulent avancer et progresser. Il faut les aider à comprendre.

Le front unique avec la direction de Khomeiny a pour but d'aider les masses à comprendre; il faut prendre position, proposer un programme d'étatisations, de droits démocratiques révolutionnaires pour toutes les tendances, pour transformer la société en Iran, créer des organes dans les écoles, les quartiers, comme cela se fait en Italie. Il faut faire des organes de la classe ouvrière partout, unissant la classe ouvrière et les écoles, les quartiers. Faire des organes de discussion, de planification et de direction pour aider à l'élévation politique des masses. Les quelques syndicats qui existent doivent jouer ce rôle. En plus de cette fonction, il est important que les syndicats, les partis ouvriers et en particulier, le Parti Communiste, comprennent que le rapport mondial des forces aide ce processus et que les masses iraniennes apprennent non seulement de l'Iran, mais du monde.

Les directions ouvrières d'Iran ne doivent donc pas compter seulement sur leur propre capacité d'action, mais se baser aussi sur l'influence du monde sur les masses iraniennes, et en particulier celle des masses de France et d'Italie. Leurs luttes ont un effet immense sur les masses iraniennes, non seulement par le fait que des étudiants iraniens se trouvent en France et en Italie pour étudier, mais aussi parce que les masses iraniennes lisent, s'informent et acceptent toutes les expériences qui viennent de l'histoire, pour le progrès syndical, économique ou scientifique.

FAIRE UN FRONT UNIQUE AVEC LE MOUVEMENT DE KHOMEINY ET LES MILITAIRES

POUR IMPOSER LA TRANSFORMATION DE L'ECONOMIE ET UNE REPUBLIQUE REVOLUTIONNAIRE

Il faut appeler les militaires à intégrer ce front, en montrant que le progrès de l'Iran ne peut se faire que sous cette forme. Pendant toutes les années passées: où était le progrès de l'Iran? nulle part. il faut faire la comparaison avec tout ce que l'Union Soviétique a progressé pendant le même temps. Le Shah s'est installé en 1954, à peine 6 ans après l'instauration de l'Etat ouvrier chinois: voyez où en est maintenant la Chine! Cuba s'est installé bien après, et voyez où en est le progrès de Cuba!

Il faut faire des discussions avec les soldats et appeler les militaires à intervenir, à s'associer au progrès de l'Iran, à contenir la contre-révolution qui couve au sein de l'armée, empêcher tout massacre contre la population et obliger à accepter une Constituante qui discute: où va l'Iran, et qui pose un programme d'étatisations de tous les biens du Shah, de planification de la production, industrielle et agricole, de développement d'organes de la classe ouvrière, de droits politiques et un programme de progrès social sur la base des expériences historiques des Etats ouvriers et des Etats révolutionnaires. Ce sont eux qui ont démontré leur capacité d'avancer et non le système capitaliste.

C'est sur cette base que doivent mener la lutte les étudiants, les ouvriers et les syndicats existants. Les syndicats iraniens sont trop peu nombreux et trop faibles pour avoir exercé un poids décisif sur les masses iraniennes; ils ont été un transmetteur de l'influence du monde sur les masses d'Iran. La grève a paralysé l'appareil gouvernemental et stimulé les masses à sortir; mais ce n'est pas suffisant pour expliquer l'énorme décision de lutte des masses. Khomeiny n'a pas fait non plus une préparation politique des masses: alors d'où sort leur résolution politique? C'est l'influence mondiale de la révolution sur les masses! C'est dans ces conditions que le prolétariat iranien, aussi réduit qu'il est, a rencontré une base sociale énorme qu'il a pu influencer.

Il faut faire un front unique et appeler l'armée à ne pas tirer sur la population, à se joindre à elle pour imposer la transformation de l'économie et une Constituante qui crée la République Démocratique d'Iran comme un pas vers la République Socialiste.

Les masses voient, au travers de l'URSS et de l'Afghanistan, la force que représente la propriété étatisée et l'organisation centralisée de la production. Il faut proposer un programme de production agricole en fonction des besoins de la population: céréales, légumes, fruits - et un programme de transformations industrielles de la production agricole, distribuer les terres pour faire une production coopérative et collective avec l'appui de l'Etat et fournir des machines pour faciliter le travail, demander aux autres pays de l'aide pour développer la production agricole en faveur de la population: cette aide viendra essentiellement des Etats ouvriers.

Il faut, en même temps, faire des réunions, des discussions, créer des cadres, développer la culture de la population sous toutes les formes: au collège, à la maison, dans le quartier, à l'hôpital, dans les usines, faire des discussions sur l'économie, la société, la science, les idées; en même temps il faut développer concrètement l'économie, faire des moyens de transport, de communication, des routes, des maisons pour les gens. Les gens verront alors la culture et la science en liaison avec l'économie et le développement de la société, le développement de sentiments et de relations humaines fraternelles. Voilà ce qu'il faut faire immédiatement. C'est le programme pour l'Iran.

Il faut appeler l'armée à ne pas tirer et à retourner ses armes contre le Shah et à armer le peuple afin que celui-ci puisse défendre et mener de l'avant ce programme, appeler les religieux, les musulmans de toutes les tendances au front unique pour appliquer cette résolution. Postérieurement, il faut développer la discussion sur l'évolution des idées et des expériences de l'histoire, sur comment se sont développés les pays, les Etats ouvriers, les Etats révolutionnaires et les pays capitalistes, comment la base de l'économie centralisée, la propriété étatisée et centralisée est un instrument pour le développement, quand il s'accompagne de l'intervention des gens. Il faut développer l'expérience pour ne pas tomber dans une nouvelle forme de bureaucratie, que ce soit celle qui s'est créée en Union Soviétique, ou en Chine et dans les autres Etats ouvriers: pour cela, il s'agit de développer la capacité théorique, politique, la vie politique des masses et les formes d'organisation permettant à toute la population d'intervenir et de ne pas dépendre des formules de planification d'une direction bureaucratique.

Il faut développer le Parti, la vie de Parti avec le programme révolutionnaire, pour développer l'expérience des masses, afin que celles-ci se sentent capables de décider, d'apprendre, de développer leur capacité scientifique, politique, organisationnelle de diriger l'économie, les idées, les relations humaines. Les masses peuvent le faire, avec l'expérience de tous les pays socialistes et des pays révolutionnaires. Il faut unir l'économie à la société, à la science, à la construction de la direction. La propriété doit être étatisée, il faut la planifier, c'est le prolétariat qui doit intervenir et la diriger, le Parti doit développer les idées et permettre la participation des masses. Il faut faire un plan pour qu'il y ait la plus grande justice et solidarité dans la distribution: celle-ci, en général doit encore dépendre du critère "à chacun selon ses capacités" mais on peut déjà l'organiser, sous de nombreux aspects "à chacun selon ses besoins". Toute l'expérience de la lutte, l'héroïsme du peuple iranien montrent qu'il a appris le principe "à chacun selon ses besoins" et qu'il va le mettre en application.

Il n'est pas nécessaire de parcourir toutes les étapes de la Révolution Russe, ou même de la Chine. On peut partir des idées les plus élevées, grâce à l'expérience de l'histoire et au mûrissement des masses et au point d'appui que signifie le rapport de forces mondial favorable, c'est à dire les Etats ouvriers, la lutte des masses du monde. Cela ne veut pas dire qu'il faille attendre que tout vienne de l'extérieur, mais que le capitalisme n'a pas la force pour intervenir comme il le veut, ni où il veut. Les secteurs bureaucratiques, qu'ils viennent des Etats ouvriers ou des partis de la classe ouvrière, n'ont pas cette force non plus. Ils ne peuvent intervenir que pour impulser ce processus et c'est ce qu'ils sont en train de faire.

Il faut appeler l'armée à se joindre à cette lutte et se disposer en même temps à affronter la réaction et les massacres. Pour y répondre, il faut que les masses demandent à l'armée de passer du côté de la population pour résister aux massacres que vont

faire les réactionnaires, les agents et les corps de la C.I.A.. Elles doivent se préparer militairement et ont pleinement droit de le faire. Il faut se rappeler, d'autre part, que Khomeiny a dit "nous appellerons à la résistance et au soulèvement armé si cela continue". L'appel aux armes doit s'accompagner de l'appel à des objectifs programmatiques pour faire mûrir politiquement les gens et gagner l'armée et les autres secteurs.

Les masses iraniennes vivent le monde et en sont influencées parce qu'elles vivent et raisonnent, jugent, mènent une intense vie politique, même sans avoir un Parti et sans organismes. Tous les organes de classe, partis et syndicats doivent se baser sur ce rapport de forces. Ce n'est pas de lui que va surgir le programme ni la direction. Mais il faut compter sur les effets que ce processus produit sur la population. La relation de forces mondiale est une impulsion pour la population et un frein à l'action de la bourgeoisie. Les masses iraniennes ne feraient pas tout ce qu'elles font actuellement, s'il n'y avait ce rapport de forces mondial.

Ces soulèvements ne se sont pas produits pour une lutte religieuse. Ni Khomeiny, ni aucun mouvement religieux ne les a appelés. Ce processus d'Iran a reçu l'influence naturelle, objective des luttes des masses et en particulier celle des Etats ouvriers, des pays socialistes, et celle des masses d'Italie et de France, et même des masses d'Allemagne, qui ont déclenché au sein des masses un mouvement politique, et non religieux. Les gens qui agissent, ne le font pas au nom de Khomeiny, mais au nom du progrès, ils veulent le progrès, mais ils n'ont pas de centre et ils trouvent dans le mouvement des ayatollahs un centre qui a une capacité et la force d'organiser. Mais l'influence est celle du monde, des luttes politiques, révolutionnaires des masses du monde, des pays socialistes. Ce mouvement mobilise des millions. Quelle préparation antérieure a été réalisée? aucune. Avant même les appels de l'ayatollah, les gens s'étaient déjà mobilisés. Il existe des antécédents: à l'étape de Mossadegh, l'appui à Mossadegh était total et il n'y avait pas alors d'ayatollahs.

Les mouvements d'Iran doivent demander l'appui, la solidarité, le front unique des partis communistes, socialistes, des mouvements nationalistes révolutionnaires, des mouvements de gauche, qu'ils soient catholiques, musulmans ou juifs: un appui pour le progrès social de l'Iran.

Gagner un secteur de l'armée n'est certainement pas simple, parce que la résistance est très grande, mais il faut le faire et c'est possible d'y parvenir. Il faut s'appuyer sur ce processus de progrès de la révolution pour donner confiance aux masses dans la nécessité de créer des organismes de masses, de base, des organisations de discussions, de programme, et s'adresser aux soldats et aux officiers en les appelant à construire un grand Iran à partir du développement économique et social pour la population. Il faut se préparer à passer des étapes. Les masses musulmanes vont apprendre, développer leur expérience, leur compréhension et leur intelligence de la nécessité de transformations sociales et elles vont trouver les moyens de vaincre les massacres que l'armée va faire et elles vont voir et sentir l'appui du monde pour cette lutte.

Il faut se préparer à un processus assez long de luttes, de résistance; cependant la perspective n'est pas dans une fixation du pouvoir actuel, mais dans un développement conduisant au pouvoir populaire. Il faut le pouvoir populaire, ouvrier, pour les transformations sociales. Le progrès de la population, c'est le progrès social, économique, des relations humaines, c'est une relation de droits démocratiques basée sur le développement et la gestion de l'économie sous la direction de la population, sous forme d'organismes à créer. Il faut appeler les soldats, les officiers, à participer à cette tâche, à donner les armes au peuple. Ces armes sont payées par les efforts de toute la population, par ses sacrifices, et son travail.

La lutte de la classe ouvrière est fondamentale. La classe ouvrière iranienne, même en étant peu nombreuse a un poids énorme car elle représente les intérêts, la capacité objective, la pensée objective dédiée au développement social de l'Iran. C'est pour cela qu'elle a de l'autorité. Son poids dans l'économie fait que c'est elle qui détermine, de toutes façons, le fonctionnement du petit appareil industriel qui existe. C'est elle qui a la capacité et l'objectivité de recevoir et transmettre les nécessités

de la vie des masses, de réaliser tous les progrès nécessaires et de recevoir les impulsions et les influences du monde pour, à son tour, impulser le monde.

Le capitalisme n'est pas en conditions d'intervenir directement et dans l'immédiat. Dans ce rapport de forces mondial, les Etats ouvriers ont un intérêt vital à maintenir et développer l'Iran en dehors de la domination de l'impérialisme. Hors de la domination impérialiste, il n'y a d'autre issue qu'un développement vers un Etat ouvrier.

Il faut faire en sorte que les syndicats interviennent plus, s'adressent plus à la population dans des discussions démocratiques afin que la population puisse raisonner, penser. Il faut s'adresser à tous les courants musulmans en discutant de la nécessité de transformations sociales et de gagner l'armée. Les masses montrent un héroïsme quotidien! On les assassine et on les tue par dizaines, par centaines tous les jours. Il faut compter que le Shah, l'armée et l'impérialisme ont provoqué plus de 200.000 assassinats en Iran. Les masses ne s'arrêtent pas, ne se laissent pas intimider ni écraser et elles gardent toute leur vigueur, leur volonté, leur résolution de combat. C'est l'influence mondiale sur les masses qui les pousse à progresser, ce n'est pas un mouvement religieux. Elles le font, non pas au nom de la religion, mais au nom des transformations sociales. Même si ce sont des masses musulmanes dans leur immense majorité qui interviennent, elles agissent en fonction du progrès de la société et non par un sentiment religieux. A l'étape actuelle de l'histoire, il n'y a pas de masses qui se soumettent à un courant religieux si celui-ci n'est pas uni au progrès de la société.

29 janvier 1979

J. POSADAS

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DU P.O.R. (Trotskyiste-Posadiste)

VIVE CE TRIOMPHE HISTORIQUE DES MASSES IRANIENNES EN LUTTE POUR LE
PROGRES SOCIAL DE LEUR PAYS!

POUR UN APPUI CRITIQUE AU GOUVERNEMENT DE BAZARGHAN POUR QU'IL PRENNE
DES MESURES DEMOCRATIQUES ET DE TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES!

Le Bureau Politique du P.O.R. (Trotskyiste-Posadiste) salue avec toute son émotion et sa fraternité communiste, la victoire des masses en Iran, qui ont renversé le Shah et détruit les bases essentielles de ce régime féodal et assassin. Cette victoire est équivalente à celle du Vietnam contre l'impérialisme américain!

Les masses iraniennes, les jeunes, les vieux, les femmes, les enfants ont participé à cette lutte en affrontant la mort, en affrontant l'armée, en gagnant les militaires; elles ont fait ainsi un progrès énorme dans leur capacité d'intervention sociale. L'intervention des masses exprime un dynamisme et une volonté très profonde de progrès social.

Elles ont utilisé l'Islam, le mouvement religieux, comme un centre pour ce progrès pour chasser le Shah. Le soulèvement des masses musulmanes en Iran est une impulsion à toutes les masses du Moyen Orient en particulier, et du monde entier, pour renverser à leur tour les régimes féodaux et monarchiques comme en Arabie Saoudite, au Maroc, en Jordanie, en Tunisie.. Les masses sentent cette révolution en Iran comme une impulsion vers un progrès social et non comme une possibilité d'étendre l'Islam. L'Islam et le marxisme se sont unis, identifiés pour renverser le Shah.

Cette victoire de la révolution sociale en Iran est une défaite immense pour l'impérialisme nord-américain, pour le capitalisme mondial, qui perd une de ses bases de soutien réactionnaire et contre-révolutionnaire essentielle, non seulement du point de vue économique (le pétrole) mais surtout du point de vue militaire et social.

La victoire des masses en Iran est un résultat du processus de la révolution mondiale, une expression de révolution permanente. L'existence des pays socialistes, des Etats ouvriers, le progrès constant du camp socialiste - et cela même malgré la politique criminelle de la direction chinoise - sont un stimulant pour toutes les masses, pour lutter pour des transformations sociales.

Les masses en Iran montrent un exemple très élevé de comment gagner l'armée: désarmées, elles ont utilisé toute leur force de persuasion pour gagner les soldats, les casernes entières, des régiments entiers. La garde impériale, avec tout son armement yankee, n'a pu résister à l'assaut des masses, parce que cette armée n'a aucune assurance sociale, elle se sent le défenseur d'un régime rétrograde, condamné, arriéré. Par contre, les masses sans armes, dans la rue, les meetings, les manifestations représentent le progrès social, la volonté d'en finir avec la barbarie du Shah et ont imposé ce changement du rapport des forces, ont fait cette insurrection, malgré leur propre direction religieuse.

Le Bureau Politique du P.C.R.(T) manifeste l'appui de la IVe Internationale-Posadiste à cette victoire historique immense du peuple iranien, l'appui critique au gouvernement Bazarghan et appelle à l'application d'un programme de droits démocratiques les plus complets pour les masses, incluant des mesures économiques d'étatisation des biens du régime du Shah, de planification économique pour le bien-être des masses, de réforme agraire, des relations économiques avec les Etats ouvriers. Il appelle à l'organisation d'une Assemblée Constituante qui rassemblera toutes les tendances voulant le progrès de l'Iran, avec la discussion d'un programme de transformations sociales entre toutes les tendances: religieuses, marxistes, syndicats, Parti Communiste et tous les groupes. Il appelle aussi à étendre et à développer les organisations d'intervention de la population, comme celle-ci est déjà en train d'en organiser, dans lesquelles les masses discutent et interviennent sur tous les problèmes du pays; exerçant un contrôle et une pression permanente sur le gouvernement. La participation des femmes, des enfants, des vieux à la réorganisation complète de l'Iran, l'intervention de la classe ouvrière, sont la garantie de l'application d'un programme démocratique vers des mesures socialistes.

Le P.O.R.(Trotskyiste-Posadiste) appelle toutes les organisations du mouvement ouvrier en Belgique à donner leur appui le plus clair et résolu à ce processus révolutionnaire de l'Iran, à faire des discussions, des meetings, des débats, des manifestations pour saluer le triomphe historique des masses iraniennes, car il représente aussi notre victoire, la victoire des forces progressistes du monde. Nous appelons à faire cette discussion pour comprendre la force du mouvement révolutionnaire tel qu'il est en Iran: même avec cette direction religieuse musulmane, le peuple iranien a réalisé une conquête historique immense, et qui est importante pour le monde entier!

Cette situation en Iran est un élément qui va approfondir encore la crise du système capitaliste en Europe, et aussi en Belgique. Non seulement pour le problème du pétrole - où le capitalisme va encore augmenter les prix du pétrole et faire payer la crise à la population belge et européenne - , mais surtout sur le plan social: c'est un stimulant et un exemple pour lutter pour en finir avec toutes les monarchies, y compris celle de Belgique. Il est certain que le roi Baudouin et le Shah n'ont pas les mêmes pouvoirs ni les mêmes richesses. Mais le roi en Belgique représente, lui aussi, les intérêts les plus rétrogrades de la société, le système de la bourgeoisie capitaliste. Il faut aussi le remettre en question, de même que toutes les monarchies occidentales qui subsistent. Le mot d'ordre de la République Démocratique et Socialiste n'est pas valable seulement pour des pays comme l'Iran, mais aussi pour la Belgique. Nous appelons à le mettre en discussion dans tous les courants de la gauche en Belgique! Il ne faut pas éluder ce problème comme s'il était secondaire.

Nous appelons toutes les organisations ouvrières et de gauche à donner un appui critique au gouvernement de Bazarghan et à appuyer la lutte pour faire de la République actuelle en Iran, une République révolutionnaire qui va conduire vers des transformations sociales; à soutenir le front unique - aussi transitoire qu'il sera - entre le mouvement ouvrier, le Parti Communiste Tudeh, les syndicats, les groupes de gauche, et le mouvement de Khomeiny pour accompagner l'application des droits démocratiques, par des mesures économiques de progrès pour toute la population en Iran!

Bureau Politique du P.O.R.(T)

REPRODUCTION DE LA DECLARATION DU SECRETARIAT INTERNATIONAL
DE LA IVe INTERNATIONALE-POSADISTE

RESOLUTION D'APPUI A LA REPUBLIQUE POPULAIRE DU CAMBODGE
AU FUNKS
AU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIETNAM

Chers camarades du Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam:

Nous nous adressons par votre intermédiaire au Gouvernement de la République Populaire du Cambodge et au FUNKS pour que vous leur adressiez nos félicitations pour avoir expulsé la clique contre-révolutionnaire de Pol Pot. C'était une nécessité pour le progrès du Cambodge en tant que pays socialiste et pour l'unification socialiste du Cambodge avec le Laos et le Vietnam.

En même nous manifestons notre appui et notre salut au Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam et aux masses vietnamiennes qui ont dû se défendre des attaques de cette clique contre-révolutionnaire et, ont de ce fait, donné un stimulant à l'organisation et à la réaction populaire, à l'organisation de tendances révolutionnaires, pour se soulever contre la clique de Pol Pot, l'affronter et l'expulser.

Cette action du Vietnam Socialiste a été nécessaire pour impulser le progrès. Nous saluons toute cette action parce que nous la voyons comme une partie nécessaire du développement socialiste de l'humanité, et que cela constitue une défaite très grande pour l'impérialisme et le système capitaliste mondial et aussi pour la camarilla contre-révolutionnaire de la direction chinoise qui a été la base de soutien et d'appui de la direction de Pol Pot.

En même temps que notre salut au nouveau gouvernement de la République Populaire du Cambodge et au FUNKS, nous leur faisons un appel à développer le fonctionnement démocratique socialiste des masses: en plus d'être une nécessité pour le progrès du Cambodge socialiste, cela aura une grande influence sur des pays comme la Thaïlande, la Birmanie, les Philippines, et même en Chine. Il faut construire des organes démocratiques de discussion, de délibération, de programmation et de développement social des masses. Cette activité, qui est très nécessaire, aura une grande influence et elle servira à élever politiquement les masses de tous ces pays qui comprendront et verront immédiatement la supériorité de l'objectif socialiste.

28.1.1979

SECRETARIAT INTERNATIONAL DE LA
IVe INTERNATIONALE POSADISTE.

COMMUNIQUE DU BUREAU POLITIQUE DU P.O.R.(T) SUR LA CRISE GOUVERNEMENTALE PROLONGEEPOUR UNE INTERVENTION PLUS ACTIVE DES SYNDICATS AFIN DE
PROPOSER L'ALTERNATIVE D'UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE FACE
A LA CRISE ET LA PARALYSIE DU CAPITALISME.

La crise politique qui se prolonge depuis décembre 78 n'est pas une simple crise venant de difficultés pour répartir des tâches gouvernementales: c'est une manifestation de la crise de régime, du régime capitaliste en Belgique. De plus, c'est tout le régime capitaliste qui est secoué et miné par la formidable bouleversement historique qui est en train de se produire en Iran actuellement: les premiers effets de ce bouleversement pour le capitalisme, seront d'augmenter encore son angoisse et sa course aux ressources énergétiques, et d'essayer de faire payer aux masses des pays d'Europe en particulier, les pertes énormes qu'ils sont en train de faire en Iran. Mais l'effet le plus important et le plus profond du triomphe de la révolution sociale des masses iraniennes est social: le régime le plus puissamment armé, comme celui du Shah, a été incapable de résister et d'écraser la volonté des masses d'en finir avec cette barbarie, et les masses qui n'avaient pas d'armes ont pris les armes de la persuasion sur l'armée iranienne pour la faire passer à leurs côtés: c'est une leçon très très grande pour toute la classe ouvrière des pays capitalistes d'Europe. Déjà le Portugal montrait que c'était possible; maintenant, l'Iran le montre encore plus clairement et massivement.

A côté de cela, le capitalisme essaie de monter en épingle le conflit armé entre la Chine et le Vietnam, pour dire aux masses: "voyez, les pays socialistes se font aussi la guerre entre eux, ce n'est donc pas une solution pour vos problèmes". Il faut condamner avec toute l'indignation et l'énergie l'intervention militaire des Chinois contre le Vietnam; les dirigeants chinois agissent ainsi parce qu'ils veulent mettre en difficulté la construction socialiste du Vietnam et l'exemple que le Vietnam représente pour tous les peuples d'Asie.. Mais ces faits-là ne diminuent pas et ne changent pas la profondeur de la défaite que le capitalisme mondial vient de subir en Iran! Ces événements n'ont pas une relation directe avec la crise de gouvernement en Belgique, mais ils contribuent à accroître l'impuissance et l'incapacité de la bourgeoisie, et de tout son personnel politique à faire face aux besoins de développement de la population de Belgique.

Si les dirigeants socialistes - flamands et francophones - restent prisonniers et se font les complices de la politique réactionnaire que le capitalisme applique semi-clandestinement dans son "gouvernement d'affaires courantes", il n'en est pas de même dans le mouvement syndical, où le mécontentement et la volonté de lutte et de changement de la classe ouvrière pressionnent avec plus de force. Le récent congrès du SETCA en a été une expression importante. Un point important, c'est que la classe ouvrière, l'ensemble des travailleurs du pays, exprime au travers du mouvement syndical sa volonté de rester unie du Nord au Sud du pays pour se défendre et pour mener les luttes revendicatives, et cela s'est traduit dans les résolutions du congrès du Setca. Il y a aussi le fait que les secteurs de plus en plus vastes du mouvement ouvrier se rendent compte de la nature de cette crise du régime capitaliste et de la nécessité d'apporter des solutions, des propositions, une alternative radicales, de changements sociaux pour y répondre. Pour cela le SETCA a abordé dans son congrès des problèmes qui ne sont pas syndicaux mais bien politiques et de civilisation: la discussion sur la famille, la qualité de la vie, l'environnement, la fonction de la consommation etc..

De la même façon, la FGTB, en préparation des prochaines élections sociales, développe une activité plus grande pour montrer que le système capitaliste est responsable de la crise actuelle et qu'il ne faut pas en subir les conséquences. La CSC d'autre part, dans ses récents congrès et assemblées, a adopté des positions anti-capitalistes également. Mais toute la situation reste encore comme avant, parce que, entre ces résolutions de congrès et d'assemblées, et la mise en pratique de mesures de lutte, il y a beaucoup de distance dans les syndicats!

Une des raisons, c'est que le mouvement syndical, la direction syndicale, attend la réalisation effective de la "régionalisation" pour mettre en oeuvre son programme de développement économique public, pour le bien-être de la population et pour réduire le chômage. La question de la régionalisation est une diversion bien grave que la bourgeoisie entretient dans le pays et dans le seul but, de contenir une intervention de la classe ouvrière, une unification effective des luttes de toutes les masses de Belgique qui se retournera contre elle. On ne doit pas attendre indéfiniment une révision "miracle" de la Constitution, qui aplanirait tous les problèmes et qui permettrait une impulsion au développement économique, que ce soit en Wallonie, à Bruxelles, ou en Flandres. C'est le capitalisme belge qui n'a plus intérêt à investir ni à développer économiquement la Belgique. Il investit partout ailleurs où cela rapporte, le plus rapidement possible, les plus gros bénéfices possible; ou bien il investit aux Etats-Unis même, au lieu de produire en Belgique pour ensuite exporter ses marchandises en Amérique du Nord. Les fuites de capitaux sont un fait permanent, comme la fraude fiscale, comme le "désengagement" de nombreuses sociétés capitalistes nord-américaines: quel gouvernement peut faire face à cela, dans l'intérêt des travailleurs? ce ne peut être qu'un gouvernement de gauche, et dans lequel les organisations syndicales soient un point d'appui central.

C'est important maintenant d'intervenir, au travers du mouvement syndical, de la gauche syndicale, pour développer cette perspective, et préparer le front unique des partis ouvriers et des syndicats. La grève des ouvriers des ACEC pour les 36 heures est un exemple et une initiative très importants, pour justement mettre en pratique les résolutions et décisions des congrès. Par contre, la démocratie syndicale est très insuffisante encore dans le mouvement syndical et c'est pour cela aussi qu'il y a une telle différence entre les résolutions des assemblées et leur mise en application. Par exemple, les directions syndicales de la métallurgie ont, elles aussi, voté pour les 36 heures en 1980 au plus tard. Et elles viennent d'accepter à Charleroi un pré-accord avec Fabrimétal pour les 38 heures, plus la paix sociale jusque fin 1980! Il faut maintenir l'intégrité de nos revendications, comme le font les travailleurs des ACEC. Et, de plus, il faut discuter la nécessité de prendre l'offensive et surtout, de montrer que le mouvement ouvrier présente une alternative de progrès à la population, et pour cela il faut avancer un programme de transformations sociales.

le 17.2.1979.

active l'économie. En Iran il n'y a pas de grandes industries privées; il ne peut donc y avoir une grande bourgeoisie. C'est l'armée qui est le représentant de la classe dirigeante; mais cela ne sert plus. Quel que soit le temps qui passe - et il ne peut être long - l'armée ne peut pas se substituer à la classe dirigeante. Il n'y a pas de classe dirigeante de l'économie en Iran. Même si l'armée avait l'opportunité de gouverner, elle se dira au bout du premier mois: "que faisons-nous?" Elle n'a pas d'idées, elle devrait tout étatiser, c'est à dire, accroître le poids anti-bourgeois. C'est pour cela que les secteurs bourgeois sont désespérés; mais même ceux-là ne sont pas très bourgeois; ils ont une série de positions qui ne favorisent pas la structuration d'une pensée bourgeoise. Il faut chercher à comprendre que ce processus n'a pas de marche arrière. La sécurité du Shah et la sécurité de Khomeiny sont bien différentes: celle du Shah consiste à s'enfuir; celle de Khomeiny, à venir sinon il sera chassé lui aussi.

LA NECESSITE DE DEVELOPPER UNE DISCUSSION PROGRAMMATIQUE EN IRAN POUR

ACCOMPAGNER LES REVENDICATIONS DEMOCRATIQUES DE MESURES ECONOMIQUES DE PROGRES

Le programme qu'il est nécessaire de développer, doit partir du fait qu'il faut faire un front avec le mouvement de l'ayatollah Khomeiny, tout en critiquant les aspects qu'il faut critiquer. Mais il faut faire un front. Le mouvement de Khomeiny représente une force évidente. Khomeiny ne date pas d'aujourd'hui. Il y a quinze ans qu'il mène cette lutte. Il ne représente pas l'aile la plus réactionnaire. D'ailleurs, il ne peut y avoir une aile totalement réactionnaire, car il n'y a pas de bourgeoisie. La bourgeoisie iranienne est très faible, non structurée. Il faut faire un accord avec Khomeiny pour faire des élections, pour développer l'économie du pays, élever la direction de toutes les propriétés nationalisées et planifier la production de l'acier, du pétrole en même temps que le développement de l'agriculture. Le Shah n'avait fait aucune réforme agraire. Ce qu'il fit était de créer un marché intérieur. Mais il était si faible qu'il l'a tout de suite arrêté. Il ne pouvait créer un marché intérieur s'il n'y avait pas de marché industriel. Il voulait faire l'inverse de la révolution bourgeoise: celle-ci a expulsé les paysans des campagnes et a créé de la main d'oeuvre industrielle, tandis que le Shah chasse les paysans mais ne leur donne pas de travail, dans l'industrie.

Il est possible d'établir un accord énorme et d'assez longue durée, entre toutes les tendances. Mais il faut aussi créer des syndicats, des centrales ouvrières, développer les partis ouvriers et permettre l'éclosion de tous les groupes. En Iran, les groupes ont une fonction différente de celle de l'Italie, de la France ou d'autres pays. Dans les conditions qui existent en Iran, il se forme une quantité énorme de groupes, qui naissent, meurent, se reconstituent, se recomposent, se divisent. Ils surgissent du besoin d'action, ils expriment une nécessité, mais ne donnent pas de programme. On peut les comparer aux groupes de la première étape de 1968, du Portugal: ils avaient aussi cette volonté de combat anti-capitaliste, même s'ils faisaient des actes désordonnés. Ils arrivaient même à établir des accords entre eux et avec les autres partis; ce fut le cas au Portugal; ensuite ils ont dégénéré parce qu'il n'y avait pas de direction politique ni militaire. On les présente comme si leur dégénérescence était une conséquence inhérente à leur propre nature: ce n'est pas ainsi. S'il y avait eu une direction, ils auraient été gagnés parce que leur volonté était d'aller contre le capitalisme, et pas contre le progrès.

En Iran, il y a cette situation. C'est très important d'intervenir maintenant. Le Shah ne revient plus, même si on l'emmène dans une boîte en acier. L'impérialisme lui-même ne s'y intéresse plus, il voit que cette perspective est morte. Il faut donc bien voir quelle est la prochaine étape en Iran. L'armée en soi, n'est pas une direction sociale. Elle est un instrument pour une direction sociale. Elle peut faire un coup. Mais au nom de qui le fera-t-elle? elle le fera au nom de la bourgeoisie liée à l'impérialisme: alors la moitié de l'armée va s'effondrer! Une grande partie de l'armée qui devait encore faire une expérience, l'a fait en ces quelques jours. Pendant les trois derniers mois, l'armée a vu où se trouve la force et où se trouve la peur. Et s'ils n'osent pas se servir de l'armée c'est parce qu'ils comprennent que pour chaque coup de fusil tiré vers l'avant, il y en a huit tirés vers l'arrière!

Nous avons comparé l'Iran actuel avec 1905: 1905 a préparé 1917. Mais cette fois-ci la distance n'est pas la même. La synthèse de Lénine, qui fit le programme de 1917, est déjà un fait acquis: le programme est déjà présent. Ce processus ne revient pas en arrière. Ils peuvent faire un massacre comme ils l'ont fait en 1905. Ils peuvent répéter ces massacres. Mais cela n'intimide pas les gens, car ceux-ci ont déjà acquis leur expérience. Il n'y a pas de bourgeoisie, il n'y a pas de pouvoir, pas de capacité de diriger. Les gens les plus simples comprennent qu'ils peuvent décider. Ils vont intervenir. Il faut se préparer pour ce processus.

L'Union Soviétique ne va pas intervenir directement. Mais elle le fait déjà tous les jours, indirectement. Les Soviétiques interviennent, ne fût-ce qu'en faisant des programmes en iranien à la radio Bakou. Les Yankees font aussi passer des programmes de musique, mais les gens ferment leur poste, par contre ils écoutent tout ce qui vient des Soviétiques, ou d'Afghanistan.

Il faut se préparer à intervenir, dès maintenant. Il n'y a ni programme, ni direction. Il existe une immense volonté de combat, mais pas de direction, pas de politique. Les communistes sont en train de se ranimer et de sortir. Mais ce ne sont pas eux qui ont préconisé le mouvement d'un poids très grand qui existe déjà. Et la direction musulmane suit des critères politiques assez sensés. Elle se rend compte qu'elle ne peut pas être réactionnaire. Ils ne vont pas imposer Allah: s'ils font cela... tout va à la merde. Il est certain qu'il y a une aile réactionnaire. Mais ce n'est pas elle qui va décider. Les masses iraniennes ont beaucoup appris pendant ces dernières années. Mais elles ont appris pendant ces 5 derniers mois autant qu'en 20 ans. Elles ont fait une expérience très très riche. Elles ne se sont pas promenées dans les rues: elles y faisaient meetings et manifestations; mais elles se sont surtout communiqué la volonté inébranlable de chasser le Shah et d'établir un régime démocratique et de liberté pour le progrès: pas la liberté en abstrait. D'un côté elles voient l'Union Soviétique et l'Afghanistan. De l'autre côté elles voient l'Arabie Saoudite et lui disent: "sois maudite!".

La situation en Iran montre dans quelle banqueroute se trouve le capitalisme. Les masses qui se mobilisent en Iran sont un effet du processus mondial de relations de forces favorables à la révolution. Le progrès de l'histoire est un allié naturel des Etats ouvriers. Dans ce processus, les femmes font des progrès énormes dans l'histoire de la civilisation humaine: elles brisent la soumission envers l'homme; mais l'homme ne se sent pas déplacé par cette rupture; il comprend qu'il s'agissait d'une relation imposée dans d'autres conditions: mais maintenant l'un et l'autre se rejoignent contre le Shah. L'enfant, qui était totalement méprisé dans une telle société, sort au combat pour le progrès. Dans cette société où il n'y avait pas d'organismes au travers desquels les masses auraient pu développer la capacité de lutte, un tel mouvement surgit parce que les masses iraniennes avaient des oreilles et un cerveau, même si elles n'avaient pas d'organismes. Elles sont une expression du processus mondial de la révolution permanente, qui se présente sous cette forme.

Les "Dix Jours qui ébranlèrent le monde" se répètent en Iran. Mais cela fait déjà beaucoup de jours qui bouleversent le monde! Aussi, les masses iraniennes savent déjà se mouvoir et comment intervenir. L'impérialisme s'est montré sans forces. Autrement, il ne permettrait pas qu'un type comme Craig se rende en Iran: c'est ce même chef qui avait dit: "allons-nous-en du Vietnam car nous sommes perdus". C'est aussi lui qui a dit de se retirer de Corée. Les Yankees ont du partir du Vietnam, de la Corée; et voilà qu'ils envoient Craig - un défaitiste - en Iran. Cela veut dire qu'on a déjà dit aux Yankees: allez-vous-en.

En Iran, la discussion du programme n'a pas encore commencé au sein des masses. On en discute parmi les groupes, mais les masses ne discutent pas encore programme, politique ni direction. Mais tous ceux qui sont à la base de ce mouvement commencent déjà à bouger: le prolétariat iranien acquiert en un jour une maturité qui lui demandait des années avant. Le prolétariat et sa famille: tous mûrissent. C'est le moment de donner un programme, une politique et de construire des directions.

Le Shah et l'impérialisme ne reviendront plus en Iran. Ce processus va avoir un effet énorme sur les militaires yankees. Malgré tout leur armement atomique, ils n'ont pas pu écraser les masses désarmées! Voilà la relation de forces: la force de l'Iran vi-

ent de ce qu'elle a l'Union Soviétique derrière elle. Autrement il n'y aurait rien de tout ceci.

Le Parti Communiste Iranien doit adopter des positions révolutionnaires plus conséquentes. L'URSS sent que cela ne lui convient pas d'aller très loin en Iran, à cause des Yankees. Mais d'un autre côté, cela lui convient d'aller bien loin, socialement et même économiquement: la planification du gaz et du pétrole entre l'URSS et l'Iran représenterait une ressource immense pour l'économie. L'Iran n'a pas d'autre associé que l'Union Soviétique.

Il faut impulser une discussion démocratique: ne pas parler de démocratie en abstrait, mais de démocratie avec un programme. On peut faire des alliances avec tous les secteurs/^{religieux} qui sont d'accord. Il s'agit de développer un raisonnement politique logique: en Iran, il y a une immense richesse. Ce n'est pas vrai que le pétrole sera épuisé en 20 ans; il y en a encore pour un bon bout de temps.

Il n'y a pas encore de structure politique établie en Iran. Un grand nombre de petits-bourgeois, de secteurs d'avant-garde qui sont là sans savoir quoi faire. La formation d'un parti socialiste de gauche n'est pas à exclure. Le mouvement est très rapide et le véhicule des communistes est très lent, très lent! Depuis les premières manifestations jusqu'aux actuelles, il y a une élévation de l'intervention des gens. Les masses immenses, de milliers et de milliers de jeunes qui intervenaient, faisaient preuve d'un grand courage; beaucoup d'entre eux tombaient, les gens allaient les rechercher et continuaient de crier. C'est une immense volonté de progrès! Cette même volonté immense va se traduire en appui politique également.

Les Soviétiques interviennent de mille manières, si pas directement. Mais les Yankees - qui ont investi plus de 30 milliards de dollars (20 selon eux) en appareils électroniques ressentent comme un coup, une démoralisation et un pessimisme brutal le fait de devoir partir maintenant. Les hauts chefs militaires qui paraissent immuables, reçoivent aussi le coup: ils disposent d'un tel appareillage et ils ne peuvent pas l'utiliser parce que les masses les en empêchent! Non seulement ils craignent l'Union Soviétique, mais ils voient aussi que le peuple nord-américain est en train de regarder vers l'Iran. Les dirigeants yankees se rendent compte de cela. Le peuple nord-américain, le peuple français regarde l'Iran et voit que tous les capitalistes ont une conduite de bandits alors que les Soviétiques appuient des mouvements de progrès. Il voit aussi que le mouvement religieux dit aux Yankees: "hors d'ici!", mais n'en dit pas autant aux Soviétiques ni aux communistes. Khomeiny dit aux Yankees: "dehors!". Mais il aux marxistes: "je ne suis pas marxiste mais les marxistes peuvent rester". Le peuple nord-américain apprend de tout cela qu'il voit.

Le peuple iranien a reçu toutes les influences du monde et maintenant il l'influence à son tour. Les conditions économiques étaient mauvaises en Iran, mais non tragiques. Sous certains aspects elles étaient bien meilleures qu'en Italie par exemple. Toute une couche de petite-bourgeoisie aisée existait en Iran, et elle n'existe pas de même en Italie. Aux Etats-Unis, il n'y a pas de besoins économiques très importants, mais les masses étaient éloignées politiquement, parce qu'elles n'ont pas de parti, pas de direction, il n'y a pas de mouvement syndical qui développe la lutte pour le progrès; il y a un mouvement complètement réformiste. Mais les masses voient l'Iran. Les Etats-Unis sont dans une situation semblable à celle de l'Iran. On peut présumer ce qui va se passer aux Etats-Unis et pourquoi l'impérialisme tient compte, pour tout ce qu'il fait, des répercussions que cela va avoir aux Etats-Unis.

Les Soviétiques, par contre, n'ont pas à craindre des répercussions en Union Soviétique. C'est stupide de dire que les Soviétiques ont peur d'un mouvement musulman de la part des populations musulmanes. Les musulmans d'Union Soviétique sont des soviétiques, qui sont encore un peu musulmans, mais qui se basent sur la propriété étatisée et sur le progrès immense que représente l'Union Soviétique.

Les Yankees, eux, ont peur. Ils y vont avec précaution, en partie par crainte de la réaction soviétique mais en partie aussi, de celle du peuple nord-américain qui est en train d'observer. Pour l'impérialisme, la guerre est un aspect de la question. L'autre c'est: et après la guerre?... Ils ont vu que chaque guerre a signifié la révolution. Trotsky posait: "dans la prochaine guerre, des millions et des millions sauront boulever-

ser le ciel et la terre ..." et c'est ce qu'ils ont fait! Mais cette fois-ci c'est le monde qu'ils vont bouleverser: tout est uni, le ciel et la terre sont unis.

Le processus de l'Iran est similaire à celui de 1905 en Russie Tsariste. La moitié des gens qui intervenaient; étaient conscients qu'ils allaient être tués et ils sont quand même allés faire la manifestation. Ils ont appris que ce n'était pas celui-là le chemin à suivre. Ce qu'ils avaient fait était bien, mais ce n'était pas là le chemin. Lénine aussi le vit. Il comprit surtout que ce n'était pas le moment. Mais en Iran, les masses font 1905 et en même temps 1917: elles sont sorties dans la rue et elles n'ont pas reculé; on n'a pas pu les chasser ni les abattre.

LA NECESSITE D'UNE REPUBLIQUE REVOLUTIONNAIRE POUR FAIRE DES TRANSFORMATIONS SOCIALES

L'Iran ne peut progresser s'il n'y a pas de transformations. Le Shah a emporté une immense quantité d'argent, mais la richesse naturelle, minérale est restée là. Il faut encore voir quel usage le Shah pourra faire de tout cet argent. Le nouveau gouvernement peut très bien poser une exigence internationale d'expropriation, avec l'appui de tous les Etats ouvriers, de la plupart des Etats révolutionnaires, et même des pays capitalistes dont beaucoup vont avoir intérêt à être en bons termes avec le nouveau gouvernement de l'Iran.

Il faut se préparer à intervenir en Iran, dans un processus qui peut durer, car il n'y a pas de direction. Du point de vue de la volonté, de la capacité, de la décision de la population iranienne, le processus est déjà résolu, car les masses veulent une république. 40% sont indécis, mais les 60% savent ce qu'ils veulent, ils ont choisi une solution de progrès que seul l'Etat ouvrier peut offrir. L'Etat ouvrier est le seul à pouvoir offrir le progrès que veulent les masses. Et le développement de l'Iran ne peut se faire qu'au travers d'un Etat ouvrier.

Le processus va vers cette issue, quel que soit l'interlude entre l'étape actuelle et l'autre, entre cette situation et la proclamation effective de la république révolutionnaire. La république révolutionnaire ouvre les conditions pour un Etat ouvrier ou un Etat révolutionnaire. Les gens voient d'expérience qu'ils ne faut pas faire une économie capitaliste de propriété privée. Il ne faut pas poser pour le moment, l'expropriation de toute la propriété privée, afin de ne pas s'aliéner les secteurs des bazars. D'ailleurs leur expropriation n'est pas importante. Mais il faut exproprier la grande entreprise et le capital agraire. La réforme agraire faite par le Shah a donné comme seul résultat que des paysans très riches ont été les seuls à en tirer profit.

Une République révolutionnaire est nécessaire, pour faire des transformations sociales, et pour cela elle doit prendre la forme d'un Etat ouvrier, d'un pays socialiste. Qu'elle soit "non-alignée" soit.. mais non alignée ne veut pas dire indifférente. Cela veut dire qu'elle ne s'inscrit ni dans un camp ni dans l'autre. Mais si elle est indifférente, elle reste dans le vide. Tout en étant non-alignée, elle va chercher à "s'aligner": c'est l'alignement des non-alignés...

Ces problèmes n'existaient pas à l'époque de Lénine. Le rapport de forces et le mûrissement social étaient très inférieurs à l'actuel. Maintenant se posent tous les problèmes de ce type et il faut les résoudre en chemin. La tactique n'est plus comme à l'époque de Lénine. Mais la base historique est la même: céder à Brest-Litovsk pour conserver l'essentiel, et ensuite on reprendra Brest-Litovsk. Mais maintenant, il y a 20 Etats ouvriers sur lesquels s'appuyer tandis qu'à l'époque de Lénine, s'ils ne cédaient pas à Brest-Litovsk ils n'avaient plus rien. C'était un exemple des plus élevés de la capacité tactique.

Le processus de l'Iran peut durer un certain temps, surtout du fait qu'il n'y a pas de direction, pas de programme. La direction religieuse n'est pas tout à fait réactionnaire. Khomeiny défend certains points qui sont bien progressistes et corrects. Les religieux vont se voir obligés à faire des accords, la crise va surgir entre eux aussi. Un secteur va voir qu'il faut développer le pays et va devoir appliquer des mesures que ni Mahomet ni Allah ne peuvent réaliser.

Il faut intervenir dans un processus qui peut durer un certain temps, et dans lequel il faut apprendre la tactique en cours de route. Des affrontements très grands, et même sanglants vont se produire entre les secteurs religieux et athées. La cause essentielle en sera que le secteur religieux réactionnaire voudra maintenir une ligne dure, mais il y aura des divergences entre eux. Il faut donc intervenir, sans poser le problème d'Allah, mais en proposant des mesures de progrès social et en montrant comment les réaliser. Il faut montrer le programme et la politique, de façon à éduquer les gens, les cadres moyens et les militaires. Toute la structure rigide des militaires n'est qu'une apparence. Les yankees étaient bien plus rigides encore. Et le Vietnam a montré qu'ils n'en était rien.

Le processus en Iran ne peut en rester à une conclusion démocratique bourgeoise ni s'en tenir à la sphère bourgeoise. Les masses musulmanes vont intervenir très profondément et la direction religieuse va devoir céder. Les masses apprennent de l'expérience du monde, elles ne se plongent pas dans des prières pour faire venir des améliorations, elles voient que ce sont elles-mêmes qui doivent les acquérir. L'expérience qu'elles ont faites leur a montré que tout ce qu'elles ont obtenu, elles ne l'ont pas fait avec des supplications, mais par leur intervention pratique, leur action, les meetings, les manifestations, l'organisation. Cela échappe à tout contrôle religieux.

Voilà quelle est la perspective de l'Iran. Les Yankees avaient 45 mille conseillers militaires en Iran. Et une partie de la bourgeoisie va dire : "à quoi diable tout cela a-t-il servi?". Ce sont des analphabètes, des gens sans travail, des femmes exploitées qui leur ont flanqué une telle trouille! Tout cela va produire une très grande déception parmi de nombreux militaires. Il y eut déjà le Vietnam, Cuba, la Corée. Le besoin de progrès de l'histoire est plus puissant que tout. L'armée iranienne était parmi les plus puissantes. Dans le monde l'armée allemande était la plus puissante, ensuite c'était l'armée française. Et maintenant, la moitié de l'armée française est à gauche. Il y a quelque temps, on demandait à un général de l'armée française ce qu'il pensait de la prochaine guerre : "les Soviétiques vont gagner - répondit-il - car ils ont un régime social supérieur". Cela ne vaut pas seulement pour la France, mais également pour les Etats-Unis. On ne le voit pas encore clairement, mais il y en a des expressions chaque jour.

Il y a une direction dans le monde, qui n'est déjà plus composée par un pays ou un parti déterminés. Il y a une direction mondiale, comme à l'époque des Grecs. Les Grecs furent un centre de concentration de toutes les connaissances de l'humanité. Les Grecs n'étaient pas le produit d'eux-mêmes, mais de toute cette concentration, qui incluait entre autres les Perses et toutes les civilisations antérieures. Le marxisme est aussi cela. Le marxisme a fait une concentration de toutes les connaissances de l'histoire et les concentre sur un objectif : celui de comment progresser consciemment. C'était cela "Le Capital". Aujourd'hui, tout cela existe. Et il n'y pas de direction, car aucune de celles qui existent ne réunit toutes les qualités nécessaires pour conduire le progrès de l'histoire. Elles ont le pouvoir militaire, la force, mais elles n'ont pas la capacité de comprendre et de décider, ni le dynamisme. Or le dynamisme pour comprendre et décider est aussi fondamental que les moyens matériels. Toute l'histoire démontre que ce ne sont pas les moyens matériels qui décident du progrès de l'histoire. Le progrès se développe en partie au travers des moyens matériels, mais les idées représentent aussi une partie de ces moyens matériels. Si les armes de la critique ne sont pas suivies de la critique des armes, celles-ci n'ont pas de valeur. Mais l'inverse est aussi vrai. D'abord vient les armes de la critique. Ce processus d'Iran, tout en étant encore au point de l'arme de la critique, conduit à la nécessité de la critique des armes. Le centre de tout cela, c'est la capacité rationnelle du marxisme de ne pas penser au nom de tel ou tel autre aspect particulier, mais au nom de l'objectif du progrès de l'humanité. Nous sommes dans de telles conditions actuellement. Mais aucune direction ne représente la totalité de cette conception. Nous avons la capacité de penser, de raisonner, d'orienter et de programmer, mais ne sommes pas en nombre suffisant et nous n'avons pas la direction suffisante. Cependant nous sommes admis, nous ne sommes pas méconnus. Il y a déjà des directions dans le monde, dans les Etats ouvriers, qui agissent de cette manière.

Il n'y a pas de direction en Iran, mais il y a une volonté de progrès immense. La population n'est plus jamais apparue, depuis la civilisation glorieuse des Perses - qui a apporté une énorme contribution à la civilisation -. Les historiens parlent des étapes des civilisations : progrès, apogée et ensuite, décadence. Leur ligne de pensée est celle-ci : " la Grèce, l'Iran, c'est terminé, maintenant c'est l'ère des Yankees". C'est ainsi qu'ils expliquent l'histoire. Tous ne le font pas, mais les historiens capitalistes, bien.

La profondeur du processus se montre par le fait qu'un peuple comme le peuple iranien ose, sans rien, être pendant trois mois dans les rues, sans angoisse pour les morts - qui doivent être au moins 200.000 C'est faux quand ils disent maintenant qu'ils en ont assassiné 35.000. Ce sont au moins 200.000 personnes qui ont été tuées! Les gens ressentent la perte de leurs familiers, mais ils n'en sont pas intimidés. Les femmes portent des vêtements de deuil, non tant pour leurs maris ou leurs frères ou leurs fils morts, que par coutume religieuse, ou soumission. Il y a un progrès chaque fois plus grand dans les relations humaines entre hommes et femmes et dans l'intervention directe de la femme. Un des aspects de l'influence des Etats ouvriers sur l'Iran, c'est le fait que Khomeiny accepte l'égalité de la femme et de l'homme, alors que la vieille couche religieuse n'en voulait pas car une partie de sa propre domination dépendait de cette séparation entre les hommes et les femmes et de la soumission des femmes.

Mille problèmes se posent pour intervenir. Cette population se soulève avec une telle énergie et décision, avec une telle capacité de continuité parce que, dans sa tête, elle a déjà transformé l'Iran. Elle ne sait pas encore comment, mais pour elle l'Iran est déjà transformé. Et quelle est l'image à laquelle elle pense? elle pense à l'URSS qui est tout à côté, et à l'Afghanistan qui, en peu de temps, a fait un immense progrès. Les gens voient cela, ils voient aussi Cuba, l'Angola. En Angola, les noirs se heurtaient à la nuit... du capitalisme! mais quand est venue la nuit de l'Etat ouvrier, tous voyaient clair!

L'IMPERIALISME EN IRAN A SUBI UNE DEFAITE PARMI LES PLUS GRANDES DE L'HISTOIRE.
UNE DEFAITE COMPARABLE A CELLE DU VIETNAM

Il y a un processus de révolution permanente en Iran. C'est une révolution ininterrompue; elle ne passe pas d'un état social à un autre, mais il y a un mouvement ininterrompu depuis des mois et des mois, et sans direction! C'est l'indice et le guide pour voir que ce processus ne se terminera qu'avec des transformations sociales. Même s'ils font des accords, cela ne se terminera pas ainsi. De plus, l'URSS va intervenir beaucoup, beaucoup plus.

Khomeiny est influencé par la gauche. A une autre époque une telle chose n'était pas possible aussi rapidement. Elle était possible: des généraux, des curés et .. même des dieux et des vierges marie ont été gagnés à la révolution. Mais à l'étape actuelle, cela se fait très vite. C'est l'expression de l'existence d'une grande pression sociale, qui ne vient pas d'Iran, mais du monde entier pour s'exercer en Iran. Le mouvement est tel que le Shah ne peut pas écraser la population. Le Shah voulait faire de l'Iran un pays capitaliste moderne, et être le roi des capitalistes modernes. Mais sa mentalité le faisait croire que le capitalisme peut être créé par un seul type. Quelle stupidité! Le capitalisme est un régime qui a besoin d'une classe sociale pour fonctionner et de conditions favorables dans le reste du monde.

L'Union Soviétique est à côté de l'Iran. Aucun des dissidents - qui sont stupides - n'a eu l'idée de dire: nous sommes en train de dire qu'on ne nous laisse pas parler, et les masses d'Iran ont cependant bien compris ce qu'on leur dit de l'Union Soviétique. Si le régime de l'URSS était oppresseur il ne pourrait pas influencer les masses iraniennes. Le processus de l'Iran est déterminé par le rapport mondial des forces et l'Union Soviétique, coûte que coûte, ne va pas le lâcher. Ce n'est pas comme "un chien qui ne lâche pas son os". Mais l'Union Soviétique ne peut abandonner, trahir l'Iran, elle doit le soutenir. Les Yankees sont faibles devant le processus de l'histoire, c'est clair. Les gens ne mesurent pas en fonction de rapports de forces matériels, ils

voient les nécessités de l'histoire: l'Iran c'est le progrès, et l'URSS appuie le progrès. Les Etats-Unis sont contre. Tout le monde le voit, les masses nord-américaines aussi. Ces masses nord-américaines, dont on dit qu'elles sont inexistantes, pensent, elles aussi. Elles ne peuvent pas agir mais elles pensent.

Ce mouvement d'Iran va enseigner à l'URSS qu'elle doit en apprendre quelque chose: la relation de forces militaires ne doit pas l'assujettir, même dans des cas comme l'Iran. Elle est intervenue en Angola, en Ethiopie. Si elle était intervenue mieux et plus tôt en Iran, le processus aurait avancé beaucoup plus. En Iran, il faut des idées des analyses, de l'objectivité, la capacité objective de voir la profondeur et l'ampleur et la transcendance de ce processus qui doit avancer. Ils ne peuvent créer une couche bourgeoise pour développer l'économie et contenter les gens; il n'y a pas de place pour cela dans l'histoire; il n'y en a pas les bases sociales ni politiques. Les bases économiques sont les éléments qui interviennent en dernier lieu. Mais il n'y a pas de bases sociales ni politiques pour la bourgeoisie, parce que les gens ont appris: pourquoi allons-nous laisser les capitalistes? faisons comme en URSS! Du point de vue économique le Shah et les Yankees ont déjà tenté de jeter des bases capitalistes. Mais c'est du point de vue social et politique qu'il n'y a pas les conditions pour le faire.

Dans ce processus de l'histoire, les secteurs qui se fient encore à la religion sont très peu nombreux. Tous prennent la religion comme un instrument, uni à la défense d'intérêts sociaux. Si Khomeiny cède, ce n'est pas parce qu'il a l'accord d'Allah, mais parce qu'il doit, socialement, se mettre d'accord avec le progrès social.

Il n'y a pas de grands secteurs de la bourgeoisie en Iran, comparables par exemple à la FIAT d'Italie. Les grands bourgeois qui existent, sont isolés, il n'y a pas encore de ces grands potentats qui disposent de tout un appareil administratif et sont mêlés au gouvernement. A comparer avec l'Egypte par exemple, cette dernière a une grande bourgeoisie, formée par les grands propriétaires. Une fameuse bourgeoisie! Par contre en Iran, il y a peu de grands propriétaires, le Shah n'a même pas laissé de place pour ces secteurs-là.

Sa réforme agraire n'en était pas une. Il a voulu créer un marché interne, mais il voulait s'en approprier. A l'époque de sa croissance, la bourgeoisie créait un marché car elle pouvait le dominer et devait développer ce marché pour se développer elle-même. Mais le Shah n'a même pas fait cela. Ce marché interne, en se développant, se serait retourné contre lui. Le régime capitaliste ne se fabrique pas dans un bureau, comme voulait le faire le Shah, il est un résultat de relations économiques.

Le problème qui se pose maintenant en Iran, est de proposer un programme permettant d'attirer beaucoup de secteurs de la population, inclus les techniciens. On a besoin de techniciens. Il faut se rappeler que, lors de la Révolution Russe, le manque de techniciens fut une des causes du stalinisme. Il fallait dépendre d'une série de techniciens qui ont donné une base d'appui social à Staline. Les techniciens devaient admettre la révolution, car c'était un fait accompli, mais ils n'en admettaient que les niveaux les plus bas, les moins importants. Staline fit une alliance avec tous ces gens.

Il n'y a pas la même chose en Iran. Le problème est que l'impérialisme ni le gouvernement ne trouvent quelqu'un avec qui négocier, ils ne trouvent pas une bourgeoisie devant eux avec qui négocier: ils trouvent Khomeiny. Et celui-ci, en même temps que toutes ses évocations musulmanes pose une série de points qui sont marxistes: il faut étatiser, réaliser une complète démocratie, et que tout le monde puisse parler. Mahomet ne pensait pas à tout cela. D'ailleurs, le seul gouvernement que Mahomet ait fait avait proposé certaines réformes sociales. Mahomet fut chassé et du s'enfuir pour cette raison.

Le problème pour l'armée iranienne maintenant, c'est que, pour maintenir le Shah elle doit créer une classe dirigeante, c'est à dire qui investisse, planifie, développe. Où va-t-elle la trouver? L'armée elle-même est en train de se désintégrer de par son impuissance. Hitler avait infiniment plus de pouvoir qu'eux tous. Et même avant sa chute, ses propres généraux ont fait un attentat contre lui quand ils ont vu s'approcher la liquidation du régime. En Iran, il va se passer la même chose. Ils croient que l'armée est bien sûre, car elle a de tout et est bien payée. Mais pourquoi tous ces dirigeants se sont-ils échappés si tout était tellement sûr? Et ceux qui restent vont dire: " et tu voudrais que je garde tout pour toi!" . Ceux qui ont de l'argent vont s'échapper ou se

sont déjà échappés. Les Yankees ont tout fait pour qu'ils restent, ils ont donné de l'argent, des avions. Le peuple, sans armes, a utilisé les armes du processus mondial de la révolution et a chassé le Shah!

D'abord il a pris les armes de la critique. Mais à un niveau déterminé, les armes de la critique se sont unies à la critique des armes et c'est la critique des armes qui mène aux armes de la critique. Ce processus n'est pas interne à l'Iran, c'est le monde. L'Iran est une expression de ce que signifie : le centre des relations de forces mondiales.

Par exemple: l'Egypte qui est le pays arabe le plus riche n'a aucune autorité en Iran, Khomeini ne songe même pas à parler de Sadate. Les événements d'Iran étendent, amplifient, élèvent, approfondissent - tout à la fois car ce sont tous les mouvements de la révolution - l'assurance de la classe ouvrière du monde qui pense: "nous avons raison, nous avons la force et nous allons corriger tout ce qu'il faut corriger!". Si le processus était ce qu'en disent les idiots de dissidents en Union Soviétique, cela pèserait défavorablement sur la classe ouvrière iranienne, qui a l'Union Soviétique à côté d'elle.

Dans ce processus, il est possible d'influencer et gagner de nombreux secteurs religieux. Ce n'est pas un problème de concurrence théorique entre religion et marxisme, mais une question d'expérience. Ce qui subsiste encore de la religion, vient du fait que les Etats ouvriers ne développent pas encore l'expérience vivante d'un fonctionnement démocratique soviétique; celui-ci est encore très limité et n'a pas d'influence sur les religieux; c'est pour cela que les gens vivent encore de façon très refermée sur eux-mêmes. La religion pèse encore, en partie dans la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie et des secteurs dont les conditions sociales de vie sont très arriérées. Là où l'économie est la plus arriérée, c'est là aussi que le sentiment religieux est le plus profond. Quand les luttes sociales et l'économie progressent, c'en est fini de Dieu. On reste à la maison pour se signer en privé, secrètement. La religion n'est pas un problème de concurrence avec la révolution. Les gens ne se guident pas sur ce que va dire Allah, mais sur ce qu'ils expérimentent dans la vie, dans l'économie, dans les relations sociales, humaines; autrement on croit que les gens sont idiots.

Il faut partir d'un programme qui influence tous ces secteurs religieux qui, sans être de fondamentale importance, ont encore un certain poids dans des pays comme l'Iran parce qu'il n'y a jamais eu de vie de Parti, de syndicats.

L'objectif des gens n'est pas de servir le sentiment religieux, mais de renverser le Shah, et le mouvement religieux a été un centre pour cette lutte. Mais le fait que la religion et Khomeiny doivent affronter le Shah et proposer un programme de relations économiques et sociales, indique la profondeur de la crise. L'Eglise ne peut résoudre une telle crise parce qu'elle doit avoir recours à des normes qui ne font pas partie de ses attributs. Quand des millions et des millions de gens se mobilisent, ce n'est pas par sentiment religieux. Aucun pouvoir religieux ne peut créer cette mobilisation. Les gens ne sont pas intervenus pour installer Allah, mais pour chasser le Shah qui est un obstacle au progrès social. Si l'URSS n'était pas à côté, ce serait autre chose. Mais l'URSS est là, et l'Afghanistan également.

Ce processus en Iran montre l'aveuglement de l'impérialisme: celui-ci a fabriqué des généraux pour le Vietnam, mais pas un seul sergent pour l'Iran! L'impérialisme est complètement débordé! Les gens ne voient pas d'antagonismes entre Marx et Allah. Ils avancent avec Allah devant eux, mais regardent en arrière pour voir si Marx suit bien! Marx ne se perd pas à un tournant. Tous ces problèmes ont une influence très grande sur les masses. Cela n'apparaît pas parce qu'il n'y a pas eu de temps en Iran pour former un parti, des syndicats. Les groupes actuels n'ont pu fonctionner que depuis peu de temps. De même pour le Parti Communiste.

Ces événements d'Iran signifient pour l'impérialisme, une des défaites les plus grandes de l'histoire, une défaite comparable à celle du Vietnam.

En Iran, il y a certaines étapes à passer. Les masses musulmanes, comme les masses catholiques, recherchent et désirent des transformations sociales, elles veulent avancer et progresser et elles doivent apprendre que pour y parvenir, elles doivent réaliser

TOUT NOTRE APPUI AU FUNSK, AUX MASSES DU CAMBODGE ET A SA NOUVELLE DIRECTION QUI ONT RENVERSE POL POT !

Déclaration du Bureau Politique du P.O.R.T.

Nous saluons avec tous nos sentiments révolutionnaires et communistes, la nouvelle direction du Cambodge, les camarades du FUNSK et les masses cambodgiennes, qui ont renversé la clique contre révolutionnaire de Pol Pot.

Nous saluons cette victoire, qui est une nécessité pour le progrès du Cambodge vers le socialisme vers le socialisme, pour son unification avec le Vietnam et aussi avec le Laos et la Thaïlande sur une base socialiste. Cette victoire va être un stimulant pour toutes les tendances révolutionnaires dans cette région à intervenir et favoriser la participation de l'ensemble des masses, favoriser un régime social qui organise l'économie planifiée sur la base des exemples du Vietnam, de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes.

Il ne s'agit pas d'un conflit entre deux pays socialistes, mais d'une intervention nécessaire du Vietnam pour aider à éliminer une direction contrévolutionnaire et stalinienne. La rapidité de la prise de Phnom Pen indique la fragilité de cette clique, qui utilisait principalement des méthodes terroristes et assassines n'ayant rien à voir avec la construction socialiste d'un pays, où même à la recherche de la construction du socialisme comme le font certaines directions dans le monde (par exemple comme Boumédiène en Algérie, ou même Khadafi, en Lybie, bien que ces pays soient encore des Etats Révolutionnaires)

Le Cambodge avec Pol Pot a sa direction n'est pas un Etat Ouvrier, mais un Etat Révolutionnaire qui stagne et recule dans les mesures politiques et sociales. Dans le conflit Cambodge-Vietnam se posent les problèmes de comment construire le socialisme? Il ne suffit pas d'avoir chasser l'impérialisme et le capitalisme, mais il faut envisager précisément comment construire le socialisme. Ces problèmes se posent entre le Cambodge et le Vietnam, mais aussi dans d'autres situations dans le monde: Entre l'URSS et la Roumanie, entre l'Erytrée et l'Ethiopie, avec l'Algérie, avec l'Angola, le Mozambique, Madagascar. Comment construire le socialisme?

Une direction qui comme au Cambodge assassine des centaines de milliers de gens de toutes conditions sociales ne peut pas objectivement représenter les intérêts, la volonté des masses qui n'ont aucune possibilité de s'exprimer, qui n'exercent pas le pouvoir.

La défense que la République Socialiste du Vietnam a faite du FUNSK, est une aide, une impulsion à l'organisation de tendances qui existaient déjà depuis longtemps. L'Intervention du Vietnam a été une aide à un courant qui s'organisait dans les masses cambodgiennes.

Le Vietnam représente pour tous les pays de l'Indochine un exemple des plus élevées d'organisation socialiste de l'économie et de la société. Non seulement le pays a été réunifié, l'économie réorganisée malgré toutes les difficultés et les séquelles énormes de 30 années de guerre; mais encore toutes les forces sociales ont été incorporées à la réorganisation du pays. La presse bourgeoise appelle les camps de travailcamps concentration, dans lesquels travaillent des centaines de personnes, anciens ennemis mortels du peuple vietnamiens, qui ont collaborés à tous les crimes de l'impérialisme.

Un million de soldats de l'armée de Thieu ont été gagnés pendant la guerre, beaucoup d'anciens contre révolutionnaires ont été gagnés, alors qu'ils représentaient une base de pourriture et de corruption.

Les militaires qui ont participé aux tortures et aux massacres n'ont pas été fusillés. Les drogués et les prostituées reçoivent des traitements spéciaux, avec le minimum de médication chimique, utilisant leur raisonnement et leur intelligence pour être récupérés et réinsérer dans la vie sociale. Les défenseurs des "droit de l'homme" et des "libertés" n'ont vraiment aucune leçon à donner aux vietnamiens qui démontrent la supériorité de l'Etat Ouvrier et des relations communistes.

Les "exilés", représentent une minorité de la population vietnamienne qui fuient leur pays, parce qu'ils n'en supportent pas le progrès social, qui leur enlèvent leur base d'enrichissement, de corruption, qui leur otent leur propriété privée en nationalisant le commerce.

Suite page 4

dernier texte de J. POSADAS

Cambodge-Vietnam et les problèmes de la construction du socialisme

18 Janvier 1979

Sur demande à l'adresse du journal

Prix : 30 Francs

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 17 ème ANNEE N° 311 Le 9 Février 1979

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs ; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar - 1060 Bruxelles.

LES SYNDICATS DOIVENT INTERVENIR DANS LA CRISE GOUVERNEMENTALE POUR IMPULSER NATIONALEMENT LA PERSPECTIVE DU FRONT DE LA GAUCHE

EDITORIAL

Le problème de la régionalisation est un moyen pour la bourgeoisie de contenir et de dévier l'élévation de la lutte de classes en Belgique. Près de deux mois, après les élections, aucun accord ne semble intervenir entre les différents partis politiques pour y donner une solution. Entretiens, le gouvernement dirigé par V.D.B. et qui est chargé, soi-disant des affaires courantes assure la gestion du pays pour le profit du capitalisme. Il refuse d'intervenir face à l'échec, d'une programmation interprofessionnelle pour 1979, mais il décide d'acheter des fusées pour renforcer l'arsenal de l'OTAN dans ses préparatifs de guerre contre l'Union Soviétique, il cautionne les marchés conclus pour l'Uranium entre l'Afrique du Sud et les grandes compagnies belges d'électricité, accepte les plans CEE par lesquels l'Etat se charge des dettes des patrons de la sidérurgie. Derrière la façade des problèmes communautaires proclamés insolubles, le capitalisme gouverne "clandestinement" le pays pour essayer de faire payer sa crise à la population.

Mais le mouvement ouvrier ne va pas indéfiniment courir derrière cette régionalisation au nom de laquelle les directions syndicales, socialistes ajournent sans cesse l'organisation de la lutte contre le capitalisme. Le Congrès de l'Inter-régionale wallonne de la FGTB, ainsi que l'assemblée wallonne de la CSC ont abordé des points de vue où la volonté de lutte de la classe ouvrière pour mettre en cause la structure même du système capitaliste a bien dû être tenue en compte.

Il y a une montée importante de ces luttes, grèves et mobilisations, dans toute l'Europe capitaliste. De l'Angleterre à l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, la Grèce et la Belgique, partout, la classe ouvrière cherche à riposter et porter des coups aux fondements de l'économie et de la structure capitaliste, de la société; que ce soit en brisant le blocage des salaires en Angleterre, ou en exigeant la semaine des 35 heures en Allemagne ou en re-

fusant de nouvelles fermetures d'entreprises en France et en Belgique.

Suite page 4

EXTRAIT D'UNE LETTRE A LA SECTION BELGE

SUR LES ELECTION EN BELGIQUE
J. POSADAS

(..) Nous avons été le seul parti programmatique. Les gens qui ont voté pour nous, ont voté pour un programme. L'appui au Parti vient d'un secteur qui persiste dans son adhésion et qui est lié au mouvement syndical, d'un secteur de cadres du mouvement ouvrier. Les camarades doivent organiser une activité qui s'adresse à ce secteur, donner la priorité sur toute autre, à l'activité à Charleroi, y prendre un point d'appui pour ensuite s'étendre et mener une vie meilleure, une vie organisée. L'appui que le Parti a reçu bien qu'il n'ait pas fait une grande activité antérieurement, représente, un secteur très politique; même s'il vient du camp syndical, c'est un secteur très politique. Et c'est à lui qu'il faut s'adresser.

La droite a perdu 20 députés. Les libéraux, qui ont une tendance libérale bien accentuée, ont gagné aux dépens de la droite régionaliste qui a perdu 12 députés. C'est un coup brutal pour elle. Les partis ouvriers n'ont pas perdu. Le léger recul des socialistes est (en partie) compensé par le progrès des communistes. C'est donc une défaite pour la droite qui s'était lancée à conquérir la majorité, à gagner de façon écrasante, croyant que la politique de conciliation des socialistes signifiait une défaite pour ceux-ci. Les socialistes n'ont pas gagné, mais ils n'ont pas été battus non plus, ils n'ont perdu que deux députés sur les 35 qu'ils avaient auparavant. Ce qui est peu.

Les voix que nos camarades ont obtenu en Belgique ne sont pas celles de gens du Parti, mais de gens qui veulent impulser le Parti. Il en est de même pour les communistes. C'était un scrutin orienté vers la gauche.

18.12.1978

J. POSADAS

La discussion sur le Marché Commun Européen se fait plus profonde et ne peut s'arrêter là. Nous avons déjà écrit sur ces problèmes, mais il faut voir que les divergences entre les Partis communistes d'Europe s'approfondissent à propos du Marché Commun Européen. On voit très clairement dans les déclarations de Marchais, que les dirigeants communistes essaient d'expliquer leur position au Parti. Ils cherchent à gagner une partie de la petite-bourgeoisie, surtout dans le secteur agricole, mais aussi dans les villes, comme les techniciens, en montrant par des mises en garde, des suggestions, des analyses, que le Marché Commun Européen s'oppose à la nature indépendante de la France, à la capacité ou à la liberté du pays. Le principe qu'ils établissent est juste, mais les conclusions ne le sont pas, parce qu'ils devaient dire que c'est une chose inévitable à l'intérieur du système capitaliste.

Il faut intervenir dans cette discussion, non pour critiquer, mais pour comprendre la nécessité de donner une réponse à ces problèmes. Nous ne pouvons attendre d'aller au gouvernement et de prendre le pouvoir pour mener une politique: il faut le faire maintenant! La marche du capitalisme vers le Marché Commun Européen est irréversible, il ne peut vivre sans cela. Il faut donc adopter des positions pour y faire face.

Je crois que le premier article que nous avons écrit en 1967 donne la ligne: nous sommes contre le Marché Commun Européen, nous sommes pour l'Europe socialiste. Le problème, tout en restant le même maintenant, présente une différence par rapport à 1967. A cette époque, le Marché Commun était presque entièrement dominé par les Yankees et l'Angleterre, au travers de laquelle les Yankees pouvaient faire pression sur lui. Aujourd'hui, par contre c'est l'Allemagne qui s'est développée et qui domine l'Europe. Telle qu'elle est maintenant, sous le capitalisme, l'Europe ne peut fonctionner si elle ne fait pas le Marché Commun.

En même temps que nous rejetons le Marché Commun Européen, nous devons intervenir dans la politique dans l'économie, dans les syndicats. Cela signifie que nous ne devons pas seulement intervenir en disant que le Marché Commun ne sert pas, qu'il est mauvais, qu'il est nuisible, qu'il ne peut donner aucune possibilité de développement à l'Europe, mais nous devons montrer qu'il s'agit d'un développement des grands capitaux aux dépens des autres pays. En même temps que nous nous opposons au Marché Commun Européen, nous devons proposer des mesures de critique, d'opposition, et d'orientation, face à cette politique que doit mener la bourgeoisie. Il ne faut pas dire: "nous n'avons rien à voir avec cela", mais il faut adopter, maintenant même, des positions qui donnent une orientation pour comprendre que les mesures que prend le Marché Commun Européen, sont nuisibles et ne profitent qu'au capitalisme.

Le Marché Commun Européen, la lutte l'Europe et la fonction des Partis Communistes

Que proposons-nous face à cela? Une des mesures immédiates à proposer, est le front unique et la recherche d'unification du mouvement syndical et politique de la classe ouvrière, des centrales syndicales et des partis de la classe ouvrière. Il faut, pour cela, élaborer un programme qui soit celui de la classe ouvrière pour le développement de l'Europe. Il ne faut pas dire: "nous devons entrer dans le Marché Commun pour pouvoir nous y opposer", mais nous devons entrer dans la discussion et dans la réalisation du Parlement Européen, pour mener de l'avant ce programme. Il ne faut pas rejeter la participation au Parlement Européen, mais mener la critique programmatique, la critique sociale d'opposition de classe. Il ne faut pas dire simplement: "nous entrons au Parlement Européen pour dénoncer", mais montrer que le Parlement ne sert à rien, et ce que l'on propose de faire. C'est ainsi que faisaient les Bolchéviques à la Douma.

Il faut intervenir dans le Parlement Européen, et en même temps, le critiquer. Nous nous présentons dans les élections de façon à pouvoir participer et intervenir, parce que nous ne pouvons nous en exclure, et d'autre part, parce qu'il n'y a pas une compréhension de ce processus dans les directions du mouvement syndical et politique. Ils croient qu'ils doivent réellement y intervenir et pourront y faire changer les choses à travers leur participation au Parlement. Tout ceci est totalement faux. Il faut essayer et chercher, à amender les lois, à les dénoncer et montrer les marchandages que font les capitalistes et, en même temps, faire d'autres propositions qui tendent à affronter la politique de la bourgeoisie dans le Marché Commun Européen.

Il faut intervenir sur le problème de l'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce dans le Marché Commun Européen, sur le système monétaire européen. Nous devons dénoncer le sens du Marché Commun qui est une planification faite dans le but de servir au maintien de la structure du système capitaliste, de mener la concurrence avec les Etats ouvriers et de résoudre les problèmes de la crise du système capitaliste. Il faut montrer aussi que la tendance à l'unification de l'Europe, même dans le cadre du régime capitaliste, est une nécessité logique du processus de l'économie.

Il faut discuter comment améliorer et élever les conditions de vie des pays comme la France, l'Italie, le Portugal, l'Espagne et la Grèce et analyser que le Marché Commun Européen n'a aucune issue. Il faut faire en sorte de rendre le moins nuisible possible les mesures prises à l'intérieur du capitalisme

et montrer que, de toutes façons, il n'est pas possible de prendre de meilleures mesures parce que le capitalisme n'y a aucun intérêt. Le capitalisme ne se guide pas en fonction de l'ensemble du système, mais en fonction de ceux qui dominent l'économie et qui sont ceux qui décident ensuite de l'ensemble du cours du système capitaliste. Il est très important de discuter ces idées, de faire des cours, sur ces problèmes, parce que tous les partis communistes

sont engagés dans cette politique et la prennent comme un moyen de réaliser des changements. Ils pensent que la "voie pluraliste" ou ce qu'ils appellent "la troisième voie", est une conclusion logique.

Tous les Partis communistes n'ont pas la même position. Entre autres, le Parti Communiste Portugais est contre cette politique; c'est lui qui a la meilleure position par rapport au Marché Commun Européen.

Etendre à l'échelle de l'Europe, les luttes les plus élevées des masses de chaque pays

Un autre aspect important est de voir comment cette situation s'exprime dans le camp syndical. Une conclusion immédiate qu'il faut poser, au minimum, est la nécessité du front unique de toutes les centrales syndicales d'Europe, de l'unification des conquêtes. Si du fait des différents développements des économies selon les pays, on ne peut poser la même chose partout, il faut poser les mêmes objectifs. Cela signifie mener une dispute avec l'Europe capitaliste en montrant que le programme pour développer l'Europe n'est pas celui-là. Ce programme permet une extension de l'économie capitaliste mais signifie, en même temps, plus de chômage et plus de maladies, un recul de la vie des travailleurs. Le progrès qui existe, quant à l'extension du temps de vie, quant à l'augmentation de la prévention des accidents du travail, ou quant à l'accroissement des conquêtes réalisées, vient des luttes menées par les partis ouvriers, par les Etats ouvriers et par les masses. Ce n'est donc pas un résultat de la civilisation capitaliste, mais un résultat de la lutte des masses et des Etats ouvriers, qui concurrencent le capitalisme. On présente l'augmentation de la durée de vie - dont la moyenne est de 70 ans - comme une conquête de la civilisation capitaliste. Mensonge! c'est une conquête des luttes pour le progrès menées par les masses et qui se sont accentuées essentiellement depuis que les Etats ouvriers existent! Mais même ainsi, la situation n'est pas partout égale. En Bolivie, la durée moyenne de vie est à peu près de 33 ans, après cet âge, les mineurs sont épuisés. En Afrique, c'est la même chose; et ce la ne provient pas de l'absence de développement capitaliste, mais de l'absence d'intérêt, de capacité et d'objectivité du capitalisme. C'est l'Europe capitaliste qui dominait l'Afrique et non l'Etat ouvrier.

la réalité; ce qui importe c'est que l'Espagne s'incorpore aux Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe! C'est sur cette base qu'il faut faire des cours, des discussions, afin de se préparer à intervenir dans les cas concrets.

Par exemple, le Marché Commun préconise une série de mesures qui vont contre les pays les plus pauvres du Marché Commun, ou contre les relations économiques de la France capitaliste avec le monde capitaliste et qui vont avoir des répercussions contre les masses. Il faut donc s'opposer à de pareilles mesures, mais sans présenter cela comme une solution aux problèmes, il faut s'opposer à ces mesures et en même temps, avancer dans la lutte anti-capitaliste. Il faut le faire dans ces cas-ci, tout comme on le fait quand on défend une série de mesures ou qu'on soutient certaines lois à l'intérieur du système capitaliste d'un pays. Mais la différence consiste dans le fait, que les lois portent sur des aspects individuels, propres à chaque pays. Dans le cas du Marché Commun, il s'agit de problèmes de structure du système lui-même. Il faut donc intervenir en conséquence.

En Espagne par exemple, on va voter pour la nouvelle Constitution. Tout le monde la présente comme une grande conquête. Ce n'est pas vrai. La première chose à discuter c'est que, par rapport à l'étape de Franco il y a un progrès, cela ne fait aucun doute. Mais d'où provient ce progrès? Il faut voir qu'il ne représente pas tout ce qu'il était possible d'atteindre.

Il va être nécessaire de faire des cours, des discussions sur tous ces aspects, parce qu'il s'agit de nouvelles conditions. A l'époque de Lénine, ce problème n'existait pas. Les racines étaient les mêmes. C'est pourquoi Lénine proposait les Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe. Mais il n'y avait pas le problème de grands partis communistes qui peuvent décider de l'histoire et qui restent dépendants du capitalisme en ce qui concerne cet aspect, bien que, sous d'autres aspects, ils luttent contre lui. En même temps qu'ils préconisent l'entrée dans le Marché Commun, avec des mesures d'amélioration, ils poursuivent aussi la lutte pour transformer la société. Il ne faut donc pas penser à lutter contre les P.C. comme on lutte contre des mouvements sociaux-démocrates, mais voir qu'il s'agit de mouvements communistes qui cherchent des transformations sociales, sur la base d'une politique erronée. Ce qu'il faut modifier, est le caractère erroné de la ligne politique et non l'objectif, tandis que la social-démocratie a un objectif opposé.

Il faut discuter que le Marché Commun et le système monétaire que proposent les Allemands, est une escroquerie, destinée à soutenir le système capitaliste, à empêcher une crise qui devienne incontrôlable, et en même temps à faire dépendre le Marché Commun Européen de l'Allemagne capitaliste. Ceci est un aspect. L'autre aspect est que le Marché Commun se caractérise par une planification de la production telle qu'il va en résulter une immense quantité de chômeurs, même en Allemagne. C'est pour cette raison qu'une chose plus importante que l'entrée ou non de l'Espagne, dans le Marché Commun Européen, est de voir le chômage immense, la répression et les morts résultant de la production capitaliste. On donne à l'entrée de l'Espagne ou sa non-entrée, une importance qui ne correspond pas à

5 Novembre 1978 Texte de J. POSADAS

Le soulèvement des masses et le progrès de l'Iran

Cette brochure peut être obtenue sur demande à l'adresse du journal Lutte Ouvrière: BP.273 Charleroi I au prix de 30 Francs

pour le progrès de

unistes

4 Décembre 1978

J. POSADAS

Il faut intervenir, maintenant sur les mesures monétaires qui vont être prises; celles-ci affectent indubitablement les pays les plus arriérés: "le serpent" va favoriser les pays les plus forts. On donne aux monnaies une marge de fluctuation au sein de laquelle celles-ci ne peuvent être dévaluées. Cela donnerait une marge de fluctuation de 6% dans le cas de l'Italie. Mais ceci n'est que pure forme. Dans les échanges réels, ces 6% sont décomptés. Les capitalistes acceptent ces mesures, de la même manière qu'ils acceptent de payer des soldats ou des armes pour empêcher l'avance d'une révolution. Ils le font dans ce cas-ci, non pour défendre l'un ou l'autre pays, mais bien l'ensemble du système capitaliste, du système de production, des relations capitalistes de production. Et ceci va signifier une plus grande dépendance des petits pays capitalistes d'Europe par rapport aux grands pays comme l'Allemagne, la France et l'Angleterre.

Si l'Angleterre s'oppose au système monétaire européen, il s'agit d'une opposition de forme et non de fond, qui provient du fait qu'elle n'a pas la suprématie de l'économie. Sa monnaie n'est déjà plus la monnaie essentielle, elle a été dépassée par la monnaie allemande et française. L'attitude de l'An

gleterre vient de là. Si sa monnaie avait été la plus forte, l'Angleterre aurait fait le "serpent", la "couleuvre" ou n'importe quoi d'autre. Ceci montre que la crise du capitalisme ne peut trouver aucune solution au travers de telles mesures

Il faut donc intervenir en s'opposant aux mesures qui aggravent la situation de l'économie de chaque pays, tout en expliquant que le capitalisme - et en particulier le capitalisme français et italien - n'est pas capable de défendre les conditions de vie des masses et que les partis ouvriers doivent aller au pouvoir pour le faire. Le système monétaire européen est une mesure déterminée par la relation, la structure, le fonctionnement même du capitalisme.

Tant que nous ne sommes pas au pouvoir, ces mesures ont des effets sur la vie de chaque pays et nous devons lutter pour les dénoncer et les refuser. Mais en même temps, nous devons poser et développer le programme montrant la nécessité des transformations sociales. Il faut unir l'une et l'autre conclusion, parce qu'il s'agit là de faits concrets et déterminés qui n'existaient pas à l'époque de Lénine. Cependant, en prévision de ce processus, Lénine posait les Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe. Cette nécessité va se poser de nouveau d'ici peu de temps.

La nouvelle constitution espagnole est un progrès pour les masses

Il faut aussi discuter la nouvelle Constitution en Espagne. Celle-ci représente, sans aucun doute, une série de progrès par rapport à l'époque de Franco. Mais le problème est de discuter comment Franco a été renversé. Pourquoi le capitalisme a-t-il dû faire ces concessions (qui poussent Carrillo à dire que le roi a été un facteur de la démocratie espagnole)? De quel facteur s'agit-il? quelle position, quelle force a-t-il? Le roi est un bout de bois autour duquel tourne la bourgeoisie. Il ne représente aucun facteur de progrès. Carrillo dit: "la monarchie a été un facteur décisif". Non! elle n'a représenté aucun facteur important. Ce n'est pas la capacité de l'économie capitaliste qui a permis de réaliser le changement. C'est l'impuissance du capitalisme qui a fait que celui-ci n'a pu maintenir Franco. Il n'a pu le maintenir parce qu'il y avait les Etats ouvriers et la lutte du prolétariat espagnol qui a envoyé Franco à la merde. Poser le problème du roi comme le fait Carrillo, donne une perspective fautive comme s'il fallait dépendre de ce processus.

Par rapport à l'étape de Franco, la Constitution est un progrès, mais cela n'indique que c'est la meilleure chose qu'on pouvait faire. On pouvait avoir fait infiniment plus. Cela indique seulement qu'il existe en Espagne un facteur de crise immense et très grave, qui s'exprime dans le régionalisme, lequel crée une entrave au développement économique du pays. Même si, pour répondre à ses propres intérêts, la bourgeoisie centralise la production à travers la centralisation du capital, la division de l'Espagne, en fonction d'intérêts régionaux, rend difficile et entrave le processus de l'économie, de la science

et de la culture et développe sur tout un facteur d'antagonismes et de disputes sociales. Elle retarde, de plus, l'intervention du facteur le plus important de l'histoire et plus important que toute l'économie espagnole - qui est l'ascension de la lutte de classes.

Il ne faut pas lancer d'accusations contre Carrillo ou Felipe Gonzalez, mais faire une analyse qui les aide à comprendre et à prévoir ce qui va s'exprimer dans quelques années, ou même avant s'il y a la guerre. L'Espagne ne peut avancer ainsi. Et si elle avance, ce n'est pas le résultat des manoeuvres de la bourgeoisie, mais de son besoin de développer l'économie pour avancer elle-même. Mais les masses, quant à elles, vont avancer très peu. La question qui se pose est donc celle-ci: est-ce que les masses ne pouvaient pas obtenir plus?

La séparation de la Catalogne, du Pays Basque, de la Galice, est un facteur immense de division bien que, du point de vue économique, la bourgeoisie se centralise au moyen de l'investissement du capital. De la même façon que l'impérialisme yankee a autant d'intérêts que la bourgeoisie allemande en Allemagne, de même en Espagne, la grande bourgeoisie madrilène, la grande bourgeoisie catalane ou basque, ont des intérêts dans le reste de l'Espagne mais elles maintiennent la fédération, la division nationale, afin de conserver la domination sociale sur les masses. Une telle partition ne produit pas d'autre effet économique, elle va contre le fonctionnement de l'économie. Par contre, elle favorise la bourgeoisie du point de vue de la lutte de classes. Ce n'est pas une aspiration ni une nécessité pour développer l'Espagne, mais

un besoin pour la bourgeoisie pour que la vie de la lutte de classes penche en sa faveur, en faisant de telle sorte que les intérêts régionaux se heurtent entre eux. Cela rend donc plus difficile la lutte de classes car le prolétariat d'une région se heurte à celui d'une autre région. La preuve en est qu'aujourd'hui même, les Partis socialistes de différentes régions d'Espagne se heurtent entre eux du fait d'intérêts régionaux.

Ces problèmes sont essentiels à discuter maintenant. Ce sont des problèmes nouveaux et délicats. Par exemple, le Parti Communiste Français ne peut dire: "le Marché Commun ne sert pas, il faut attendre". Il doit intervenir maintenant et dénoncer que tout ceci est en faveur du capitalisme allemand et contre la France, contre les masses de France même dans le cas où le capitalisme français s'en tire. Les critiques de Marchais s'appuient sur des faits qui sont réels, mais ses conclusions sont fausses. Il faut lui dire que ce qu'il dénonce est bien, et il faut montrer que ces mesures du Marché Commun sont prises en faveur du grand capital allemand mais aussi du grand capital français qui s'unit au capital allemand

Il faut comprendre le sens que veut donner le Parti Communiste Espagnol à cette discussion sur la formation du gouvernement, qui a pour but d'impulser le progrès, parce qu'il espère que si les socialistes vont au gouvernement, les conditions vont mûrir pour faire une politique supérieure. Ils proposent que les socialistes aillent au gouvernement avec Suarez, parce que cela permettrait un développement démocratique. Pour les communistes, le fond du problème est de passer par une étape de démocratie pour développer le Parti. Il ne le fait pas avec l'objectif de favoriser le capitalisme, mais y voit une étape, qui permet le développement du Parti Communiste. Il espère que le Parti Socialiste se brûlera au gouvernement parce qu'il va se compromettre avec le capitalisme. Ce n'est pas une politique correcte.

Il faut intervenir en Espagne, sans affronter les communistes ni les socialistes. Il faut raisonner, sur la base de ce que la meilleure politique pour faire avancer l'Espagne est de montrer quel est l'état des forces de classe. Le capitalisme avait Franco. Franco est mort, mais la dictature aurait du rester. Et pourquoi n'est-elle pas restée? Ceci montre la faiblesse du capitalisme d'Espagne, et du monde.

Franco est arrivé au pouvoir, non parce que le capitalisme et le fascisme espagnols avaient de la force, mais du fait de la relation mondiale qui existait et, entre autres choses, la politique criminelle de Staline. Aujourd'hui, ce

n'est plus la même situation.

Il faut discuter avec les communistes espagnols, que la voie qu'ils ont prise ne leur permet pas d'atteindre ce qu'ils cherchent. Il faut par exemple, accentuer une série de revendications, qui ont été fortement limitées dans la nouvelle Constitution, entre autres, une série d'interdictions assez importantes concernant le mouvement ouvrier, ou les droits de la femme, l'avortement, le divorce, aspects sur lesquels ils font de très grandes concessions à l'Eglise.

Nous devons montrer comment unifier l'Europe, sur la base des conquêtes les plus grandes qui ont été faites: ce sont des pays comme la Yougoslavie, la Roumanie, la Hongrie et non des pays des "Neufs" ou des "Onze". Ce sont des problèmes qu'il faut discuter très à fond. Bien que la nouvelle Constitution soit une grande conquête, car elle signifie une défaite et un recul du capitalisme, cette défaite est la moitié de ce qu'elle aurait pu être, car le capitalisme n'avait pas de forces. Il faut voir que le capitalisme soutenait Franco, et qu'il a du reculer. Pourquoi? ce sont les rapports de forces mondiaux, entre autres les Etats ouvriers, qui ont tué Franco, et ont fait reculer le capitalisme espagnol. Il faut savoir se baser sur la relation de forces mondiale, ne pas dépendre d'elle, mais faire les calculs politiques en en tenant compte, afin de voir les limitations du système capitaliste. Par conséquent, les conquêtes de la nouvelle Constitution, tout en étant un très grand progrès et favorables aux masses, sont inférieures à ce qui aurait pu être atteint. On peut faire plus maintenant, dans le cadre de la lutte de classes.

Au travers de la nouvelle Constitution, le capitalisme espagnol sanctionne la fédération du Pays Basque, de la Catalogne, ce qui signifie un coup très grand à l'unité de la lutte de classes pour transformer l'Espagne. Maintenant, dans la discussion sur la transformation de l'Espagne, chacun va vouloir son Espagne socialiste. C'est l'introduction et le développement d'une entrave culturelle, scientifique, qui favorise l'Etat local et affaiblit, retarde, entrave la lutte de classes. Cela ne favorise pas la lutte de classes, qui est le niveau le plus avancé de la culture et de la science. Elle permet de donner les bases d'un progrès sans limites. Tout le reste représente un progrès limité.

La nouvelle Constitution Espagnole est un progrès pour les masses et une défaite pour la bourgeoisie. Mais c'est un moindre mal pour la bourgeoisie. Elle a du céder là-dessus pour empêcher de grands mouvements postérieurs. C'est une concession qu'elle doit faire et qui est le produit des relations de forces mondiales, de la lutte du prolé

Suite page 4

Texte de J. POSADAS
La lutte pour le socialisme dans le processus actuel de l'Algérie.

25 Juillet 1978

Cette brochure peut être obtenue sur demande à l'adresse du journal au prix de 30 Francs

LE MARCHÉ COMMUN EUROPEEN....

tariat espagnol et de la petite-bourgeoisie d'Espagne. La bourgeoisie a du céder pour éviter le pire, c'est à dire une plus grande radicalisation de la lutte de classes. La bourgeoisie unit la Constitution, qui est un progrès, à la régionalisation, qui est une régression. La Constitution, en soi, indique une grande conquête du prolétariat, de la petite bourgeoisie espagnole, des paysans, comme une conséquence des relations de forces mondiales. Il faut partir de cette conquête pour l'élever, montrer la faiblesse du capitalisme et aller plus loin. Cela veut dire: expropriations, planifications, discussion d'un accord entre les différentes régions pour développer l'économie, la culture, la science et la vie de l'Espagne.

La vie de l'Espagne ne se développe pas seulement au travers de l'économie, mais aussi de la culture, de la science. Sur le plan mondial, c'est la marche vers des mesures socialistes qui est la base de la culture, de l'économie et de la science actuelles.

Les problèmes qui se posent aujourd'hui à l'Espagne sont provoqués par les régions, que la bourgeoisie a maintenues dans l'arrière-pensée. Le seul fait de l'existence de Franco, pendant plus de 36 ans, montre à quel arrièrément l'Espagne a été soumise. Après 36 ans, ils ont du liquider Franco et doivent liquider le fascisme. Ceci indique que le capitalisme n'a pas de solution, n'a pas d'issue, ni de possibilité d'existence au moyen du fascisme.

Le fascisme fut un instrument, à court terme, pour une fin déterminée: la guerre. Il devait faire la guerre pour sauver le régime capitaliste. Ce fut également un échec. Le fascisme est tout le contraire d'un régime, d'une direction qui se base sur l'économie pour se développer, même d'un point de vue capitaliste. Il faut discuter tout cela et voir ce que furent l'Allemagne, l'Italie et tous les régimes réactionnaires. Il faut y prêter une grande attention et ne pas présenter la Constitution uniquement comme un retard, une escroquerie. Non. C'est une grande conquête, mais qui sert à cacher une situation dans laquelle il aurait été possible de faire beaucoup plus.

Il faut discuter maintenant en Europe, la nécessité pour les syndicats, les centrales ouvrières, les partis ouvriers, de réaliser un front unique programmatique: réduction des heures de travail à 36 heures par semaine, avec le même salaire, plan de production en commun: que les communistes, les socialistes de tous les pays interviennent dans le Marché Commun avec ce programme. Il ne faut pas laisser le "serpent", la monnaie, aux mains du capitalisme, car il détermine en fonction de l'intérêt du profit et non en fonction de la production. Ils produisent s'ils en tirent du profit. Sinon, ils écrasent l'entreprise, l'étouffent, la concentrent dans une autre, car cela leur permet plus de profits. Mais ils le font aux dépens de la vie de la population, de l'emploi, de l'hygiène et de la santé parce qu'ils utilisent une forme de production qui tue les gens.

Il faut faire un front unique de tous les partis, communistes, socialistes, groupes de gauche, des centrales ouvrières et des syndicats sur la base d'un programme de production: produire ce qui est nécessaire pour les gens, avec un salaire

minimum de base pour faire face à l'augmentation du coût de la vie. Que l'augmentation du salaire soit proportionnelle à l'augmentation du coût de la vie et que les horaires de travail soient réduits à 36 heures.

Le progrès de la technique et de la science dans la production, est tel aujourd'hui qu'on fait la même production qu'il y a 30 ans en deux fois moins de temps. Quel est le bénéfice pour la classe ouvrière? c'est la bourgeoisie qui gagne!

Il faut le discuter. Il y a un progrès de la technique et de la science, mais c'est la bourgeoisie, qui en profite. Il faut faire ce front unique des Partis Communistes et Socialistes, démocrates de gauche, et lancer un appel un appel aux secteurs de gauche des partis démocrates-chrétiens, et même des secteurs petits-bourgeois qui peuvent se trouver dans des partis

bourgeois, pour appliquer ce programme qui est celui du progrès, en commun, de l'Europe. Il faut, en même temps, lutter dans chaque pays sans attendre le résultat global, et que tous les pays fassent un programme commun. Voilà le marché commun du progrès!

Les syndicats et les partis ouvriers doivent mener une discussion dans laquelle ils incluent la petite-bourgeoisie, les paysans, les professeurs, les maîtres, les étudiants. Il faut mener une discussion dans toute l'Europe sur quel est son avenir, comment développer la science, la culture et le niveau de vie des gens en même temps que l'économie, c'est à dire comment développer la science et la culture au bénéfice de la population. Il faut pour cela, diminuer les heures de travail, la brutalité du travail, et faire progresser ainsi la société, au bénéfice des masses. Les progrès de la science et de la technique, dans la production, doivent s'exprimer dans les relations humaines. Il faut développer un programme anti-capitaliste.

C'est le programme de lutte qui s'unit à l'objectif d'éliminer le système capitaliste. Que dans les écoles, dans les lycées, on pose un programme pour discuter de ces problèmes: que la science, l'étude, l'éducation, les différentes carrières servent au bénéfice de l'humanité. Que les discutent de ce programme avec le mouvement ouvrier.

L'éducation, telle qu'elle est conçue aujourd'hui, sert à renforcer l'exploitation des gens et à préparer la guerre. Les étudiants doivent donc se développer avec le mouvement ouvrier sur la base d'un programme pour développer la population, embellir la vie, mettre la science, la technique, les connaissances scientifiques au service du bien-être de la population, des relations humaines. Il faut poser que tout cela signifie un pas immense vers l'unification des luttes, car on montre que l'objectif de l'unification de l'Europe pour le progrès, est uni à la lutte contre le capitalisme.

4.12.1978

J. POSADAS

Editorial....

Il y a une compréhension et une conscience dans l'avant garde ouvrière que ces problèmes ne peuvent plus être surmontés par des pressions, par une lutte pour des améliorations au sein même de ce système. La lutte ne va pas se porter comme le souhaitent les dirigeants socialistes sur "Un partage des insuffisances", mais elle va se poser et se pose déjà de plus en plus directement le problème de QUI VA DIRIGER LA SOCIÉTÉ? Au travers de la crise actuelle, le système capitaliste fait faillite et il est mis en accusation par des mouvements des secteurs qui étaient jusqu'alors plus "tranquilles", comme c'est

le cas en Allemagne capitaliste.

Dans le mouvement ouvrier chrétien en Belgique, les luttes des travailleurs qui occupent les entreprises et remplacent les capitalistes, pour diriger les usines (Salik, Siemens, RCA...) provoquent une réflexion qui a manifesté l'assemblée de la CSC. De même au congrès interrégional de la FGTB, il a fallu faire le constat que la société capitaliste s'enfoncé dans cette crise qui n'a rien de passager ni de conjoncturel. C'est une crise de structure, une crise de société. Mais les réponses proposées ne correspondent pas à ces analyses. Et c'est là que l'avant garde syndicale, les tendances révolutionnaires, les camarades communistes, socialistes de gauche doivent intervenir avec toute la force, les arguments de classes nécessaires: La conclusion logique de ces constats établis dans ces 2 assemblées syndicales est qu'il faut aussi discuter un programme plus élevé, pour répondre à cette crise. Cependant le programme et il n'y a pas de grande différence entre FGTB et CSC là dessus-, en reste toujours à exiger la régionalisation des institutions et de l'économie comme une solution aux problèmes de la classe ouvrière.

discuter quelle perspective et quel programme proposer à ce front de la gauche pour qu'il soit capable d'organiser une perspective de progrès, en Belgique.

La fonction politique des Syndicats est à présent reconnue comme une nécessité. Et c'est un fait qu'il n'y a pas de séparation entre le problème dit syndical et politique. Par exemple, les travailleurs dans les entreprises veulent imposer l'augmentation des salaires. Mais celle-ci est rapidement absorbée par la hausse du coût de la vie, l'augmentation des impôts. Et cette détérioration constante du niveau de vie est la conséquence de la politique capitaliste, de toute la restructuration et concentration capitaliste en Belgique même, et dans le Marché Commun.

Face à elle, il faut donc imposer des mesures pour la défense de la classe ouvrière et de la population qui portent atteinte au pouvoir et aux plans des grandes sociétés capitalistes qui décident de tout, en fonction de leurs profits. Il faut imposer dans tout le pays, une réelle échelle mobile des salaires, et un salaire minimum permettant de vivre dignement.

Les capitalistes répondent, comme ils viennent de faire aux ACEC, que dans ces conditions, ils ne vont pas investir et préfèrent plier bagages. Le mouvement syndical doit donc préparer la réponse à cela et poser que la classe ouvrière assurera elle-même la direction de l'économie, que les capitalistes seront expropriés et la production planifiée pour le bien-être de tous au lieu du profit de quelques uns.

C'est une conclusion qu'il faut poser clairement quand on discute la perspective des occupations d'usines, de l'autogestion, de l'autoproduction etc... Gayetot, rapporteur au congrès de la FGTB avait raison de dire qu'on ne peut pas généraliser "l'autogestion", en régime capitaliste. Mais il faut continuer plus loin!! Il faut préparer un plan pour remplacer le capitalisme et planifier l'économie au bénéfice de la population.

Ce sont les Syndicats qui doivent prendre en mains cette perspective et la proposer à la discussion des partis de gauche, prendre l'initiative et faire intervenir la classe ouvrière dans cette discussion qui ne doit pas rester dans les Etats Majors.

Le 2 Février 1979

Le numéro 312
sortira le 2 mars

**SOUTENEZ
LUTTE OUVRIERE
ABONNEZ VOUS!**

Abonnement à 12 Numéros: 80 Frs
Abonnement annuel :150 Frs
Abonnement de soutien :500 Frs
A verser au CCP de Polet Claudine
000.0 976234.26

C'est important que la FGTB appelle à la constitution d'un rassemblement des progressistes avec le PS le PC, le Rassemblement Wallon, et la CSC et les tendances du mouvement ouvrier chrétien qui veulent s'y joindre, mais il faut maintenant,

VIETNAM CAMBODGE suite

Le renversement de la clique Pol Pot, représente un échec de l'impérialisme et de la direction actuelle chinoise qui n'ont pas osé intervenir. La politique extérieure et intérieure de la Chine est réactionnaire et est la conséquence d'une politique nationaliste, chauvine, stalinienne. Les changements au Cambodge sont une impulsion aux tendances révolutionnaires en Chine, qui n'ont pas la possibilité de s'exprimer mais qui condamnent la politique de ces dirigeants.

Nous invitons les organisations du mouvement ouvrier en Belgique à approfondir cette discussion, à faire des meetings, des débats, des réunions partout dans tout le pays pour développer la compréhension des militants des différentes organisations sur le rôle des Etats Ouvriers, des pays socialistes dans le monde, pour comprendre la situation en fonction de la nécessité du progrès de l'humanité sur la base de l'unification du mouvement communiste mondial. Le progrès, social, politique et économique d'un pays se fait sur la base d'un régime qui planifie l'économie au bénéfice de l'ensemble de la population, qui centralise l'économie dans les mains de l'Etat et qui organise la participation et l'intervention la plus complète des masses, pour cet objectif.

C'est en fonction de ces principes qu'il faut analyser n'importe quel événement qui se passe dans le monde.

1er Février 1979

SOMMAIRE

Déclaration du Bureau Politique du P.O.R.T.

Organiser discussions, meetings et manifestations en défense de la République Socialiste du Vietnam (voir page 2)

La crise du capitalisme, la crise de la direction chinoise et la nécessité de l'unification du mouvement communiste mondial 11.9.78 J Posadas

voir pages centrales: EXTRAITS SUR LA CHINE D'UNE CONFERENCE PUBLIQUE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 17 ème Année N°312 Le 2 Mars 1979

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs ; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar - 1060 Bruxelles.

L'invasion du Vietnam par la direction contre-révolutionnaire de Chine et les problèmes de la construction du socialisme

18 février 1979 J. Posadas

L'invasion du Vietnam par la Chine vise à repousser, à se défendre de l'influence de la révolution en Indochine et du processus révolutionnaire en Iran, à en couper les effets sur la population chinoise, et à dévier l'attention de la population chinoise, de l'avant-garde ouvrière et de l'ensemble de la population, sous le prétexte du "danger que représente le Vietnam", de la grande résistance à l'intérieur même de Chine envers cette politique contre-révolutionnaire de la direction actuelle de l'Etat ouvrier chinois.

Ce n'est pas un conflit entre deux Etats ouvriers, c'est le conflit d'une direction bureaucratique contre-révolutionnaire qui s'allie au capitalisme contre les Etats ouvriers, et qui porte un coup au progrès de la révolution, afin de soutenir ses intérêts bureaucratiques, nationalistes et contre-révolutionnaires. Ce n'est pas un conflit entre pays socialistes, mais entre une direction bureaucratique contre-révolutionnaire et le progrès.

Il s'agit là d'une conséquence normale de la construction de la nouvelle direction de l'humanité. Il n'y a pas d'expérience antérieure, à part celle, très limitée dans le temps, de l'Union Soviétique. Par contre, il subsiste les conséquences de l'époque de Staline, qui a duré plus longtemps que la bonne expérience des 7 premières années de l'Union Soviétique. Le prolétariat, les partis communistes, l'avant-garde ouvrière, les mouvements révolutionnaires, sont encore en train d'apprendre à évoluer dans la construction de la direction socialiste. Ils apprennent à se développer, à programmer leur activité pour construire une direction homogène et, de cette manière, conduire la marche de l'histoire. Ce comportement des Chinois exprime, en partie, l'absence d'une direction mondiale qui centre et centralise la construction du socialisme.

Le socialisme ne peut se réaliser selon ce que chacun souhaite: il suit des normes. Ces normes sont: étatisation, planification, contrôle et intervention des syndicats, intervention de la classe ouvrière et de toute la population au travers de leurs organes: syndicats, parti et comités d'usines, de quartiers.

L'humanité n'a pas encore acquis une expérience développée de cette nécessité. Il n'y a pas encore de direction mondiale, qui ait l'expérience et l'autorité pour développer cette activité. C'est ainsi que dans les Etats ouvriers, il y a encore une possibilité pour le développement de tendances qui, tout en s'appuyant sur l'Etat ouvrier, ont des intérêts contre-révolutionnaires par rapport au progrès de l'histoire. Leurs intérêts sont en concurrence avec ceux du capitalisme, mais ils sont contre-révolutionnaires dans la mesure où ces secteurs se défendent des Etats ouvriers qui progressent dans un sens anti-capitaliste. C'est pour se défendre de l'influence de ces Etats ouvriers, qu'ils font une politique contre-révolutionnaire et s'allient objectivement au capitalisme.

La politique de l'actuelle direction chinoise n'est pas le résultat d'une erreur ou d'un mouvement de rage. C'est une politique délibérément calculée, à la recherche de l'appui du système capitaliste. Les Chinois font cette invasion, juste après avoir fait un accord avec les Yankees et ils recherchent l'appui du système capitaliste pour contenir le progrès de la révolution. Ce sont des intérêts réactionnaires et contre-révolutionnaires. Cela ne veut pas dire qu'ils sont des agents du capitalisme. Mais ils défendent des intérêts contre-révolutionnaires, se plaçant entre le système capitaliste et l'Etat ouvrier. Ils cherchent à se situer dans un stade intermédiaire. Ces directions ont peur du progrès, elles sont une conséquence de l'étape de transition entre le capitalisme et le socialisme.

Le peuple chinois n'a rien à voir avec cette politique. C'est pour cela qu'on ne voit aucun syndicat faisant des résolutions d'appui aucune mobilisation ni manifestation. Il n'y a même pas une résolution du Bureau Politique du Parti Communiste Chinois. Cette action militaire de la direction chinoise correspond aux attitudes contre-révolutionnaires de Staline quand il faisait l'alliance avec Hitler. L'alliance de Staline avec Hitler était une activité contre-révolutionnaire

Staline, en son temps, avait

dissous le Parti Communiste tchécoslovaque, polonais, brésilien. La politique actuelle des Chinois équivaut à cette politique antérieure, de Staline. Celui-ci dissolvait des partis qui pouvaient créer des conflits pour la bureaucratie, ou des divergences entre celle-ci et les bourgeoisies des pays avec lesquels elle voulait s'entendre. C'est l'intérêt bureaucratique qui la mène à la contre-révolution. Il ne s'agit pas seulement d'une politique ou d'une tendance bureaucratique: cela peut exister sans qu'elle soit pour autant contre-révolutionnaire. Mais la direction chinoise actuelle est bureaucrate et contre-révolutionnaire.

Ces événements ne sont pas une conséquence du socialisme, "un des maux du socialisme" de l'Etat ouvrier. Ils sont le fait de la direction politique de l'Etat ouvrier. Parmi les Etats ouvriers, les pays

qui vont vers le socialisme, il n'y a pas de motifs de divergences ou de conflits militaires. Il peut y avoir des conflits politiques pour différentes raisons - immaturité, pression d'un état sur l'autre -, mais pas des conflits militaires! La nature des Etats ouvriers les conduit vers une alliance, une coordination contre le système capitaliste.

La direction de l'Etat ouvrier chinois, par contre, recherche l'alliance avec le capitalisme contre un autre Etat ouvrier, contre le Vietnam et maintenant aussi contre le Cambodge. Le Vietnam a prouvé sa nature socialiste par le fait que, peu d'années après avoir éliminé le capitalisme, le pays s'est relevé, la population ne souffre aucune discrimination, aucune régression, aucun attentat. Ceux qui s'échappent du Vietnam ne font que s'enfuir. De la même manière à l'époque de la Ré

Suite page 4

IRAN, VIETNAM ET LA LUTTE ANTICAPITALISTE EN BELGIQUE

Editorial

Tous les événements du monde passent en Belgique et se discutent beaucoup parmi les travailleurs. Ils montrent que le système capitaliste n'a plus de contrôle sur le monde, et que chaque jour il y a un nouveau progrès dans la lutte anti-capitaliste. L'invasion du Vietnam, par la direction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier chinois ne modifie pas cette marche du monde, vers des transformations sociales. Au Vietnam, les dirigeants bureaucratiques de la Chine veulent contenir le progrès du socialisme car ils ont peur de son influence à l'intérieur même de la Chine et ils ont fait ce que l'impérialisme n'ose pas faire lui-même directement. Mais cela ne conduit pas à décourager la lutte anti-capitaliste dans le monde et pour avancer vers le socialisme. Les masses voient bien - et cela se discute aussi en Belgique -, que ce n'est pas une guerre entre des Etats ouvriers mais une attaque d'une direction contre-révolutionnaire contre l'Etat ouvrier vietnamien

et pour contenir le progrès du socialisme.

Alors ce qu'on discute et qu'il faut discuter amplement: c'est pour quoi et comment il peut y avoir à l'heure actuelle, des directions d'Etats ouvriers qui font cette politique contre-révolutionnaire, alors que les Etats ouvriers ont fait des progrès économiques, sociaux, culturels immenses et sont un centre d'influence et d'expérience pour les masses du monde. C'est le résultat, encore aujourd'hui, du manque de programme communiste, internationaliste, de vie et de participation, d'organismes de la classe ouvrière, de vie communiste du Parti pour intervenir, organiser, développer la capacité de la classe ouvrière de diriger la société en construction. Mais on doit voir alors qu'il y a beaucoup de "chinois" encore dans le mouvement ouvrier en Belgique! et que, pour organiser toutes les forces de la classe ouvrière contre le capitalisme et se préparer à construire la nouvelle société en Belgique il faut aussi lutter pour changer ces structures et ce fonctionne

suite page 4

Appel à organiser discussions, meetings et manifestations en défense de la République Socialiste du Vietnam

Notre Parti dénonce et condamne, l'attaque et l'invasion chinoise du Vietnam qui est l'aboutissement d'une politique contre révolutionnaire et réactionnaire de l'actuelle direction du Parti Communiste Chinois.

L'invasion chinoise du Vietnam n'est pas une guerre entre deux pays socialistes: C'est le résultat d'une politique stalinienne, d'une direction, comme celle, du PCC qui agit en défense de ces intérêts bureaucratiques, et qui croit qu'il peut y avoir une guerre entre l'Union Soviétique et les Etats Unis dans laquelle elle restera en dehors, et pourra construire un "grand pays, une grande Chine".

Nous appelons toutes les organisations du mouvement ouvrier en Belgique à discuter et condamner cette invasion et en particulier, le Parti Communiste de Belgique a organisé des meetings de soutien au Vietnam, comme le fait le Parti Communiste Français, à organiser des manifestations, des réunions en défense du Vietnam, à appeler les organisations syndicales à se prononcer, appeler les Etats Ouvriers, et tout le mouvement communiste mondial à intervenir: en faisant, des appels aux masses chinoises à renverser cette direction, aux soldats chinois à refuser d'aller au front, aux populations chinoises à intervenir. Il faut discuter la nécessité de l'unification de la Chine et de tous les Etats Ouvriers, mais pas avec cette direction; sur la base de la centralisation et de la planification de l'économie. Nous saluons l'initiative de la fédération liégeoise du PCB d'avoir un meeting en défense du Vietnam et invitons le Parti Communiste à organiser de tels meetings au niveau national, et de faire une mobilisation, une campagne d'explications sur la signification de cette invasion, et sur la supériorité sociale, politique, économique et culturelle du Vietnam et des autres Etats Ouvriers. Face à la crise capitaliste, les Etats Ouvriers ont besoin d'étendre leur structure économique, représentée par l'économie planifiée. Le renversement du Shah en Iran, le soulèvement des masses musulmanes, de la classe ouvrière iranienne, ouvre une porte à l'application d'un programme socialiste. Pour que l'Iran se développe économiquement, au bénéfice de l'ensemble des masses, il n'y a pas d'autre chemin que de prendre des mesures socialistes, de nationalisations, de contrôle par l'Etat de la production pétrolière et d'intervention de la classe ouvrière, à la direction de la société. Cela est le programme de l'Etat Ouvrier. Il n'y a pas d'autre chemin. Comme l'ont fait les autres pays qui ont renversé la féodalité ou le colonialisme tels que l'Angola, le Mozambique, l'Afghanistan, l'Ethiopie, l'Algérie, Madagascar. L'Union Soviétique et Cuba interviennent pour faire progresser tous ces pays.

Il faut discuter tous ces problèmes dans le mouvement communiste mondial, dans le Parti Communiste et organiser des réunions, des meetings, des assemblées dans les quartiers ouvriers, dans les usines où la classe ouvrière est très préoccupée par cette invasion, et par tous ces problèmes et condamner la position du Parti Socialiste qui met sur le même pied, et en prenant les choses à la légère, les chinois et les vietnamiens. Il faut appeler à ce que la classe ouvrière belge intervienne et discute ces problèmes pour faire changer l'attitude du PSB

L'intervention du Vietnam au Cambodge et l'invasion chinoise, au Vietnam n'ont rien à voir. On ne peut pas revendiquer que les "2 envahisseurs" se retirent, comme le propose la LRT, à l'image de la presse bourgeoise. Cela n'a rien à voir. L'intervention du Vietnam a impulsé le FUNSK au renversement de la clique de Pol Pot; l'invasion chinoise se fait contre un Etat Ouvrier qui progresse économiquement, socialement et qui vient de se réunifier sur la base socialiste. Comment peut-on mettre cela sur le même pied? Nous tenons à manifester notre indignation pour la position prise par la LRT et cela au nom du trotskysme. Cette position s'aligne sur celle des démocrates humanistes qui revendiquent que tout le monde se retire, et n'a rien à voir avec la pensée trotskyste

Nous appelons les militants de la LRT à discuter plus profondément tous ces problèmes et à changer leur position.

Les problèmes Vietnam-Cambodge et Chine-Vietnam mettent à l'ordre du jour les problèmes de : comment construire le socialisme? Voilà ce qu'il est nécessaire de discuter. Il ne suffit pas d'avoir renversé le capitalisme, d'avoir éliminé la propriété privée pour que tout soit résolu. De nombreux pays qui ont supprimé la propriété privée et renversé le féodalisme, n'en sont pas pour autant sur la voie du socialisme de façon irréversible. La base du programme de transformations sociales qui garantit un processus irréversible est l'organisation de l'économie centralisée, la planification de l'économie au bénéfice des masses, la plus complète participation des masses et de la classe ouvrière même réduite au fonctionnement du pays et l'unification avec le reste des pays socialistes. Ces principes sont une nécessité vitale pour toute révolution. La vie démocratique de la classe ouvrière est nécessaire pour empêcher la formation d'une couche bureaucratique, de même que l'application de ces principes.

Nous appelons le mouvement syndical, le mouvement socialiste à intervenir et prendre position contre cette agression de la direction chinoise contre le progrès socialiste que représente le Vietnam. Il faut discuter de cela partout, parce que ce sont des problèmes qui concernent toute la classe ouvrière du monde!

La crise du capitalisme, la nécessité de l'unification

J. Posadas

11 Septembre 1978

EXTRAITS
D'UNE CONFERENCE PUBLIQUE

Les Chinois ne font pas une critique à l'Union Soviétique dans le sens de rechercher le progrès de celle-ci. Ils le font dans le but de s'allier au capitalisme contre l'URSS. Ils s'allient au capitalisme contre la révolution. Il ne s'agit pas là d'une erreur politique, mais d'intérêts sociaux de la couche dirigeante chinoise. La Chine n'est pas un agent du capitalisme, ni Hua Kuo Feng, ni Teng Siao Peng, ne le sont. Mais ils ont une conception bureaucratique stalinienne. Le stalinisme signifie une conception consistant à défendre les intérêts égoïstes "russes" - non les intérêts soviétiques - mais les intérêts russes qui primaient sur ceux du mouvement communiste mondial. Cette couche dirigeante provient du Parti Communiste Chinois, du mouvement communiste chinois. C'étaient même de bons révolutionnaires dans une certaine mesure et jusqu'à certaines limites. Mais l'immense majorité de ces dirigeants actuels, tout en ayant été de bons lutteurs contre Chang Kai Chek, ont fait partie de l'appareil bureaucratique.

La direction actuelle du Parti Communiste Chinois montre, de par sa politique, ses objectifs, son programme, qu'elle n'a pas confiance dans le processus mondial de la révolution socialiste, qu'elle n'y croit pas. Il en est ainsi parce qu'elle représente des couches sociales qui, tout en ayant été contre Chang Kai Chek, ne représentent pas la conception marxiste du processus révolutionnaire. De la même manière, la couche qui accompagnait Staline, ne croyait pas au processus mondial de la révolution socialiste. Ce sont des couches sociales qui peuvent apparaître au sein du Parti et qui peuvent acquérir la capacité, les moyens, les possibilités, de dominer, quand le Parti ne vit pas, quand il se réduit à des structures d'appareil, quand le peuple chinois n'intervient pas. Staline a dû pour faire tout ce qu'il a fait, éliminer le Parti Bolchévique, il a liquidé les cellules d'usines, les réunions périodiques de parti, la discussion objective du processus mondial, la tradition de la Révolution Russe. C'est alors qu'il a pu dominer, en s'appuyant sur un nouvel appareil, venu du Parti et de milieux scientifiques et techniques. La direction chinoise a fait de même.

Il ne s'agit pas pour autant d'un échec du marxisme ou de la construction du socialisme. Ces couches sociales peuvent accomplir ces tâches parce qu'il n'y a pas eu - à temps - de développement marxiste dans la construction du Parti. C'est de là aussi que provient la lenteur actuelle du progrès démocratique à l'intérieur de l'URSS. Nous sommes critiques de la bureaucratie, mais nous soutenons inconditionnellement l'Union Soviétique. Notre critique est persuasive et tend à aider à comprendre la fonction actuelle de l'Union Soviétique. L'URSS a fait sa nouvelle Constitution qui - bien que limitée - représente un progrès et un progrès programmatique fondamental sur plusieurs points: par exemple, quand elle définit que la fonction de l'URSS est la lutte pour la construction mondiale du socialisme et aussi la lutte pour appuyer les mouvements de libération nationale et sociale. Brejnev a du dire publiquement, lors de la dis-

cussion préalable: "en ce qui concerne la demande de donner un salaire en fonction des besoins, nous sommes d'accord, mais nous croyons que ce n'est pas opportun de le faire maintenant, il n'y a pas encore les conditions". C'est à dire qu'il accepte un principe fondamental. Il ne le réfute pas, il l'écarte en disant qu'il est correct mais que le moment n'est pas encore venu de l'appliquer. Quand Brejnev lui-même doit se faire le témoin d'une telle proposition, c'est parce qu'elle vient, non d'un militant de cellule mais bien de l'appareil central du Parti, des couches dirigeantes et de branches importantes. Nous étions les seuls à faire ces propositions! Trotsky ne pouvait le faire à son époque car cette possibilité n'existait pas. Nous sommes les seuls qui, depuis 10 ans, luttons pour cette proposition.

Les Chinois ne comprennent pas ce processus. Où est leur nouvelle Constitution? Ils n'en ont aucune. Mais si la direction actuelle continue à dominer, elle va en faire une. Le programme qu'ils défendent actuellement - et qui pourrait être une ébauche de constitution - consiste en ceci: "éliminer la qualification de camarades envers les professeurs. Il faudra les appeler Monsieur. Les élèves ne doivent plus non plus se dire "camarades" entre eux. Staline avait fait de même et il a été liquidé. On restaure les grades dans l'armée et l'obligation du salut militaire. On écarte les ouvriers des universités. La Révolution Culturelle - même si elle n'a pas été très importante - posait qu'il fallait une majorité d'ouvriers, parmi les étudiants, et l'Etat payait les études. C'était une mesure permettant de briser la couche sociale d'origine féodale, semi-féodale de mandarins, de bourgeois, qui était introduite dans le Parti, et de garantir une continuité de cadres issus de la classe ouvrière, afin de soutenir l'Etat ouvrier. Cette direction les chasse tous, et introduit à l'université ceux dits "les plus capables". Cela ne veut pas dire capables intellectuellement, mais capables de payer! On réintroduit la sélection à l'université. Et ceci dans le but de rencontrer des secteurs sociaux liés à eux, par un intérêt commun de tirer l'usufruit de l'Etat ouvrier. Ils veulent maintenir l'Etat ouvrier, mais pour eux-mêmes.

Dans le plan de développement de la Chine, ils éliminent la politique et proposent de "développer l'industrie" comme tâche centrale. Ce n'est pas correct. Si le monde se développe aujourd'hui, c'est bien parce qu'il y a eu une Révolution Russe et un certain Lénine dont la capacité stratégique, tactique, programmatique, est inégalable. La Stratégie ou la tactique aujourd'hui n'est plus la même que celle de Lénine, mais les principes le sont. Ce qu'il faut changer, c'est le programme tactique, concret, mais non le programme historique: classe con-

crise de la direction chinoise et la mouvement communiste mondial

tre classe - le capitalisme ne ré-
sout les problèmes que par la guer-
re.

Le capitalisme cherche à gagner
du temps. Le Parti ouvrier a besoin
de se lier à d'autres classes, à
formuler et diriger la lutte de
classes afin que l'affrontement soit
favorable à la classe ouvrière et,
dans ce cas, aux Etats ouvriers. La
conduite des classes reste la même
qu'avant: ce sont des classes soci-
ales qui s'affrontent et elles ne
modifient pas leur représentation,
leur pensée, leur programmation de
classe. C'est pourquoi le programme

de Lénine reste le même qu'avant.
Il faut l'adapter à aujourd'hui,
mais il n'y a rien à changer à la
conception de Lénine: classe contre
classe. Ceux qui abandonnent Lénine
maintenant, le font comme un moyen
de concilier avec le capitalisme.
Ils n'abandonnent pas Lénine parce
que celui-ci serait dépassé. S'il
est dépassé, alors il faut expli-
quer, faire des analyses montrant
que les classes agissent d'une au-
tre manière aujourd'hui et n'adop-
tent plus une conduite de classes,
mais une conduite d'êtres humains.
Or, cela est faux.

Les Chinois font actuellement,
une monstruosité au Vietnam. Et ce
n'est pas le fait d'une erreur poli-
tique, c'est le produit d'une poli-
tique menée par une couche socia-
le qui défend des intérêts bureau-
cratiques. La direction chinoise ac-
tuelle fait cette politique pour
avoir appui sur ces couches socia-
les et dominer la population. Elle
n'a aucune perspective de se déve-
lopper. Mais l'Union Soviétique,
qui critique actuellement les Chi-
nois - avant, elle ne les critiquait
pas ainsi - a aussi commis des er-
reurs.

Il ne s'agit pas seulement d'
accuser les Chinois mais d'ouvrir u
ne discussion dans le mouvement com-
muniste mondial et de faire discu-
ter ce problème dans toutes les usi-
nes de l'URSS, dans toutes les cel-
lules du Parti, dans toutes les ré-
gions, sur toutes les places publi-
ques. L'Union Soviétique doit propo-
ser de faire un appel à une discus-
sion mondiale du mouvement communis-
te avec un programme anti-capitalis-
te, combinant la nécessité de mesu-
res de relations entre Etats ouvri-
ers et pays capitalistes, et un pro-
gramme de lutte anti-capitaliste. Il
faut montrer l'exemple de l'Ethio-
pie qui est un des pays les plus ar-
riérés de l'histoire et qui a pris
des mesures sociales représentant le
plus grand progrès historique, alors
que l'Ethiopie n'a pas de moyens é-

conomiques, ni de développement cul-
turel. Voilà ce qu'il faut discuter
en Union Soviétique et dans tous

Il faut faire un appel à discu-
ter avec les Chinois, avec le prolé-
tariat chinois et aussi avec le pro-
létariat nord-américain et celui de
tous les pays capitalistes, sur la
base d'un programme de lutte anti-
capitaliste, sans pour autant rom-
pre les relations ni les accords a-
vec les Etats-Unis ni les discus-
sions sur la limitation des armements
atomiques stratégiques. Ces discus-
sions, de toute manière, sont un
mensonge parce que ni les Etats-
Unis, ni les Soviétiques ne vont ac-
complir ces résolutions.

Il faut ouvrir une discussion
dans le mouvement communiste mondial
pour montrer la crise actuelle du
capitalisme et la seule issue possi-
ble pour lui: la guerre. Le capita-
lisme ne peut espérer ni souhaïter,
développer l'économie, regagner de
l'autorité et s'étendre dans le mon-
de. Comment va-t-il chercher à sur-
vivre? au travers de la guerre. Il
ne cherche pas sa survie dans la con-
currence économique, ni dans l'effon-
drement de l'Union Soviétique. Il
sait que c'est une chose impossible.

Alors, que cherche-t-il pour survi-
vre? c'est la guerre! Toute la préoc-
cupation économique et scientifique,
du capitalisme est consacrée à la
guerre. C'est aussi le but de ces
discussions avec Sadate et Beghin:
trouver un accord pour installer des
bases atomiques et une base aérienne
et navale en Egypte et en Israël. Fa-
ce à cela, aucune politique n'existe
qui permettrait de retenir l'impéri-
alisme. Il faut développer la lutte
anti-capitaliste. Il faut développer
la préoccupation pour cette discus-
sion dans tous les partis communistes.

L'ACTUELLE DIRECTION CHINOISE APPUIE LA POLITIQUE DE CARTER DANS LE MONDE

Carter a fait sa tournée, se ré-
unit avec Beghin et Sadate afin de
préparer la contre-révolution en
Afrique, au Moyen-Orient. Son but
est de trouver une conciliation en-
tre les Arabes - au travers de l'E-
gypte - et les Israéliens qui ont
une force militaire énorme. Israël
n'a aucune valeur scientifique, ni
économique, ni stratégique. C'est
un point d'appui militaire pour
l'impérialisme Yankee, - et c'est
pour cela qu'il l'a créée - afin
de contenir, d'essayer d'arrêter le
progrès de la révolution arabe et
d'en faire un centre militaire con-
tre-révolutionnaire.

puient la contre-révolution en Ango-
la. Cela ne provient pas d'une posi-
tion politique erronée, mais bien
d'intérêts sociaux. De même, la po-
litique de Staline répondait à des
intérêts sociaux bien déterminés.
Ils continuent à défendre l'Etat
ouvrier - comme le faisait Staline -
parce que leurs intérêts sociaux se
basent sur l'existence de l'Etat ou-
vrier. Si celui-ci disparaît, ils
disparaissent également. Il n'y a
pas de contradiction entre l'Etat
ouvrier chinois et l'alliance de
ces dirigeants avec l'impérialisme.
Staline aussi s'était allié à l'im-
périalisme et il avait trahi la ré-
volution espagnole. A la réunion de
Yalta, ils décidèrent que les Chi-
nois devaient partager le pouvoir,
avec Tchang Kai Chek et que Tito en
Yougoslavie devait le partager avec
le roi Michel. Les Chinois et Tito
s'y opposèrent, mais Staline avait
fait cette trahison. Tito et les
Chinois ont montré par la suite qu'
ils avaient bien fait de s'y oppo-
ser!

Cette politique des Chinois,
actuellement, n'est pas déterminée
par une couche nouvelle, mystérieu-
se; elle ne provient pas non plus
d'un mystère ou d'une inertie de
la part du prolétariat chinois. Cet-
te couche sociale se trouve dans
l'appareil du Parti, dans les som-
mets, et elle tire son pouvoir de
l'appareil du Parti. Il n'y a pas
de vie politique ni syndicale en
Chine. Les congrès du PC Chinois se
tiennent sans aucune préparation.
Ils se font dans le plus grand des
silences. On ne connaît pas les ré-
solutions prises. Il n'y a jamais
eu de réelle vie politique dans le
PC Chinois, à part la Révolution
Culturelle, au cours de laquelle le
mouvement syndical a pris certaines
résolutions. Il n'y a aucun témoi-
gnage de vie politique dans le Par-
ti Communiste Chinois. Aucun syndi-
cat ne prend position. C'est à pei-
ne s'il y a quelques dazibaos, qui
sont un moyen très limité et arrié-
ré et individuel, utilisé par la bu-
reaucratie et dont les opposition-
nels révolutionnaires se servaient
parce qu'il n'y avait rien d'autre.
Il n'y a pas de vie sociale ni poli-
tique ni syndicale. L'appareil du
Parti est formé de couches de bu-
reaucrates et la population n'y a
pas accès. Tous les changements qui
se sont produits en Chine depuis la
révolution culturelle, ont eu lieu
au sein de l'appareil. Il n'y a eu
aucune discussion, ni réunion, ni
un programme. On ne discute pas la
politique envers l'Union Soviétique
ou Cuba, l'Angola, le Mozambique, le
Vietnam.

CETTE DIRECTION CHINOISE N'EST PAS UN AGENT DU CAPITALISME MAIS UNE DIRECTION BUREAUCRATIQUE ET STALINIENNE QU'IL FAUT RENVERSER

(..) En Chine, les actuels diri-
geants font une politique consistant
à diminuer les inscriptions aux uni-
versités. Ils réduisent de 40% les
inscriptions, au moins. C'est pour
préparer une couche d'intellectuels,
de scientifiques, appuyant le pou-
voir bureaucratique. Cela n'a aucune
perspective. L'humanité a déjà passé
les épreuves et montré les exemples
les plus élevés de l'histoire: le
Vietnam et l'Ethiopie. Les paysans
vietnamiens et éthiopiens ne disent
pas: "ma terre, ma terre à moi..."
mais: "collectivisons la terre pour
produire pour tous et pour dévelop-
per la société". La Chine a également
connu une grande révolution. Le pe-
uple chinois a appuyé la révolution,
des millions et des millions sont
morts pour elle. Comment croire que
ce même peuple va permettre que cet-
te direction organise une nouvelle
couche pour dominer la société? Cela
n'a pas de perspective.

La direction chinoise n'a aucu-
ne perspective de se maintenir pour
un long délai au pouvoir, ni non
plus, de corrompre le mouvement ou-
vrier. Ils ont même déjà du changer,
de politique. Ils ont fait une tour-
née dans les Etats ouvriers les
plus faibles, pour y chercher un
appui, un soutien afin de montrer au
peuple chinois qu'ils ont des relati-
ons avec des Etats ouvriers, et aus-
si pour stimuler la résistance à
l'Union Soviétique.

C'est une politique bureaucra-
tique, qui n'a aucune perspective.
Pour l'accomplir, ils doivent faire
la contre-révolution, appuyer les
Yankees, le capitalisme contre le
processus révolutionnaire dans plu-
sieurs parties du monde et contre

le Vietnam. Ils n'ont aucune pers-
pective d'y parvenir. Mais il faut
que les partis communistes se pro-
noncent, interviennent, condamnent,
non en qualifiant les Chinois d'a-
gents du capitalisme mais comme des
agents d'intérêts bureaucratiques,
qui cherchent la relation avec les
capitalistes pour défendre ces inté-
rêts bureaucratiques.

Ce sont là les problèmes les
plus importants de cette étape de
l'histoire et qui doivent préoccu-
per tous les cadres communistes, so-
cialistes et également les groupes
de gauche.

11.9.1979 J. POSADAS

Le numéro 313 de
Lutte Ouvrière
sortira le 23 mars
**SOUTENEZ
LUTTE OUVRIERE
ABONNEZ VOUS!**

Abonnement à 12 Numéros: 80 Frs
Abonnement annuel :150 Frs
Abonnement de soutien :500 Frs
A verser au CCP de Polet Claudine
000.0 976234.26

L'accord entre l'Angola et Mobutu,
implique l'élimination de cette for-
ce. Ce n'est pas un accord qui va
durer, mais il est fondamental pour
l'Angola qui n'avait pas d'autre
moyen de se débarrasser de ces for-
ces contre-révolutionnaires; tandis
que maintenant, elle peut dévelop-
per l'industrie du pétrole, les
ports sur l'Atlantique et avoir la
garantie de l'élimination de la con-
tre-révolution. Un tel accord ne va
pas durer longtemps, mais il est es-
sentiel pour les Angolais.

Les Chinois, par contre, ap-

IRAN, VIETNAM ET LA LUTTE ANTICAPITALISTE EN BELGIQUE

ment bureaucratique, conciliateur avec le capitalisme, dans le mouvement syndical et du Parti Socialiste en particulier. Il faut aussi discuter un programme de transformations socialistes au travers duquel la classe ouvrière peut influencer, et attirer...semble de la population travailleuse du pays.

Les événements de l'Iran montrent justement l'exemple que les conditions existent - pas dans un pays ou un autre, mais partout -, pour réaliser des changements historiques et faire progresser un pays, même le plus arriéré. Et pour le faire, pour développer le pays pour tous, ce n'est pas possible avec une économie capitaliste. Il faut prendre des mesures d'étatisations et de planification économique, il faut que les masses participent à toute la vie et la construction du pays. C'est ce que font les masses, en Iran. Elles ne s'arrêtent pas en chemin, après avoir déployé une telle capacité de lutte et un tel héroïsme pour renverser le Shah. Elles organisent maintenant des milliers et des milliers de comités dans les quartiers, les bureaux, les universités, les entreprises, pour intervenir dans la vie de l'économie et de la société et en approfondir la transformation.

L'impérialisme mondial, avec toute sa puissance militaire et financière, n'a pas pu empêcher cela. Face à cela, c'est la guerre qu'il prépare et va chercher à accélérer.

Mais sa faiblesse et son incapacité sont ressenties très fort dans les couches de la société qui étaient sa base d'appui social, dans les armées des grands pays capitalistes, ou parmi les cadres, techniciens, professionnels. Cette crise se manifeste en Belgique, en particulier, dans l'armée. Quand les Syndicats CGSP des militaires dénoncent ouvertement les objectifs réactionnaires de l'envoi des paras au Zaïre, ils expriment un malaise, et même plus, la conscience qu'ont de très nombreux militaires de ne pas vouloir servir à défendre les biens des grands capitalistes belges au Zaïre.

De la même manière, le fait que des cadres dans les entreprises se syndiquent de plus en plus et se joignent aux grands Syndicats ouvriers, montre cette perte de confiance croissante dans le régime capitaliste, dans son avenir, sa capacité à résoudre les problèmes que sa propre crise provoque à la classe ouvrière et à toute la société.

C'est important aussi que des milliers d'étudiants en médecine, manifestent dans la rue contre l'augmentation du nombre d'années d'études, qui signifient augmenter le caractère de caste de la médecine. Ces étudiants, qui sont en grande majorité, issus de familles aisées, veulent une médecine au service de la population et des études orientées vers cette tâche sociale, et pas un objectif de s'enrichir sur le dos des malades. Même s'ils ne le disent pas, ils montrent l'influence des luttes du monde pour réaliser des relations humaines de dignité et de justice comme le font les masses d'Iran ou du Vietnam.

Tout cela montre que la population en Belgique a des préoccupations et une volonté de lutte et de changements qui n'a rien à voir avec des affrontements linguistiques et communautaires. La constitution d'un "Front flamand", face au "Front francophone", est une dispute dans les appareils des partis bourgeois.

Les dirigeants socialistes s'y sont jetés aveuglément! Mais dans la classe ouvrière et aussi dans d'autres couches de la population, comme le montrent les étudiants et les militaires, les cadres d'entreprises, le mécontentement et les luttes anticapitalistes se développent et vont se développer encore plus.

La bourgeoisie au travers des partis régionalistes, va entretenir et dévier l'attention sur les grands problèmes "de l'école de Linkebeek, ou des fourons. Le FDF et le RW font aller faire la "guerrilla" dans les fourons. Mais ils vont se taire devant les luttes sociales des travailleurs qui passent de plus en plus à l'action directe, pour contenir le démantèlement des entreprises, le chômage, les licenciements, les fermetures. Dans le mouvement syndical, il faut prendre l'offensive et la faire aller plus loin politiquement. C'est vrai comme le pose Debunne dans "Syndicats" que les travailleurs attendent un "gouvernement social qui répondra à leurs intérêts". Mais ce gouvernement, ce n'est pas n'importe quoi. Pour répondre aux intérêts des travailleurs, il faut rompre l'économie capitaliste et toute la structure capitaliste qui la fait fonctionner, reprendre et généraliser la revendication des ouvriers de Glaverbel de nationalisation de toute cette industrie, et exiger la même chose pour le textile, la sidérurgie, la construction mécanique pour toutes les industries qui sont en crise à cause de leur gestion capitaliste. Pour mener de l'avant ce programme de développement des biens d'équipement, de logements convenables, des transports en commun revendiqué par la FGTB, il faut les moyens et le pouvoir, et en laissant le pouvoir et la structure de l'é-

conomie aux mains de la haute finance et des grandes sociétés capitalistes, on ne peut les obtenir: La régionalisation n'apportera pas ce pouvoir à la classe ouvrière. C'est la lutte anti-capitaliste qui va permettre de l'imposer. Toutes les mobilisations qui se préparent maintenant dans le Front Commun Syndical pour les 36 heures, ou pour d'autres problèmes, nous appelons à les réaliser nationalement! A mettre en avant constamment la lutte pour le front unique wallon-flamand de la classe ouvrière. C'est cela la force de la classe ouvrière qui n'a rien à faire avec un front francophone ou un front flamand, la soumettant aux capitalistes et qui vont approfondir encore plus la crise actuelle. Le capitalisme n'est pas capable de gouverner la Belgique, la classe ouvrière peut le faire et le fera en changeant toute la société et en organisant les moyens économiques pour le bien-être de toute la population.

1er mars 1979

L'INVASION DU VIETNAM ...

volution Russe, tous les nobles qui n'avaient pas accepté l'Etat ouvrier se sont enfuis. Il en fut de même en Chine et à Cuba.

Le développement du Vietnam est immense! si l'on tient compte de la charge que signifiait la destruction d'un pays qui était tout à fait détruit. Même dans ces conditions, le pays s'est unifié, l'économie s'est développée. Au milieu des pires difficultés, il y a une continuité du développement de la culture, de l'enseignement, de la science, de la vie culturelle, politique et scientifique: il y a un épanouissement scientifique et culturel des masses, un développement de l'économie. Ceux qui s'échappent du Vietnam sont tous des riches, des gens de la vieille bourgeoisie, des commerçants qui n'ont plus de place dans le Vietnam socialiste.

Le Vietnam construit le socialisme et il le démontre par le progrès économique, social, culturel, la vie politique, syndicale, par l'appui qu'il donne à tous les mouvements révolutionnaires du monde entier. C'est l'inverse de la Chine qui appuie tous les mouvements contre-révolutionnaires du monde: la junte d'assassins du Chili, le Shah d'Iran, l'Afrique du Sud, le Zaïre.

Ce n'est pas un conflit entre Etats ouvriers. Mais de tels conflits surgissent, dans le cours de construction des Etats ouvriers, à cause du manque d'intervention des masses, de l'absence d'un parti communiste qui développe le niveau révolutionnaire du pays en faisant intervenir les masses. C'est un conflit qui n'a aucune perspective de durer. Ils font une menace pour dévier et entretenir la population chinoise dans l'idée du "risque, du danger vietnamien" et justifier ainsi leur politique de dictature stalinienne contre la population.

Cette attitude des Chinois a pour but de cacher une résistance intérieure, une crise et une dispute au sein même de l'appareil de la direction chinoise. C'est une déviation destinée à tromper le peuple chinois pour justifier le manque de vie politique et syndicale par le fait d'une menace de guerre. En Chine, il n'y a pas de vie culturelle, ni syndicale ni politique.

Des mesures qu'ont pris cette direction de Teng Siao Ping et Hua Kuo Feng, consistaient à ouvrir des cabarets, des cinés pornographiques des bals, comme dans le régime capi-

taliste. Il ne s'agit pas là de mesures culturelles! mais de tentatives de créer des couches bureaucratiques animées par l'intérêt individuel de la vie bourgeoise, c'est à dire, de créer l'individualisme de la propriété privée! C'est pour cela qu'ils ont ouvert des bals et pas de discussions politiques, ni culturelles, ni scientifiques. Il n'y a aucune réunion des syndicats, de congrès des ouvriers, de vie de parti. Par contre, on ouvre des lieux pornographiques pour distraire les gens et développer une couche petite-bourgeoise qui va ensuite appuyer cette direction.

La direction contre-révolutionnaire chinoise fait des provocations pour que les Soviétiques interviennent, afin de pouvoir justifier aux yeux du peuple chinois: "il faut tous se soumettre aux exigences militaires devant le danger d'invasion". C'est une politique diversionniste, pour empêcher ou soumettre la vie politique des masses et du Parti Communiste Chinois. Aucune réunion de syndicats, aucune réunion de syndicats, aucune résolution de cellules n'apparaissent. C'est la direction qui appuie Pinochet, l'Afrique du Sud, Israël. Et c'est la même direction qui appuie la politique contre-révolutionnaire du capitalisme mondial.

Cette direction redoute l'influence du progrès socialiste du Vietnam, du Cambodge, de l'Iran, à l'intérieur même de la Chine. Elle essaie de créer, préventivement, et de développer, une série d'accusations, et d'alarmes pour empêcher qu'il y ait une vie politique, une vie syndicale en Chine. On ne voit aucune vie syndicale ni politique, aucune réunion ni discussion, il n'y a pas de prises de positions pour appuyer le progrès de l'histoire, comme par exemple les luttes des masses d'Iran. La direction chinoise appuie le Shah contre les masses d'Iran. Il n'y a pas de différence, entre l'appui au Shah contre les masses d'Iran, et l'actuelle invasion du Vietnam.

Il faut faire un appel au mouvement communiste mondial, aux Etats ouvriers, aux partis communistes, aux partis socialistes, à discuter les expériences de la construction du socialisme et la nécessité d'un front unique anti-capitaliste et, dans ce front, à faire appel aux masses chinoises, au Parti Communiste Chinois, aux syndi-

cats, à intervenir dans cette discussion et à liquider leur direction contre-révolutionnaire.

Cette camarilla chinoise est bureaucratique contre-révolutionnaire. Elle agit bureaucratiquement et de façon contre-révolutionnaire. Ce n'est pas une simple erreur, mais une conception de sa part, qui lui fait préférer l'appui à la dictature du Chili plutôt que la lutte pour renverser cette dictature.

C'est une direction bureaucratique, qui défend des intérêts bureaucratiques contre-révolutionnaires.

La IVe Internationale-Posadiste appelle l'Union Soviétique, tous les Etats ouvriers et les partis communistes à proposer une discussion mondiale, une réunion mondiale avec la Chine pour discuter les problèmes des Etats ouvriers: les problèmes de la politique, le programme, les relations entre les Etats ouvriers et une planification, un front unique de tous les pays socialistes, la Chine incluse, et aussi de tous les partis communistes. Faire un front unique pour discuter.

Nous appelons à faire un front unique pour discuter une politique commune pour envisager tout le développement nécessaire au progrès de l'humanité. Faire un front unique, et un appel à l'intervention du mouvement ouvrier mondial, des centrales ouvrières, des partis socialistes, des mouvements de gauche, avec un programme de développement économique, culturel, social, dans le monde entier, basé sur les intérêts de l'humanité et non sur les intérêts du système capitaliste. Que tous les Etats ouvriers discutent, sur pied d'égalité, ces conclusions.

Il faut faire appel à discuter avec le Parti Communiste Chinois en même temps qu'à renverser, à écarter cette direction contre-révolutionnaire du Parti Communiste Chinois et du gouvernement, appeler les masses chinoises, les syndicats et les cellules du Parti Communiste Chinois à se réunir et à décider la séparation, le renversement de cette direction contre-révolutionnaire et à développer une direction révolutionnaire dans le Parti Communiste Chinois, pour faire un front unique mondial avec tous les autres partis communistes et Etats ouvriers, pour renverser le capitalisme.

18.2.1979

J. POSADAS

La politique contrerévolutionnaire de la direction chinoise et la lutte pour la construction du socialisme

J. Posadas

voir pages centrales 25 Février 1979

Lettre du camarade Posadas à la section belge 19 mars 1979

Extraits... La crise du capitalisme belge est supérieure à la crise des autres grands pays capitalistes. La Belgique n'est pas un grand pays capitaliste, mais c'est un pays de grands investissements capitalistes. Le moindre démantèlement y produit des effets plus grands qu'en France par exemple. Celle-ci est également capitaliste, mais elle a une structure propre, un marché intérieur propre; ce n'est pas un marché dont les bénéfices s'en vont ailleurs. Il faut construire la Belgique. Ce pays, en tant que tel, n'a pas de construction. C'est un pays qui a été inventé au siècle passé, au cours des luttes inter-capitalistes, de même que la Hollande, la Suisse: ce sont les résultats de conflits entre les grands pays capitalistes qui ont créé des Etats-tampons. Mais ces "tampons" ont pris de la consistance... La Belgique n'est plus seulement un tampon, elle a un prolétariat combatif, un parti socialiste très fort et un parti communiste qui n'est pas tellement petit.

Nos camarades doivent développer leur préoccupation pour élever, éduquer des courants à la compréhension que la Belgique n'a pas d'issue qui lui soit propre. Il ne faut pas en tirer de conclusions de découragement, de sentiment d'humiliation, de condamnation: ceux qui le font sont les secteurs de la petite-bourgeoisie qui attendaient tout du capitalisme. Mais la petite-bourgeoisie en général réagit autrement à l'exemple de ces cadres très bien payés, en Allemagne capitaliste, qui ont refusé des augmentations de salaires en disant qu'ils n'en ont pas besoin et qu'il faut utiliser cet argent pour donner du travail à d'autres. C'est l'expression d'un mûrissement, qui ne vient pas de l'Allemagne même, mais du monde. Une telle influence ne se produirait pas si l'Allemagne n'ouvrait pas grandes ses oreilles. En Italie aussi, malgré que le Parti communiste continue à parler de "solidarité nationale", il y a une augmentation constante des conseils d'usines, des conseils de quartiers, d'écoles. Pour la première fois, les conseils d'écoles vont déterminer les programmes d'éducation: ce sont des expressions de double pouvoir!

En Belgique, il n'y a pas de possibilités d'améliorer les conditions de vie et de travail des masses belges. Au contraire: celles-ci sont en régression. Les dernières décisions de la CECA condamnent à réduire la production d'acier. Et ceci, pour réduire la concurrence qui affecterait les grands pays capitalistes, tels que la France, l'Allemagne, et l'Angleterre et, en même temps, pour empêcher l'utilisation du charbon et de l'acier. Cela mène à ce que les centres vitaux de la richesse de ces petits pays se limitent. Il faut montrer que ce problème est sans solution. Si un gouvernement belge posait: "nous allons continuer à produire de l'acier", à qui va-t-il le vendre? Pour pouvoir le faire, il faut instaurer un Etat ouvrier, car alors celui-ci peut produire et planifier en fonction des besoins, et non plus en fonction des profits.

Il faut développer ces idées à chaque instant, afin de créer des courants parmi les intellectuels, l'avant-garde ouvrière, faire la divulgation la plus simple des revendications démocratiques, de salaires et de travail. On peut reprendre le programme de Trotsky, qui est encore valable aujourd'hui: échelle mobile des salaires et des heures de travail! C'est la réponse face à la crise, face au chômage que le capitalisme veut protéger afin que le prolétariat soit dépendant de l'Etat - et pour cette raison, le prolétariat n'en veut pas. Les syndicats les plus importants des grands pays capitalistes ont déjà ce programme d'échelle mobile des salaires et des heures de travail, entre autres, les syndicats anglais. Il faut poser ces revendications, tout en luttant pour l'augmentation des droits démocratiques, pour le rejet de la fédéralisation, de la régionalisation de la Belgique et pour l'unification du pays. Il faut maintenir activement cette préoccupation scientifique, politique, organisationnelle.

Entre Wallons, Flamands et Francophones, il est nécessaire de proposer la discussion d'un programme commun. Sans attendre qu'il y ait une réaction contre cette division du pays, on peut poser un programme commun de revendications qui soient un moyen de préparer une unification postérieure. Il faut critiquer la division des socialistes en deux courants "linguistiques" et, sans faire des condamnations, montrer que c'est une régression qui affecte les luttes pour les revendications économiques et syndicales.

Cette division est recherchée par la bourgeoisie, mais elle est acceptée par les directions du mouvement ouvrier. Celles-ci manquent de capacité. Mais ce problème ne va pas en rester fixé au même point. C'est une étape de velléités de ces courants, qui agissent en dehors de la réalité du monde et se sentent hors du monde. Le Shah d'Iran avait beaucoup plus d'assurance qu'elles: et les femmes iraniennes ont démontré qu'il en allait autrement! Il n'y a pas lieu de faire une division linguistique. D'ailleurs cette division est linguistique dans la forme; dans le fond, elle est sociale et vise à permettre une meilleure domination du capitalisme. Mais une telle mesure ne se prend que s'il y a une crise, une débandade du système capitaliste. Le capitalisme ne le ferait pas s'il était dans un processus ascendant, parce que cela affecte son propre développement, sa structure, lui donne de la lenteur, provoque un morcellement qui l'affaiblissent dans la concurrence mondiale. Le capitalisme agit ainsi, car il est déjà en liquidation. (...) Un des problèmes essentiels de la Belgique, c'est qu'il n'y a pas de direction pour intervenir dans les problèmes vitaux de ce pays. L'essentiel n'est pas le camp syndical, mais le fait que la Belgique ne peut résoudre ses problèmes au sein du système capitaliste. Il

Suite page 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 17 ème ANNEE N° 313 Le 27 Mars 1979

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar - 1060 Bruxelles.

Elever le front commun syndical au front ouvrier wallon flamand pour changer la société

Editorial

3 mois après les élections du 17 Décembre, il n'y a toujours pas de gouvernement. Ni Martens, ni Claes et Nothomb, ni Vanden Boeynants n'ont réussi à mettre d'accord les partis partis politiques pour former une coalition gouvernementale. Toutes les possibilités ont été entrevues: Un gouvernement à 2 à 4, à 5, à 6. Et rien ne se fait! Non seulement rien ne se fait, mais on envisage même de faire retourner les citoyens aux urnes pour le 10 Juin en même temps que pour les élections européennes. Ce serait la première fois qu'une telle chose se passe en Belgique, de faire des élections six mois après d'autres sans qu'il y ait un gouvernement entre-temps.

En attendant le gouvernement, des "affaires courantes", n'a pas cessé d'intervenir. Que ce soit en envoyant des paras au Zaïre, au travers des mesures prises dans l'enseignement, ou encore dans l'échec des négociations dans les accords interprofessionnels pour la programmation sociale 1979.

Le gouvernement "provisoire" n'a pas arrêté de prendre des mesures impopulaires. La réalité est chaque fois plus évidente pour les travailleurs: Quelque soit la coalition au pouvoir, elle est incapable de résoudre la crise dans le cadre du système capitaliste, pour le bien-être de la population.

Les tergiversations, les interminables disputes sur les problèmes communautaires et sur la nécessité de partager le pays en deux ou en trois régions ne sont que diversions pour détourner l'attention et les préoccupations sur les problèmes linguistiques et communautaires. Les dirigeants des partis bourgeois cherchent à démontrer qu'on ne peut résoudre aucun des problèmes économiques qui secoue le pays, avant d'avoir résolu la régionalisation. Ils n'essaient pas de faire l'inverse, d'abord résoudre la crise économique parcequ'ils sont incapables d'offrir aucune solution.

Tous les plans réalisés jusqu'

à maintenant n'ont jamais servis à résoudre la crise, mais à augmenter les impôts, à diminuer les budgets, de l'éducation nationale ou de la maladie - invalidité. Ce sont des plans à bref délai, qui ne donnent pas de solutions à longs termes

Cette crise se situe à un niveau européen et mondial. Il suffit de regarder la situation de la France, de l'Italie, du Portugal. Le renversement du Shah en Iran et de son régime féodal et la situation de mobilisations et de manifestations permanentes dans tous les pays arabes comme au Maroc actuellement; ne sont aucun élément favorable au système capitaliste mondial.

Les démarches de Carter pour obtenir un "accord de paix", entre l'Egypte et Israël sont seulement des recherches de points d'appui, d'accords des pays réactionnaires arabes face au progrès incessant des mouvements révolutionnaires dans la région.

Le système capitaliste a liste à charge fois moins de marge de manoeuvre, et doit courir derrière les pays réactionnaires pour le soutenir. L'impérialisme américain n'a même pas pu profiter de l'invasion, chinoise au Vietnam pour justifier des actions de guerre contre les Etats Ouvriers et en particulier l'Union Soviétique.

L'invasion du Vietnam par la direction chinoise est une défaite, tant pour la clique stalinienne, nationaliste au pouvoir, que pour l'impérialisme qui n'a pas pu en tirer profit.

C'est une défaite politique et sociale; parceque, malgré les massacres et les destructions et assassinats, les chinois n'ont en rien ébranlé la volonté des masses vietnamiennes et du Parti du Travail vietnamien de progresser dans la construction du socialisme et dans la

Suite page 4

LA POLITIQUE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE LA LUTTE POUR LA CONSTRUCTION

L'attitude réactionnaire et contre-révolutionnaire de la direction chinoise est très profonde. Le comportement de la direction chinoise, obéit à des intérêts locaux. Ce qui se passe dans le reste du monde ne l'intéresse pas, si ce n'est qu'elle ne lui sert pas d'appui. Cette direction croit pouvoir se développer contre ceux qu'elle considère comme ses ennemis ou ses opposants principaux. La direction chinoise est ennemie du capitalisme, mais elle a en même temps un développement bureaucratique - comme c'était le cas de la bureaucratie soviétique - dépendant des structures nationales d'origine féodale ou foncière. Ces secteurs féodaux fonciers font une alliance avec une partie de la direction de l'Etat ouvrier. Ils se sont incorporés au Parti Communiste et ils ont vécu sans développer la conception de la construction de l'Etat ouvrier. Ils font une alliance avec des secteurs révolutionnaires qui sont marxistes, mais qui n'ont pas de parti, et qui ne sentent pas non plus la force et la sécurité que donne le parti. C'est pour cela qu'ils se sentent faibles.

Cette politique de la direction chinoise ne vient pas d'une erreur de sa part, mais de la vieille politique stalinienne, qui pour une grande période, a été aussi la politique de la direction de l'Etat ouvrier soviétique. La bureaucratie soviétique avait développé des intérêts locaux, qui la menaient à soumettre le reste du mouvement révolutionnaire à ses intérêts, ou utilisait le mouvement révolutionnaire pour faire progresser l'URSS qui était le pays le plus puissant. La différence qu'il y a entre l'URSS et la Chine, c'est qu'en Union Soviétique il existe une direction basée sur un Parti qui a Marx, Engels, Lénine et Trotsky pour racines, et qui a la conscience communiste. La bureaucratie soviétique s'est développée comme appareil, mais en même temps les conditions de l'histoire l'ont impulsée à voir que pour avancer, elle n'a pas d'autre voie que le chemin communiste. D'autre part, elle a la compréhension communiste. C'est pour cela que tandis que l'Union Soviétique progresse, il y a un recul de la direction chinoise.

Les luttes qu'il y a eu en URSS ont conduit à des purges et à des assassinats, plus grands encore - jusqu'à maintenant - que ceux qui ont eu lieu en Chine, mais en Chine il n'y a jamais eu un véritable Parti Communiste, ni un Parti Bolchevique. Il y a eu des accords entre des petits groupes, il y a eu des liquidations de secteurs, et il y a un développement parallèle non identique dans la profondeur à celui qui a existé en URSS à l'étape de Staline. En Chine, ils ont liquidé tous les dirigeants qui venaient de la première étape, entre autres Lin Biao, Mao Tsé-toung est mort (ou a été tué), et son programme a été liquidé. Ils ont liquidé non seulement le Mao de la Révolution Culturelle, mais aussi celui des Cent Fleurs et "le grand pas en avant". Cela correspond à l'assassinat qu'a fait Staline de la direction bolchevique.

La direction chinoise est une direction qui cherche à progresser et à se développer en concurrence avec le capitalisme et les Etats ouvriers. Mais elle voit que la manière de se développer est de le faire à travers l'Etat ouvrier, et non à travers le capitalisme. La direction chinoise n'a pas la conviction communiste, mais elle comprend qu'elle ne peut pas être capitaliste. Elle prend du communisme la structure de l'Etat ouvrier, pour défendre des intérêts bureaucratiques comme une caste. Cela correspond à la fonction d'une classe. Mais ce n'est pas la même chose, c'est pour cela que nous disons "correspond", parce qu'elle ne peut pas jouer la fonction d'une classe.

Dans le Parti Communiste Chinois il y a toute une série d'éléments révolutionnaires, petits bourgeois et des couches communistes qui ont lutté contre Chang Kai Shek, contre l'impérialisme, mais qui à leur tour se sont opposées au progrès de la construction de l'Etat ouvrier. Ce sont des problèmes qui surgissent dans cette étape de l'histoire par les conditions dans lesquelles s'est développé l'Etat ouvrier chinois. Si l'Union Soviétique avait développé une politique communiste, si elle avait développé des idées, des positions, une politique marxiste, elle aurait aidé à former une direction en Chine, et elle aurait gagné une tendance. Mais même comme ça elle se serait heurtée avec les Chinois.

Staline et Kroutchev ne sont pas les seuls responsables des affrontements avec les Chinois. Ces affrontements sont aussi une conséquence de l'existence des intérêts nationalistes en Chine. Les grandes disputes ne sont pas dues seulement, à la politique bureaucratique et d'absorption de Staline et Kroutchev. La politique de Staline et

Extraits

de Kroutchev était celle d'empêcher que la Chine se développe comme une concurrente politique, ce qui pouvait impulser les masses

Staline et Kroutchev ne voulaient pas non plus, que la Chine se développe comme une concurrente, économique.

Ces problèmes ne surgissent pas comme une conséquence de la création et du développement, de l'Etat ouvrier, mais comme conséquence du manque d'une direction marxiste conséquente dans l'Etat ouvrier. Et maintenant qu'il y a une direction plus proche du marxisme, comme celle de Brejnev, il y a déjà une forte structure bureaucratique en Chine. La direction chinoise n'est pas une direction socialiste marxiste, qui cherche à développer le socialisme, et qui trouve des antagonismes et des concurrents dans les autres Etats ouvriers. Il n'y a pas lieu pour un Etat ouvrier d'affronter un autre Etat ouvrier. Il y a lieu à des affrontements pour des divergences et des différences, mais non jusqu'au point de se liquider entre eux pour favoriser le capitalisme. Il peut y avoir des disputes territoriales, et pour une large période, ces disputes vont exister mais elles ne vont pas arriver, à la limite d'affrontements historiques, sociaux de guerre, et qui vont surtout favoriser le système capitaliste. Quand on arrive au niveau de l'invasion au Vietnam, c'est que la direction, qui fait cela a des intérêts nationalistes. Il ne s'agit pas d'un intérêt révolutionnaire mais d'un intérêt nationaliste. La direction chinoise a un programme nationaliste qui fait qu'elle a un pied dans le capitalisme et un pied dans l'Etat ouvrier. Le pied dans le capitalisme signifie la politique d'alliance avec le capitalisme, mais la structure économique de la Chine est celle de l'Etat ouvrier. Il y a alors une divergence et une contradiction que la direction chinoise ne peut résoudre ni en envahissant, ni en annexant le Vietnam.

Cette invasion du Vietnam est le produit de l'absence de vie organisée comme parti et de l'absence de développement du marxisme. C'est une conséquence de l'organisation, de la structure, de la nouvelle société, et du fait qu'il n'y ait pas une direction construite sur la base de la fonction dirigeante dans l'économie. Cette direction s'est construite dans les luttes politiques et dans l'éducation que lui a donnée le Parti. C'est pour la première fois dans l'Etat ouvrier, que la classe ouvrière a pu exercer une fonction dirigeante dans l'économie, mais antérieurement, cela n'a pas été comme ça. La direction s'est développée dans les luttes politiques et sociales.

La politique de la direction chinoise n'est pas nouvelle. Depuis 1948, le Parti Communiste a attiré une grande quantité d'intellectuels, de militaires, de bourgeois. Ils ont été gagnés à l'époque de Sun Yansen. La direction a développé un mouvement anti-capitaliste, mais sans la construction du Parti. Cela a donc créé un vide, et les secteurs qui venaient avec de bonnes intentions de construire un Etat ouvrier, ont développé des idées, des pensées bureaucratiques, nationalistes, sans la maîtrise et la conscience du développement mondial du processus. Cette direction voit par conséquent comme objectif principal le développement de la Chine, et croit qu'elle peut le faire contre toutes les autres. Elle ne voit pas que c'est impossible, et qu'on ne peut développer la Chine que sous le socialisme. Staline avait la même conception. Tout cela est une conséquence du manque de fonctionnement de parti, avec une politique révolutionnaire, du manque d'Internationale Communiste et de vie révolutionnaire marxiste des Partis Communistes.

L'invasion du Vietnam et le caractère de la direction chinoise

L'attitude de la direction chinoise est d'une très grande gravité. Même si elle n'arrive pas à conquérir ou à annexer le Vietnam - cela n'intéresse pas les Soviétiques et ils ne vont pas le permettre -, cette invasion montre jusqu'à quel degré la direction chinoise peut arriver, parce que dans une étape de crise totale du système ca

pitaliste, de concurrence brutale, cette direction avec cette politique favorise et aide le capitalisme à survivre. Cela veut dire que cette direction chinoise a des intérêts locaux, nationaux. Elle n'a pas d'origine marxiste et elle n'a pas ce comportement parce qu'elle mène une dispute ou qu'elle se trompe. C'est une direction, qui ne répond pas à l'Etat ouvrier, elle ne fait pas partie de la pensée socialiste. C'est une représentante de la pensée nationaliste et utilise la structure de l'Etat ouvrier pour ses propres intérêts. C'est pour cela que cette direction développe maintenant des couches petites bourgeoises pour les associer et les faire vivre dans l'Etat ouvrier, alors que ces couches répudient l'Etat ouvrier. La direction chinoise était associée au million et demi de chinois qui se sont enfuis du Vietnam à cause du développement socialiste de celui-ci. Elle aurait voulu que ces secteurs restent là-bas pour qu'ils exercent une pression capitaliste sur le Vietnam, pour le contenir et empêcher qu'il exerce une influence à l'intérieur de la Chine.

Pour cette direction chinoise, le principal, le plus dangereux, c'est l'influence en Chine du développement socialiste du Vietnam, du Cambodge de tous les pays voisins, y inclus de l'Union Soviétique. C'est pour cela qu'il y a les conflits avec l'Union Soviétique. Elle doit se défendre, pour empêcher que les Soviétiques l'influencent. Elle fait alors apparaître l'invasion du Vietnam comme le produit de disputes de frontières, pour faire croire, divulguer et maintenir la croyance politique dans la population chinoise, qu'elle ne peut faire plus parce que les Soviétiques l'en empêchent. Mais elle ne donne pas une explication politique sur les raisons de son action. Elle n'explique pas non plus pourquoi les Soviétiques appuient l'Ethiopie, et pourquoi ils ne l'appuient pas elle. Cela signifie que ce ne sont pas des conflits qui dérivent de la direction socialiste, mais de la construction du socialisme à cette étape de l'histoire, et des divergences qui ne correspondent pas à cette nécessité. Comme il n'y a pas de directions préparées pour cette tâche, celles-ci prennent cette fonction et aiguissent les intérêts nationalistes, égoïstes, locaux, et pour défendre leurs intérêts, elles doivent laisser intervenir des couches sociales qui ont des intérêts dans cela. Ces couches sont des secteurs de la petite bourgeoisie, des propriétaires fonciers, des propriétaires. C'est pour cela que le prolétariat n'intervient pas en Chine, et que les cellules du Parti Communiste et les communes n'interviennent pas non plus. Ils ont éliminé cette intervention comme Staline a éliminé le Parti Bolchevique.

La politique des Chinois n'a pas de perspective, même s'ils occupent le Vietnam. C'est une politique produite de l'aveuglement de la bureaucratie chinoise qui croit qu'avec son intervention, elle pourra obtenir que les Soviétiques l'attaquent et que les yankees attaquent les Soviétiques. Dans cet affrontement, ce sont ces derniers qui vont finir vainqueurs. Les Chinois espèrent que les Soviétiques interviennent, pour provoquer un conflit de ceux-ci avec les yankees pour rompre et annuler l'Union Soviétique, pour qu'ils aient alors la voie libre pour se développer. Le capitalisme sait cela, il le sent et le comprend, et cherche à en tirer des avantages.

La politique de Carter est incertaine, hésitante, elle n'est pas absolument sûre quant à l'appui donné aux Chinois. Les Etats-Unis craignent les conséquences, non de la réaction soviétique contre les Chinois, mais d'une guerre entre eux et les Soviétiques qui annulerait le système capitaliste et qui donnerait comme vainqueur le communisme mondial et non pas Brejnev, ou Deng Xiaoping. Le capitalisme cherche à tirer des avantages mais il n'a pas de politique pour le faire. C'est pour cela qu'il y a des divergences dans le camp capitaliste. Si le capitalisme, avait de l'assurance dans le futur, il se serait déjà uni pour appuyer et stimuler la Chine. Par contre, le reste du capitalisme mondial est contre l'invasion du Vietnam parce qu'il voit que les conséquences de cela vont se retourner contre eux. Cela montre les contradictions du système capitaliste. Les capitalistes d'Europe sont tous contre l'invasion, même les Anglais, qui ont donné des armes aux Chinois. La moitié du

Parti Travaille est contre, et c'est pour cela que le gouvernement travailliste hésite à continuer à donner des armes à la Chine.

Le capitalisme n'a pas d'assurance dans une politique pour profiter des divergences des Etats ouvriers. Cette même attitude des Chinois, a été l'attitude contre-révolutionnaire de Staline contre la Yougoslavie ; c'est Staline qui est sorti perdant et non la Yougoslavie. Staline a aussi échoué dans l'attitude contre-révolutionnaire qu'il a eu contre la Chine, quand il a proposé que Mao Tsé-toung laisse la moitié du pouvoir à Chang Kai Shek. Cela veut dire qu'il n'y a pas de perspective pour que le capitalisme puisse profiter de cette situation, parce que si Staline a échoué toutes les fois qu'il a voulu étendre la contre-révolution, comme il l'a fait en Espagne, c'est parce que déjà, les conditions sont mûres pour mettre en échec toutes ces tentatives de la bureaucratie chinoise. Pour continuer cette invasion, les Chinois vont devoir se justifier politiquement à l'intérieur de la Chine, parce que le Vietnam n'est pas un pays agresseur, n'a pas de force, ni de capacité militaire ou économique. Alors pourquoi l'invasion ?

La défense de la direction chinoise envers la direction de Pol Pot au Cambodge est pour avoir un moyen de pression contre le Vietnam, pour que celui-ci ne progresse pas dans la révolution, parce que s'il progresse, il influence en Chine. L'expulsion d'un million et demi de Chinois du Vietnam a affaibli tout l'appareil chinois, parce que celui-ci comptait sur eux pour ne pas de voir faire la guerre. La fuite de ces secteurs a affaibli la direction chinoise. C'est pour cela qu'ils font cette politique, mais elle n'a pas de perspective parce qu'elle se base sur des actions militaires et non sur des besoins sociaux, historiques. Ils peuvent envahir militairement, mais après ? Quand l'invasion ne correspond pas à une nécessité, et quand malgré cela elle est faite, c'est l'envahisseur qui perd car il est absorbé par le progrès de celui qui est envahi. De n'importe quel côté qu'aillent les Chinois, ils doivent construire l'Etat ouvrier, sinon ils s'affrontent à la population.

Si les Chinois envahissent le Vietnam et l'occupent, ils ont besoin d'au moins trois millions de soldats pour l'occuper et le maintenir sous sa domination. Cela veut dire que c'est une chose insensée de la part des Chinois de vouloir faire un grand coup pour se donner l'assurance, pour contenir le Vietnam et tenter de réanimer l'ancienne clique du Cambodge. C'est une politique complètement insensée, et le capitalisme hésite à appuyer les Chinois, parce qu'il sent que le problème ne se résoud pas ainsi. Le capitalisme sait qu'une guerre entre les yankees et les Soviétiques sera une guerre de tout le monde capitaliste contre les Etats ouvriers, dans laquelle tous les Etats ouvriers vont se trouver du côté de l'Union Soviétique contre le capitalisme. Même en Chine il est absurde de supposer que l'immense majorité des masses et l'armée, vont appuyer les yankees contre les Soviétiques. Il va y avoir des rébellions et des soulèvements, comme cela a eu lieu également au moment du Pacte Hitler - Staline. Il faut se rappeler que les militaires soviétiques du Parti Communiste se trouvaient contre le Pacte Hitler - Staline, ce qui a permis de réagir à temps quand les nazis, ont envahi le pays. Si cela avait dépendu de Staline, les nazis seraient arrivés à Moscou. Ce sont les militaires communistes qui l'en ont empêché.

Cette attitude de la direction chinoise est une conséquence de la crise produite par le manque de Parti, de programme, de vie marxiste, du manque d'Internationale Communiste. Cela montre, qu'on ne peut construire la société socialiste, si on laisse chacun prendre le chemin qu'il veut. Il faut développer et étendre les expériences de chaque pays, et surtout l'expérience la plus grande qui est l'intervention des masses, la démocratie soviétique, la démocratie syndicale, l'intervention des masses dans la planification, en fonction des intérêts de tous les Etats ouvriers. La nécessité de l'Internationale Communiste n'est pas pour répondre à la nécessité de celui qui commande, mais pour coordonner la vie des Etats ouvriers face au système capitaliste. Cette situation va développer cette nécessité. Elle va développer la nécessité d'une direction, et d'une coordination mondiale.

L'origine de la direction chinoise

L'attitude de la direction chinoise montre, qu'il y a une couche bureaucratique très grande. Il y a aussi une grande bureaucratie en Roumanie et en Yougoslavie. Mais en Chine, c'est une couche bureaucratique qui n'est pas nouvelle. Elle s'est manifestée en 1954, et pendant la politique des "cent fleurs". C'est une couche qui a une origine beaucoup plus lointaine : c'est une origine capitaliste qui n'a pas été assimilée ni gagnée à la conception marxiste. Ils ont utilisé le marxisme pour s'opposer à Chang Kai Shek, à l'impérialisme, mais ont maintenu en même temps, des sentiments et des intérêts nationaux comme l'a fait Staline. C'est la même conception, et les mêmes intérêts que la bureaucratie yougoslave et roumaine, et que la bureaucratie de tous les Etats ouvriers. Mais elle a une certaine différence avec celle de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Hongrie, de Bulgarie, parce que celles-ci dépendent de l'Etat ouvrier soviétique (c'est pour cela qu'il y a un accord avec eux), parce qu'elles ont une plus grande compréhension communiste. Cela démontre que ce processus ne s'est pas donné seulement en Chine, en Yougoslavie, en Roumanie, mais aussi en Tchécoslovaquie. Les troupes soviétiques sont encore en Tchécoslovaquie, parce qu'il y a une structure qui peut permettre le développement de nouvelles couches allées à une combinaison entre capitalisme, et Etat ouvrier, comme Ota Sik qui a inventé une société moitié capitaliste, moitié Etat ouvrier.

Cela montre jusqu'où a pu arriver cette direction antérieure de Tchécoslovaquie, qui pose comme conclusion une société, ni Etat ouvrier ni capitalisme, mais une société mixte. Mais quand Ota Sik parle d'une société mixte, c'est qu'il n'a confiance ni dans le socialisme, ni dans le marxisme. Tous ces secteurs existent aussi à l'intérieur de la Chine. Une quantité très grande de dirigeants chinois n'ont pas confiance dans l'avenir du socialisme - c'est pour cela que se développe l'intérêt bureaucratique - comme n'avait pas confiance Staline, ni la couche qui a suivi Staline. Ils prenaient l'Etat ouvrier comme leur propriété, c'est pour cela qu'ils n'ont pas propagé la révolution dans le reste du monde.

Cette invasion chinoise va avoir des conséquences très grandes dans la discussion à l'intérieur surtout des Etats ouvriers, et une guerre mondiale n'est pas exclue, parce que les yankees peuvent en profiter et se lancer dans la guerre. Ce n'est pas un calcul simple, mais la guerre n'est pas exclue, à court délai, c'est pour cela qu'il faut prévenir cette situation.

Il faut faire un appel à tout le mouvement communiste mondial, à discuter la situation de la Chine, et s'adresser au Parti Communiste Chinois, aux masses chinoises, aux syndicats chinois, roumains, yougoslaves. Il faut appeler à une discussion dans le mouvement communiste mondial pour faire un front unique et développer, une planification de tous les Etats ouvriers. Que l'URSS fasse cet appel en s'adressant à la Chine et à tous les Etats ouvriers. Il faut mener une discussion pour développer un front unique, et une unification dans la politique, ainsi qu'une planification de l'économie de tous les Etats ouvriers.

Face à cette situation, je propose que l'on fasse la même chose que ce qu'on a fait en Espagne en 1936 : que les masses du monde aillent au Vietnam pour faire une nouvelle Espagne. Il n'est pas absolument exclu de pouvoir faire cela. De plus nous proposons aux Etats ouvriers, aux masses du monde, qu'ils aillent défendre le Vietnam contre l'invasion réactionnaire de la direction contre-révolutionnaire chinoise. En même temps nous faisons un appel au Parti Communiste, Chinois, aux masses chinoises, à finir la guerre et à faire une discussion pour résoudre une planification en commun avec les autres Etats ouvriers, en fonction de l'intérêt de la construction du socialisme.

Toutes ces possibilités sont ouvertes, mais aussi celles de la guerre mondiale. Il ne faut en aucune manière exclure la possibilité de la guerre et à court délai. Ni les yankees, ni les Soviétiques ne la veulent maintenant, mais le

cours mondial de la révolution n'attend pas leur calcul. Les Chinois et les yankees ne s'attendaient pas à la réaction mondiale qu'il y a eue. Des pays comme l'Allemagne capitaliste, le Japon la France, la Suisse, toute l'Amérique Latine et presque toute l'Afrique sont contre l'invasion, du Vietnam, c'est-à-dire que les Chinois n'ont pas de point d'appui, et qu'un mouvement d'appui mondial comme celui qui a eu lieu en Espagne en 1936 peut se développer contre la direction chinoise. Cela n'est absolument pas exclu. Mais cela pourrait aussi accélérer le rapprochement de la guerre parce que les yankees verraient là un changement énorme des relations de forces mondiales qui influencerait les masses nord-américaines. C'est pour cela également qu'il est possible de construire un front unique mondial des masses pour aller au Vietnam, comme cela s'est fait en Espagne et comme cela s'est fait en Yougoslavie. Cette possibilité peut se produire, et nous la proposons déjà.

Il faut proposer que l'Union Soviétique et les Partis Communistes fassent des appels aux masses du monde, à la lutte anti-capitaliste. Il faut affirmer les fronts uniques des Partis Communistes et des Partis Socialistes dans chaque pays pour qu'ils aillent au gouvernement et s'opposer à cette action de la direction chinoise et au système capitaliste. Il faut appeler à une discussion dans le mouvement communiste mondial, pour discuter l'invasion de la direction chinoise. Cette invasion de la direction chinoise n'est pas une lutte entre deux pays socialistes, comme ce serait le cas si le conflit s'était produit entre deux pays capitalistes. Il s'agit d'une lutte entre une direction contre-révolutionnaire d'un Etat ouvrier, contre un autre Etat ouvrier. Cela peut se produire. L'Etat ouvrier se forme plus rapidement que sa direction. La direction peut ne pas correspondre à l'Etat ouvrier, comme Staline l'a montré. Staline a été un assassin comme Pol Pot, cependant, l'Etat ouvrier s'est maintenu. Ce sont des problèmes de la construction du socialisme. Il faut construire les directions dans les Etats ouvriers, et il faut le faire sur la base du marxisme et de l'expérience politique vivante.

Il faut s'adresser aux Partis Communistes, aux directions ouvrières, aux Partis Socialistes, à l'avant-garde communiste, aux directions syndicales, pour éduquer l'avant-garde, il faut s'adresser aux directions petites bourgeoises, nationalistes révolutionnaires pour que ces événements, n'aient pas un effet déprimant ou de recul sur elles.

Le cours mondial de la révolution est favorable au développement de la révolution, à l'échec de la direction contre-révolutionnaire chinoise, et non de l'Etat ouvrier chinois mais de la contre-révolution en Chine. Cette invasion n'est pas une dispute entre pays socialistes, mais entre une direction contre-révolutionnaire d'un Etat ouvrier et le Vietnam. Cela montre que le processus de formation de l'Etat ouvrier est beaucoup plus rapide que celui de la formation, de sa direction.

25 Février 1979 J. POSADAS

LUTTE OUVRIERE supplément

APPEL AU XXIIIème CONGRES

DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

A DISCUTER LES CONCLUSIONS

DE L'INVASION ET DE LA DEFAITE

DES CHINOIS AU VIETNAM

ET LES PROBLEMES DE LA

CONSTRUCTION DU SOCIALISME

Lettre du camarade Posadas à la section belge ...

ne suffit pas de le dire une ou quelques fois. Il n'y a pas de directi on ni de Parti qui croient qu'il en est ainsi. Ni les socialistes, ni les communistes, ni les syndicats. Ils croient possible, au sein du système capitaliste, d'obtenir des améliorations. Il faut créer un courant qui comprenne que ce n'est pas possible.

Le mouvement ouvrier en Belgique manque d'orientation théorique, et politique. Que veut-il? Le mouvement socialiste et communiste ne pose rien qui aille contre, ou en remplacement du système capitaliste. Il propose seulement de l'améliorer, de faire des revendications de travail, de meilleures conditions de travail, mais il n'a pas d'orientation théorique et politique pour voir quels changements réaliser, quelles mesures, quelles propositions, quelles décisions prendre - même partielles -, de double pouvoir. Il n'y a rien. Notre section doit donc intervenir sur ces problèmes, faire des textes, des articles, dans le but de créer ce courant, soit dans le camp syndical, soit dans le camp politique. Il faut faire comprendre qu'il n'y a pas d'issue dans le système capitaliste, tout en maintenant la lutte pour des revendications immédiates de travail, de salaires, pour la diminution des heures de travail et le développement et l'extension des droits démocratiques. On ne doit pas attendre une acceptation de ce qu'il n'y a pas d'issue, dans le système capitaliste, mais créer le courant qui s'oriente vers cette compréhension.

Un pays dans lequel la bourgeoisie se permet de faire ce fractionnement en "wallons", "plus wallons", "moins wallons"... en une série de qualifications linguistiques, est un pays qui manque de direction politique. S'il y avait une direction, c'est elle qui unifierait le pays autour d'un programme de progrès de la société. Par contre, la Belgique telle qu'elle est maintenant, va vers un processus à l'irlandaise. C'est la conséquence de la faiblesse d'une bourgeoisie qui dépend beaucoup de l'extérieur et est elle-même un représentant de l'extérieur, des grands capitaux. La division est plus simple à accomplir. Dans le cas de la bourgeoisie anglaise, il y a aussi une division, mais elle provient d'intérêts limités, locaux. Les grands intérêts du capitalisme anglais sont tous concentrés en Angleterre. En Belgique, la tendance à la séparation du pays en courants francophones, wallons et flamands, provient de l'arrièrément du capitalisme. Ce n'est pas un arrièrément de toute la société. C'est l'arrièrément du capitalisme, qui le pousse à chercher des solutions partielles, locales, de groupe, et à utiliser le manque de force et de poids politique du prolétariat, pour imposer des solutions comme cette régionalisation. Le prolétariat a un grand poids social, mais pas de poids politique organisationnel. Alors le capitalisme présente le problème de la langue comme s'il s'agissait d'une condition vitale de l'histoire, de l'existence. Cela est faux. Mais il n'y a ni parti, ni syndicats puissants pour le dire.

Il faut poser tous ces problèmes. C'est nécessaire pour l'éducation du cadre communiste, socialiste, syndicaliste. Il faut écrire en développant persuasivement l'explication, afin de développer la capacité de compréhension des cadres. Il faut combiner les revendications démocratiques et syndicales avec un programme qui tend à créer un courant, éduquer un secteur qui voie qu'aucun problème ne peut être résolu, aucun développement de la Belgique ne peut se réaliser dans le régime capitaliste. Il ne suffit pas d'écrire une ou deux fois sur le problème de la régionalisation. Il faut créer un courant. Tous les secteurs qui dominent actuellement n'y ont pas intérêt. Ils n'ont pas en tête, la préoccupation d'être la direction pour la transformation du pays. Ils ne se sentent ni la force, ni le cran, ni la compréhension, pour le faire. Il faut appuyer, stimuler toutes les propositions, toutes les mesures qui tendent à élever la lutte de classes, les revendications des ouvriers pour des droits démocratiques, et en même temps, créer le courant qui comprend qu'il n'y a pas de solution dans le système capitaliste.

La Belgique, comme elle est maintenant, connaît un très, très grand arrièrément politique. Quand la bourgeoisie en arrive à prendre, et accomplir la décision de diviser le pays, c'est qu'elle est très faible. Il n'y a pas de direction politique pour s'y opposer, pour rechercher la centralisation, l'unification du pays. La Belgique est une sorte de Suisse, en petit. Ce n'est pas un centre du capitalisme.

(...) Une autre manifestation de ce manque de direction est le fait que le capitalisme propose (dans certaines industries comme celle du verre ou la sidérurgie) la pension à 50 ans aux ouvriers. Les ouvriers ont eu raison de le refuser - mais pas entièrement raison. La bourgeoisie fait une telle proposition parce qu'il n'y a ni parti, ni syndicat qui organisent les ouvriers. Autrement, ils diraient : vous êtes en conditions de nous payer la pension à 50 ans? qui va payer tout cela alors? D'accord pour votre proposition, mais nous ne voulons pas vivre sans travailler. Si vous offrez cela, cela veut dire qu'il y a moyen de réaliser 10 fois plus que ce qu'on fait actuellement. Vous ne nous faites aucun cadeau, car vous continuez d'augmenter votre capital! Mais aucun parti ne dit cela. Il faut prendre ces mesures comme un exemple pour pouvoir dire aux capitalistes : "ici, vous êtes de trop!" Mais les socialistes et communistes ne le disent pas parce qu'ils n'y croient pas. Ils croient qu'en Belgique on ne peut pas transformer la société, car ils ont encore la mentalité d'un pays dépendant du capital étranger, ou soumis au grand capital intérieur.

La Belgique n'est pas immobile. Même si le développement du Parti Communiste n'est pas très grand, il y a une croissance de la gauche. La croissance du Parti Communiste a dix fois plus d'importance que celle des socialistes. Les communistes ont gagné deux députés. Cela correspond à une augmentation de 10 pour les socialistes. C'est l'avant-garde qui a voté communiste. Cette avant-garde a de l'autorité sur des secteurs qui la suivent sur d'autres aspects même s'ils ne votent pas comme elle. Et demain, ils vont la suivre encore plus. Le Parti Communiste a réduit sa capacité d'orientation et sa capacité politique. Cependant il augmente son nombre de députés. Ce n'est donc pas un résultat du PC lui-même: ce sont les masses qui cherchent un centre! au travers de l'avant-garde qui représente un secteur des masses. La croissance actuelle du Parti Communiste n'est pas due à la politique du Parti, mais à la maturité du prolétariat belge, au processus mondial qui a fait s'élever le prolétariat belge. Il y a deux expressions

Editorial

cherche de l'unification socialiste de toute l'Indochine. Cette invasion est une défaite parce qu'elle a stimulé encore davantage des tendances en Chine, même à s'organiser contre les dirigeants pour les renverser.

C'est une défaite sociale, parce que les masses dans le monde entier qui luttent pour changer la société n'ont pas été contenues, ni arrêtées. Elles ont senti que l'attitude de la direction chinoise ne met pas en cause les principes du socialisme; mais une direction contre révolutionnaire, nationaliste, qui ne correspond pas aux nécessités

Dans aucun pays d'Europe, les travailleurs ne se sont sentis intimidés par l'invasion du Vietnam.

La manifestation à Paris, organisée par la CGT, soutenue par le Parti Communiste Français, a exprimé la volonté des dizaines de milliers de travailleurs ne plus faire les frais de la crise, et de changer de société. Aux élections cantonales, la gauche a obtenu 55% des voix, ce qui représente une victoire pour la gauche, pour les travailleurs et l'ensemble de la population française. Au travers de cette victoire, les représentants de la gauche vont pouvoir montrer au niveau des cantons, qu'il est possible d'organiser la société autrement, de rechercher des solutions pour le bien-être de la population comme cela se fait déjà en Italie, dans les mairies communistes.

En Belgique, les luttes des travailleurs, des enseignants n'ont pas été arrêtées au seul instant. Elles n'ont été intimidées, ni par l'absence de gouvernement, ni par l'invasion des chinois.

Les partis francophones qui ont été faire la "croisade" dans les foyers, utilisant la légitime revendication des fouronnais, n'ont réussi à rassembler que 5.000 personnes. Avec tout le tintamarre de la presse, de la radio et de la télévision à propos de cette manifestation, elle n'a pas eu beaucoup d'effet sur les travailleurs.

Et pendant ce temps, les verriers à Charleroi manifestaient tous les jours, contre la fermeture de leur entreprise, les travailleurs des ACEC faisaient grève pour appliquer de fait les 36 heures, les ouvriers à Quaregnon continuent l'occupation de leur usine, et partout les travailleurs préparent la journée d'action du 29 Mars.

La manifestation des 10.000 enseignants à Bruxelles, comme la prochaine manifestation du Front Communiste à Namur sont l'expression de la volonté de lutte, et de changer de société de la part de l'ensemble de la population exploitée du pays.

La décision de la FGTB et de la CSC de reconduire le front Communiste pour organiser les manifestations du 29 Mars est importante, répond à une nécessité et au sentiment d'unification qui existe dans la classe ouvrière. Ce sentiment existe dans toute la classe ouvrière du pays, qui doit lutter contre les mêmes ennemis, que sont les patrons. La grève dans les mines de Eisdien, contre la fermeture de la mine, démontre que la classe ouvrière flamande doit également se battre et lutter pour défendre ses intérêts.

Le front Communiste wallon propose également un rassemblement des progressistes pour lutter pour le programme qu'il propose face à la crise.

Ce qu'il est nécessaire de discuter est le contenu de ce programme, qu'il faut généraliser à toute la Belgique, et non seulement à la région wallonne. Il est important que ce soit le mouvement syndical qui prenne l'initiative de la lutte pour un programme de transformation sociale du pays, face aux carences des organisations politiques, du PS.

Un plan de reconversion favorable, à l'ensemble de la population, et ce soit le mouvement syndical qui décide où produire, quoi produire, pour qui.

ERRATUM

au texte du camarade J. POSADAS sur la Chine (voir page 2 et 3)

1. En Chine, ils ont liquidé tous les dirigeants antérieurs entre autres Lin Piao, Mao Tsé Toung est mort (ou il a été tué), et le programme de la Révolution Culturelle, mais aussi des "cents fleurs" et "du Grand pas en avant" ont été liquidés.

2. Elle pourra obtenir que les soviétiques l'attaquent, que les yankees attaquent les soviétiques, qu'ils se bagarrent entre eux et que les chinois en sortent vainqueurs.

Lettre à la section belge...

claires de cette maturité: le progrès électoral du Parti Communiste et le progrès des voix à notre Parti. Notre Parti est, lui aussi, une expression de la croissance, du mûrissement, du prolétariat belge.

Nos camarades ne le comprennent pas encore, car ils ne vivent pas avec la préoccupation théorique et politique suffisante et ne tirent pas non plus toutes les conclusions organisationnelles pour comprendre que notre croissance ne peut se faire sous forme numérique. Nous ne croisons pas, mais nous faisons croître les autres. Nous faisons croître leur capacité de compréhension, afin qu'ils puissent se définir.

Nous devons gagner des gens et intervenir en Belgique pour créer un courant comprenant que des transformations sociales sont nécessaires en Belgique. Il n'y a pas de solution pour la Belgique autrement. Il faut combiner le programme de revendications démocratiques, politiques, syndicales, de travail, de salaires - inclus les nationalisations - avec cette conclusion de la nécessité des transformations sociales.

18.3.1979

J. POSADAS

Le numéro 314
de **LUTTE
OUVRIERE**
paraîtra le 20 avril

ABONNEZ VOUS

Abonnement à 12 Numéros: 80Fr
Abonnement à 24 Numéros: 150Fr
Abonnement de soutien : 500Fr

Editorial L'importance du front unique des travailleurs wallons et flamands

Le triomphe des partis communiste et socialiste dans les élections communales en Espagne et dans les élections cantonales en France, a montré - comme l'a caractérisé le camarade J. Posadas - que "le Vietnam a voté en France et en Espagne". La classe ouvrière a entraîné d'importants secteurs de la population travailleuse dans ces deux pays à voter pour la gauche, à lui donner la majorité électorale, montrant ainsi qu'elle considère le front des communistes et socialistes comme une conquête très importante et comme un instrument pour pouvoir avancer dans la lutte contre le système capitaliste. Le Vietnam est intervenu dans ces élections, parce qu'il s'est montré plus fort que toutes les tentatives de le faire reculer, de la part de la direction contre-révolutionnaire de la Chine, et cela grâce à l'appui qu'il a reçu de la majorité des Etats ouvriers et de tout le mouvement révolutionnaire du monde, et grâce surtout, à la décision inébranlable des masses vietnamiennes de continuer dans la voie de construire le socialisme, de construire des relations humaines socialistes et d'appuyer tous les peuples, comme celui du Cambodge, qui veulent faire de même. L'exemple du Vietnam encourage la classe ouvrière, les secteurs révolutionnaires de la petite-bourgeoisie à peser sur leurs directions, à faire pression sur elles pour qu'elles avancent dans la voie du front de la gauche, qu'elles surmontent les disputes d'appareils et pour qu'elles développent un programme anti-capitaliste plus conséquent.

Toutes ces forces et toutes ces luttes sont présentes aussi dans les discussions et la préoccupation de la classe ouvrière en Belgique, qui cherche à développer la lutte de classe, à réaliser une unification entre les travailleurs wallons et flamands, et à pousser le Parti Socialiste, au travers du mouvement syndical, à changer de politique, et d'objectifs.

C'est dans ce climat de luttes croissantes en Belgique, que la bourgeoisie a cherché à former coûte que coûte un gouvernement. Mais ce nouveau gouvernement Martens, dès le départ montre une très grande faiblesse. Sous la pression des luttes du mouvement ouvrier, il propose la réalisation des 36 heures/semaine à la fin de 1981. C'est une concession importante, mais que le capitalisme prend comme un moindre mal et en se donnant le temps de restructurer son fonctionnement, d'augmenter l'automation des entreprises etc. pour que cela lui coûte le moins possible. En contre-partie, il se prépare à prendre des mesures, qui, si elles étaient appliquées, signifieraient une régression sociale très grande pour la classe ouvrière et pour toute la population travailleuse dans le pays: blocage des salaires, démantèlement de la sécurité sociale, restrictions dans l'enseignement, et l'application de tout le "plan anti-crise".

Le fait que le capitalisme doit faire une concession sur les 36 heures, montre surtout qu'il faut aller beaucoup plus loin, et qu'il faut développer beaucoup plus intensément toutes les luttes de la classe ouvrière pour imposer dans tous les domaines, que ce soit le capitalisme qui paie sa propre crise!

La direction du Parti Socialiste et, en partie aussi celle de la FGTB et de la CSC, restent très en arrière de toutes ces possibilités et continuent à faire croire que la participation socialiste au gouvernement est nécessaire pour empêcher que le capitalisme aille plus loin. Mais cela est faux. N'importe quelle concession que le gouvernement capitaliste doit faire, il la fait après et à cause de la lutte des travailleurs. En promettant la semaine des 36 heures, il espérait contenir les luttes. Mais cela n'a pas empêché des dizaines de milliers de travailleurs de se concentrer à Namur le 29 mars, des milliers et des milliers d'étudiants et de professeurs, et même des élèves de 12, 13 ans, de manifester ensemble dans la rue pour défendre le droit à un enseignement digne de ce nom, et à des conditions de travail et d'études permettant d'appliquer un enseignement véritable.

Ces manifestations, où enseignants et enseignés se sont retrouvés côte à côte sont très importantes pour montrer la maturité qui existe dans tout le pays. Il n'y avait plus de problèmes "de génération", ni de hiérarchie entre élèves et professeurs: tous se sont trouvés unis, contre le capitalisme. A Namur aussi, il y avait cette volonté d'unification parmi les travailleurs: beaucoup d'ouvriers flamands se sont joints à la manifestation et ont été chaleureusement salués par les travailleurs wallons. Le meeting de la FGTB au Heysel a exprimé la même chose. Il y a un grand sentiment et une volonté d'unification de toutes les luttes, de toute la classe ouvrière pour faire front à la crise capitaliste et pour chercher une solution de progrès aux problèmes de la population.

Cette compréhension de ce que le capitalisme est responsable de la crise actuelle, se retrouve aussi au travers de la polémique et le conflit sur les centrales nucléaires en Belgique. Ce n'est pas de sa propre initiative que le bourgmestre de Huy, responsable socialiste, a décidé d'attaquer de front les grandes compagnies capitalistes responsables de la centrale de Tihange; ce n'est pas non plus une décision, suite page 4

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 17ème Année N° 314 Le 23 Avril 1979

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar - 1060 Bruxelles.

POUR LES ELECTIONS SOCIALES

Voter FGTB

pour un programme de lutte pour changer la société et impulser le front commun

Les élections sociales vont avoir lieu dans la plupart des entreprises du pays dans un climat de détérioration sociale, évident.

Les polémiques suscitées après l'accident de la centrale nucléaire aux Etats Unis, ou encore le programme pour "sortir de la crise", du nouveau gouvernement montrent bien qui décident en Belgique: Les grandes compagnies d'électricité et les holdings, la Société Générale.

Les victimes du nouveau plan gouvernemental sont les travailleurs étudiants, les lycéens, les pensionnés, les immigrés les chômeurs, les malades.

Ces élections sont importantes mais elles sont également limitées, parce que la participation aux Conseils d'entreprise et aux Comités, de Sécurité et Hygiène ne permet pas d'intervenir avec un programme pour supprimer les raisons, de la crise, pour changer la société. En effet ces organismes sont consultatifs et permettent d'obtenir des améliorations dans les conditions de travail, et dans la sécurité au travail, ce qui n'est pas du tout négligeable.

Encore faut-il que les représentants des travailleurs fassent bien leur travail. Prenons l'exemple du CSH de Tihange, qui a condamné la mesure du bourgmestre socialiste de Huy de fermer la Centrale Nucléaire. Par cette attitude, la délégation s'est soumise aux critères des grandes compagnies d'électricité, Intercom.

Ils ne se sont pas préoccupés de l'opinion de la population, et ont agi comme s'ils avaient des intérêts investis dans la Centrale

La commission de contrôle des Etats Unis, a affirmé qu'il y avait un détail défectueux dans le système de sécurité de toutes les centrales construites par Westinghouse. Hors, le réacteur de Tihan-

ge est bien construit, par Westinghouse. Va-t-on attendre un accident grave pour confirmer cette erreur? Il est donc important que les élections sociales élisent des délégués qui défendent l'intérêt de la population de la région, et des travailleurs de l'entreprise. Pour empêcher la réouverture de la Centrale, il fallait organiser une large mobilisation de toute la population, avec des manifestations dans les rues de la ville, avec des meetings pour démontrer le danger de poursuivre la production d'électricité, sans aucune garantie, sans préparation. En effet, en cas d'accident à Tihange, il n'y a aucune consigne pour organiser la protection de la population.

Les diverses manifestations organisées par les Syndicats, ont démontré la volonté et le sentiment, de l'ensemble des travailleurs, du pays, de ne plus vouloir faire les frais de la crise. Le 29 Mars à Namur, 80.000 travailleurs, en front commun syndical ont manifesté leur ras le bol de la politique anti-ouvrière du gouvernement et de la conciliation et de l'acceptation du Parti Socialiste de cette politique. Les directions syndicales tout en utilisant un langage combatif, anticapitaliste, pour la diminution du temps de travail, pour le front des travailleurs wallons et flamands; comme ont l'entendu le 29 Mars à Namur et également le 7 Avril à Bruxelles, n'organisent pas les immenses forces de la classe ouvrière pour rendre effectif le programme,

Suite page 3

LE CONGRES DU PARTI COMMUNISTE
ET LES EXPERIENCES DE LA
CONSTRUCTION DU SOCIALISME
DANS LE MONDE.

Le 15 Avril 1979

voir page 4

A propos des manifestations antinucléaires en Allemagne

(titre de la rédaction)

17 mars 1979 J Posadas

Il faut intervenir dans la lutte contre la pollution, contre l'empoisonnement, contre les poisons chimiques, s'opposer à la fabrication d'aliments frelatés, de produits chimiques qui font du mal aux gens, et s'opposer aussi aux usines atomiques qui sont nuisibles pour la population. Au lieu de cela, nous devons être pour l'énergie atomique qui soit profitable aux gens et ne leur fait pas de mal. Mais pour faire cela, il faut abattre le système capitaliste. On doit donc poser le problème en ces termes : le capitalisme ne peut faire autrement qu'il fait maintenant, parce qu'il utilise l'énergie atomique en fonction de la concurrence et pour la fabrication d'armes atomiques. Il faut expliquer tout cela.

Dans les Etats ouvriers, les comités d'usines interviennent et discutent constamment sur la question de la pollution. Il y a un contrôle sur les conditions de travail dans les usines et cela fait partie de toute la planification. On respecte intégralement ces normes. Quand une usine s'installe, on installe aussi les commissions de contrôle sur les conditions de travail, l'aération etc.. C'est pour cela qu'il y a un peu d'accidents dans les Etats ouvriers. Il y en a un pour mille par rapport aux états capitalistes.

Il faut donner beaucoup d'importance aux mouvements qui luttent contre l'installation de centrales nucléaires (ndlr : il s'agit dans ce cas, de l'Allemagne capitaliste et de la lutte contre l'installation de l'usine pour le traitement des déchets atomiques de Gorleben). Il s'agit de secteurs intellectuels, de milieux aisés, dont certains sont des propriétaires de terres. Mais le fond de ce mouvement, exprime une réaction contre le système capitaliste. Il se dirige directement contre une des conséquences du système capitaliste, que sont les dépôts nucléaires. Mais quand ils protestent contre ces conséquences, c'est parce qu'ils s'opposent à l'utilisation de toute cette énergie sous la direction du système capitaliste, car ils savent bien que ce qu'ils font va contre le système capitaliste. Ils se rapprochent déjà de la lutte pour des transformations sociales, par une série de points très importants. Ils ne sont pas mobilisés sur la base d'intérêts individuels, mais en fonction d'une compréhension intelligente, culturelle et scientifique. Ils s'opposent au système qui produit de telles conséquences. Pourtant tous ces gens proviennent de milieux bourgeois ou proches de la bourgeoisie. Ces réactions contre le système capitaliste poussent à se heurter contre ce système des secteurs, qui en sont eux-mêmes issus. Mais ils aspirent à l'épanouissement de la vie, et ils voient que le système capitaliste, c'est la mort.

Les syndicats et les partis ouvriers doivent faire une politique destinée à gagner ces secteurs. Il ne faut pas s'en moquer, les mépriser, les déconsidérer mais au contraire, leur donner beaucoup d'importance. Il faut appuyer les objectifs qu'ils défendent et en même temps, essayer d'élever le caractère de leurs luttes, sans attendre qu'ils viennent rejoindre ou qu'ils appuient les syndicats, les partis socialistes ou communistes, mais en considérant qu'ils peuvent progresser. Il faut faire toute une politique culturelle vis-à-vis d'eux, développer des explications qui leur font voir qu'il faut quelque chose de plus, pour pouvoir réaliser ce à quoi ils aspirent. Et dans l'immédiat, il faut appuyer leur opposition à ces centrales nucléaires et à cette usine de traitement des déchets atomiques.

On ne doit pas considérer que ces mouvements sont suscités par la concurrence inter-capitaliste, qu'ils sont le fait d'un secteur capitaliste opposé au nucléaire parce qu'il aurait des intérêts dans l'industrie du charbon ou de l'énergie hydraulique. Non! Ces mouvements s'opposent aux déchets atomiques! Même si certains secteurs capitalistes y ont également intérêt, ce ne sont pas ceux-là qui déterminent. Ils peuvent même essayer d'utiliser les mouvements anti-atomiques, comme ils l'ont déjà fait auparavant. Mais ce sont des mouvements qui acquièrent déjà un caractère social bien important.

Il faut considérer que les mouvements écologistes en Allemagne capitaliste, sont une partie du processus de ce pays. Les mobilisations ne prennent pas une forme beaucoup plus importante, parce que les directions des partis ouvriers et des syndicats n'interviennent pas. Mais il faut les unir à la grève de la métallurgie qui a été très profonde, bien que limitée dans sa portée. La force de la grève de l'acier ne provenait pas des forces numériques des grévistes, mais de leur poids dans l'économie. Elle a eu des répercussions dans le monde, et pas seulement en Allemagne.

Il faut donc considérer les mouvements écologistes comme un indice très profond du fait que l'Allemagne bouge, et bien rapidement. En plus, les mouvements y sont programmés. Ce ne sont pas des mobilisations sporadiques, mais des mouvements programmatiques qui acceptent les affrontements et tendent même à avoir des effets dissolvants sur la police: la moitié des policiers est en train de se dire : "ils ont raison! si on continue, nous allons être tous empoisonnés". Il y a quelque chose qui les unit tous contre la structure du système capitaliste.

Nous appuyons les mouvements écologistes et faisons appel aux syndicats et partis ouvriers à ce qu'ils les soutiennent également. La social-démocratie est contre cette mobilisation, parce qu'elle fait des marchandages et des affaires terribles avec les entreprises capitalistes qui utilisent l'énergie atomique dans l'industrie en produisant un gaspillage brutal. Maintenant, on est en train de creuser des puits pour enterrer ces déchets atomiques près de la frontière avec l'Allemagne Etat ouvrier. Mais nous ne connaissons que cet aspect-là. Les entreprises capitalistes peuvent très bien installer, à 100 km des frontières, un système de tubes et envoyer les déchets de cette manière

Les problèmes de l'amour, et du couple, ne sont pas une activité particulière, indépendante de l'ensemble de la lutte de classes. Ils en font partie. Dans la société capitaliste - et en partie encore dans les Etats ouvriers - l'union des êtres humains, de l'homme et de la femme, se réalise sur la base d'une attraction, en général, physique ou sexuelle. Une telle attraction a des limites, car il se crée un vide dans la continuité de ce processus. Cependant, toute la vie, les relations humaines et sociales, du monde tendent de plus en plus à se développer sur le terrain de la culture, de la science et de l'amour humain.

Toutes les révolutions existantes expriment un aspect du progrès, des relations culturelles, scientifiques, humaines. Chaque révolution et chaque progrès dans n'importe quel pays du monde, élève les conditions de relations humaines. Cela signifie qu'entre un homme et une femme, entre l'homme, la femme et les enfants, une relation s'installe qui organise leur existence en fonction des autres êtres humains, et de l'ensemble de la nature, du cosmos et de l'univers.

La simple vie du couple humain - même quand on s'aime et qu'on a des enfants - est très limitée. L'amour n'est pas une relation entre un homme et une femme, entre un père et un enfant; l'amour est déterminé par une préoccupation scientifique en relation à la vie, au progrès social de l'histoire. Il faut le développer de cette manière maintenant, si on ne l'a pas fait avant. Le progrès social ne se mesure plus seulement par l'instauration de relations sociales plus justes, ou l'élimination des classes, mais il se mesure par la relation avec l'univers et l'ensemble de la vie. Il y a une élévation dans la compréhension du concept que la fin du capitalisme ne signifiera pas la fin de la vie, de la lutte ou de l'activité humaine; mais que le capitalisme est une phase de l'histoire humaine. Il faut l'éliminer pour que l'humanité puisse élever son attention, son activité en tant qu'humanité : centraliser la volonté, le sentiment et la conscience humaine et partir de cette base pour épanouir l'intelligence vers la connaissance d'où nous allons, quelle est notre relation avec le cosmos, l'univers?

Ainsi, l'amour a des bases infinies, il n'est plus simplement l'amour d'un couple uni par l'attraction sexuelle, l'intérêt économique ou la crainte sociale: l'amour est déterminé par des préoccupations et des sentiments qui tendent à l'unir à la fonction de l'être humain dans l'histoire: quelle est la fonction de l'être humain dans l'histoire? L'amour est uni à cette préoccupation.

Toutes les difficultés d'un ménage sont, en dernière instance, déterminées par cette cause: quand on n'arrive pas à développer cette préoccupation, il existe une attraction sexuelle ou sentimentale, qui dure peu. On n'éduque pas, on n'oriente pas les sentiments et on en reste à l'aspect individuel, égoïste - qui est une des formes de la propriété privée.

L'amour est une partie des relations humaines qui exprime - bien que de façon lointaine - la relation avec l'univers. L'amour s'exprime encore sous une forme terrestre, au travers d'une relation entre l'homme et la femme, entre les sexes, qui n'est pas déterminée par une nécessité universelle de relations avec la nature. Ce sont des relations qui sont établies socialement, et il en sera encore ainsi pendant

Lettre à un camarade et le socialisme

toute une étape, du fait que nous dépendons de la nature pour la procréation, la continuité de l'existence. Mais l'amour, le besoin de s'unir à une femme répond à une finalité, un objectif dans la vie, qui n'est pas individuel, mais celui du progrès de l'histoire humaine. Les relations humaines sont la forme la plus élevée de ce progrès. Toutes les connaissances scientifiques, les progrès de la science, de la technique, de l'industrie, des moyens de communication, font aussi partie du progrès, mais le progrès de l'histoire finit toujours par se structurer dans des relations humaines.

Le couple qui vit avec cette conception et pour cette finalité, n'a pas de conflit dans ses relations, il n'a pas de conflits sentimentaux, de jalousie, de sexe, de désintérêt ou de préoccupation pour le sexe ou pour les sentiments. Les sentiments ne sont pas déterminés par le sexe, mais par la relation humaine, l'amour objectif pour l'humanité et pour le progrès humain.

Il faut éduquer les enfants avec cette compréhension. Ce n'est pas une question de mots, mais d'exemples, d'attitudes manifestant une préoccupation objective pour la connaissance en vue du progrès de la culture, de la science, pour l'amour humain, manifestant de l'amour pour tout ce qui existe et la lutte pour impulser des relations sociales qui permettront de passer au-delà de l'étape de la lutte de classes. Il en sera ainsi pour toute une période de l'histoire.

Quand on vit ainsi, il n'y a pas de problèmes. On peut rencontrer des difficultés économiques, manquer d'argent, vivre mal, mais ce sont des difficultés, sans plus. Notre objectif n'est pas d'avoir de l'argent ou de vivre bien, mais il est de voir comment être utiles au développement de l'humanité - avec l'intelligence, les sentiments et la conscience. L'objectif de l'être humain sur la terre est de savoir d'où il vient, et entretemps savoir où il va et accomplir la tâche de la lutte de classes, qui est déterminée par l'existence, dans l'histoire, de classes antagoniques.

Nous avons un objectif dans la vie. Cet objectif nous permet de comprendre l'amour, de ne pas nous sentir entravés, dérangés, blessés par les conflits conjugaux, ou par les conflits entre parents, et enfants, entre l'homme et la femme. Nous vivons des relations humaines - et nous les adaptons et les développons à cette fin - nécessaires à notre fonction dans l'histoire, qui consiste à impulser le progrès de l'humanité jusqu'à un niveau où l'humanité puisse se préoccuper d'où elle va. La femme, les parents et les enfants font partie de tout cela. Plus la structure des sentiments et de la conscience tendent vers cette finalité scientifique, et plus elles seront utiles à l'humanité. Cette fonction est aussi utile et nécessaire, que la plus grande des sciences, que le plus grand de nos maîtres.

L'enfant doit sentir cette relation et cette compréhension, cette préoccupation pour acquérir des connaissances scientifiques objectives pour impulser la connaissance de l'humanité et lui donner l'assurance de s'organiser pour voir où elle va - en commençant par s'organiser au

Sur les problèmes de l'individu, le genre humain

9 Fèv. 1979

J. POSADAS

travers de la lutte contre le capitalisme, contre les bureaucraties, et pour la formation du Parti, et, en ce qui nous concerne, pour contribuer au développement des instruments de l'histoire que représentent - que sont les partis communistes, et les Etats ouvriers. Alors il n'y a pas de conflit.

Le conflit surgit quand on n'a pas la décision de mener une activité objective. Il n'y a aucun conflit, quand on a la décision de lutter pour être utiles au progrès des instruments de l'histoire que représentent les grands partis communistes et les Etats ouvriers. Ce n'est pas simple de le faire; il faut avoir la préoccupation culturelle et scientifique.

La vie sexuelle est importante et nécessaire pour l'humanité. Le genre humain se continue au travers de la procréation. Mais je crois qu'il y aura, dans le futur, des formes de procréation supérieures au sexe. Je ne sais pas lesquelles. Mais nous prévoyons que dans plusieurs centaines ou milliers d'années, cela pourra être autrement.

L'amour ne peut pas être déterminé par l'existence d'un couple. Cette relation existe, certes et elle a une profonde influence sur les êtres humains. Nos maîtres - Marx, Engels, Lénine et Trotsky - avaient un très grand sentiment d'amour envers leur compagne, mais l'objectif de leur vie était l'activité révolutionnaire. Les idées. Ils ne vivaient pas de conflits, n'esprouvaient pas de sentiments de jalousie, de pauvreté ou de richesse, de délaisement, d'abandon, de protestation ou de rage; ils sentaient le besoin de construire la préoccupation scientifique pour contribuer au progrès de l'humanité, au progrès de toute la nature, tout comme le font les scientifiques, du physicien au mathématicien - ou comme les musiciens. Les grands créateurs expriment, dans la musique, la recherche d'harmonisation des relations humaines, qui ont jusqu'à présent, évolué empiriquement en fonction de la propriété, des intérêts privés, et non en fonction du progrès, de l'intelligence et de l'harmonie. Beethoven est un de nos plus grands maîtres.

La vie avec une compagne doit se faire en fonction d'un objectif, permettant de développer l'intelligence des problèmes scientifiques, et d'éduquer la compagne et l'enfant dans ce sens. L'enfant sentira alors un développement de pensée logique et fera son expérience au travers de la logique dialectique, du contact logique avec la nature, les objets, les relations humaines, la science, la technique et l'industrie. L'enfant voit - dès qu'il est tout petit - des relations harmonieuses, sans aucun mystère. Ce ne sont pas les jouets qui lui enseignent quelque chose, mais bien les relations humaines avec le père, la mère, la famille, les camarades, et le déroulement des grandes luttes sociales. L'Iran est en train d'enseigner aux enfants, infiniment plus que tout ce qu'ils ont appris jusqu'à présent. Les jouets ne lui enseignent rien. Ils sont un détournement de l'organisation de l'intelligence de l'enfant et stimulent des sentiments privés, égoïstes, ennés envers la nature, les rapports humains, l'économie, la science et la technique. Ils suscitent chez l'enfant, des sentiments de propri-

été privée, égoïstes, individualistes.

La vie unie à la nature, aux luttes sociales, à la musique, à l'art, et la préoccupation d'influencer l'enfant sous tous ces aspects développe en lui - depuis qu'il est tout petit - la connaissance, l'idée que la vie est simple, très simple. La vie - sous la forme de la culture, la science et l'art - est simple.

L'humanité est encore obligée de se préoccuper de travailler, de faire des grèves, des guerres et des révolutions, et elle n'a pas encore pu se consacrer aux enfants. Mais les instruments pour pouvoir le faire existent désormais et ce sont les Etats ouvriers. Il y a l'Iran, qui est un instrument, bien vivant. Les masses iraniennes, n'ont pas de parti, d'instrument d'organisation et vivent encore avec le sentiment islamique, qui est une sorte de consolation pour leur peure et misérable vie sous la dictature qui les assassinait et les massacrait. Cependant, elles ont démontré qu'elles organisaient et utilisaient le sentiment islamique en vue du progrès. Elles ne veulent pas un roi islamique, mais une république démocratique et progressiste, qui étatisent tous les biens du Shah, et de tous les riches. Elles font

en sorte que l'église musulmane ait un rôle progressiste dans l'histoire. Les masses musulmanes d'Iran, sont organisées par l'influence du monde: les Etats ouvriers, les luttes des grandes masses et surtout, dans cette dernière étape, par le Vietnam, le Cambodge, Cuba, l'Angola, le Mozambique. Ces pays les ont influencées énormément en leur faisant voir que c'est de cette façon que l'on sort de l'arrière-pensée. C'est le sentiment de progrès social, et non le sentiment religieux, qui domine. Elles ne peuvent pas encore dépasser ni se débarrasser du sentiment religieux - car elles doivent encore faire une expérience pratique -, mais elles se mettent au service du progrès, elles ont tout un sentiment d'amour et d'affection.

Les masses d'Iran sont une manifestation du processus permanent de la révolution. De la même manière, les événements du Cambodge, le renversement de Pol Pot, sont un processus de révolution politique, au cours duquel les masses se soulèvent pour mettre en déroute et vaincre la chaos stalinien de cette direction assassine. En Iran aussi, les masses suivent le cours de révolution ininterrompue, de révolution permanente et ininterrompue, et impulsent la révolution, même si el-

les ne surmontent pas encore les sentiments religieux. Les masses font un bond historique immense. Avant, il fallait des dizaines ou des centaines d'années pour accomplir pareil progrès.

Il faut en faire autant, sous forme individuelle, dans chacun de nous, faire une organisation d'activité scientifique de la vie individuelle. La science n'est pas une conclusion de la vie. Au contraire. La science de la lutte pour le progrès socialiste de l'humanité est la plus communicative, la plus simple, la plus pure de l'histoire. Elle consiste à se préoccuper de construire l'instrument, de vivre pour l'instrument qui détermine le progrès de l'histoire: le progrès social.

L'égoïsme individuel, de la famille, des relations parents-enfant, est un centre essentiel de propriété privée. Mais les masses du monde démontrent que cet égoïsme est une création des relations humaines, déterminées par l'existence de la propriété privée et que l'humanité le dépasse et va au-delà. L'Iran est un exemple de cette étape. Le Vietnam l'a été aussi. Le Vietnam donne l'exemple le plus grand de la passion de l'humanité pour le progrès, au travers des idées et des expériences qui en surgissent.

9.2.1979

J. POSADAS

Voter FGTB pour un programme de lutte pour changer la société et impulser le front commun syndical

qu'ils défendent: Les 36 heures, et des modalités d'action à échelle de tout le pays. Si la manifestation à Namur, avait été organisée nationalement dans une grande ville ouvrière comme Liège, Charleroi ou Anvers et pas seulement pour sauver la wallonie; les travailleurs auraient manifesté avec plus de puissance encore et d'avantage d'effet sur le patronat. La participation d'une délégation de la RBP d'Anvers n'a pas été signalée à la Tribune, mais très applaudie par les ouvriers wallons.

La réalisation de la manifestation à Namur tout en étant importante a été réalisée, par les directions syndicales; de façon à ce qu'elle ne soit pas un point de départ d'une mobilisation nationale, unifiée pour en finir de supporter les frais de la crise capitaliste, et pour démontrer la possibilité d'une alternative sociale.

Pour cela, il faut discuter l'élargissement du programme de la FGTB, parce que la régionalisation, l'initiative industrielle publique ne vont pas permettre de donner cette alternative.

L'exemple de Tihange le montre bien. Pour pouvoir faire face à ces puissantes compagnies d'électricité qui ont tous les pouvoirs, il faut discuter un programme qui leur enlève ce pouvoir. Il faut les nationaliser sous contrôle ouvrier. Et si un bourgmestre socialiste qui défend les intérêts et l'opinion de la population n'a pas le pouvoir d'imposer une décision du conseil communal, il faut organiser la mobilisation de toute la région, avec la réalisation d'un large front de la gauche pour imposer la défense, et l'opinion de la population.

Cela doit être discuté pour l'énergie, mais aussi pour tous les secteurs de l'économie du pays, les verreries, la Sidérurgie, le texti-

le, l'électroménager qui produisent tous en fonction de leur intérêt et non pour le bien-être des gens. Voilà ce que le mouvement syndical doit mettre en discussion. En même temps qu'il est nécessaire d'intervenir dans les élections sociales pour que soient élus des militants combatifs; il faut discuter, une alternative de société qui mette en cause le système capitaliste, la propriété privée.

Nous appelons à voter F.G.T.B dans tout le pays pour mener la lutte pour ce changement de société pour un programme de transformation sociales du pays. Nous appelons à voter FGTB, pour que les militants syndicaux prennent des initiatives pour impulser constamment le front commun syndical, pour rechercher des formes d'action au niveau de l'entreprise avec la CSC.

Pour que les principes défendus par la FGTB dans ces statuts, soient appliqués; il est indispensable que les militants syndicaux de base prennent des initiatives de démocratie syndicale, pour que les décisions et l'opinion des travailleurs soient toujours respectées, pour qu'ils puissent prendre la parole dans les assemblées.

Nous appelons également à voter CSC, dans les entreprises où la délégation FGTB est incompétente, où elle travaille directement dans l'intérêt du patronat, et où c'est la CSC qui mène des actions capitalistes, ou plus combative.

Nous appelons à voter pour les camarades posadistes qui sont candidats sur la liste FGTB pour impulser la lutte pour la défense et l'application des principes fondamentaux de l'organisation syndicale et pour impulser les Syndicats à remplir un rôle politique, pour défen-

dre tous les principes de la démocratie syndicale, pour stimuler et élever la participation dirigeante, des femmes et des travailleurs immigrés dans le Syndicat et pour impulser tout ce qui représente un progrès dans l'unification syndicale, dans l'unité de la classe ouvrière.

Le 15 Avril 1979

Derniers textes de J. POSADAS

LE MARCHE COMMUN EUROPEEN, LE PROGRES DE L'EUROPE ET LA FONCTION DES PARTIS COMMUNISTES

2 Décembre 79 J. POSADAS

ETAT OUVRIER, SOCIETE SOCIALISTE ET L'INVASION DU VIETNAM PAR LA DIRECTION CONTREREVOLUTIONNAIRE DE L'ETAT OUVRIER CHINOIS.

7 Mars 1979 J. POSADAS

Sur demande à l'adresse du journal, au prix de 30 Francs.

L'Association BELGIQUE - VIETNAM, organise une JOURNEE D'INFORMATIONS, D'ETUDE ET DE DEBATS POUR LA PAIX DANS LE SUD EST ASIATIQUE

Nous invitons les lecteurs de "Lutte Ouvrière", à participer à cette journée, le Samedi 28 Avril de 9H30 à 17 heures en la salle de la Maison des 8 heures à Bruxelles, pour manifester le soutien et l'appui à la République Socialiste du Vietnam.

Le congrès du Parti Communiste et les expériences de la construction du socialisme dans le monde

La Belgique fait partie du monde, que ce soit au travers de la crise du système capitaliste, ou au travers du développement des expériences que fait la classe ouvrière, pour organiser les luttes et la perspective de changer la société, et instaurer de nouvelles relations sociales. Dans le monde, ce n'est plus le système capitaliste qui décide du sort de la société humaine, ce sont les Etats ouvriers qui déterminent le cours de l'histoire.

Aussi, tous les problèmes qui se posent ont une importance très grande pour développer l'éducation, la conviction politique et historique, de l'avant-garde ouvrière en Belgique, et pour la construction du Parti qui dirigera les transformations socialistes de la société. C'est même quelque chose de fondamental, pour le Parti Communiste, que de développer constamment la discussion et la vie politique pour comprendre, assimiler et tirer les conclusions des expériences révolutionnaires qui se développent dans le monde,

et principalement dans les Etats ouvriers.

Le congrès du Parti Communiste a élargi ces discussions. Il n'a fait aucune discussion de la signification de l'intervention du Vietnam au Cambodge et de l'invasion et la défaite de la direction contre-révolutionnaire chinoise au Vietnam. Il n'a pas discuté non plus de la révolution qui vient de triompher, en Iran, et a renversé la dictature du Shah qui était un des piliers de l'impérialisme mondial. De ce fait, les discussions sur les perspectives de la lutte de classe et révolutionnaire et sur le programme de transformations socialistes de la Belgique se sont très fort limitées également.

Il est un fait, que la radicalisation qui existe dans le pays et l'élévation de l'intervention de la classe ouvrière, se sont exprimées également dans le congrès communiste. Les travailleurs qui ont augmenté les voix du Parti Communiste don-

nent une grande impulsion pour développer son activité et ses objectifs. Pour cela, nous nous réjouissons, que le Parti Communiste donne son appui systématique et sans réserve, à toutes les luttes anti-capitalistes de la classe ouvrière et à toutes les formes que ces luttes peuvent prendre ou inspirer à d'autres couches de la population, tel que le mouvement féministe, le mouvement écologiste, les comités de quartier. Et que le PC décide aussi de lutter "pour la socialisation, la mise sous statut public", non plus seulement de la sidérurgie, mais de tous les secteurs capitalistes en crise, et de tout le secteur de l'énergie, en posant cela comme une tâche actuelle, et non plus une perspective lointaine. D'autre part, le Parti Communiste s'engage à impulser partout où il peut, un front de la gauche appuyé fondamentalement sur le Front Commun Syndical.

Cependant, un grand nombre de questions et de problèmes soulevés, par des sections ou des camarades, individuellement, dans la Tribune de discussion du congrès, sont restés sans réponse, et sans perspective de discussion alors qu'ils sont très importants pour la construction de la direction révolutionnaire en Belgique. Plusieurs camarades ont posé, par exemple, la nécessité de discuter les expériences du monde, et en particulier, de discuter la signification et les causes de la politique contre-révolutionnaire des actuels dirigeants chinois, de discuter ce que devient la Chine? Est-elle encore socialiste? Quelles sont les perspectives de survie d'une telle direction? comment intervenir pour ne pas en arriver aux mêmes situations? discuter également, en fonction de l'expérience des Etats ouvriers, le projet de société socialiste en Belgique: pourquoi ne pas dire un mot contre le régime monarchique, pourquoi ne pas aller au-delà de la régionalisation? développer le front unique de la classe ouvrière de Flandre et de Wallonie, comment intervenir pour développer le courant de gauche socialiste et faire avancer programmatiquement et organisativement la gauche chrétienne?

On donne, au lieu de discuter tout cela, une importance démesurée aux "problèmes des droits de l'homme" dans les pays socialistes. C'est une discussion dans le camp et les conceptions de l'individu, de la bourgeoisie. L'expérience des Etats ouvriers montre, avant tout, que le progrès économique et social qu'ils ont accompli, a été acquis à partir de mesures d'expropriation du capitalisme et de planification de l'économie en fonction des besoins de la population et en éliminant le profit capitaliste. Les Etats ouvriers qui progressent le plus, même en partant de conditions économiques très arriérées, sont ceux qui développent le plus la participation de la population, les organismes dans lesquels les masses peuvent intervenir sur tous les problèmes de la construction du pays, et qui tendent déjà à organiser la distribution "à chacun selon ses besoins": c'est ce que tend à faire le Vietnam. Le Vietnam, ce n'est pas seulement "un pays qui se relève des ruines de la guerre...", mais c'est, surtout, un exemple très élevé de relations humaines que la société socialiste va permettre d'épanouir, sans limites.

C'est pour cela que discuter le Vietnam est d'une importance bien grande pour toute la classe ouvrière et pour tous les militants communistes. Le Vietnam remet aussi en cause beaucoup de concepts, hérités du stalinisme, qui ont subsisté dans les partis communistes, comme - pour le cas de la Belgique - les voies spécifiques pour construire la société socialiste", ou le refus de se préoccuper des problèmes des autres pays et partis révolutionnaires comme une partie de soi-même.

Nous croyons que ce sont là des problèmes fondamentaux pour la formation des cadres communistes, et que même s'ils ne sont pas discutés dans le congrès, ils vont se présenter à tout moment dans la vie et l'activité des camarades du Parti Communiste. Nous proposons de continuer à les discuter dans les organismes du PC, dans la presse, dans le "Drapeau Rouge", de poursuivre, en permanence, la tribune de discussions pour donner un moyen de développer cette discussion et de donner aussi accès aux autres tendances révolutionnaires, et en particulier à la IVe Internationale Posadiste, à cette discussion.

A Propos des manifestations antinucléaires. J. POSADAS

La capacité industrielle est telle, actuellement, qu'on ne peut pas savoir tout ce qui se fait. Par exemple, ils peuvent décréter qu'il s'agit de secrets militaires et que personne ne peut les connaître, et ils font des caches souterraines, à 50,60 mètres, sans que personne ne soit au courant. Ils peuvent très bien construire une sorte de "ligne Maginot" pour envoyer leurs déchets atomiques jusqu'aux frontières avec l'URSS.

C'est un empoisonnement complètement superflu. Il est bon d'utiliser l'énergie atomique, mais pas s'il y a des déchets qui contaminent les gens. Le capitalisme ne peut faire autrement qu'il fait actuellement car l'électricité lui reviendrait plus cher et ce ne serait plus rentable pour lui. Mais la société socialiste fera autrement. Elle pourra utiliser la force de l'eau, de l'air, du soleil, et éliminer l'existence de ces déchets atomiques, et utiliser l'énergie atomique, sans produire tous ces déchets. Maintenant, l'énergie atomique empoisonne les gens parce que c'est la société capitaliste qui la produit, et elle tient compte, non pas de l'humanité, mais de la concurrence inter-capitaliste, ou de sa lutte antagonique contre les Etats ouvriers. Il ne s'agit plus seulement de concurrence inter-capitaliste, mais aussi de l'antagonisme avec les Etats ouvriers. Ils doivent alors réduire le temps socialement nécessaire pour produire - qui détermine le prix sur le marché - et produire sous une forme plus économique, pour eux. C'est pour cela qu'ils utilisent l'énergie atomique.

Dans l'atome il y a des éléments un million de fois plus petits qu'une semence et qui contiennent un million de fois plus d'énergie, que toute celle utilisée jusque maintenant c'est dire s'il y a assez de forces énergétiques! toute l'énergie qui est dans le soleil se trouve concentrée dans ces particules. On peut tout utiliser comme source d'énergie: l'air - comme les Grecs l'avaient déjà étudié -, ou l'eau. On peut tout utiliser. Le capitalisme ne le fait pas pour des raisons de rentabilité, de concurrence ou d'accumulation du capital. Ce qui décide de l'utilisation ou non d'une chose, ce n'est pas la nécessité humaine, mais le fait que cela convienne ou non au capitalisme. A l'heure actuelle, on pourrait déjà installer dans le monde entier des centrales d'énergie atomique sans aucun danger pour l'humanité, et en diminuant d'un million de fois tous les efforts humains actuels pour obtenir de l'énergie, que ce soit celle du charbon ou du pétrole. Par exemple: on peut supprimer l'extraction du charbon, qui est une chose inhumaine! On peut arrêter tout cela et laisser là le charbon... seulement pour voir ce qu'il sera devenu d'ici 500 mille ans....

Le développement de la capacité de la science a permis déjà de connaître ces particules qui font partie de l'atome, mais qu'aucun microscope ne parvient à voir. On connaît leur existence par le comportement qu'elles suivent. Ces particules ont une énergie telle que ce sont elles qui mettent tout le reste en mouvement. C'est un exemple de tout ce qu'il est déjà possible de faire aujourd'hui! Par exemple, il existe des avions qui volent à 3000 km/heure normalement, et qui se soulèvent et atterrissent verticalement. En quelques heures, on peut passer d'un continent à l'autre. Plus cette capacité scientifique va se développer, et plus le cerveau humain va acquérir une rapidité immense de calcul, de décision, et surtout, de compréhension. Une des raisons de la lenteur de la compréhension à l'heure actuelle provient des moyens arriérés qui existent pour établir les relations humaines.

Tout cela n'est pas déclaré par les mouvements écologistes. Ces mobilisations ne se dirigent pas directement contre le gouvernement, contre le système capitaliste; mais tout ce qu'ils posent comme exigence pour pouvoir vivre, pour permettre la dignité de la vie, pour empêcher la pollution, va contre le capitalisme. Ils ne se proposent pas d'affronter directement le système capitaliste ou le gouvernement. Mais le gouvernement capitaliste actuel, ni aucun autre gouvernement capitaliste, ni le système capitaliste ne peuvent répondre à ces problèmes. Ce sont donc des mouvements qui mettent le système capitaliste en question.

17 mars 1979

J. POSADAS

Editorial....Suite de la page 1

venant de la direction du PS. Mais la population à Huy, comme ce fut le cas à Andenne lors du referendum, voit que l'économie, la science, la capacité scientifique d'utiliser l'énergie nucléaire sont gaspillées, utilisées dangereusement par les sociétés capitalistes parce qu'elles ne cherchent rien d'autre que le profit maximum. Elles ne se préoccupent pas des besoins de la population, et encore moins de sa

santé ou ses conditions de vie.

Tous ces problèmes demandent qu'il y ait une discussion plus approfondie sur le programme et les perspectives du mouvement ouvrier. La régionalisation, même si elle était appliquée dans "les conditions démocratiques" réclamées par la FGTE ou le Parti Communiste, ne répond pas à ces problèmes fondamentaux, que ce soit celui de l'accroissement constant du chômage, du démantèlement du système de sécurité sociale, ou celui du pouvoir de la propriété privée capitaliste qui se manifeste avec toute son arrogance dans les compagnies d'électricité.

Il faut discuter des mesures pour défendre dans l'immédiat, le pouvoir d'achat des travailleurs, contre le blocage des salaires et pour un salaire minimum de 24.000 francs, pour l'échelle mobile des salaires, qui tienne compte réellement de l'augmentation du coût de la vie, et aussi des mesures pour mettre les bases essentielles de l'économie entre les mains de la classe ouvrière, par l'étatisation sous contrôle ouvrier, des principales sources d'énergie, des compagnies de production et distribution d'électricité, toutes les centrales nucléaires, toutes les grandes banques et les secteurs-clé de l'économie, et discuter la planification en fonction de tous les besoins de la population qui ne sont pas satisfaits - logements, écoles, bâtiments publics, transports en commun, soins de santé etc... Il faut mettre en discussion un programme de transformations sociales du pays pour sortir la Belgique de la crise.

16.4.1979.

LES ELECTIONS EUROPEENNES ET LE PROGRAMME ANTICAPITALISTE

L'Europe ne s'arrête pas aux frontières du Marché Commun Européen. Près de la moitié de l'Europe vit dans le régime des Etats ouvriers, qui représentent une force immense de progrès économique et social et sont le principal concurrent des pays capitalistes européens - surtout sur le plan social et des relations humaines. Tandis que la crise économique et sociale, morale et politique s'approfondit dans les pays comme la Belgique, la France, l'Angleterre, l'Allemagne etc.. dans les Etats ouvriers, il y a une élévation des conditions de vie, de la culture de la population. Il n'y a pas de chômage ni d'inflation ni d'empoisonnement de l'air, de l'eau, des aliments; il n'y a pas de jeunes sortant de l'école et se retrouvant sans travail, il n'y a pas non plus d'enseignants au chômage à côté de classes surpeuplées, ni des prix exorbitants pour poursuivre des études ...

Cette réalité de l'existence de 9 Etats ouvriers en Europe pèse de tout son poids sur l'Europe encore capitaliste et il faut en tenir compte aussi dans toute la campagne pour les élections européennes et pour discuter les perspectives que peut se donner le mouvement ouvrier des pays encore capitalistes en Europe.

Le Parlement Européen qui va se constituer après ces élections, le 10 juin, ne pourra pas répondre ni aux problèmes ni aux besoins des populations. Il représente la tentative des principales forces capitalistes - des sociétés multinationales -, de coordonner leurs actions, et la lutte entre elles afin de pouvoir faire face à l'énorme crise sociale et politique que l'Europe capitaliste ne cesse de subir(*). Dans le Parlement Européen, la majorité des députés sont des représentants du capitalisme. Toutes les lois électorales, qui sont déjà défavorables aux partis de gauche à l'échelle des provinces, des nations, le sont d'autant plus à l'échelle européenne. Et si une majorité de partis de gauche venait à se manifester au Parlement Européen, celui-ci n'a aucun pouvoir de décision, en aucune matière pour permettre à cette majorité de gauche d'imposer des changements de société et transformer l'Europe capitaliste.

Les élections européennes auront donc une portée fort limitée, quant à une perspective de transformations sociales par la classe ouvrière. L'importance qu'elles peuvent avoir est de donner une occasion et une tribune pour les partis ouvriers, les partis de gauche et les syndicats en vue d'élever l'unification européenne de la classe ouvrière. Mais elles n'ouvrent pas la voie à des solutions des problèmes de la classe ouvrière ni de l'ensemble de la population travailleuse, car elles ne portent aucune atteinte aux pouvoirs des grands capitalistes.

Nous croyons, par contre, que cette campagne électorale peut avoir de l'importance si le Parti Communiste, la gauche socialiste, les syndicats, les groupes "gauchistes" y interviennent avec un programme, qui aide à l'unification de la classe ouvrière face au capitalisme et pour transformer la société. Dans ce sens, un aspect fondamental est de montrer que l'Europe, ce sont aussi les Etats ouvriers! N'importe quel pays de l'Europe capitaliste qui cherche à se libérer de ce système, trouvera des points d'appui fondamentaux dans le camp des Etats ouvriers, dans le Comecon, et peut envisager une planification de son économie, en accord avec les Etats ouvriers. Un programme de luttes qui tend à rompre avec le capitalisme n'a donc rien de compliqué ou de terriblement difficile. Le Portugal de Mario Soares s'est enfoncé dans la crise, justement parce qu'il s'est accroché au système capitaliste au travers du F.M.I. au lieu d'avancer dans la transformation sociale et de s'appuyer sur les Etats ouvriers.

Mais la politique des partis socialistes - et en partie aussi du Parti Communiste - tend à montrer qu'il est possible de démocratiser, au travers notamment du Parlement Européen, la société européenne et de la rendre favorable aux masses, et capable surtout de répondre à leurs besoins et leurs problèmes. Il existerait une "voie nouvelle", différente de celle suivie par les Etats ouvriers d'Europe - qui est celle de l'expropriation des principaux capitalistes et de la planification de l'économie pour répondre aux besoins des gens, au lieu de répondre aux besoins du profit et du marché capitalistes - pour élever la société.

L'Europe que sont en train de former les grandes sociétés capitalistes, et ce sont elles qui jouent le rôle décisif et non un Parlement Européen même élu au suffrage universel - consiste dans une technification, une automation croissante de la production, le licenciement de centaines et de centaines de milliers de travailleurs en plus de 8 millions de chômeurs qui existent déjà, la liquidation des secteurs capitalistes les plus faibles ou non rentables ainsi que l'abandon des régions jugées sans intérêt pour le profit capitaliste, et ceci tant au plan de l'industrie que de l'agriculture.

suite page 4

Prolétaires de tous les pays Unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs

17 ème Année

N° 315

Le 18 Mai 1979

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs ; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar - 1060 Bruxelles.

Donner un prolongement politique aux luttes actuelles Editorial

Le nouveau gouvernement mis en place, avec Maertens à sa tête, ne va pas pouvoir donner une solution, favorable à la population, face à la crise capitaliste qui s'approfondit et continue à miner tous les secteurs de l'activité sociale du pays. Pas plus que les précédents, ce gouvernement capitaliste ne pourra trouver un plan, un programme, pour faire face à cette crise dans un sens favorable à la classe ouvrière, à l'ensemble de la population, travailleuse.

Un exemple bien profond du niveau de la crise capitaliste est l'ouverture aux investissements de capitaux japonais. Une délégation japonaise est venue en Belgique visiter plusieurs entreprises dont Caterpillar, comme un exemple de ce qu'il est possible de faire, en Belgique. Les capitaux belges s'ont ailleurs, parcequ'ils ne trouvent pas suffisamment de profit en Belgique et ils invitent et stimulent les autres grands pays capitalistes à investir.

La victoire électorale des conservateurs avec Madame Thatcher, a été possible parceque les travailleurs n'ont rien fait pour gagner ces élections. Les luttes, les grèves vont se poursuivre et s'intensifier tout autant que sous le gouvernement travailliste de Callaghan. Cette victoire des conservateurs montre surtout l'échec de la politique de collaboration de classes, de la politique pro-capitaliste de la direction travailliste au gouvernement. De ce fait, l'ensemble de la population n'est pas gagnée à une politique supérieure.

Ces élections vont avoir des répercussions en Belgique et en particulier dans le Parti Socialiste, qui participe au gouvernement et applique une politique similaire à celle du Parti Travailleiste sans être complètement identique. Déjà aux dernières élections le Parti Socialiste a perdu des voix à cause de sa division en deux ailes flamandes et francophone, et de l'approbation et de la participation à tous les plans anti-démocratiques de la droite au gouvernement.

Il faut tirer les conclusions,

de cette défaite électorale du Parti Travailleiste en Angleterre pour discuter au sein du Parti Socialiste de la nécessité de lutter pour un programme contre le capitalisme, de s'opposer à tous les plans gouvernementaux contre les travailleurs contre les étudiants, les enseignants, les chômeurs, les malades..

La crise capitaliste s'approfondit et ce sont toutes les couches de la population qui en subissent les conséquences désastreuses. La multiplication des "accidents" de pollution, d'empoisonnement de l'air, de l'eau, des aliments montre la profondeur de cette crise du capitalisme qui ne lui permet plus de garantir la santé et la vie des travailleurs. Les aliments dans les magasins à grandes surfaces sont de plus en plus frelatés, additionnés, de produits chimiques qui obligent les exploitants à "garantir" le produit avec une date de fraîcheur.

Pour vendre et gagner, les grandes sociétés doivent recourir à ce type de dégradations des conditions de vie.

Les dernières manifestations, que ce soient les 80.000 travailleurs à Namur en Front Commun syndical le 29 Mars, ou les milliers de militants syndicaux le 7 Avril au Heyssel au meeting électorale de la FGTEB ou encore les 40.000 enseignants et lycéens accompagnés des parents le 5 Mai sont toutes des expressions, de la combativité et du ras le bol de l'ensemble de la population du pays contre la politique de régression sociale du gouvernement.

Si les manifestations du 1er Mai sont restées symboliques dans tout le pays, les travailleurs, les enseignants, les métallos ont fêté le Premier avant et après la date. Ce sont seulement les obligés qui viennent à la manifestation du Parti Socialiste et les militants à celle du Parti Communiste. La grande masse de travailleurs n'y vient pas parcequ'il n'y a pas de manifestation unitaire, et parceque les Syn-

suite page 4

Dans ces élections en Angleterre, les conservateurs et les travaillistes ont obtenu une grande quantité de voix. Il n'y a pas eu beaucoup d'abstentions.

Il y a eu des abstentions dans certaines zones, mais elles ont été toutes contre Callaghan, Ben et Foot. Les gens qui se sont abstenus, l'ont fait contre les dirigeants. La bourgeoisie a voté en masse, chose qu'elle ne faisait pas avant. Les voix des libéraux sont passées aux conservateurs, ainsi qu'une partie de celles des secteurs nationalisés. Cela explique pourquoi les conservateurs ont eu plus de voix. Une partie des voix des nationalistes, ont été aux travaillistes et aux écologistes. Les écologistes n'ont pas obtenu beaucoup de voix, et elles ne sont pas décisives mais le fait que les conservateurs aient obtenu plus de voix ne signifie pas un changement radical. Déjà antérieurement, les conservateurs avaient obtenu plus de voix, mais cela n'a pas empêché la crise intérieure d'éclater. Un secteur avait proposé de céder aux syndicats, alors que la direction était contre et ils ont fini par être mis en échec. Les relations de forces mondiales ne sont pas favorables aux conservateurs. Elles sont contre eux. En Autriche, les sociaux-démocrates viennent de gagner les élections et leur programme n'est pas complètement de droite, ils ont certains aspects, certaines racines qui affectent le système capitaliste, comme la sociale-démocratie allemande au travers de la position sur les 35 heures de travail-semaine.

Les élections ont eu lieu pendant de grandes luttes du prolétariat, et de grands affrontements avec sa direction travailliste. La classe ouvrière a affronté sa direction de façon très décidée, et dans des conditions très élevées, comme par exemple avec les piquets de grève. La classe ouvrière n'a pas eu peur d'affronter sa direction, même au risque de produire un affaiblissement de celle-ci. La lutte va continuer maintenant. Le prolétariat n'a pas abordé ces élections, affaibli, ni ne sort affaibli de ces élections. Il maintient le rythme élevé de sa capacité de lutte pour des augmentations de salaires, pour de meilleures conditions de travail, pour certaines étatisations. Il veut surtout des augmentations qui correspondent à l'augmentation du coût de la vie, et il maintient toutes ces revendications aujourd'hui. C'est le gouvernement travailliste qui a été mis en échec par les ouvriers dans les discussions sur les salaires, et aussi sur la défense de certains droits comme celui de faire des piquets de grève; même là où il n'y a pas grève qui est un moyen d'étendre le pouvoir de lutte de la classe ouvrière. Et cela la classe ouvrière va le maintenir et va affronter les conservateurs qui vont vouloir s'opposer à de tels droits.

Une partie importante des gens qui ont voté conservateur va appuyer le maintien et la défense de ce droit et va s'unir aux masses travaillistes. L'aspect fondamental de ces élections est que les masses travaillistes ne se sentent pas battues. Elles se sont engagées dans les élections en plein combat, et elles le poursuivent. C'est la direction travailliste et syndicale qui a été mise en échec.

Il faut considérer que le prolétariat ne va se sentir battu ou écrasé, ou affaibli, mais va comprendre que la direction politique, fait défaut. Le prolétariat n'a pas pu s'adresser à des secteurs impor-

LA DEFAITE DU PARTI TRAVAILLISTE

tants de la petite-bourgeoisie. Celle-ci n'a pas vu le prolétariat agir comme direction de la société, mais rester soumis à l'appareil du Parti Travailliste et des Syndicats

De cette façon, la classe ouvrière n'a pas pu exercer une influence sur une série de secteurs de la société, parce qu'elle parlait au nom de la tranquillité, de meilleurs salaires et rien de plus. Elle a laissé la société telle qu'elle, elle a laissé la classe dirigeante continuer à dominer, c'est à dire le capitalisme, et non le Parti Travailliste. Celui-ci a dirigé l'Angleterre au nom du capitalisme. De cette façon, le prolétariat ne peut exercer son influence sur les couches pauvres de la petite-bourgeoisie, ni sur les couches moyennes.

Le Parti Travailliste n'a pas permis à la classe ouvrière de développer sa capacité organisationnelle parce qu'elle n'avait pas les moyens de le faire. La direction travailliste l'en a empêché. Le prolétariat n'a pas pu entrer en communication avec tout le pays. Il n'arrive pas en core à le faire aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'un manque de combativité, de résolution ou de décision de sa part, mais du fait que la direction du Parti Travailliste et des syndicats l'en empêchent. Le résultat électoral est bien notable: le prolétariat a voté intégralement pour le Parti Travailliste qui a même gagné des voix dans des zones ouvrières. Cela veut dire que la lutte va se poursuivre, que le prolétariat ne s'est pas senti vaincu, mais va élever sa compréhension politique et impulser la direction pour la changer.

C'est une situation formidable pour que nos camarades développent, leur intervention. Il aurait mieux valu que les travaillistes gagnent sur la base de positions programmatiques, mais la situation actuelle ne signifie pas une stagnation, un recul, ou un coup pour les masses. Elles n'ont pas reçu ce résultat comme un coup contre elles. Elles ont affronté à plusieurs reprises la direction de leur Parti, elles vont affronter également les conservateurs et stimuler à la lutte les secteurs petits-bourgeois qui viennent de voter conservateur. Ceux-ci verront que les conservateurs n'offrent aucune solution.

Le manque de programme anti-capitaliste de la part de la direction travailliste et des Trade Unions, le manque de revendications répondant aux besoins des ouvriers, l'absence d'agitation autour des conquêtes faites par les ouvriers, ont déterminé le fait que la petite bourgeoisie n'a pas été influencée. Le prolétariat tout entier a voté pour les Travaillistes.

Le recul des communistes ne signifie absolument rien. Par contre; il faut donner de l'importance aux voix obtenues par les écologistes, qui sont plus de 30.000. Elles indiquent qu'il y a des couches de la petite bourgeoisie attirées par la lutte anti-capitaliste. Être écologiste aujourd'hui, c'est être anti-capitaliste. On ne peut lutter contre la pollution sans lutter contre le système qui en est la cause. Les méthodes de lutte des écologistes rappellent celles des anarchistes et des syndicalistes de l'époque antérieure quand ils affrontent la police, empêchent le fonctionnement des usines, occupent les voies de chemin de fer, cassent et jettent les marchandises polluées.

Mais si les écologistes agissent de cette façon, à une époque où il existe 21 États Ouvriers, c'est parce que la direction des Syndicats et des Partis ne donnent pas de programme pour lutter contre cet empiètement.

Il faut considérer que les conditions de lutte anti-capitalistes, ne vont pas diminuer. Si le prolétariat s'était senti battu, écrasé et affaibli, avec son parti vaincu, les conservateurs se lanceraient avec un programme de répression. Au lieu de cela, leur première attitude est de se montrer très prudent et précautionneux envers le prolétariat de proposer un plan de réconciliation nationale. Ils redoutent la réaction du prolétariat et son influence dans la prochaine, sur la petite bourgeoisie qui a voté pour eux.

Si le prolétariat ne l'a pas influence avant, c'est parce que la direction travailliste et des Trade Unions n'a pas proposé de programme de lutte anti-capitaliste. Le prolétariat n'a pas été écrasé, ni déprimé, ni déçu; il va continuer la lutte pour défendre ses conquêtes, les augmenter et tendre à changer la direction.

Le rapport de forces mondiales n'est pas favorable aux conservateurs. Les dernières élections en Autriche le montrent bien. Kreisky gagne à nouveau la majorité, c'est

un social-démocrate, mais dont la politique est supérieure à celle de la sociale démocratie allemande. Cette victoire est d'autant plus importante, que Kreisky avait été battu dans le référendum sur le nucléaire

Le défaite des travaillistes ne signifie pas que ceux-ci ont perdu, mais qu'ils ont laissé gagner les autres. La direction travailliste a agi de telle façon qu'elle ne pouvait pas gagner; pour le faire, elle devait chercher à influencer une partie de la population qui ne se laisse gagner que par la volonté de lutte et de progrès mise en avant par les masses, au lieu de cela, la direction du Parti Travailliste a mis en avant les intérêts d'accumulation du capitalisme anglais.

Il faut s'attendre, en Angleterre, à un aiguisement des luttes de classes, qui sera favorable à l'organisation de la gauche dans le Labour Party. Il faut intervenir de manière à aider à la formation de cette gauche. Le rapport de forces mondiales est favorable au développement de la lutte de classes et à l'intervention de notre Parti. Le prolétariat va tirer les conclusions de cette défaite de la direction. Il va voir que ce n'est pas lui qui a été battu, mais que c'est sa direction qui a préparé la défaite pour empêcher que le prolétariat ne continue à avancer. C'était là une politique délibérée de la direction pour empêcher le triomphe des masses travaillistes.

Le prolétariat anglais ne s'est pas senti battu

Les communistes ont à nouveau perdu des voix. Healy en a très peu obtenues. Les écologistes ont obtenu plus de voix que les communistes. La classe ouvrière ne se sent pas battue. Ce n'est pas un problème électoral, mais bien social, la classe ouvrière va poursuivre son affrontement contre sa direction, comme elle le menait sous le gouvernement Callaghan. Les conservateurs annoncent qu'ils vont restreindre les droits syndicaux. Ils le font au nom du capitalisme mondial qui prépare la guerre et qui fait des essais, comme en Angleterre maintenant, pour voir comment vont les choses pour lui.

Ils font cela pour essayer de surmonter la crise du capitalisme. Mais ces élections ne sont pas une défaite pour les masses, elles sont une défaite pour la direction bourgeoise du Parti Travailliste. Il faut encore voir quel est le nombre d'abstentions. Ces élections ne sont pas quelque chose de déterminant. Il faut voir que récemment en Allemagne, la social-démocratie a emporté un centre électoral vital pour la démocratie chrétienne, elle a gagné 2% et la CDU a perdu 2%.

Le résultat de ces élections n'exprime pas l'existence de courants de tendances. Il s'agit d'un problème local de ce pays, déterminé par la réaction de la bourgeoisie, qui s'est concentrée derrière les conservateurs. Les libéraux et les groupes régionalistes ont perdu des voix. Ce n'est pas une défaite du prolétariat, même si la bourgeoisie a l'avantage de se trouver au gouvernement. La classe ouvrière n'a pas été intimidée et elle va bientôt le démontrer. Son programme de lutte va être le même que si Callaghan avait gagné.

C'est la direction bourgeoise du Parti Travailliste qui a été battue, elle voulait combiner une orientation bourgeoise avec un appui ouvrier. Les ouvriers ont voté travailliste, mais un secteur important de la petite bourgeoisie ne l'a plus fait. Les voix perdues par les libéraux ne proviennent pas de la classe ouvrière, ni de la petite bourgeoisie pauvre, mais de la bourgeoisie elle-même. Les élections sont seulement une indication pour voir une tendance. La conduite de la classe ouvrière dans les grèves a été importante. Les grèves n'ont pas été le fait de secteurs fondamentaux, mais marginaux. L'ensemble de la classe ouvrière n'est pas intervenu. Et ce fait aurait pu avoir des effets nocifs, dans le sens de diminuer l'influence du prolétariat sur la petite bourgeoisie. Mais il n'y a eu aucune désaffection importante de la classe ouvrière.

Si les dirigeants comme Ben et Foot, qui se disent de gauche, ont perdu des voix - même en ayant été élus - c'est parce que la classe ouvrière a refusé de voter pour eux.

La direction travailliste n'a pas fait une campagne pour gagner. Il faut mesurer la concurrence interne bourgeoise et les différences de situations qui peuvent se poser: En Allemagne, il y a une grande montée des luttes; en Angleterre également mais la direction les freine. En Allemagne la direction social-démocrate freine également, mais elle doit céder parce que le mouvement syndical est plus à gauche que le mouvement politique. Les grèves de l'acier et de l'imprimerie ont signifié des conquêtes très grandes, car elles sont une base pour le développement du mouvement ouvrier. Toutes ces luttes vont peser à l'échelle

de tout le continent européen, et les mouvements ne partiront pas de la défaite électorale, mais des victoires des masses en Allemagne, en Italie ou même en Angleterre.

Le Parti Travailleiste a mené une campagne en silence. Il n'a pas voulu que le prolétariat pèse sur la petite bourgeoisie, comme il l'avait fait dans les grèves. Il a bloqué les voies de communications du prolétariat vers la petite bourgeoisie. Le gouvernement a interdit les grèves le Premier Mai et est intervenu brutalement contre les manifestations, bien que les manifestations, étaient petites. Quelques jours auparavant, un camarade du groupe de Cliff était assassiné et 15.000 personnes sont allées à son enterrement. La direction travailleiste a empêché l'utilisation des moyens qui lui aurait permis de triompher, de peur de provoquer une élévation de l'intervention de la classe ouvrière. Ils espéraient gagner sans mobiliser et permettre ainsi à l'appareil de dominer. Ils ont couru le risque de perdre et ils ont perdu.

Nous avons pensé que les travailleistes allaient gagner, parce que nous avions vu que la classe ouvrière se sentait capable et résolue. Il fallait voir. Les journaux mêmes, qui avaient commencé par donner 10% d'avance aux conservateurs, donnaient aux travailleistes des possibilités de l'emporter, les derniers jours avant les élections. C'est là une bonne expérience pour le reste de l'Europe. On ne peut pas faire une bonne campagne de grèves, de luttes, si on n'a pas de programme ni d'objectif: c'est de cette manière que la classe ouvrière peut s'adresser aux autres secteurs de la population et montrer sa capacité à résoudre les problèmes. Au lieu de cela, on l'a coupé du reste de la population. La classe ouvrière n'avait pas d'instrument pour parvenir à influencer le reste de la population, car elle ne peut communiquer avec elle qu'au travers du programme, de mobilisations pour un programme d'étatisations, de planifications, de réduction des heures de travail, de meilleures conditions de vie, de dépollution de la pollution et de l'empoisonnement de l'alimentation. Dans le cas de l'Angleterre, la classe ouvrière n'a pas pu s'adresser, en tant que classe, à toute la population; elle l'a fait seulement au travers de la direction travailleiste et des Trade Unions.

Cette direction du Labour Party, aussi bien que des Trade Unions est bourgeoise. C'est pour cela que ces élections ne sont pas une défaite du prolétariat, mais bien de la politique bourgeoise de la direction travailleiste. Le prolétariat ne se sent pas battu, il ne s'est pas enfermé à la maison, et il ne va pas supporter que les conservateurs soient les gagnants. Il va poursuivre les luttes.

C'est une expérience pour la France, pour l'Italie, pour toute l'Europe. Pour pouvoir communiquer avec toute la population, le prolétariat a besoin d'un programme de planification, d'étatisations, de contrôle ouvrier, de contrôle des aliments, d'intervention contre la pollution de l'air, de l'eau, de la nourriture, et un programme contre l'exploitation: il faut diminuer les heures de travail en maintenant le salaire, augmenter le contrôle ouvrier sur la production et montrer qu'en faisant des étatisations on est en mesure de faire un programme de façon à résoudre tous les problèmes

mes de la population.

En Angleterre, des milliers et des milliers de travailleurs sont licenciés. Le Parti Travailleiste n'en dit pas un mot. Le Premier Mai, il a envoyé la police pour réprimer. Les gens voient cette direction, ils ne voient pas de différence entre elle et le Parti Conservateur. La classe ouvrière, par contre, prenait le Parti Travailleiste comme un centre pour se regrouper et s'adresser à la population.

Tout ceci va aiguïser la crise du centre et de la droite du Parti Travailleiste et pousser à un plus grand gauchissement, indépendamment de Ben et de Food. La classe ouvrière va pousser à un gauchissement du Parti Travailleiste. Les conservateurs vont essayer de limiter le droit de grève, les droits démocratiques, comme la bourgeoisie essaie de le faire en France - en réduisant le droit de grève des travailleurs de la télévision.

Face à cette crise de la bourgeoisie, le prolétariat doit s'adresser, en tant que classe, au reste de la population, montrer que le capitalisme est incapable de diriger, qu'il fait régresser l'économie. Face à cela, le prolétariat doit donner un programme. Les gens doivent le voir. Ces élections ne vont représenter aucun triomphe pour le capitalisme en Angleterre, et dans le reste de l'Europe. Mais elles donnent la possibilité aux capitalistes d'avoir plus de poids dans l'appareil d'état et de déterminer certaines mesures en leur faveur.

Cela sera possible dans la mesure où la direction travailleiste, respecte les formes bourgeoises et voudra soumettre les masses à ce gouvernement "démocratiquement élu". Rien n'est plus faux: il a été élu de la façon la plus trompeuse, parce que les masses n'ont pas eu des moyens d'intervention et de conceptions. C'est une chose criminelle de la part de la direction travailleiste, de ne même pas avoir fait un meeting pour dénoncer la direction capitaliste qui empoisonne les aliments, licencie les ouvriers tous les jours, réprime les gens, assassine un travailleur, militant communiste et bien d'autres avant lui.

Le prolétariat ne se sent ni battu, ni vaincu. Il vient de soutenir de grandes grèves, avec un sentiment et une résolution combative très élevée. Il a affronté le gouvernement, le patronat, le grand capital, la direction syndicale et les autres, tous ont fait reculer. Sa résolution de lutte était imposante, à tous points de vue. Il a passé outre, la tentative du gouvernement de limiter les augmentations de salaires à 5%. Un grand nombre de secteurs en lutte ont imposé le double d'augmentation. Il faut maintenir cette résolution de lutte et faire un programme en défense de toutes les conquêtes. S'opposer à toute tentative de réduire les conquêtes faites par le prolétariat, sous les gouvernements travailleistes: que ce soit pour la sécurité sociale, le service de santé, les conditions de travail, les horaires de travail, les étatisations.

Il faut maintenir toutes ces conquêtes et unir les luttes pour les revendications à celle pour les étatisations. Il faut maintenir toute la résolution de combat pour assurer la continuité des conquêtes syndicales, sociales, économiques, et accroître les nationalisations. Le capitalisme va vouloir que le prolétariat paie toutes les conquêtes qu'

il a arrachées. Le gouvernement Callaghan n'a pas pu aller plus à fond parce qu'il dépendait de la base travailleiste. Il a essayé de contenir à 5% les augmentations de salaires, et il a presque chaque fois été mis en défaite. C'est avec le même sentiment de combat, qu'il faut faire le programme actuel et discuter dans le Parti Travailleiste, dans les Syndicats, dans chaque local syndical, dans les centrales ouvrières, à chaque réunion sur les lieux de travail, la nécessité de soutenir un programme conséquent, s'adressant à la petite bourgeoisie, dans le but de défendre toutes les conquêtes obtenues, de développer les revendications sociales, politiques et économiques, d'étatisations, de planification, d'augmentation des salaires, diminution des heures de travail, contrôle des aliments frelatés. Il faut refuser que la population soit empoisonnée par les impuretés et les aliments frelatés, lutter pour les 35 heures de travail-semaine, maintenir toutes les conquêtes obtenues et en obtenir d'autres nouvelles: Il faut, entre autres, unir les luttes pour des conquêtes salariales, de conditions de travail, de meilleure hygiène sur les lieux de travail à celles pour les étatisations et que le Parti Travailleiste et les Trade Unions mènent cette discussion pour l'organisation d'une direction qui s'occupe de ce programme.

L'expérience montre qu'à chaque conquête du prolétariat, la bourgeoisie riposte avec une augmentation

tion des prix, la diminution de la qualité des aliments. Alors les conquêtes de salaires perdent leur effet. La gauche syndicale dans les Trade Unions doit proposer un programme élevant les conquêtes anti-capitalistes, en même temps que les augmentations de salaires, de meilleures conditions de travail, de purification de l'environnement, d'assainissement des aliments, sous le contrôle des ouvriers, et élever la lutte pour les étatisations: sur cette base, on doit développer la gauche. Que les travailleistes développent cette tendance.

Le processus mondial indique une élévation et non un recul des luttes des masses. La défaite du Parti Travailleiste est circonstancielle; la raison en est la fausseté de sa direction politique, la conciliation avec le capitalisme organisée, par le gouvernement Callaghan. Ce ne sont pas les masses qui ont agi de cette manière. Il faut leur faire sentir. Les directions syndicales et politiques qui cherchent à répondre aux besoins de la classe ouvrière, doivent comprendre ce processus et le considérer de cette manière. Ces élections ne réfutent pas les expériences faites par les masses. Celles-ci sentent qu'elles ont été capables d'imposer de grandes revendications.

Un autre mot d'ordre fondamental, est celui de la lutte pour la République, ou la République Socialiste. Ce n'est pas moment de l'imposer, dans l'immédiat, mais il faut soutenir l'agitation et la propagande pour aboutir à cette conclusion, éliminer la structure royale, aboutir à une République Démocratique et Socialiste.

J. POSADAS

Le 7 Mai 1979

Tchécoslovaquie, Vietnam et les droits de l'homme !

La défense de Sabata, emprisonné en Tchécoslovaquie pour sa dissidence envers l'Etat ouvrier, a mobilisé divers courants de la gauche, en Belgique. Mais ceux-ci sont restés très silencieux devant la nécessité de se mobiliser pour appuyer le Vietnam socialiste contre l'agression de la direction réactionnaire de l'Etat ouvrier chinois. Cela veut dire avant tout que "la défense des droits de l'homme" est une façade, bien superficielle et abstraite, pour éluder une discussion et une recherche de comprendre la nature et la portée des problèmes qui se posent actuellement dans les Etats ouvriers.

Nous ne sommes pas d'avis que Sabata, ou d'autres "dissidents" se trouvent en prison et doivent y rester. Mais de là à défendre le droit de Sabata et autres à s'exprimer comme s'ils étaient les représentants du progrès communiste, ou de la volonté de la classe ouvrière de Tchécoslovaquie, il y a une marge énorme! Et si les camarades socialistes, chrétiens de gauche ou même communistes croient nécessaire de faire une telle défense, comme un moyen de faire progresser la démocratie socialiste en Tchécoslovaquie: pourquoi ne lèvent-ils pas le petit doigt devant l'agression criminelle que les dirigeants chinois ont fait contre le Vietnam qui représente justement, dans le mouvement communiste, une des expériences les plus élevées et importantes d'organisation de la démocratie socialiste?

En réalité, derrière cette agitation des "droits de l'homme indivisibles", il y a d'autres problèmes en jeu. Il faut les poser clairement. Les Sabata et autres défenseurs de la "Charte 77" ont une conception bien définie du "socialisme démocratique": elle se base sur une régression de la société Etat ouvrier en Tchécoslovaquie vers une forme d'économie mixte, vers une soi-disant neutralité de la Tchécoslovaquie qui devrait se retirer du Pacte de Varsovie, vers une pluralité, entre les partis ouvriers et les partis bourgeois. La démocratie qu'ils réclament, c'est la démocratie pour eux-mêmes et tous les dissidents, pour pouvoir reculer sur les conquêtes historiques faites par le prolétariat tchécoslovaque. Ce n'est pas la démocratie soviétique, ni une organisation permettant aux masses d'intervenir, discuter et décider, sur tous les problèmes pour faire progresser l'Etat ouvrier, car cela implique aussi de maintenir et élever, de toutes ses forces, l'unification de l'Etat ouvrier tchécoslovaque avec l'Union Soviétique et tous les autres Etats ouvriers. L'Union Soviétique est intervenue, en 1968, bureaucratiquement en Tchécoslovaquie, mais ce n'était pas pour faire reculer l'Etat ouvrier. Les dirigeants chinois ont attaqué le

(suite page 4)

DONNER UN PROLONGEMENT POLITIQUE...

dicats n'appellent pas à manifester comme en France, par exemple. La FGTB et la CSC n'ont fait aucun appel pour que se réalise une manifestation unitaire, pour centraliser, concentrer toutes les forces de la classe ouvrière, des travailleurs et de l'ensemble de la population du pays.

Les manifestations des ensei -

Editorial

gnants, des lycéens sont particulièrement importantes. Pour le capitalisme, l'enseignement ne représente aucun investissement productif. C'est un secteur "bouché" pour eux.

Les élections européennes...

Face au Parlement Européen des capitalistes, il faut chercher alors à rassembler les forces du mouvement ouvrier de chaque pays et de toute l'Europe capitaliste, et les unifier avec un programme qui reprenne les conquêtes les plus élevées du mouvement ouvrier de chaque pays. Il faut prendre appui sur les expériences historiques des Etats d'Europe qui ont exproprié le capitalisme, planifié l'économie et pu se développer sur cette base. Il faut poser les mêmes principes de lutte dans chaque pays capitaliste pour créer des bases d'une unification postérieure et planification en commun. L'unification européenne, peut être en premier lieu, celle du mouvement syndical pour imposer la semaine de 35 heures sans pertes de salaires, pour un programme d'imposition du partage du travail, de contrôle de la qualité des aliments, des conditions de travail et de vie de la population, contre la pollution chimique ou nucléaire, à échelle de toute l'Europe capitaliste.

Il ne faut pas s'en tenir strictement au vote le 10 juin pour le Parlement Européen, mais aussi discuter et faire avancer dans des actions communes, un programme commun de luttes pour des transformations sociales et pour réaliser les Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe. Ces Etats-Unis incluant également les Etats ouvriers actuels.

Nous appelons la classe ouvrière, les étudiants, la population, les partis socialiste et communiste, les syndicats, le mouvement écologiste, les groupes de gauche, à développer cette discussion.

Aux élections du 10 Juin, notre Parti appelle à voter pour le Parti Communiste et à l'impulser à mener cette discussion dans l'avant garde ouvrière et intellectuelle, avec les autres tendances de gauche. Nous appelons à voter pour le Parti Communiste qui - malgré toutes ses contradictions et le maintien de sa tendance "eurocommuniste" - doit tenir compte dans son programme et sa politique de ce fait fondamental que sont les Etats ouvriers en Europe et en particulier l'Union Soviétique.

Les socialistes vont aux élections européennes avec des positions de démocratisation de la société capitaliste, ils n'envisagent pas la nécessité de sa transformation. Ernest Glinne est placé en tête de liste du Parti Socialiste, pour lui donner le prestige d'une orientation de gauche, mais son programme ne correspond pas à cela.

Les groupes de gauche y vont avec un programme dirigé essentiellement contre les Etats ouvriers. Le mot d'ordre des Etats-Unis Socialistes d'Europe agité par les groupes de la LRT et d'autres qui se revendiquent du trotskysme, est une abstraction car ils ignorent complètement tout le processus de transformation socialiste de la société, qui se développe depuis 30 ans dans les Etats ouvriers d'Europe. C'est cela qui est le fait déterminant des "pays de l'Est" et non l'organisation de la "dissidence". La LRT propose, comme seule perspective d'unification ou de relation avec les Etats ouvriers, de former une Internationale des dissidents.

Le programme du Parti Communiste ne propose pas l'unification avec les Etats ouvriers d'Europe, mais même avec son insistance sur "l'eurocommunisme", il ne peut se séparer des pays socialistes, il ne peut rompre sa solidarité avec eux, sans se condamner lui-même à disparaître. C'est sa fonction historique et sa raison d'être, et c'est ainsi que le sent l'avant-garde ouvrière, le courant communiste en Belgique qui appuie le PC, que d'être le représentant du progrès historique et de la supériorité historique du programme des Etats ouvriers, de la construction du socialisme. Cet aspect est important dans la campagne des élections européennes. Il faut y affirmer que l'Europe, ce sont aussi les Etats ouvriers et montrer qu'il n'y a pas de perspective de progrès sans transformation socialiste de la société, comme eux l'ont fait. C'est pour cela, que nous appelons à voter communiste aux prochaines élections du 10 juin, tout en impulsant le Parti Communiste à élever son programme pour la transformation socialiste, pour discuter l'instauration des Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe, y inclus les Etats ouvriers qui existent déjà.

11 mai 1979

(*) voir les analyses de J.POSADAS :

- "les divergences entre les PC Français et Espagnol sur le Marché Commun" (23.7.78, paru dans Lutte Ouvrière n°305)
- "Le Parlement Européen et l'Europe socialiste" (1.8.77, paru dans Lutte Ouvrière n°290)
- "Le Marché Commun Européen, la lutte pour le progrès de l'Europe et la fonction des Partis Communistes" (4.12.78, paru dans Lutte Ouvrière n° 311)

Former des jeunes ne l'intéresse plus. Les former à quoi? Le capitalisme cherche à tout prix à diminuer les budgets de l'Education, de la Culture, et augmente la sélection des étudiants dans le secondaire et l'universitaire.

Ces manifestations des enseignants montrent que les gens cherchent d'autres valeurs humaines, d'autres relations humaines que le profit, qu'une carrière pour gagner beaucoup d'argent. Les enseignants, les étudiants veulent apprendre, pour que les connaissances servent le progrès humain, servent à élever les relations humaines, servent à approfondir la connaissance du développement de l'humanité depuis la préhistoire jusqu'à aujourd'hui. Que la chimie, la physique toutes les connaissances scientifiques immenses acquises jusqu'à aujourd'hui, soient utilisées pour changer le monde, pour changer la société, pour progresser et non pour fabriquer du chômage, de la pollution, des soldats, des machines pour exploiter les gens et des armes pour les tuer.

Les travailleurs n'ont pas manifesté le Premier Mai, mais ne se sont pas arrêtés un seul instant. Au travers des grèves, comme chez Hanrez, aux ACEC, ils ont démontré la recherche d'organiser un courant qui lutte pour un programme de changement de société. La grève des ACEC pour les 36 Heures de travail, est très importante et reflète ce que les travailleurs veulent avoir partout. Aux ACEC, les travailleurs, appliquent un mot d'ordre que tout le monde a dans la tête et cela depuis longtemps: LES 36 Heures !

C'est un exemple à généraliser dans tout le pays et qui montre qu'il est possible d'appliquer un point de programme qui tient à coeur tous les travailleurs, et qui a mis le patronat en échec. Et cela au travers de la cohésion, de l'unité de l'ensemble des travailleurs de l'usine.

C'est un précédent pour toutes les prochaines luttes à venir. Il faut discuter cette expérience. Et discuter également la nécessité d'élargir le programme de lutte, parce que les 36 heures même appliquées,

partout ne vont pas à elles seules, résoudre tous les problèmes. Elles vont résorber une partie du chômage mais ne vont pas imposer aux capitalistes belges de rester dans le pays. Le patronat va également chercher à récupérer en accélérant les cadences de travail, en augmentant la productivité, et en introduisant des perfectionnements mécaniques et techniques, en mettant à la prépension et en n'engageant pas de nouveaux travailleurs. De plus, si tous les pays européens accordent les 36 Heures en 1980, cela ne va pas accentuer la concurrence entre eux. Il faut donc discuter un programme plus général pour que le progrès de l'automation serve à la population, pour que la population décide comment, quoi, pour qui produire, que les Syndicats discutent un plan de développement du pays en fonction des besoins des gens, pour un enseignement au service du progrès. Voilà quel programme, il faut discuter pour donner une solution à la crise. Le capitalisme ne peut pas développer un tel programme qui va contre ses intérêts. Ce sont donc toutes les forces du mouvement ouvrier qui doivent le discuter.

Le 15 Mai 1979

LE NUMERO 316 de
LUTTE OUVRIERE
SORTIRA LE 8 JUIN

DERNIER TEXTE

DE J. POSADAS

ETAT OUVRIER,
SOCIETE SOCIALISTE
ET L'INVASION DU VIETNAM
PAR LA DIRECTION
CONTRE REVOLUTIONNAIRE
DE L'ETAT OUVRIER CHINOIS
Le 7 Mars 1979

Sur demande à l'adresse du
journal: Prix : 30 Francs.

En vente dans certaines
librairies à Bruxelles et
Louvain la Neuve.

Pour tous renseignements :
Ecrivez à Lutte Ouvrière:
Boite postale 273 Charleroi

TCHÉCOSLOVAQUIE, VIETNAM ET LES DROITS DE L'HOMME !

(suite de la page 3)

Vietnam en détruisant tout ce qu'ils pouvaient sur leur passage, avec la volonté bien délibérée de porter un coup à l'économie, à toute l'infrastructure de l'Etat ouvrier vietnamien, pour lui créer des difficultés et contenir son influence et son rôle d'attraction dans toute cette région du monde, par concurrence contre eux.

Il faut faire cette comparaison. Les camarades socialistes, et des différents groupes qui ont participé à cette activité pour Sabata peuvent critiquer tout ce qu'ils jugent nécessaire en Tchécoslovaquie quant au fonctionnement bureaucratique, aux limitations de la direction de l'Etat ouvrier, mais il faut le faire sur la base d'une défense inconditionnelle de l'Etat ouvrier par rapport au capitalisme. Et pour cela, il faut aussi intervenir sur le problème du Vietnam et de la Chine! Tous ces camarades étaient bien absents quand s'est tenue la journée d'études et de débats sur ces problèmes. Le Parti Communiste s'est montré aux deux réunions, mais en envoyant des délégués à titre personnel, ou comme simples observateurs, sans intervenir pour donner des idées, pour aider à clarifier et mieux comprendre les problèmes de la construction du socialisme. C'est une discussion qui va continuer, qui est indispensable et que nous appelons à poursuivre au sein du Parti Communiste, de la gauche socialiste, des groupes de gauche, des groupes chrétiens.

LA RELIGION DANS L'ETAT OUVRIER POLONAIS J.Posadas

22 décembre 1979

Ce texte est extrait du Rapport Politique à
6ème Conférence Européenne de l'Internationale

La pratique de la religion en Pologne n'est pas la même que dans un autre pays, comme par exemple l'Italie. Les gens pratiquent la religion en Pologne, tout en s'appuyant et se basant sur l'Etat ouvrier. Une très grande partie des catholiques ont été gagnés par l'Etat ouvrier et n'acceptent pas que la situation change. L'année passée, les catholiques de Pologne ont établi la déclaration suivante: "nous sommes catholiques, nous croyons en Dieu, mais nous croyons aussi dans l'Etat socialiste". Il y a là un progrès de l'influence de l'Etat ouvrier sur la pratique religieuse.

La solidité de la Pologne tient dans la classe ouvrière et la population, qui a déjà discuté la légitime prépondérance, la supériorité de l'Etat ouvrier par rapport à la propriété privée. L'autorité et le développement de l'Etat ouvrier créent une relation nouvelle entre propriété privée - propriété étatisée, Etat ouvrier et religion. Il y a un état de progrès, de déséquilibre à la recherche d'un nouvel équilibre, qui rompt la stricte soumission à la religion, à la propriété privée. Mais la propriété étatisée a besoin, à son tour, pour progresser, des idées qui permettent d'évoluer librement; autrement elle reste dépendante de la pensée religieuse.

La pensée religieuse subsiste, mais elle doit s'adapter à la propriété étatisée et planifiée, qui va, en définitive, désorganiser la religion, alors que la religion ne va pas désorganiser la propriété étatisée. Il y a une évolution dans ce rapport de forces. Ce processus, n'a pas de direction mais c'est l'Etat ouvrier qui détermine sa conduite, son comportement et sa structure. La religion doit aller vers la propriété étatisée et la planification, qui sont contre la pensée religieuse.

Gierek sait tout cela, même s'il ne l'applique pas. Ce n'est pas un risque qu'il y ait des catholiques et l'Eglise dans les Etats ouvriers. Mais il y a une politique incorrecte de la bureaucratie, qui aurait pu gagner beaucoup plus les gens croyants du monde. Malgré cela, l'Etat ouvrier démontre qu'il est supérieur. Il l'a montré aussi avec Staline: Staline a tué tous les révolutionnaires qu'il a pu; mais c'est lui qui a fini par disparaître. Comment croire que le pouvoir de la religion dans l'Etat ouvrier est supérieur à celui d'un Staline!

La religion n'a pas de force sociale qui lui permettrait de se maintenir plus que le stalinisme. Car la religion est un mouvement de pensée, de sentiments, qui change au fur et à mesure qu'il entre en contact avec la réalité, tandis que le socialisme était un instrument, qui dirige un pays et le pouvoir bureaucratique ne pouvait pas se laisser changer, il engendre une structure de pensée, d'idées, d'intérêts qui correspondent à ce pouvoir.

Il faut intervenir pour aider l'Etat ouvrier polonais à progresser. L'appareil bureaucratique ne représente pas l'Etat ouvrier, il le déforme. L'Etat ouvrier polonais est représenté par les ouvriers de Stettin et Dantzig et aussi par la direction qui a du admettre Stettin et Dantzig sans réprimer. Ici, ils n'ont pas réprimé contrairement à ce qu'ils avaient fait en Hongrie. Il faut tenir compte que c'est le troisième soulèvement qui se produit en Pologne, sans faire aucun tort à l'Etat ouvrier. Dans n'importe quel pays capitaliste, les soulèvements produisent des dommages pour l'Etat, mais pas en Pologne. La classe ouvrière développe une vie politique, même si elle n'a pas accès à la vie officielle pour s'exprimer.

En Pologne existe une des plus grandes couches bureaucratiques, de tous les Etats ouvriers, parce qu'il y a le secteur paysan le plus arriéré, qui a été maintenu délibérément sans aucune nécessité. J'ai posé cela, dans un article en 1971 (*). Il n'y a aucune nécessité de conserver les petites propriétés parcellaires dans l'agriculture en Pologne. Il s'agit là d'une mesure bureaucratique, datant de l'époque de Staline. Postérieurement, le secteur de Kroutchev a permis que ce secteur continue à exister, pour s'appuyer sur lui. Ce n'est pas par fatalité que cette propriété privée dans les campagnes existe encore. C'est une partie de l'appareil bureaucratique.

Il y a aussi une petite-bourgeoisie nationaliste assez nombreuse, mais c'est une couche éloignée de la population. Par contre, les jeunes qui étudient sont révolutionnaires et sont contre les tendances à la propriété privée. Même les enfants des paysans propriétaires sont contre la propriété privée. (suite page 2)

(*) J.POSADAS: "Les Grèves, les événements en Pologne, la Révolution Politique et la Révolution Socialiste Mondiale" - 21/12/1970 (adopté comme résolution par le Secrétariat International. Paru dans "Lutte Ouvrière" n° 145 du 1/1/1971)

Prolétaires de tous les pays Unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE

ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 17ème Année N° 316 1e 8 Juin 1979

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros: 80 Frs; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien: 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable: Cl. Pôlet, 20, Place Morichar - 1060 Bruxelles.

Pour un vote anticapitaliste aux élections européennes

 éditorial

Les élections européennes vont se dérouler au milieu d'une crise énorme de tout le système capitaliste mondial, et européen en particulier. Tous les discours de la bourgeoisie sur les bienfaits et la nécessité de l'Europe unie ne peuvent cacher cette crise ni la faire apparaître aux yeux des populations comme le résultat d'une fatalité, indélépendante du régime capitaliste. Au moment de ces élections, il y a de grandes mobilisations syndicales ou politiques, dans de nombreux pays d'Europe capitaliste, et en particulier les récentes manifestations d'écologistes qui montrent, de la part de larges secteurs de la petite bourgeoisie le refus du pouvoir et des impositions capitalistes. Il y a eu de grandes mobilisations des métallurgistes allemands pour la semaine de 35 heures, et les luttes des sidérurgistes en France, en même temps que les grèves en Belgique. Il y a eu d'importantes victoires, des partis de gauche dans des élections partielles ou municipales en France et en Espagne, en Angleterre (où tout de suite après la défaite des travaillistes aux élections législatives, ceux-ci remportaient à nouveau la majorité dans des élections municipales) et en Suisse, où pour la première fois dans son histoire plusieurs grandes villes ont une majorité de gauche et Genève, un maire communiste! Les élections en Italie ne signifient pas une régression de la gauche; la perte de voix du Parti Communiste est surtout la conséquence d'un nettoyage dans le parti, où des secteurs qui vivaient du clientélisme s'en vont, tandis que la classe ouvrière s'est concentrée pour affirmer dans le Parti Communiste sa volonté de transformations sociales de l'Italie.

Une expression de la maturité de l'Europe pour des changements sociaux, c'est le voyage du Pape en Pologne. Celui-ci y va, justement maintenant pour essayer de démontrer par des manifestations de ferveur, de la population polonaise; que ce n'est pas le socialisme qui résoud les problèmes des masses, qu'il n'est pas nécessaire de vouloir des transformations sociales. Le Pape intervient, au nom du capitalisme, pour contenir cette volonté de lutte des masses catholiques d'Europe; capitaliste, mais il le fait avec une faiblesse immense: on peut voir que les masses "catholiques" de Pologne, sont catholiques, mais sont aussi pour l'Etat ouvrier. Le Pape n'a pas pu dire un mot contre le socialisme, ou pour appeler la popula-

tion polonaise à revenir au régime, capitaliste. Ce voyage exprime bien toute la faiblesse du capitalisme, qui cherche à utiliser le moyen de sentiments religieux, parce qu'il ne peut pas contenir la volonté de changements sociaux des masses par la démonstration de sa supériorité sur les Etats ouvriers.

C'est dans ces conditions, que le capitalisme fait ces élections européennes. Même si les partis de gauche rassemblent une grande force au sein du Parlement européen, ce n'est pas lui qui fera changer les conditions de vie des gens ou qui pourra contribuer à résoudre la crise du système capitaliste.

L'Europe des travailleurs est la force sociale capable de faire face à la puissance des grands monopoles capitalistes. Mais cette Europe ne peut dépendre ou espérer du fonctionnement du Parlement Européen pour se construire. C'est important dans ces élections européennes, de manifester la volonté de transformations sociales de la classe ouvrière, de voter contre le capitalisme. Mais ce doit être un moyen et une occasion pour manifester qu'il faut construire un front des tendances de gauche, un front des partis ouvriers et des syndicats au niveau de toute l'Europe capitaliste, unifier les mouvements et les mobilisations sur le plan syndical avec un programme qui reprenne pour toute la classe ouvrière d'Europe les conquêtes les plus élevées de chaque pays. La revendication des 35 heures, est importante pour toute la classe ouvrière d'Europe, et en même temps, il faut dire que ce n'est pas elle qui résoudra le chômage, les licenciements, l'automation sur le dos, des travailleurs, la pollution capitaliste. Il faut incorporer cette revendication dans un programme anti-capitaliste commun à toute la classe ouvrière européenne: pour l'expropriation des grandes sociétés capitalistes et leur mise en fonctionnement sous le contrôle ouvrier avec une planification en commun de toute l'économie; pour le contrôle et l'élimination de toute la pollution chimique, nucléaire, que fait le capitalisme de toute la (suite page 4)

voir page 4

Mettre l'énergie
nucléaire au service
de la population

Il y a quelque temps, "L'Unità", (Journal officiel du P.C. italien), a publié un article disant qu'il n'y avait aucune nécessité à cet arrièrément de la production en Pologne.

Avant, les communistes italiens défendaient le maintien de la propriété privée dans les campagnes en Pologne, au nom du pluralisme; maintenant, ils disent, qu'elle ne répond à aucune nécessité et que c'est une chose stupide. Ils montrent dans cet article, que ce n'est pas le manque de moyens, mais bien l'appareil bureaucratique qui maintient la propriété privée, et il agit ainsi parce qu'il y a une camarilla bureaucratique terrible que Staline avait stimulée parce que cela lui convenait.

Tous ces aspects des Etats ouvriers actuels sont des résidus de l'époque de Staline et, dans le cas de la Pologne, un résultat des limitations de cette direction, qui ne sait pas comment avancer parce qu'elle a une structure bureaucratique. Le problème de la Pologne est un problème de direction, et non un problème de terres.

Le capitalisme a cherché à influencer la Pologne, comme aussi l'Etat ouvrier allemand, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, soit au travers du marché noir, soit par d'autres moyens. Mais le marché noir ne décide pas du cours de l'économie ni de la direction de l'Etat ouvrier. On le laisse, mais ce n'est pas lui qui décide. 50% de ceux qui font ces échanges et tout ce jeu, sont des fonctionnaires du gouvernement, de la bureaucratie, de la droite du Parti. Tout cela existe, en Pologne, mais il y a en même

temps un très grand progrès social, politique et en partie, économique. Il n'est pas plus grand sur le plan économique, à cause de l'incapacité de la direction. Mais c'est la politique qui va déterminer le développement de l'économie, et pas l'inverse. Le développement de la politique est bien assuré et est très profond dans la classe ouvrière. Dans une grande partie de la petite bourgeoisie et aussi parmi les enfants des familles paysannes, qui sont gagnés par l'influence communiste. Si l'économie avait une force supérieure, elle déterminerait la politique de la Pologne. A l'époque de Staline en URSS, il y avait aussi du marché noir. Dans l'Allemagne Etat ouvrier, également. Maintenant, on lui donne le nom de "Intershop"; c'est une façon d'empêcher le marché noir clandestin, mais il n'en existe pas moins (intershop = magasin vendant des produits particuliers, rares ou de luxe, et où l'on ne peut acheter qu'avec des devises des pays capitalistes).

Ces aspects sont la conséquence du manque de direction politique à l'époque de Staline. C'est la bureaucratie qui s'est formée en substitution du parti conscient de la construction de l'Etat ouvrier. Mais dans tout ce processus, la bureaucratie n'élargit pas, ne développe pas son pouvoir, elle le diminue et c'est, au contraire, la force, le poids et le pouvoir du prolétariat, à échelle mondiale, qui s'accroît. Par prolétariat il faut entendre: le prolétariat proprement dit, les partis communistes et les directions qui développent les Etats ouvriers. Elles ne représenteraient pas la classe ouvrière, si celle-ci pouvait intervenir directement. Mais la classe ouvrière ne peut pas in-

La religion dans l'Etat

tervenir en abstrait, elle doit le faire au travers d'organes, c'est à dire des partis, des syndicats dans lesquels elle avance. S'ils étaient un obstacle à son avance, ce serait une autre chose. Il y a eu des soulèvements populaires en Pologne, en Allemagne, en Hongrie, mais dans aucun de ces pays, on n'est revenu à Staline, ni au capitalisme: on est allé de l'avant.

Toutes ces couches bureaucratiques vont continuer à fonctionner, encore pendant tout un temps et peser et entraver les conditions de vie des Etats ouvriers avec leur marché noir ou les intershops. Mais ils ne peuvent pas développer leurs forces ni leur pouvoir; au contraire, ils en perdent chaque fois plus

Le capitalisme prenait la Pologne comme un centre pour l'attirer, tout comme la Yougoslavie, la Roumanie, pour affronter les autres Etats ouvriers. Il a échoué. En considérant les intérêts bureaucratiques, en présence, l'impérialisme avait de l'espoir de pouvoir développer une opposition à l'Etat ouvrier. Mais le développement économique et social du pays ont poussé la bureaucratie à devoir affronter le capitalisme. Il n'y a aucune espèce de perspective ni de conditions pour que le capitalisme rencontre un appui social en Pologne.

Ce n'est pas vrai que la Pologne est religieuse. Il y avait beaucoup de croyants aussi en Russie, mais ce sont des croyants qui défendent aujourd'hui la propriété étatisée. Ils continuent à croire en Dieu, mais l'expérience vivante de l'Etat ouvrier fait qu'ils restent près de l'Etat ouvrier, et pas près de Dieu. Ils laissent Dieu pour les moments les moins importants. En Pologne il y a plus de fonctionnement et de pratique religieuse que dans les autres Etats ouvriers; mais c'est aussi dans ce pays, et malgré ces conditions que les jeunes paysans viennent au Parti Communiste. Il faut tenir compte qu'en Pologne, existent des groupes de la bourgeoisie, qui ont encore des députés. Le capitalisme a essayé, au travers d'eux, de développer une forme de pouvoir et il n'a pas pu le faire. Il n'y a pas de base pour cela, parce que même les petits propriétaires, les paysans, n'ont pas intérêt à une modification de la situation du pays, car ils y perdraient tout. Ils bénéficient de certains avantages économiques grâce à l'existence de l'Etat ouvrier; ils n'auraient rien du tout si c'était un régime capitaliste.

Avant l'Etat ouvrier, il n'y avait pas de médecins, ni d'hôpitaux ni de moyens de transports dans les campagnes polonaises. Maintenant, il y a de tout. Les paysans savent que le capitalisme ne leur donnerait pas tout cela. Ils savent que cela provient de l'Etat ouvrier. C'est ainsi que se développe une couche de la population dans laquelle se combinent des intérêts d'Etat ouvrier, et des intérêts privés; mais c'est l'Etat ouvrier qui domine, et non l'intérêt privé. Cela peut être différent chez l'un ou l'autre, mais pour l'ensemble c'est l'Etat ouvrier qui est dominant parce que c'est lui qui fournit tout ce qu'ils ont. Les paysans savent que cela ne vient pas de leur propre effort capitaliste, mais bien de l'Etat ouvrier.

Un journaliste français, très critique envers l'Etat ouvrier polo-

nais et la bureaucratie, raconte, que sur 100 paysans qu'il avait rencontré, il n'y en avait que 3 ou 4, qui étaient prêts à revenir à l'époque antérieure; les autres, non. Il dit que les autres veulent plus de pouvoir, plus de développement, mais pas que la situation change. Les paysans lui disaient: "avant, nous n'avions pas d'écoles ni d'hôpitaux et maintenant il y a des universités à la campagne". Ils ne sont pas une base pour le capitalisme; autrement, celui-ci en aurait déjà profité bien avant.

Ce qu'il faut changer, ce n'est pas l'Etat ouvrier, mais la bureaucratie, la mauvaise direction, et encore pas toute la direction du Parti. Le prolétariat n'a pas encore de poids dans le Parti. Il a un poids social, mais non politique. Ce poids social s'exprime dans les deux mouvements très grands qui se sont déjà produits en Pologne, dont celui de 1956 qui fit changer le pays vers la gauche.

Le problème de la direction polonaise et celui des directions de quasi tous les Etats ouvriers, c'est que celles-ci doivent organiser un processus auquel elles ne se sont pas préparées; elles doivent développer politiquement le pays et elles n'ont pas de parti apte pour le faire. Il n'y a pas de Parti: tout le problème est là. Il existe un Parti de masses, qui défend l'Etat ouvrier, mais ce n'est pas un Parti dans lequel les masses interviennent pour diriger et administrer l'économie: voilà leur déficit. Ils n'ont pas organisé le Parti, parce qu'il y a la bureaucratie. Mais cette bureaucratie doit, de plus en plus, procéder à des interventions plus proches de ce qui est nécessaire. Elle ne le fait pas encore, mais elle le montre qu'elle va devoir le faire; les problèmes essentiels ne sont pas ceux de l'économie, mais bien ceux des relations sociales. Et en Pologne, il y a une des bureaucraties les plus pesantes de tous les Etats ouvriers.

Les critiques des Etats ouvriers se différencient les uns des autres sous plusieurs aspects. Celui qui cherche à faire des améliorations, sans toutefois représenter des idées, des expériences, une capacité, n'a pas beaucoup de valeur. On peut critiquer l'Etat ouvrier pour l'une ou l'autre chose qu'il ne fait pas ou qu'il fait mal; mais pas la totalité de l'Etat ouvrier, sans quoi on ne voit pas quelle est sa fonction. L'Etat ouvrier est un organisme qui fonctionne. Il a des aspects bureaucratiques, conciliateurs, des aspects égoïstes, mais ce n'est pas là la fonction historique de cet organisme; sa fonction, consiste à impulser la lutte pour le socialisme, et il l'a accompli. C'est sur cet aspect que nous nous basons

Des critiques et objections envers la bureaucratie peuvent être correctes, mais il faut voir que la fonction qu'accomplit l'Etat ouvrier est supérieure aux failles, qui apparaissent sous la forme de la bureaucratie, du développement d'aires bureaucratiques. C'est cela que nous voyons. Nous cherchons à faire les critiques et les jugements qui tendent à les corriger et en même temps à les impulser, et pousser le mouvement de l'avant. Nous ne faisons pas de disputes avec la bureaucratie, mais développons une nécessité de l'histoire humaine.

On doit voir la très grande quantité de limitations, de failles

en Italie: **VOTER P.C.I.** aux élections du 3 et 10 Juin 1979

Nous publions ci-dessous les extraits de la déclaration du PCR (T), section italienne de la IVe Internationale-Posadiste, sur les élections. Cette déclaration a été publiée (comme le montre le fac-similé) dans le journal du Parti Socialiste Italien, "Repubblica". Dans le prochain numéro de "Lutte Ouvrière", nous publierons l'analyse du camarade J. Posadas sur ces élections, ainsi que le texte complet du manifeste électoral de la section italienne

Il faut appuyer le Parti Communiste Italien pour le pousser à mener une politique de gauche. Il n'est pas vrai que, pour mettre en échec la Démocratie Chrétienne, il soit nécessaire d'affaiblir, faire reculer ou battre le PCI. Ce serait une façon indirecte de favoriser la Démocratie Chrétienne. On doit, au contraire, renforcer et faire avancer le PCI et en même temps, stimuler en son sein un débat polémique, et critique pour soutenir le progrès, la ligne et les objectifs du développement de la politique socialiste, anti-capitaliste du Parti. L'appel à battre le PCI favorise, de toute façon, les forces de la réaction et du capitalisme et ne favorise pas le progrès de l'Italie ni celui de la classe ouvrière. Il faut renforcer le PCI pour soutenir une politique de front unique de la gauche, avec un programme de transformations anti-capitalistes et avec la participation des syndicats. Ceux-ci doivent, comme un élément essentiel de la société, faire partie des organes de direction de l'appareil de l'Etat, de la direction administrative du pays et intervenir dans la planification de l'économie. La façon concrète d'affaiblir le de la Démocratie Chrétienne, qui représente le grand capital et le lien avec l'impérialisme mondial, est de la mettre en échec, d'inviter à voter contre elle et de soutenir les partis ouvriers et en particulier, le Parti Communiste Italien.

□ la Repubblica
giovedì 31 maggio 1979

PARTITO COMUNISTA RIVOLUZIONARIO
(TROTSKISTA)
SEZIONE ITALIANA DELLA
IV INTERNAZIONALE POSADISTA
VOTARE P.C.I.
nelle elezioni del 3 e 10 giugno

* Si deve appoggiare il Partito Comunista Italiano per spingere a condurre una politica di sinistra. Non è affatto vero che per sconfiggere la DC siano necessari l'indebolimento, l'arretramento e la sconfitta del PCI. Sarebbe questa una forma indiretta di favorire la Democrazia Cristiana. Si deve, al contrario, rafforzare e far avanzare il PCI per stimolare allo stesso tempo al suo interno un dibattito polemico e critico che sostenga il progresso, la linea e gli obiettivi dello sviluppo della politica socialista anticapitalista del Partito. L'appello a sconfiggere il PCI favorisce in ogni modo le forze della reazione e del capitalismo e non favorisce né il progresso dell'Italia, né quello della classe operaia.

Si deve rafforzare il PCI per sostenere una politica di fronte unico della sinistra, con un programma di trasformazioni anticapitaliste e con la partecipazione dei sindacati.

Quasi, come elemento essenziale della società, devono far parte degli organi di direzione dell'appareil statale, della direzione amministrativa del paese, intervenendo nella pianificazione dell'economia.

Il modo concreto di indebolire il potere della DC — che rappresenta il grande capitale e il legame con l'impérialismo mondiale — è quello di sconfiggerla, di invitare a votare contro la DC e di sostenere i partiti operai e, in particolare, il PCI.

(tratti dalla dichiarazione del P.C.R.T. del 28 maggio)
LOTTA OPERAIA - Casella Postale 5059 - 00153 Roma Ostiense

22 décembre 1979

et d'entraves qui existent dans l'Etat ouvrier, mais voir en même temps, la fonction historique de ce lui-ci, qui impulse la bureaucratie et la pousse, malgré elle, à élever la lutte vers le socialisme. La structure économique elle-même la pousse à cela; elle ne peut l'élever. Les critiques, les discussions doivent donc poser: oui c'est insuffisant, il faut corriger, mais il ne faut rien lésionner. Il faut prendre l'exemple des ouvriers de Stettin et Dantzig. Ils n'ont rien fait qui puisse lésionner l'Etat ouvrier. Quand les enfants de bureaucraties, les "hooligans" ont voulu se joindre à eux, ils ont dit: "ces gens-là n'ont rien à voir avec nous. Notre attitude consiste à sentir que l'Etat ouvrier, cet Etat ouvrier est l'instrument de l'histoire. Il en est de même pour la science: la science est encore limitée, mais elle est un instrument nécessaire, pour l'humanité, dans toutes les limites des moyens qui existent actuellement. Si par exemple, l'humanité dépassait et éliminait aujourd'hui même la lutte de classes, et également la bureaucratie, la science serait un million de fois supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui, sans pour autant faire beaucoup plus que ce qu'elle fait maintenant. Mais l'intelligence des gens s'élève et accroît la capacité scientifique de l'humanité. Au lieu d'un Newton, il y aura des Newton partout. Au lieu d'un Copernic, des Copernic partout

Il faut considérer l'Etat ouvrier comme un instrument auquel il faut être attentif et qu'il faut développer. C'est comme si on avait un outil, utile mais sale ou avec un défaut ou un bouton mal attaché. Il faut changer le bouton, mais pas l'instrument. La Pologne est un instrument de l'histoire, tout comme le fut Copernic à son époque. L'histoire, qui est impersonnelle, se développe de cette manière. Nous voyons les choses à corriger dans l'Etat ouvrier, mais non dans le but de l'écraser, de discuter, de créer des conflits, pour chasser les autres et nous mettre à leur place, mais dans le but de pousser de l'avant. Dans le cours de cette impulsion, la correction s'établit et on apprend alors à discuter en vue du progrès et non en défense de l'intérêt de fractions, de groupes, de tendances antagoniques. C'est comme dans l'espace: les corps se croisent et ne se touchent pas. Il y a cent mille charges électriques de grande puissance, et il n'y a pas de heurt ni de conflit.

En Pologne, en Tchécoslovaquie ou dans d'autres Etats ouvriers, on fait la file pour acheter certains produits. Mais dans des pays comme la France ou l'Italie, on doit faire la file pour vivre! Dans l'Etat ouvrier, on ne doit pas faire la file pour vivre, mais seulement pour obtenir certaines marchandises, et pas toujours. Dans les pays capitalistes, les gens font la queue pour vivre, tandis que ceux qui font la queue en Pologne, défendent aussi la vie du reste du monde.

La Pologne est un Etat ouvrier depuis à peine 30 ans. En 30 ans, elle a du surmonter les conséquences de la guerre, refaire tout l'appareil d'Etat, enseigner aux gens à diriger, payer toutes les conséquences de la guerre et, en même temps, supporter la bureaucratie. Mais la bureaucratie n'est pas le facteur essentiel de toutes ces limitations. Ceux qui critiquent la Pologne et la bureaucratie, ne di-

sent pas d'où sort ce pays, ils ne parlent pas de la situation antérieure.

Prenons, par contre, un pays comme l'Inde, qui n'a pas eu à supporter le stalinisme: où en est-il? que s'y passe-t-il? Les critiques disent: "voyez la Pologne, quel arrièrément, quel manque de libertés, on fait des files pour acheter...", et qu'était la Pologne avant? C'est un pays complètement détruit. Cela n'est pas à cause de la bureaucratie. La bureaucratie vient s'ajouter aux limitations dues aux conséquences de la guerre. Mais l'Etat ouvrier démontre toute sa supériorité, par le fait que cette même bureaucratie doit participer à un progrès immense du pays et agir au nom de la construction socialiste. Et qu'en est-il de la bureaucratie en Inde ou en Italie? ce sont des voleurs qui prennent tout pour eux, alors qu'il n'y a rien pour la population.

L'Etat ouvrier est un instrument de l'histoire. Il n'y en a pas d'autre. Il faut améliorer l'instrument. Cet instrument s'est créé dans des conditions de guerre, sous le stalinisme, il a subi l'arrièrément brutal que signifie le stalinisme; cependant en 30 ans, il a sorti la Pologne de son arrièrément. On ne mange pas beaucoup de nourriture. Mais il y a des universités, des hôpitaux, des médecins. En Italie, ce sont surtout les bourgeois qui mangent bien, le peuple, non. En plus il n'y a pas d'hôpitaux ni de médecins.

Nous cherchons à ce que l'instrument que sont les Etats ouvriers développe toute la capacité possible. Le capitalisme n'agit pas ainsi; il cherche à mettre des entraves, à mentir, tromper, pour empêcher que l'autorité de l'Etat ouvrier gagne la petite-bourgeoisie ou même certains bourgeois, ou des scientifiques qui passeraient dans l'autre camp.

Les vieux trotskystes comme Mandel veulent, quant à eux, corriger et le système capitaliste, et la bureaucratie, de façon à en faire quelque chose de nouveau, où Mandel, puisse être professeur, paraître dans les journaux, les revues. Ces gens ont des aspirations ingénues, étrangères à la compréhension du processus de l'histoire et ils ont des ambitions individuelles. Ils

aident le capitalisme, parce qu'ils lui donnent de l'autorité, des arguments que le capitalisme utilise au nom du vieux trotskysme; comme si, par ce seul fait ces types incarnaient la vérité. Mais Staline fut, quant à lui, un vieux bolchévique, nous ne nous basons pas sur cette qualification. Etre vieux, ce n'est pas une qualité. Une chose usée est aussi vieille.

Il existe un processus de très grande concentration dans le monde, et essentiellement dans les Etats ouvriers. Elle consiste dans le fait que sont en train de se réunir et se développer les facteurs déterminants du progrès de l'histoire et de la vie: le progrès de l'économie, la diminution de l'égoïsme individuel, de la forme de pensée individuelle qui est une base d'égoïsme, et un progrès chaque fois plus grand, ininterrompu, même s'il est parfois retardé ou ralenti, de la compréhension politique et de l'intelligence humaine. L'intelligence humaine comprend que tous les maux de l'humanité proviennent de relations sociales qui ne répondent pas à la nécessité humaine. Les maladies elles-mêmes sont un résultat de ces relations. Elles ne sont pas dues strictement aux relations sociales, mais ont un lien avec elles.

Nous faisons une défense intransigeante des Etats ouvriers. Nous faisons des jugements critiques persuasifs, destinés à améliorer le fonctionnement de l'Etat ouvrier, mais notre préoccupation essentielle est de nous adresser à un instrument de l'histoire. Le prolétariat, sait que c'est un instrument de l'histoire. Le prolétariat de n'importe quel pays le sait. Il l'a vu, il a vu que l'URSS a supporté Staline, les nazis et a triomphé des uns et des autres et réalisé un progrès immense de l'URSS. Le progrès est tel que les enfants vont dans la rue, sans que personne ne pense qu'il pourrait leur arriver quelque chose. La notion des relations humaines, telle qu'elle existe dans les pays capitalistes, est modifiée. Dans un pays capitaliste on dirait: "quelle mère! elle abandonne son enfant dans la rue".

Il faut considérer que la lutte qui se développe dans le monde, est une lutte entre une civilisation

on qui a déjà perdu son droit à l'existence dans l'histoire et une nouvelle civilisation qui n'a pas encore une direction consciente. Voilà de quoi il s'agit! Ce n'est pas une lutte de classe pour mieux manger; c'est la lutte pour une nouvelle civilisation, qui se manifeste au travers de la lutte de classes. Les armes ne décident pas l'histoire. Mais l'histoire se décide au moyen des armes: aux armes de la critique, répond la critique des armes.

Les directions des Etats ouvriers sont en train de sentir la nécessité de pensées, d'analyses, de jugements, d'organisation de nouvelles tendances. C'est un symptôme, pas encore un fait déclaré, de ce que les directions des Etats ouvriers voient que l'appareil et la politique actuels, sont insuffisants. Elles préparent de nouveaux bureaucraties. Mais en même temps, l'Etat ouvrier doit préparer des cadres éduqués dans la certitude de la supériorité de l'Etat ouvrier. Même si on leur enseigne une conception de tirer profit de l'Etat ouvrier, ils doivent aussi défendre l'Etat ouvrier. On ne peut donc plus qualifier la bureaucratie comme à l'étape de Staline. Cette bureaucratie dit à Carter: une demi-seconde après que nos appareils nous communiquent la proximité d'une attaque, les Etats-Unis disparaissent!".

On ne peut plus juger les Etats ouvriers au travers des formes bureaucratiques de leur fonctionnement mais pour leur fonction dans l'histoire. De la même façon, on ne peut juger notre intervention par le fait que nous sommes peu nombreux ou que nous ne pouvons aider qu'en écoutant ou en intervenant, mais bien par le fait que tous les courants dans le mouvement communiste mondial ont besoin de notre pensée, de nos jugements, de nos analyses, et expériences et de notre pureté. Notre pureté est une partie de la capacité de raisonnement dialectique; sans elle, il n'y a pas de raisonnement dialectique. Tous les raisonnements des directions des Etats ouvriers manquent de pureté, parce que celles-ci défendent des intérêts bureaucratiques.

Même si elles ont de bonnes intentions d'en finir avec le capitalisme, elles mêlent les intérêts bureaucratiques et le socialisme. Elles n'ont pas de pureté et cela s'exprime ensuite dans leurs analyses et leurs jugements: on voit les limitations, de ces directions. Mais c'est cela, qu'on cherche en nous.

22.12.1978

J. POSADAS

Le congrès du Parti Socialiste français:

une défaite pour le capitalisme 9 avril 1979 JPosadas

Le récent congrès du Parti Socialiste Français est une défaite pour le capitalisme, qui faisait tout pour gagner Mitterrand et a essayé de rompre le front communistes-socialistes. Ce congrès a eu lieu, tout de suite après une série de grandes victoires de la classe ouvrière, de mobilisations d'une importance et portée historique, comme celles des sidérurgistes contre les fermetures d'usines en France et l'alliance non organique - de secteurs importants de la police avec les grévistes. La France est secouée, impulsée à voir que cela ne se résoud rien avec ce gouvernement, qu'il faut des mesures de changement de propriété. Tout cela s'est exprimé, dans le congrès du Parti Socialiste Français.

Les divergences qui se sont

manifestées dans ce congrès ont une grande importance: ce sont des différences portant sur des positions de principes et programmatiques. Les positions de Rocard visent au développement d'une économie libérale, capitaliste; les mesures d'auto-gestion qu'il propose sont de la simulation, elles ne sortent pas du cadre capitaliste. Ce n'est pas de l'auto-gestion yougoslave, mais de l'auto-gestion capitaliste.

Mitterrand, par contre, propose le programme de l'Union Populaire qui, s'il n'élimine pas le capitalisme, lui coupe les pieds, et il propose l'alliance avec les communistes. Il ne s'agit pas de simples divergences entre bureaucraties, ce sont des divergences programmatiques, de principes. Mitterrand fait des propositions limitées, mais el-

les vont au-delà du capitalisme. Il ne propose pas une forme de propriété soumise au capitalisme. Il montre par là que lui - et toute une aile socialiste avec lui - comprend que le capitalisme ne sert plus, même s'ils gardent encore la vieille conception bureaucratique d'appareil.

La mûrissement du monde s'est exprimé dans ce congrès du Parti Socialiste. On ne peut considérer les socialistes comme s'ils étaient des vieux, dans un moule rigide, incapables d'assimiler. Ils apprennent. Ils ne sont pas capitalistes, ils sont conciliateurs mais ils ne sont plus des serviteurs du capitalisme. Cela ne veut pas dire pour autant, qu'on pourra les faire avancer jus-

(suite page 4)

Mettre l'énergie nucléaire au service de la population

Plus augmente la crise capitaliste, plus les problèmes de pollution de l'air, de l'eau, des aliments, ou les dangers de pollution provoquée par les déchets nucléaires vont augmenter. La prolifération des centrales nucléaires, construites sans aucune préoccupation pour l'environnement ou pour les gens, est une des conséquences de la course au profit capitaliste. Elle s'exprime de façon plus spectaculaire et concentrée dans le secteur nucléaire, mais elle existe à tous les niveaux de la vie du pays. Un simple exemple : l'industrie pharmaceutique, qui travaille pour faire des bénéfices capitalistes et entretient les maladies, provoque des accoutumances et provoque des besoins qui mettent en danger la vie et la santé des gens. La pollution nucléaire dans le régime capitaliste est un aspect de toute la pollution que celui-ci provoque dans tout.

Il faut s'opposer à la construction des centrales nucléaires par le capitalisme. L'approvisionnement, la fabrication et la distribution de l'énergie doivent être arrachés des mains du capitalisme privé, et les patrons de l'électricité, expropriés. L'Intercom, EBES et l'UNERG contrôlent pratiquement tout en ce qui concerne l'énergie. C'est au mouvement ouvrier, aux syndicats en particulier à prendre la direction de ce secteur vital de l'économie, et de le planifier selon les besoins, de la population, et pas selon le profit maximum.

Il faut s'opposer à l'utilisation, par le capitalisme, de l'énergie atomique, mais pas à cette énergie, en soi, car elle peut rendre de grands services pour le progrès de l'humanité. Mais tout progrès scientifique a une utilisation de classe. Dans le système capitaliste, la bourgeoisie utilise la technique pour elle. Le progrès technique augmente le chômage, les licenciements, détériore les conditions de vie des travailleurs. Il ne faut donc pas mettre en question le progrès scientifique, mais la bourgeoisie qui l'utilise pour son profit.

Depuis les Grecs jusqu'à Einstein, les découvertes scientifiques permettent et permettront à l'humanité de développer ses connaissances de l'organisme humain, et aussi du cosmos. Une toute petite quantité de matière capable de produire une énorme quantité d'énergie. L'utilisation de ces découvertes par le système capitaliste a servi à fabriquer des bombes, et des centrales nucléaires qui sont des fabriques de mort. Mais elle peut servir aussi à la propulsion des bateaux, par exemple, comme les brise-glaces soviétiques qui ont créé un passage dans les banquises au travers du Pôle.

Mais même dans le régime capitaliste, les scientifiques, en faisant leurs recherches, ont des objectifs de progrès humain, qui dépassent le propre régime capitaliste. Ils font des recherches pour qu'elles soient utilisées pour les gens, pour faire progresser l'humanité dans la lutte contre les maladies, contre la faim. Et ces courants se retournent contre le capitalisme lorsqu'ils voient que leurs recherches servent à tuer à augmenter l'exploitation, à développer les armements.

Pour que les connaissances humaines servent le progrès, il faut renverser le système capitaliste, supprimer la propriété privée capitaliste et changer la société. Voilà les conclusions à laquelle ces courants de chercheurs, de techniciens, qui font partie des mouvements écologistes, doivent arriver. Mais il faut pour cela que les syndicats et les partis ouvriers interviennent beaucoup plus sur tous ces problèmes, ils interviennent encore de façon

très superficielle. Il faut leur montrer qu'il est nécessaire de s'organiser pour changer la société capitaliste et utiliser l'énergie nucléaire pour les besoins des gens et ne pas être contre l'énergie nucléaire en soi, ni croire qu'il vaut mieux maintenir des petites et moyennes entreprises, qui seraient moins polluantes. Toutes les manifestations anti-nucléaires ; comme celle de Doel qui a rassemblé 20.000 personnes, ont un caractère profondément anti-capitaliste même si cela ne s'est pas formulé, directement. Nous invitons les organisations ouvrières à s'adresser à eux, pour les convaincre et les gagner à la perspective communiste et en particulier, que le Parti Communiste discute avec eux pour leur montrer la supériorité des Etats ouvriers; ceux-ci ont résolu des problèmes fondamentaux des masses, parce que ce sont les relations humaines qui comptent, et cela même dans le plus arriéré des Etats ouvriers.

Dans les Etats ouvriers (pays socialistes), ces problèmes ne se posent pas de la même manière, parce que les relations de profit capitaliste n'existent plus; les moyens de production sont étatisés et l'économie est planifiée en fonction des besoins de l'ensemble du pays. S'il y a des accidents, ils sont le résultat de la recherche scientifique, de la nécessité de l'expérimentation des nouvelles découvertes, et pas celui de la course au profit. Pour utiliser le plus rationnellement les centrales nucléaires, pour résorber les déchets atomiques par exemple, il faut aussi pouvoir faire l'expérience. Dans

LE CONGRES DE PARTI SOCIALISTE FRANCAIS:UNE DEFAITE DU CAPITALISME

qu'à la prise du pouvoir ou au renversement du capitalisme.

Il faut voir qu'il ne s'agit pas de luttes ou de divergences circonstancielles entre les socialistes, ou que demain ils peuvent à nouveau coïncider; ces divergences, au sein du Parti Socialiste Français, expriment les pressions et les influences très grandes du processus de la lutte de classes en France, qui est favorable à la gauche. Il ne s'agit pas d'un simple événement, ou de manoeuvres bureaucratiques pour gagner des postes, mais de différences de programmes, et de principes.

Cela s'est exprimé quand Mitterand a fait des déclarations en défense de Marx, montrant du respect pour Marx, bien qu'il disait : "je ne suis pas marxiste. Mais nous sommes des hommes de Marx, c'est lui qui nous a formés". Rocard, par contre, dit : "Marx est un démagogue". Qu'est-ce que Marx a à voir avec un démagogue?... et qu'est-ce que Proudhon a à voir avec la vie, et avec le développement des Etats ouvriers... Proudhon est un individu, un révolutionnaire dépassé; il s'est avéré que sa théorie n'a aucune raison: la propriété c'est le vol.. il y avait des raisons pour le penser; mais la propriété n'est pas un vol en soi, c'est une organisation sociale, et ensuite survient le vol. La pensée de Proudhon n'a organisé aucune pensée scientifique ni aucune capacité d'intervention, car sa conception, son analyse, étaient fausses. Proudhon disait que la propriété est du vol et qu'il fallait en donner à chacun sa part. Marx lui répondait : "nous donnerons un morceau à chacun de ce qui lui appartient... et après, qu'est-ce que tu fais?"

Ce Rocard a recours à Proudhon parce qu'en fait, il a recours au capitalisme: il maintient, de toutes manières, le système de propriété.

Les Etats ouvriers, les accidents, qui sont d'ailleurs très rares et pas catastrophiques comme dans les pays capitalistes, servent au progrès de la recherche. La presse capitaliste veut faire croire que les autorités soviétiques cachent les accidents; mais il n'en est rien. Il faut se poser la question de savoir pourquoi il n'y a pas de mouvements écologistes ou anti-nucléaire dans les Etats ouvriers; encore une fois, ce n'est pas parce que les autorités les cacheraient ou les réprimeraient. Quand un incendie s'est déclaré dans un bâtiment en Roumanie ou qu'une bombe a éclaté, tout le monde l'a vu. S'il y avait de grand mouvement écologiste comme les manifestations qui se développent dans tout le monde capitaliste, cela ne pourrait pas passer inaperçu. Mais ces mouvements n'existent pas parce qu'ils ne sont pas nécessaires dans ces pays; il n'y a pas la pollution de l'environnement, des aliments, il y a une préoccupation pour les gens comme par exemple à Moscou, où il y a une immense quantité d'espace de verdure par habitant.

Il faut discuter tout cela en Belgique et organiser un débat public, sur le problème de l'énergie; mais pas simplement un débat parlementaire! Il faut aussi poser un programme d'étatisations des grandes compagnies qui contrôlent l'énergie du pays. Ce sont les syndicats, les partis ouvriers, toute la population qui doivent intervenir et décider dans ce débat public, et contrôler la production et la distribution de l'énergie, ainsi que le prix. Voilà ce que nous appelons à discuter.

5.6.1979

Editorial: fin

vie des gens; pour un plan de développement économique au bénéfice de la population; pour une planification réalisée en commun entre les centrales syndicales et les partis ouvriers d'Europe capitaliste avec les Etats ouvriers.

Il ne faut pas soumettre le progrès de l'Europe à ce que pourrait obtenir le parlement européen, mais organiser un front de la gauche, à l'échelle de chaque pays et de toute l'Europe pour que, dans le Parlement et en dehors de lui, la classe ouvrière pèse de toutes ses forces.

Nous appelons à voter pour le Parti Communiste, pour impulser le Parti Communiste à intervenir dans cette voie. Nous l'appelons à développer continuellement les discussions entreprises avec d'autres Partis d'Europe, à l'occasion des élections, et à ne pas laisser ces discussions seulement au niveau des dirigeants, mais à ce que tout le Parti y prenne part. Nous l'appelons aussi à montrer beaucoup plus ce que représentent les Etats ouvriers d'Europe l'expérience historique qu'ils représentent. C'est une tâche nécessaire pour construire une direction consciente dans le mouvement ouvrier en Belgique, et le Parti Communiste, avec la IVe Internationale - Posadiste, sont les seuls à pouvoir le faire. Cela fait aussi partie de la discussion du programme pour les élections européennes et pour montrer la perspective socialiste qui existe et qui est déjà en train de se construire concrètement dans une bonne partie de l'Europe.

4.6.1979

Le numéro 317 de
LUTTE OUVRIERE
sortira le 29 Juin

ce du militant. Mitterand par contre, exprime en partie cette pensée. La preuve en est que le Parti Socialiste a participé intégralement à la manifestation des sidérurgistes, à Paris, bien que Rocard avait été contre.

Il faut s'attendre à une élévation des luttes en France. Le Parti socialiste est à gauche et le capitalisme n'a pas d'issue. Face à cette mobilisation de masse des sidérurgistes, un nouveau plan de réduction de la production d'acier, est élaboré par la C.E.E., alors que la France en est un des principaux producteurs. Ils veulent réduire la production d'acier en Europe, de 200 à 40 millions. Ils disent qu'ils doivent réduire parce qu'il n'y a pas de vente et parce que le capitalisme ne peut absorber toute cette production. Mais le capitalisme, triche dans tous ses rapports et ses statistiques, pour faire apparaître des excès de production dans les usines.

Ce congrès du Parti Socialiste n'est pas une simple discussion, électorale, entre camarillas. C'est une discussion qui conduit, inévitablement, à des différences de principes, même si Mitterand s'arrête en cours de route. Cela montre l'influence très grande du processus mondial révolutionnaire dans le Parti Socialiste Français. Mitterand agit ainsi parce qu'il doit également, faire la concurrence au CERES.

Le CERES a perdu assez bien de voix, il est passé de 25 à 15 %. Il y a dans le CERES aussi, une tendance droitiste, qui indique l'insécurité de certains secteurs de cette tendance. Mais quand Mitterand dit : "nous devons rompre avec le capitalisme", il ouvre les portes à mille influences. Même si lui s'arrête là, le courant qui pousse, va continuer à avancer.

Ce congrès s'est déroulé au milieu d'une crise assez grande parmi les gaullistes et une lutte de leur part avec le gouvernement; une aile veut aller plus loin et est l'expression de secteurs de la petite bourgeoisie qui sont sur des positions anti-capitalistes.

Rocard a du faire marche arrière, bien qu'il avait obtenu 33%. La droite a une certaine importance au sein de l'appareil. Mais c'est dans l'appareil qu'elle a cette force; elle n'exprime pas la pensée de la rue: il y a une opposition entre ce qui se passe dans la rue et la composition de ce congrès. Sans quoi, Rocard ne pourrait pas avoir 33% des voix.

Ce sont des voix de bureaucraties, de délégués choisis bureaucratiquement. Rocard n'aurait pas un tel poids si les délégués étaient le reflet de la pensée de la lutte de classe, objective, de l'expérience

Le congrès du Parti Socialiste Français va avoir de l'effet sur le Parti Communiste Français, Italien et Espagnol. Ses résolutions sont importantes parce qu'elles ont affirmé, réitéré et renforcé la caractéristique anti-capitaliste du congrès. Et les déclarations de Mitterand à propos du marxisme sont importantes parce que cela fait partie des discussions qu'il est nécessaire de faire pour assimiler les expériences.

Le socialisme est une conclusion scientifique de la nécessité de l'organisation des idées. Ce n'est pas un besoin de l'un ou de l'autre ou celui de la classe ouvrière, mais une nécessité scientifique, représentée au travers du marxisme. Le socialisme n'est pas quelque chose d'inventé ou de créé par la classe ouvrière, parce que cela lui conviendrait. C'est une nécessité scientifique.

9 avril 1979

J.POSADAS

LES ELECTIONS AU PARLEMENT EUROPEEN ET LA LUTTE POUR LE SOCIALISME EN EUROPE

Le 14 Juin 1979

Il faut considérer quels sont les objectifs de ces élections. Le capitalisme propose de les réaliser, comme un moyen ou une tentative d'organiser l'Europe sous son contrôle et sa domination. Il veut organiser le mouvement de la bourgeoisie sur la base des secteurs les plus puissants du capitalisme.

Leur objectif n'est pas de développer l'Europe en fonction des besoins de l'histoire, ni de la développer démocratiquement, économiquement, socialement au bénéfice de la population, ni de répondre aux besoins objectifs de l'unification de l'Europe - qui est une nécessité pour avancer.

La lutte et la concurrence intercapitaliste, est un facteur constant d'affaiblissement du capitalisme, qui favorise les Etats Ouvriers et la lutte pour le progrès socialiste de l'Europe.

C'est pour cela que le capitalisme fait ces élections. Il ne cherche pas à répondre aux nécessités de l'histoire, qui signifient développer l'économie, les relations sociales, le progrès social: Il n'y a rien de tout cela. Il existe un progrès technique et scientifique très relatif. Il essaie de répondre par des mesures capitalistes au développement social, socialiste et communiste de l'Europe. Il est surtout sous la pression de la concurrence, de l'antagonisme historique que présente pour lui les Etats Ouvriers. La concurrence intérieure aide encore la crise du capitalisme. D'autre part, le système capitaliste cherche à gagner du temps et des délais, à éliminer les secteurs les plus faibles: C'est une conclusion de la concurrence intercapitaliste

Mais le problème le plus complexe qu'il ait à affronter est ce lui de la concurrence antagonique des Etats Ouvriers: Ceux-ci influencent l'Europe capitaliste en montrant comment des pays dévastés par la guerre et presque entièrement détruits ont pu se développer et atteindre le niveau social le plus élevé du monde sous la direction de l'Etat Ouvrier. Ce sont des pays socialistes dirigés par des partis communistes, qui ont fait cela.

Ce qui importe à leur sujet, ce n'est pas de critiquer ces Partis Communistes, mais de voir que ce sont des Etats Ouvriers - dirigés par des partis communistes - qui ont été capables de développer l'économie, la société, les relations humaines, à un niveau infiniment supérieur à tous les Etats capitalistes mis ensemble.

Les masses d'Europe voient cela. Elles ne s'arrêtent pas aux critiques partielles, qu'il faut faire mais d'un point de vue socialiste, et non d'un point de vue capitaliste. Elles voient où se trouve le progrès de l'Europe. Elles ne voient pas les Havemann et tous ces gens, qui sont des déchets de l'Etat Ouvrier, qui sont des individualistes, qui favorisent le système capitaliste, car ils ne lui adressent aucune critique. Par exemple: au moment même de ces élections européennes, on assassine les gens au Nicaragua. On les assassine purement et simplement. Aucun de ces opposants aux Etats Ouvriers n'ont levé le petit doigt! Ni leurs avocats! Ni leurs porte-parole n'organisent le moindre mouvement pour en finir avec ce

J. POSADAS

la! Par contre, ils se préoccupent, du Vietnam... Ils ont fait tout un mouvement mondial pour les fuyards du Vietnam - qui sont tous des capitalistes. Mais pas un mot face à l'assassinat d'enfants, de mères, de vieux au Nicaragua: Cet exemple, montre qu'il faut condamner tous ces gens, dissidents, qui servent d'agents, de représentants du système capitaliste.

Le capitalisme essaie de contenir l'influence des Etats Ouvriers, sur les masses d'Europe en essayant d'organiser une Europe capitaliste, pour barrer la route de la direction de l'Europe aux Partis Communistes, aux Syndicats ouvriers: Voilà quel est l'objectif de ces élections européennes.

Le capitalisme européen, tout en affrontant une lutte antagonique avec les Etats Ouvriers, les masses socialistes, et les groupes de gauche de chaque pays, doit aussi soutenir le conflit avec l'impérialisme yankee. Mais ce n'est pas là l'objectif de ces élections. L'objectif principal est de faire face aux Etats Ouvriers, au progrès de leur influence sur les masses d'Europe. Le capitalisme se lance pour couper court et mettre des obstacles à l'organisation du mouvement socialiste, communiste, des groupes et des écologistes.

Les écologistes ont une particularité caractéristique: Ils n'apprécient, ni les socialistes, ni les communistes, ni les groupes. Mais le programme qu'ils défendent va contre le capitalisme: Toute mesure de progrès, de défense des ouvriers, est anti-capitaliste. Ni les Syndicats, ni les Partis Communistes et Socialistes, n'ont compris cela. Ils ont une conception bureaucratique, pour interpréter le mouvement ouvrier. Ils se consacrent à condamner les Etats Ouvriers et à défendre leurs détracteurs, les soi-disant dissidents. Tous ces gens-là n'avaient pas dit un mot de l'Iran et ne disent rien maintenant sur Somalia. Les masses voient cela.

C'est à cause de cela, qu'il y a eu ces abstentions très importantes dans ces élections. En Italie, il y a eu des abstentions envers le Parti Communiste; une partie des jeunes s'est abstenue, mais n'a pas non plus voté contre lui. Cela provient du fait que ces gens voient un comportement faible, superficiel, des Partis Ouvriers; ils ne se sentent pas en confiance. Ce n'est pas un vote contre les communistes, c'est une façon de faire pression sur eux, tout comme les masses anglaises l'ont fait en 1972 en s'abstenant, de voter pour le Labour Party. Elles ne favorisent pas l'ennemi de classe, mais essaient de faire pression sur les directions communistes, socialistes et syndicales pour qu'elles améliorent leur politique. Ces directions doivent prendre en considération cet avertissement. Elles doivent répondre concrètement: "Nous avons compris cet avertissement, cet appel, nous devons améliorer notre politique anti-capitaliste". Alors les masses voteront pour eux. Ils ne s'agit pas de n'importe quoi! Mais de millions de gens qui se sont abstenus, qui sont des secteurs d'avant garde et une majorité de jeunes; ils ont fait preuve de maturité

Suite page 2

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs 17 ème ANNEE N° 317 Le 10 Juillet 79

Périodique bi-mensuel - Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros: 80 Frs; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien: 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable: Cl. Pôlet, 20, Place Morichar 1060 Bruxelles.

LA CRISE ACTUELLE DU PARTI SOCIALISTE ET LA NECESSITE DE DISCUTER UN PROGRAMME CONTRE LE CAPITALISME

La crise qui éclate actuellement au sein du Parti socialiste, s'exprime, de façon désordonnée, empirique, par ce qu'elle n'est pas conduite par une direction, une tendance, un courant, qui oriente consciemment cette crise vers un changement de politique, vers une rupture de la participation socialiste au gouvernement pour s'engager dans une politique d'alternative de société, contre le capitalisme.

Elle est la conséquence du recul électoral du PSB aux élections européennes, qui préoccupe les militants et certains dirigeants, qui sentent au travers de ce recul électoral, qu'il y a quelque chose qui ne va pas, qu'il faut changer. Mais cette crise n'est pas propre au P.S.B., seulement, mais à tous les partis socialistes d'Europe. Elle s'exprime d'une autre manière dans les autres Partis Socialistes, mais elle a les mêmes racines: Face aux conditions mûres pour des changements révolutionnaires dans le monde, face à l'approfondissement de la crise de l'impérialisme et du capitalisme, les partis socialistes, doivent intervenir, s'opposer au capitalisme et ne peuvent plus le faire avec une politique social-démocrate.

Cette crise s'est exprimée au travers du dernier Congrès du PSOE où 60% des participants ont voté contre Gonzales, le maintien des principes marxistes dans le Parti, dans le Labour Party en Angleterre, où la classe ouvrière et l'ensemble de la population a refusé de voter, ou encore dans le Parti Socialiste Français où la tendance Mitterrand et le Ceres ont décidé un accord, une alliance.

Les raisons du recul électoral sont la soumission à la politique capitaliste, que la classe ouvrière et l'avant garde ouvrière condamne. Il ne s'agit pas d'une grande défaite de la gauche, ni surtout d'une victoire de la droite, mais c'est le résultat d'un manque de politique et de programme anti-capitaliste de la part des directions ouvrières. C'est aussi la division du Parti en deux ailes, wallonne et flamande et la réalisation du Front avec le FDF et le PSC. C'est encore la participation au gouvernement et la collaboration des ministres socialistes à faire payer la crise

Editorial

par les travailleurs et la population: "Plan "Spitaels", Plan "Claes" et maintenant, "Plan De Wulf"... La raison qui provoque cette crise est la contradiction entre la maturité des conditions mondiales pour un changement, la crise du capitalisme et la réponse donnée par les directions du mouvement ouvrier.

C'est également la démonstration de l'impasse de cette politique de collaboration de classe. Si les Partis Socialistes continuent cette politique social-démocrate, ils perdent en voix, reculent électoralement et rejoignent le discrédit de la classe ouvrière et des militants. Comme existe encore la conception électorale dans le PSB, une perte de voix répétée préoccupe les militants, les cadres, et aussi une partie de la direction.

Et pourtant, le résultat des élections européennes, avec les voix aux écologistes, aux gauchistes et les abstentions montrent que la gauche est majoritaire. C'est à dire que les mouvements qui prennent de l'ampleur et se développent en Europe et en Belgique échappent aux Partis Socialistes et aux Syndicats et même en partie aux Partis Communistes. Ce sont les grands mouvements écologiques qui représentent la révolution de courants importants de la petite bourgeoisie contre la pollution capitaliste, c'est le cas également des participants "Au temps des cerises", qui représentent de façon désordonnée l'opposition et la protestation contre le capitalisme.

suite page 4

voir page 4

Affirmons tout notre
appui au Vietnam!

voir page 3

L'attentat contre Haig et
les plans de guerre
de l'impérialisme mondial

rité politique très élevé en ne votant pas pour l'ennemi, pour la bourgeoisie, ni pour les groupes gauchistes: Ils ont refusé de voter Communiste.

Cependant, il faut considérer, que les groupes de gauche ont augmenté leurs voix, dans toute l'Europe. Ce ne sont pas des groupes "Je m'enfoutistes"; ils ont une politique erronée et superficielle, mais ce sont des groupes de gauche. Les gens, - ouvriers, paysans, femmes, ont voté pour eux parce qu'ils les considéraient anti-capitalistes.

L'Europe ne se décide pas au travers des élections. 30 % des voix capitalistes sont des votes de gens qui n'ont aucune valeur sociale, ni économique, ni sur aucun plan. Par contre, les voix de la classe ouvrière déterminent la vie du pays, sur le plan de l'économie, de la culture ou de la science. Tout cela va s'exprimer postérieurement, de façon plus complète. Ce ne sont pas les élections qui donnent une image réelle de la vie des pays. Même si les partis de droite ont plus de voix que les Partis Ouvriers; la force sociale des Partis Ouvriers, Socialistes et Communistes est supérieure aux résultats électoraux.

Le capitalisme essaie de donner une réponse réactionnaire au processus nécessaire de l'unification de l'Europe. L'Europe a besoin d'unification: elle le fera sous le socialisme, pour développer l'économie, la société, pour généraliser rapidement tous les progrès techniques, scientifiques, artistiques et culturels. Plus elle s'unit, plus le développement économique, social, scientifique, culturel artistique se généralisera rapidement et circulera. Le capitalisme essaie de voler à l'histoire cette nécessité du progrès socialiste, en se présentant lui-même comme unificateur de l'Europe. Mais quelle élévation apporte-t-il ? Prenons l'exemple du chômage: le capitalisme ne peut élever la vie de l'Europe, il doit la faire régresser. Les millions de chômeurs en sont la preuve. La stagnation culturelle, scientifique, artistique de l'Europe capitaliste est évidente, alors que le progrès scientifique, culturel, artistique des Etats Ouvriers se déploie.

Dans les Etats Ouvriers, ce qu'il faut voir - tant pour l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Pologne, que la Hongrie et même la Chine -, c'est le progrès social, les relations humaines très profondes, qui permettent d'affirmer la confiance des gens, et d'assurer le développement économique, culturel et scientifique. Ce sont des pays détruits par la guerre. Les Etats Unis sont sortis intactes de la guerre. La France en est sortie avec un grand avantage. L'Allemagne capitaliste a pu se développer parce qu'elle a été soutenue par tous les pays capitalistes, et non par sa propre capacité.

Ces élections européennes n'ont pas mis en évidence la véritable nature du problème du développement de l'Europe parce qu'elles n'ont pas proposé les Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe, qui sont le moyen de réaliser le progrès de l'Europe. Ici, on n'a parlé que de Parlement Européen, qui reste toujours soumis autant à la concurrence intercapitaliste: Raison de l'étouffement de tout progrès social. La concurrence développe certains aspects techniques ou économiques, mais elle étouffe le progrès social, culturel, et scientifique.

Dans les Etats Ouvriers, par contre, il existe un progrès social, culturel scientifique, et économique, qui est déterminé par l'unification relative qui existe déjà entre

eux. Premièrement, le capitalisme a été éliminé; et ensuite, il y a déjà une certaine unification et planification entre les Etats Ouvriers.

De plus, dans ce Parlement Européen, un grand nombre de pays d'Europe - petits géographiquement, mais très significatifs sur le plan social et culturel - ne sont pas présents: la Suède, la Suisse, la Finlande, la Norvège, l'Autriche. Ces pays ont une grande importance, un développement social et politique très élevés.

Ils connaissent de nombreuses luttes sociales, mais ils ne sont pas présents au Parlement Européen. Le capitalisme démontre son impuissance à résoudre les problèmes de l'Europe. Par contre, les Etats Ouvriers le font dans la partie de l'Europe où ils sont. Ils le font de façon limitée mais bien réelle. Ils ne connaissent pas les conflits, ni les luttes sociales que connaissent les pays capitalistes. Un fait éloquent et déterminant c'est que les ouvriers de Pologne qui ont fait grève deux fois de suite, n'ont rien fait pour s'adresser au Pape, pour lui remettre des protestations contre l'Etat Ouvrier. Ils n'y sont pas allés parce qu'ils n'avaient rien à dire au pape. Leurs protestations concernent les problèmes intérieurs, et rien de plus. C'est une preuve de la conscience sociale élevée des masses polonaises, qui a de l'influence sur les masses catholiques elles-mêmes.

Ce Parlement Européen est une escroquerie, il ne concerne qu'une partie de l'Europe. La Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie, c'est aussi l'Europe! Et l'URSS: à elle seule, c'est la moitié de l'Europe! C'est une Europe qui a déjà des Etats Ouvriers et qui va vers le socialisme. C'est un escroquerie de parler de Parlement "Européen". C'est le Parlement Européen de la partie de l'Europe vivant sous la domination capitaliste, et qui est la plus petite quant au nombre, à l'importance économique, culturelle et scientifique.

Mais l'Europe qui est en régime d'Etats Ouvriers et qui va vers le socialisme, est la partie la plus importante de l'Europe, tant sur le plan culturel que scientifique ou même sportif. Les Syndicats et les dirigeants communistes doivent considérer qu'on ne peut pas dire "Parlement Européen", Il faut dire: "Le Parlement Européen de la petite partie de l'Europe dirigée par les capitalistes, contre l'Europe dirigée par les Etats Ouvriers et qui va vers le socialisme". Elle va vers le socialisme malgré les divergences, les dissidences, ou les critiques que l'on peut formuler envers la fonction bureaucratique de la direction des Etats Ouvriers.

Cette discussion doit surgir de ces élections européennes. L'Europe doit s'unir, comme un moyen d'unir le monde socialiste pour faire avancer le progrès social, économique, scientifique et culturel. C'est une nécessité de l'histoire. Mais il n'y a aucune unification dans ce Parlement Européen. On est toujours soumis à la concurrence des plus forts. Ce n'est pas vrai que les Etats Ouvriers sont soumis à celui qui est le plus fort parmi eux. L'Union Soviétique appuie Cuba, l'Ethiopie, le Mozambique, le Ghana, le Vietnam. Quel intérêt économique a-t-elle là dedans? Au contraire. C'est elle qui appuie ces pays pour le développement culturel, scientifique, économique, et qui sont eux-mêmes nécessaires à l'existence des autres Etats Ouvriers. L'URSS, la Chine, Cuba ont besoin du développement socialiste des autres pays, pour leur propre existence. Ils n'

Les élections au Parlement Européen lutte pour le socialisme

ont pas besoin de les écraser pour leur faire concurrence. Dans le système capitaliste, c'est l'inverse: les pays capitalistes ont besoin pour se développer, d'écraser les autres pays et d'empêcher qu'ils se développent. Ils font la concurrence. Les Etats Ouvriers n'ont pas besoin de faire cela.

Voilà ce que représentent ces élections. Les résultats électoraux sont sans signification et sans importance. Ils ne démontrent aucune puissance; ni capacité capitaliste. Une partie énorme de ceux qui votent ne font pas partie de la population qui décide, 30% d'entre eux sont des gens qui ne décident en rien: Ce sont des capitalistes, des dirigeants ou des fonctionnaires, ou des militaires, ils n'ont aucune fonction dans l'économie. Les votes aux Partis Ouvriers sont ceux qui décident dans l'économie, dans la société, la culture et la science.

Ces élections sont simplement, l'expression d'une tentative des capitalistes de démontrer que ce sont eux qui dirigent l'Europe. C'est pour cela qu'ils ont organisé ces élections. Les Syndicats, par contre qui sont une des forces principales en Europe, n'ont pu faire preuve de leur capacité, ni de leur puissance, parce qu'ils n'ont pas la direction nécessaire pour le faire.

Ils combattent bien contre le capitalisme, mais ils n'ont pas une direction répondant politiquement à la nécessité d'unir la lutte syndicale et la lutte politique. Le poids des Syndicats a été réduit, alors que les médias du système capitaliste sont intervenus dans ces élections: fonctionnaires, église, finances, gouvernements, police, armée. Les Syndicats eux, ne sont pas intervenus, ils sont restés étrangers à tout cela. C'est absurde! Alors que tous les capitalistes sont intervenus!

Ces élections ne décident absolument rien! Mais le capitalisme a essayé par ce moyen, d'écraser la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, de démontrer que c'est lui qui dirige. Du côté prolétarien, toutes les forces ne sont pas intervenues, intégralement, les Syndicats ne sont pas intervenus. Il y a une quantité énorme d'abstentions, de votes blancs. Le prolétariat britannique n'a pas voté, et une partie considérable du prolétariat français, et italien, non plus. Ces élections ne sont pas représentatives des rapports de forces historiques, mais simplement une activité qui démontre une disposition et une capacité organisationnelle de la part du capita-

lisme pour faire ces élections. Tout le capitalisme s'est uni pour pousser les gens à voter et pour essayer d'écraser la classe ouvrière et la petite bourgeoisie. Ces élections ne signifient pas une force de pouvoir capitaliste. Mais elles expriment un progrès significatif des socialistes et des communistes en France, en Italie, et en Espagne. Le prolétariat était conscient que ces élections ne décident rien, et il a voté intégralement pour la gauche. Les abstentions et les votes en blanc qui s'élèvent à trois millions en Italie, (la même quantité, qu'aux élections nationales) sont autant de voix pour la gauche. Il en va de même en France.

Il faut aussi compter les voix des groupes. Il faut additionner les voix des groupes, les votes blancs, les voix aux écologistes, ce sont toutes des voix de gauche. Cela représente une majorité, même électoralement. Mais ce n'est pas dans le vote que vont se passer les faits décisifs. C'est dans les luttes sociales, dans les grèves, dans les grandes mobilisations politiques et syndicales. Le déficit de ces élections; l'absence d'une alliance, d'un front unique des Syndicats, des Partis Ouvriers, socialistes et communistes, et de gauche va se discuter dans la prochaine étape: On va voir la nécessité d'une intervention des Syndicats dans cette lutte et d'un front uni, avec un programme commun.

La croissance des groupes est très significative. Ce sont des secteurs de la petite bourgeoisie, des milieux culturels de la bourgeoisie même, des secteurs les moins concurrentiels de la bourgeoisie qui se sentent impuissants. Mais ce sont surtout les petits bourgeois, de toutes catégories, qui s'accrochent aux groupes et les poussent de l'avant.

Mais il y a aussi les secteurs les plus bas du capitalisme; les plus faibles économiquement, qui sentent qu'ils sont étouffés et qui cherchent des mesures immédiates, survivre: ceux-là appuient les écologistes; il faut répondre à tous ces secteurs. Il faut répondre que la seule manière de réaliser le programme écologique, c'est de lutter pour transformer la société, en même temps qu'on lutte pour réduire la pollution provoquée par les déchets atomiques.

Il faut proposer un plan concret, de production, de développement de la société, de construction d'hôpitaux, de routes, de systèmes de purification des aliments, de contrôle de l'alimentation, un plan de transports publics, de logements

Derniers textes de J. POSADAS

Le processus historique de la culture, la Grèce, le Marxisme et le Socialisme

Sélection de textes de 1977 à 1979

Les enfants, la famille et le socialisme

Sélection de textes de 1977 à 1979

Les élections au Parlement Européen et la lutte pour le socialisme en Europe

Le 14 Juin 1979

Sur Demande à l'adresse du Parti
Prix par brochure : 30 Francs

ment Européen et la e en Europe

J. POSADAS Le 14 Juin 79

pour les ouvriers, de services hygiéniques, d'éclairage, d'électricité, de gaz. Il faut que les gens voient: Voilà le plan que nous voulons et que nous allons accomplir, alors que le capitalisme ne peut rien promettre de tout cela. Il développe l'antagonisme avec les Etats Ouvriers, pour justifier les dépenses de guerres et se préparer à la guerre contre les pays socialistes et contre les masses.

Il faut développer l'Europe, éliminer le capitalisme et faire la tâche commune partis ouvriers et Syndicats. Dans ces élections, ils ne se sont pas présentés unis. Leur capacité d'attraction sur la petite bourgeoisie s'en trouve considérablement diminuée. S'ils se présentaient unis, ils exerceraient une attraction immense sur la petite bourgeoisie. D'autre part, on ne peut s'attendre, à ce que dans tous les pays, une majorité socialiste-communiste s'exprime. Toutes les masses n'interviennent pas dans ce vote, tous les secteurs des masses ne peuvent pas y participer, ou ne sont pas disposés à le faire. La bourgeoisie, elle, a voté intégralement. Tous ceux qui représentent le capitalisme sont allés voter.

C'est une faille de la part du mouvement ouvrier et syndical de ne pas avoir proposé un programme de transformations sociales pour l'Europe. Il ne s'agissait pas de faire des déclarations générales, mais de dire bien concrètement: il faut étatiser la production, il faut le contrôle ouvrier, l'intervention des Syndicats à la direction de l'économie, un plan de production pour l'Europe contre la production d'armement du capitalisme, contre la pollution, contre l'empoisonnement des masses, pour l'intervention de la population, de bas en haut. C'est ce qui a manqué! On a manqué de programme! Par manque de programme, on attire pas des couches de la petite bourgeoisie ou des secteurs arriérés du prolétariat ou de la paysannerie.

En Italie, par exemple: Il y a des gens qui n'ont pas de maisons, alors qu'il y a des millions de maisons. Les gens se rendent compte de cela. La petite bourgeoisie voit que les partis ouvriers ne s'engagent pas dans une politique de logements, qu'ils concilient avec la propriété privée. Il en est de même pour les écologistes. Ils ne voient pas de la part des partis ouvriers, un programme contre le système capitaliste. Les limitations, la timidité, l'empirisme des partis ouvriers fait que de larges secteurs de la petite bourgeoisie ne sont pas gagnés par le mouvement ouvrier. Le manque d'unité Syndicats-Partis Ouvriers, et de programme de transformations sociales bien concret, fait que la petite bourgeoisie, que les secteurs de gauche de la démocratie chrétienne, ne se sentent pas attirés et ne mènent pas la lutte dans leur propre parti pour préparer une rupture.

C'est pourtant cette rupture, qui devra se faire. Il faut développer un programme de transformations sociales, de progrès social, de construction de maisons, de routes, d'électrification, de purification des aliments, et montrer que l'unité de l'Europe ne peut pas venir sous le capitalisme, parce que la concurrence se poursuit. Il n'existe aucune unité européenne tant que la concurrence détermine le processus économique. Il ne peut y avoir de croissance, il n'y a que l'étouffement du

progrès scientifique, culturel, économique de l'Europe.

Le système capitaliste fonctionne selon ses besoins économiques, au travers de la concurrence. Il écrase économiquement les moins puissants. Il ne s'intéresse pas à la culture, ni à la science; ni à l'art. Il n'y a rien en Europe capitaliste, du point de vue culturel, scientifique ou artistique. C'est dans les Etats Ouvriers qu'il y en a, même si c'est de façon limitée.

Tous ces problèmes subsistent, à l'état latent, et vont s'exprimer dans les luttes immédiatement postérieures aux élections, pour les salaires, pour de meilleures conditions de vie.

La croissance des groupes de gauche, des écologistes - comme des radicaux en Italie, de certains groupes trotskystes en France ou des écologistes en Allemagne, exprime un courant vers la gauche, qui de vra être anti-capitaliste pour pouvoir être conséquent avec sa condamnation de la pollution de l'eau, des aliments, de l'air, de l'empoisonnement des gens. Ces gens sont déjà gagnés à une telle conclusion. Mais il n'y a aucun front unique pour l'exprimer.

Les partis communistes, socialistes, et les Syndicats doivent tirer cette conclusion. Ils doivent appeler à un front unique et partager entre les différents mouvements les postes de direction, et proposer un programme d'unification, un programme pour le progrès de la société.

D'accord, mais lequel? Les gens disent: Quel programme? Quel le politique? Et ils veulent voir aussi qu'on affronte le capitalisme qu'on fait face aux démocrates-chrétiens, aux conservateurs, au Parti de De Gaulle. Les gens doivent voir qu'on les affronte avec un programme! Un programme concret d'étatisations, de planification de la production; d'intervention du mouvement ouvrier, d'élimination des déchets atomiques et de la production d'armes atomiques et d'énergie nucléaire qui empoisonnent la population. Un programme de développement, de la production et de lutte contre le chômage. Il y a des millions et des millions de chômeurs!

Il y a aussi le problème fondamental des millions de travailleurs qui ne peuvent pas voter parce qu'ils ne sont pas dans leur pays. C'est une escroquerie complète! En Allemagne, en France, en Belgique, il y a des millions d'ouvriers qui ne votent pas. Le capitalisme dit: C'est le centre-droit qui a gagné les élections... Mensonge! C'est une infamie de dire cela. Il y a des millions d'ouvriers en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne qui ne peuvent pas voter et qui ne sont pas comptés. Les élections ne peuvent jamais donner un résultat favorable au mouvement ouvrier. Ce résultat se décide dans la lutte de classes, dans la lutte politique et syndicale, sur la base d'un programme de transformations sociales, qui propose d'étatiser, de planifier, sous contrôle ouvrier. Présentons ce programme!

Ces élections au Parlement Européen, ne représentent aucune défaite pour le prolétariat. C'est une très bonne expérience pour les directions syndicales, pour les partis ouvriers, socialistes et communistes pour les groupes de gauche, pour voir qu'il faut un front unique avec un programme spécifique de transformations sociales, de production,

au bénéfice de la population, de lutte contre la pollution de l'air, de la terre, avec une réponse aux besoins exprimés par les écologistes, montrant qu'il faut être anti-capitaliste pour accomplir ce qu'ils voudraient.

Ces élections n'expriment aucune force du capitalisme, elles sont simplement la démonstration de ce

qu'il est nécessaire d'unifier le mouvement ouvrier pour mener la lutte dans le camp syndical, dans le camp politique pour développer la société, éliminer le chômage et la pollution qui empoisonne la population.

J. POSADAS

Le 14 Juin 1979

L'attentat contre Haig et les plans de guerre de l'impérialisme mondial

L'attentat contre le général Haig, ex-commandant de l'OTAN, tout comme les bombes contre Carter au Japon, ou antérieurement l'assassinat de Moro en Italie, ou celui de Carrero Blanco, sont des actions menées par le capitalisme lui-même, dans le cours de sa lutte contre les Etats ouvriers et le mouvement révolutionnaire mondial, pour tenter de justifier une politique plus agressive, une accélération des plans de guerre, et d'armements, et une nécessité de répression contre le mouvement de gauche de la part des gouvernements européens.

Nous manifestons toute notre solidarité aux camarades du Parti Communiste et dénonçons comme une provocation contre tout le mouvement ouvrier, l'accusation que le Parti Communiste est responsable de l'attentat contre Haig. "La Brigade Julien Lahaut" est une invention des services de police et militaires de l'impérialisme, au même titre que les Brigades Rouges en Italie. Nous dénonçons aussi que toutes les investigations de la gendarmerie et de la police de l'Etat belge se sont orientées contre les mouvements de gauche. Il faut chercher les responsables de cet attentat dans l'appareil militaire de l'OTAN lui-même, dans la C.I.A. et le Pentagone. Ce sont eux qui ont préparé cela - et que l'attentat soit réellement manqué ou fabriqué de toutes pièces - dans le but de donner un avertissement à la bourgeoisie belge et de tous les pays membres de l'OTAN, de ne pas s'en tenir à la politique actuelle de Carter, à la signature des accords Salt avec l'Union Soviétique. Cela leur fait perdre du temps dans la préparation à la guerre.

Cela ne veut pas dire que Carter veut la paix dans le monde et l'autre secteur impérialiste, la guerre; mais le conflit est très aigu au sein de l'impérialisme yankee et entre lui et les autres grands pays capitalistes, sur les délais et les pas vers la guerre. Le capitalisme se sent sans assurance de triompher. Pour cela, les uns veulent aller plus vite, les autres espèrent gagner du temps. Sur l'objectif, ils n'ont pas de divergences, car le capitalisme agit et répond comme classe et il ne raisonne pas pour le bien de l'humanité.

Nous devons voir dans ces attentats, comme celui contre Haig, une mesure d'un secteur de l'impérialisme qui veut lancer la guerre rapidement, contre les Etats ouvriers. Le jour de la passation du commandant de l'OTAN à son successeur, le général Haig a déclaré clairement que les gouvernements européens doivent être plus durs, resserrer les rangs autour des Etats-Unis et comprendre que "c'est l'URSS qui fomentent tous les attentats, les troubles et le terrorisme en Europe pour arriver par n'importe quel moyen à y changer le régime"; il a aussi fait appel à un renforcement de l'OTAN.

Il y a effectivement de grandes divisions dans le camp capitaliste. Les différents pays, comme l'Allemagne, la France en particulier, sont en dispute et en concurrence avec l'impérialisme américain, et cherchent à faire leur propre jeu, parce qu'ils se sentent perdants dans une chaîne de guerre. Les Yankees viennent encore de subir des défaites très importantes, en Iran où non seulement ils ont perdu une base militaire, essentielle pour eux, mais où tout le capitalisme est en train d'être exproprié par la révolution; et aussi au Nicaragua où ils ne peuvent plus maintenir leur appui ouvertement à Somoza et ont été mis en minorité à l'OEA. C'est pour surmonter ces divisions et ces divergences que l'impérialisme fait ces attentats et ce terrorisme, pour justifier les préparatifs de guerre.

Non seulement, il faut dénoncer la provocation qu'ils essaient de monter contre le Parti Communiste, et contre tout le mouvement ouvrier, mais aussi en tirer les conséquences pour développer la politique anti-capitaliste en Belgique. Le capitalisme belge est partie intégrante de l'OTAN et participe à son programme d'armement à outrance. Il en fait payer tout le prix à la population travailleuse, sous la forme des augmentations de prix, de la TVA, de la production consacrée à la guerre, et non au progrès des gens. Il accueille l'Etat-major de l'OTAN sur le territoire belge et a abdiqué de la souveraineté de l'Etat belge en cas de menace majeure, au profit de l'OTAN. Ces menaces, ce sont essentiellement les mouvements des masses contre le capitalisme et pour une transformation de la société. C'est pour cela qu'ils ont tout de suite inventé des terroristes de "la brigade Julien Lahaut" pour créer des responsables de cet attentat. C'est un acte de plus, qui montre à quoi se prépare la bourgeoisie en Belgique face à une élévation de la lutte de classes. Elle ne respectera aucun "pluralisme", mais fera tout pour garder le pouvoir et c'est l'OTAN qui interviendra avec elle contre la classe ouvrière.

Nous réitérons notre solidarité aux camarades du Parti Communiste et dénonçons que cette provocation s'adresse à tout le mouvement ouvrier. Nous appelons le PC, la gauche socialiste, les syndicats, le mouvement chrétien de gauche, les groupes, à prendre position sur ce problème, et à renforcer le combat pour intégrer au programme des revendications la lutte contre l'OTAN, pour chasser l'OTAN de Belgique et pour un gouvernement de gauche qui rompra avec l'OTAN.

Le 10 Juillet 1979

Affirmons notre appui au Vietnam !

Il y a un million de réfugiés du Chili dans différents pays du monde et la moitié de la population d'Uruguay exilée de son pays par la dictature de Bordaberry; il y a aussi 150.000 réfugiés nicaraguéens qui n'ont plus de maisons ni rien à cause des bombardements du gouvernement Somoza, il y a 3 millions de réfugiés palestiniens qui vivent sous des tentes ou dans les camps depuis 40 ans, chassés par Israël.. et des centaines de milliers de travailleurs immigrés dans les pays d'Europe capitaliste qui sont expulsés, parfois après des années de travail dans ces pays, à cause de la crise capitaliste. Alors, pourquoi cette soudaine "passion humanitaire" pour ces réfugiés du Sud Est asiatique ?

Que les organes du gouvernement capitaliste s'y mettent - avec la radio, la TV et toute la presse -, c'est une chose. Mais autre chose, c'est que les organisations ouvrières participent, elles aussi à cette campagne (Entr'aide socialiste, Oxfam, les organisations syndicales et que les députés communistes aient cru nécessaire de voter avec le reste du Parlement une résolution, marquant leur émotion pour le problème de ces réfugiés et se proposant de tout mettre en oeuvre pour les accueillir en Belgique.

Les réfugiés qui fuient le Vietnam socialiste, sont devenus des victimes maintenant. Ils sont les victimes d'une grande manoeuvre de l'impérialisme américain, français, anglais, de l'ensemble du système capitaliste, et aussi de la politique contre-révolutionnaire des dirigeants de l'Etat ouvrier chinois.

C'est vrai qu'on les repousse d'une frontière à l'autre, qu'ils meurent sur leurs bateaux, qu'ils sont la proie des pirates, qu'ils sont accueillis au compte-goutte par les autres pays. Mais ce n'est pas la République socialiste du Vietnam, qui porte la responsabilité de cette situation.

Tous ces gens qui sont partis du Vietnam, ne sont pas n'importe qui. Ce sont des commerçants, des spéculateurs du marché noir, d'anciens collaborateurs du régime de Thieu et de l'impérialisme yankee, des gens qui ont vécu de la pourriture de l'ancien régime et qui ne trouvent plus le moyen de continuer leurs affaires dans la nouvelle société vietnamienne. Ce sont des gens riches, qui fuient dans l'espoir de sauver, et de faire fructifier leurs richesses dans les pays encore capitalistes du Sud-Est asiatique ou des Etats-Unis et d'Europe.

S'ils sont aujourd'hui des victimes, c'est parce que le capitalisme essaie de les utiliser pour faire pression contre le Vietnam et pour contrecarrer l'influence de la construction socialiste du Vietnam en Asie et dans le reste du monde. On les présente alors comme de pauvres types fuyant un régime d'oppression. Mais le capitalisme n'hésite pas, pour faire cette manoeuvre, de laisser mourir ces gens, de les refouler de pays en pays, après avoir fait tout le possible pour qu'ils partent du Vietnam.

Le capitalisme fait toute cette campagne mondiale pour essayer de compenser l'échec de l'invasion du Vietnam par la direction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier chinois. Il espérait de cette invasion, un affaiblissement du camp socialiste, et surtout une défaite du Vietnam. Mais cela n'a pas réussi,

même si les dirigeants chinois sont prêts à reprendre l'offensive contre le Vietnam. Non seulement, ils n'ont pas réussi à faire plier le Vietnam, mais ils n'ont pas pu obliger à retirer son appui au nouveau régime du Cambodge ni à renoncer à son intervention pour aider le peuple cambodgien à construire, lui aussi, un Etat ouvrier.

Le Vietnam représente une des expériences les plus riches et les plus élevées de notre époque, de la construction des relations socialistes, d'un Etat ouvrier. Il faut voir les problèmes logiquement: si 150.000 ou même 500.000 personnes, partent du Vietnam, pourquoi seraient-elles représentatives de ce pays, où il y a 53 millions d'êtres humains, qui ont éliminé la propriété privée capitaliste, chassé les spéculateurs, éliminé les bases de la spéculation en étatisant tous les moyens d'échange, et permettant le développement de l'économie planifiée pour répondre aux besoins de l'immense majorité de la population

Ces besoins sont immenses, c'est certain. Mais c'est l'impérialisme américain et français qui ont détruit le Vietnam de fond en comble et ont contraint sa population à vivre sous la terre pendant des années pour résister aux bombardements massifs et quotidiens, qui valaient bien des bombes atomiques. Mais ce qui est fondamental au Vietnam aujourd'hui, c'est qu'au milieu de ce manque de moyens économiques et matériels immense, le Vietnam construit des relations socialistes. Il y avait près de deux millions d'anciens soldats et de policiers du régime Thieu, sans compter les milliers et centaines de milliers de gens qui vivaient de la décomposition de ce régime et de l'armée yankee.

Le reportage de P. Dasnois (paru dans Le Soir) sur les enfants abandonnés par l'armée nord-américaine en est un petit témoignage. Ce sont des centaines de milliers d'enfants qui vivaient de la misère et

de tous les expédients et que l'Etat ouvrier est en train d'intégrer à la vie, leur communiquant l'affection et la dignité humaine et les moyens de se cultiver, d'apprendre un métier. Le peuple vietnamien n'a pas de haine ni de sentiment de revanche pour ses anciens oppresseurs. Des centaines de milliers de soldats de l'ancien régime et des prostituées sont aussi regagnés et participent à la vie de la société socialiste en construction.

Quand on montre les "réfugiés vietnamiens", il faut aussi parler du reste du peuple vietnamien. Par exemple, la TV belge n'a jamais jugé bon de diffuser le reportage de Roger Pic (journaliste français) qui filmait simplement la réalité quotidienne du Vietnam d'aujourd'hui. Par contre, il ne se passe plus un jour sans "appel humanitaire" pour les réfugiés. L'ampleur donnée à cette campagne attire l'attention. Elle montre bien les intentions politiques réactionnaires et cyniques du capitalisme qui se trouvent derrière ce déploiement. Il n'y a là rien d'humanitaire.

Les organisations ouvrières et de gauche doivent rompre avec tout cela! avec toute la résolution et la volonté de faire connaître la vérité aux travailleurs, et de faire une contre-campagne pour informer, de la réalité du progrès des Etats ouvriers et particulièrement, montrer ce que représente le Vietnam, aujourd'hui.

Nous devons dire: vous voulez recueillir les réfugiés vietnamiens? Prenez-les vous-mêmes! Mais il faut aussi accueillir des milliers de réfugiés palestiniens, recevoir, et aider le peuple du Zaïre qui est au bord de la famine tandis que le gouvernement belge envoie de plus en plus de soutien financier et militaire au régime qui l'opprime; il faut aussi garder les ouvriers immigrés en Belgique et qu'ils aient, tous, du travail, il faut aussi donner du travail aux 300.000 "réfugiés" de l'intérieur que sont les chô-

Editorial....

Ni les Syndicats, ni le Parti Socialiste ne s'adresse à ce secteur comme un allié, pour le gagner, ni ne fait intervenir la classe ouvrière, pour donner une issue à la crise capitaliste, ce qui donnerait confiance à ce courant dans la capacité de direction de la classe ouvrière. Maintenant, les Partis Ouvriers, les Syndicats ont un fonctionnement et une structure qui empêchent les travailleurs de s'exprimer et de décider.

La discussion au Conseil Général, à propos de l'énergie, est très importante, parce que certains camarades mettent en cause directement le système capitaliste et les grandes compagnies d'électricité. D'autres camarades critiquent très sérieusement le clientélisme et le mandatement qui est monnaie courante dans le PSB, et qui musèle et paralyse la vie du Parti, qui empêche la discussion objective, et favorise la corruption, les privilèges de toutes sortes.

Toutes ces critiques et mises en cause sont importantes, et il faut en tenir compte, mais elle s'expriment de cette façon parce qu'il n'y a pas un courant organisé sur la base d'un programme d'alternative sociale, contre le capitalisme.

Voilà ce qu'il faut discuter dans

le Parti Socialiste. "Tribunes Socialistes", n'est pas intervenue, n'a rien fait pour aider à construire cette direction, elle a démontré sa faiblesse et son inconséquence par manque de programme anti-capitaliste et par conciliation avec le reste de la bureaucratie du Parti. Les critiques que le camarade formule contre le clientélisme et le mandatement sont tout à fait justifiées, elles expriment le rejet et le dégoût pour la bureaucratie que partage la classe ouvrière.

Mais il faut discuter un programme de transformations sociales, permettre que la classe ouvrière intervienne pour en finir avec cet appareil bureaucratique.

La situation mondiale pèse également énormément sur la discussion, interne dans le Parti Socialiste, et l'approfondissement de la crise capitaliste, son affaiblissement dans le monde obligent les Partis Socialistes, les Partis Ouvriers à un changement de politique. Tous ces problèmes sont complètement liés à la détérioration des conditions de vie et de travail de la population en Belgique. Le gouvernement vient de décider qu'il sera impossible d'accorder les 36 Heures en 1981, alors que VdB avait donné son approbation à cette revendication. Le gouvernement veut décider la réduction du budget Maladie, Invalidité aux "grands risques de vie", le chômage continue d'augmenter malgré les falsifications réali-

meurs, victimes de la crise et de la décomposition du régime capitaliste.

Il faut que les camarades du Parti Communiste prennent l'initiative la plus grande dans cette contre-campagne, avec les associations qui appuient le Vietnam, avec les Posadistes. Ce n'est pas correct que les députés communistes au Parlement aient voté avec les partis bourgeois pour appuyer la nécessité de l'aide aux réfugiés. Le peuple belge, la classe ouvrière n'a pas un centime à leur devoir pour les accueillir, eux plutôt que les autres. Il faut faire comme le Parti Communiste Français qui a refusé que les municipalités communistes aient encore la charge d'accueil de réfugiés vietnamiens. Que les capitalistes leur ouvrent les portes de leur villa, de leur résidence, que le roi leur donne son palais...

Nous appelons aussi à une discussion au sein du Parti Socialiste, du mouvement syndical et du mouvement chrétien de gauche sur ce problème. Il a une grande importance de principe, parce qu'il s'agit de défendre, au travers du Vietnam socialiste, une expérience historique qui montre la supériorité du socialisme sur le régime capitaliste, et donc de manifester la résolution avec laquelle le mouvement ouvrier en Belgique, lutte lui-même pour une telle transformation de la société, et pour être la direction de la société de demain.

C'est un fait notable que, malgré toute cette campagne, le capitalisme ne rencontre aucun écho parmi les travailleurs. Il n'y a pas eu de manifestation, de résolution de la part de la classe ouvrière, pour soutenir ces réfugiés. Tout cela va se retourner contre le capitalisme lui-même; plus ils en remettent et plus les gens réagissent et voient, toutes leurs contradictions, et ils approfondissent leur réflexion contre le capitalisme. Il faut prendre appui sur cette maturité que montre la classe ouvrière, pour mener une offensive et ne pas laisser l'initiative au capitalisme, tant à propos de cette campagne que dans la lutte pour les revendications anti-capitalistes et pour la transformation de la société en Belgique.

Le 9 Juillet 1979

sées, avec les chômeurs mis au travail et le cadre spécial temporaire... le gouvernement a fermé les frontières pour les "clandestins", et cherche à réduire le nombre de travailleurs immigrés, principalement ceux venant de pays qui ne font pas partie de la Communauté Européenne. Et il va donner des millions pour les réfugiés du Vietnam. C'est une politique délibérée contre le Vietnam socialiste. La crise éclate également au sein du PSB, parce qu'il ne comprend pas le rôle, la fonction des pays socialistes et qui le fait participer à toutes ces campagnes hypocrites et mensongères contre les Etats Ouvriers, et le Vietnam en particulier.

Nous invitons les camarades du Parti socialiste, les Jongsocialisten, les Jeunes socialistes à discuter les expériences socialistes du monde qui montre que des pays comme l'Angola, le Mozambique, l'Ethiopie ou même l'Iran peuvent se développer économiquement, socialement une fois qu'ils ont appliqué un programme anti-capitaliste de nationalisations, d'intervention de la population et de la classe ouvrière. Nous invitons les camarades de gauche socialiste à discuter ce programme, qui va être l'instrument le plus nécessaire pour que le Parti rompe la politique de participation gouvernementale, mène la lutte consciente pour un programme de changement de société, et devienne un véritable Parti Socialiste.
Le 10 Juillet 1979

LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DU TRIOMPHE DE LA GUERRILLA AU NICARAGUA

J. POSADAS

18 Juillet 1979

Nous saluons les masses du Nicaragua et la direction du Front Sandiniste et nous saluons également le développement de la lutte révolutionnaire qui est parvenue à liquider Somoza. Une autre lutte commence maintenant, quant au caractère du gouvernement, aux mesures économiques et politiques à prendre.

Cette lutte est à la fois plus simple et plus complexe parce qu'elle concerne les formes et le programme du nouveau gouvernement, la propriété, la direction de la propriété de la terre, des mines en particulier. Il s'agit là d'une nouvelle phase du processus révolutionnaire, qui va s'aiguïser.

Mais, il apparaît de façon évidente, claire et catégorique que le triomphe du mouvement sandiniste ex prime le niveau du rapport mondial des forces, qui permet à un mouvement aussi petit d'obtenir une telle victoire. C'est une répétition de l'Iran, et dans une certaine mesure d'une importance politique supérieure à celle de l'Iran, bien que sur le plan concret, organisationnel, son importance est moindre. Le Nicaragua est un petit pays, de moins de 3 millions d'habitants, et un des plus pauvres de toute l'Amérique Latine.

65% de l'économie sont aux mains du groupe de Somoza. Il n'y a pas d'écoles, ni d'hôpitaux, ni même de téléphone, il n'y a pas de rues, ni des transports. Tout ce qui a une certaine importance dans le pays appartenait à Somoza et quelques secteurs de la bourgeoisie.

Maintenant, la lutte va se dérouler entre le secteur bourgeois, (qui est allié au capitalisme de toutes façons), et les secteurs sandinistes, sur le caractère et les rythmes de développement de l'économie. Mais c'est la deuxième défaite mondiale que l'impérialisme yankee et le système capitaliste subissent en moins d'un an. Celle-ci est même dans une certaine mesure supérieure à l'Iran: car le Nicaragua sort de 40 ans de dictature, il n'y a pas de parti, pas de syndicats, pas de quoi manger, un taux de mortalité énorme du à la faim, et 85% d'analphabètes. Ce peuple-là s'est soulevé, et il a liquidé, rompu et détruit un centre fondamental de l'impérialisme yankee en Amérique Latine: tout cela, sans force militaire, sans organisation politique. Mais il comptait sur le rapport de forces mondial.

L'impérialisme ne pouvait pas intervenir ouvertement, ou envahir, bombarder, ni envoyer directement des armes, à cause de la présence, de l'Union Soviétique, de Cuba et des autres Etats Ouvriers: Voilà quelle est la base de la relation mondiale des forces.

Bien que le mouvement sandiniste soit petit et pauvre en force, en nombre et en armes, il a beau coup d'idées. Une tendance qui se situe à la gauche du mouvement est en train de poser la nécessité des étatisations et s'appuie pour le faire sur Cuba, le Vietnam, l'Ethiopie et les autres Etats Ouvriers: Voilà ce qu'est la relation mondiale des forces. S'il n'y avait pas eu Cuba, les Etats Ouvriers et le Vietnam, l'impérialisme intervenait; il se préparait déjà à intervenir. Mais cela signifiait pour lui affronter Cuba et l'URSS et il a dû se retirer. Il est certain qu'il y a eu des résistances de la part des gouvernements latino-américains, du Pacte Andin.

Mais ces pays n'ont pas de forces économiques ni militaires, ils n'auraient pas pu empêcher une intervention de l'impérialisme. De plus, ils n'avaient encore rien dit jusqu'à maintenant. Ils n'ont réagi que lorsque les forces sandinistes ont montré qu'elles pouvaient triompher. C'est alors qu'ils se sont montrés. La aussi, on peut mesurer la relation mondiale des forces. Ces pays auraient pu s'opposer plus tôt à l'impérialisme. Mais ils ne pouvaient pas non plus s'opposer aux sandinistes, qu'ils redoutaient également à cause de ces objectifs de transformations sociales.

Le mouvement sandiniste a pu être libéré de nombreuses brochures, il a beaucoup discuté et il y a eu beaucoup de polémiques en son sein. Mais le secteur le plus résolu, celui qui a dirigé les guérillas, est le même qui veut des transformations sociales.

Le gouvernement qui assume le pouvoir au Nicaragua, quelle que soit sa composition, gardera la même situation qu'actuellement, s'il ne procède pas à des transformations, de type social. Il n'y a pas de progrès possible au Nicaragua avec de petites modifications de l'économie ou de la structure administrative.

L'essentiel de l'économie est concentrée dans les mains de Somoza - comme c'était le cas pour le Shah en Iran -, cela favorise l'impulsion à l'étatisation et la planification. La lutte économique et sociale va s'amplifier et se développer et dans cette lutte, les sandinistes pourront également s'appuyer sur le rapport mondial des forces.

L'impérialisme yankee n'est pas intervenu ouvertement pour ne pas se heurter de front à l'Union Soviétique, à Cuba et aussi à la population nord américaine. Voyez le discours de Carter: C'est une lamentation, une litanie désolée. Il pleure en disant: Nous les nord américains, nous sommes nés avec la liberté, nous avons développé la liberté, l'économie, la culture (ce qui est faux, car ils n'ont rien développé culturellement, à part quelques uns; leurs scientifiques ne sont pas originaires des Etats-Unis). Et il termine en disant: "Mais dans ce pays l'intérêt individuel prime sur le bien-être et les relations humaines". Il fait une critique de la relation capitaliste. Cela indique un degré très aigu de crise. Il est évident qu'il ne dit pas cela avec l'intention de rectifier la route et prendre celle de la démocratie et de l'Etat Ouvrier. Mais cela montre la décomposition du système capitaliste et une lutte furieuse qui entrave l'influence du gouvernement, sur les masses petites-bourgeoises.

Suite page 2

Voir page 4

A PROPOS DE LA CARAVANNE
POUR LE DESARMEMENT

Pour pouvoir
désarmer, il faut en
finir avec le
capitalisme !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs

17ème ANNEE

N° 318

Le 10 Août 1979

Périodique bi-mensuel - Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE - B.P. 273 Charleroi I. - Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs; - Abonnement annuel 150 Frs. - Abonnement de soutien : 500 Frs. - A verser au CCP 000.0976234.26 de C. Pôlet-Editeur Responsable : Cl. Pôlet, 20, Place Morichar - 1060 Bruxelles.

Les mesures du gouvernement et la crise du régime doivent être combattues avec un programme anticapitaliste

Editorial

par la bourgeoisie !

Alors que les capitalistes refusent d'encore investir en Belgique, accusant les travailleurs de vouloir de trop hauts salaires, ils font des investissements énormes, ailleurs, comme en Arabie Saoudite, là où cela rapporte beaucoup à certains. Il met en évidence, également à quel point, la monarchie belge est un instrument du capitalisme pour assurer la continuité de son pouvoir sur la Belgique et c'est en échange de ce rôle que princes et roi participent au partage du gâteau capitaliste.

Dans cette situation, on ne doit pas simplement dénoncer les moeurs "malhonnêtes" de la grande bourgeoisie de Belgique mais tirer la conclusion que tout ce qu'elle fait, organise, dirige ou détruit, est en défense de ses intérêts de classe de défense de la propriété privée, de la concurrence, de la course au profit, qui sont les lois du régime capitaliste. Ces "moeurs" ne sont pas nouvelles, c'est la base même du fonctionnement du capitalisme; mais ce qui est nouveau, c'est que la bourgeoisie ne parvient plus à étouffer de tels scandales et que même la sacro-sainte Société Générale et la famille royale sont mises en cause ouvertement.

Cela veut dire que au sein même des secteurs qui soutenaient le régime capitaliste, s'installe la perte de confiance, le pessimisme, quant au futur du capitalisme. La structure même de la bourgeoisie se désintègre. Pour cela, dans l'armée, la police, la gendarmerie surgissent des revendications qui sont celles de n'importe quel fonctionnaire de l'Etat. Le capitalisme a lancé une énorme campagne contre le Vietnam, pour les soi-disant réfugiés, pour les dissidents et contre les Etats Ouvriers, cherchant par là, à décourager les masses et surtout la petite bourgeoisie de se joindre à la lutte pour un objectif socialiste, de transformations sociales de la Belgique.

Mais tous ces plans échouent, car la crise du capitalisme mondial ressort chaque fois plus profondément et aussi que les peuples dans le monde progressent dans la lutte révolutionnaire. Le triomphe du

suite page 4

ciers immenses qui sont mis en jeu

Carter lance un avertissement au capitalisme yankee: il faut mettre un peu d'ordre dans le pays, si non... C'est nous qui serons remis en place. Voilà le fond du discours du représentant de l'impérialisme le plus puissant du monde! Mais contrairement à ce que dit Carter, c'est faux que les Etats Unis sont le pays le plus puissant du monde. S'il l'était, il serait intervenu au Nicaragua. Il aurait même affronté et vaincu les Soviétiques au cas où

ceux-ci intervenaient au Nicaragua. Mais face aux 230 Millions de Nord-américains, c'est Fidel Castro, Cuba et les 9 millions de cubains, qui se sont imposés.

On ne sait pas encore clairement si Somoza s'est enfui, s'il abandonne ou s'il cherche un nouvel accord avec les sandinistes. Mais il est évident que c'en est fini du pouvoir de Somoza. Le pouvoir sandiniste doit maintenant faire face à

des tâches, prendre des mesures, pour lesquelles il n'a pas les moyens économiques, organisationnels, ni militaires, ni la direction politique suffisante. Mais, de toute façon et malgré toutes ces limitations, la chute de Somoza va avoir des effets dans toute l'Amérique Latine.

Elle a eu lieu après les réformes intervenues au Brésil, et favorables au développement des droits démocratiques, des droits syndicaux, et faisant certaines concessions de liberté politique - entre autre au Parti Communiste. Ce n'est pas encore assuré, mais en principe Carlos Prestes, le secrétaire du Parti Communiste, peut rentrer librement au Brésil et ne sera pas poursuivi comme communiste.

Le centre qui décide et détermine le cours de ce processus, ce sont les Etats Ouvriers. Le triomphe des sandinistes en est un exemple probant.

Quelque soit le temps qu'il y met, le Nicaragua va devenir un Etat Ouvrier. Et cela, même si les Yankees ou d'autres interviennent.

La raison essentielle de cela est que le Nicaragua, pour sortir de l'arrière-pensée, doit aller vers un Etat Ouvrier. On ne sort pas de l'arrière-pensée dans le cadre de la propriété privée. D'autre part, il existe déjà des expériences dans l'histoire, qui démontrent que le pays le plus arriéré du monde peut appliquer les expériences du monde; et ce n'est pas la capacité ou la force militaire de l'impérialisme qui peut l'en empêcher. L'impérialisme n'en a pas la force parce que ce processus ne dépend pas d'un rapport de forces militaires, mais de relations sociales et politiques mondiales.

Pour faire sortir le pays de l'arrière-pensée, il est nécessaire de prendre des mesures économiques et sociales afin de développer l'économie et y faire intervenir la population. Le problème n'est pas seulement de développer l'économie, mais de voir qui la développe et dans quel objectif. Il faut voir également quelle intelligence et quelle capacité a le pays pour réaliser tout cela. Il n'y a pas de développement économique, d'un point de vue capitaliste. Il faut planifier et élever la capacité de la population, pour intervenir à la direction du pays.

La population, mise à part un petit noyau, n'a pas pu acquérir la capacité théorique, politique et organisationnelle. Les formes de vie syndicale sont très réduites. Il y a eu 42 années de dictature atroce. Un aspect essentiel consiste à développer au sein de la population, la capacité culturelle, des connaissances simples et générales et une pratique concrète de la direction du pays, de façon à empêcher que si des élections ont lieu dans l'état actuel du peuple nicaraguayen - sans préparation sociale et politique -, elles ne donnent l'avantage à des secteurs bourgeois qui chercheraient à attirer les masses sur la base de propositions de solutions immédiates, lesquelles ne pourraient être que des remèdes et non de réelles solutions.

Ce processus offre des conditions très profondes pour toute l'Amérique Latine. Dans ce petit pays qui a passé 42 ans sans vie de parti, sans Syndicat, ni vie culturelle, ce sont les sandinistes qui ont triomphé. La population s'est soulevée et a suivi les sandinistes, elle n'a pas obéi à Somoza. Si la population n'avait pas répondu à la guérilla, Somoza allait gagner. Mais la population ne s'est pas laissée intimider par les morts et par les as-

LA SIGNIFICATION DE LA GUERRILLA

sassinats. Cela veut dire qu'elle vient à la fin du processus du monde et avait confiance en lui.

Elle se guidait en fonction du processus du monde; Ce n'est pas seulement la propagande sandiniste, aussi si bonne qu'elle ait été, qui aurait pu atteindre toute la population. La population était au courant du processus mondial par mille canaux - radio, conversations, journaux - et elle a fait confiance aux sandinistes.

Elle a vu que ce sont eux qui sont décidés à renverser Somoza. Elle a vu au travers du Front Sandiniste, un mouvement politique armé, pas simplement un mouvement de guérilla, mais un mouvement armé et politique dont l'objectif était de réaliser des transformations sociales.

Au Nicaragua, il n'y avait pas de partis ni de Syndicats. Mais il y en a à Cuba, en Italie et en Grèce.

Et cela influence le Nicaragua. Telle est la relation mondiale des forces. Il n'y avait pas de Parti, ni de Syndicats au Nicaragua, mais il y avait une guérilla qui se basait sur ce qui s'est passé à Cuba et dans d'autres pays d'Amérique Latine; Le rapport de forces mondial remplace transitoirement l'absence d'une force concrète, et permet d'avancer quand même. Cela implique aussi que l'impérialisme n'intervient pas à cause de ses contradictions internes et de sa crainte de l'Union Soviétique. Le capitalisme européen - France, Italie, Allemagne, et Angleterre - n'a pas intérêt au Nicaragua.

Il a intérêt à empêcher ses effets révolutionnaires, mais il n'a pas la force de l'empêcher, il est plein de contradictions lui-même. Il doit donc laisser faire. Il n'agit pas ainsi parce qu'il serait d'accord, ou qu'il renonce, mais parce qu'il en est empêché par la relation mondiale des forces.

En Allemagne, une crise s'est produite récemment dans l'armée. Le chef de l'armée de mer a fait une déclaration proposant de soumettre l'armée allemande à l'OTAN pour intervenir en cas de besoin dans des pays comme l'Iran. Le ministre de l'intérieur a répliqué: "C'est nous et pas vous qui déterminons la politique extérieure de l'Allemagne". "Vous avez à nous obéir". Ce chef militaire a démissionné et celui qui l'a suivi a déclaré qu'il représentait le gouvernement et que c'est donc au gouvernement de le diriger. Cela ne veut pas dire que Schmidt ou les capitalistes allemands soient défenseurs de la neutralité. Mais les contradictions du système capitaliste sont telles qu'ils ne peuvent pas les éliminer, ou les écarter.

Entre autres contradictions, il y a le fait que l'Allemagne voit que la guerre signifie sa propre destruction. Le triomphe de la révolution également: Alors quelle politique doit-elle faire? Voilà le pourquoi de l'indécision des allemands, des anglais, des français. Ils ne peuvent plus décider! Ils sont indécis parce qu'ils n'ont pas de forces pour décider et parce qu'ils sont pleins de contradictions intérieures. S'ils affrontent seuls les Soviétiques, ils usent toutes leurs forces sociales, les masses en Europe se soulèvent et ce sont les Yankees qui l'emportent en tant que concurrents du capitalisme européen

S'ils s'unissent aux Yankees

Vive le triomphe de la Révolution au Nicaragua!

Nous saluons avec toute notre passion communiste le triomphe de la révolution au Nicaragua. Révolution qui a expulsé une des dictatures les plus féroces et assassines d'Amérique Latine soutenue et alimentée économiquement et militairement par l'impérialisme à travers leur chef de file, les Etats-Unis.

Cette victoire du peuple nicaraguayen, dirigé par le Front Sandiniste, ne se limite pas aux frontières de ce pays mais représente une victoire de toutes les masses du monde car elle signifie un recul très grand du système capitaliste mondial et de l'impérialisme qui a été incapable d'empêcher la destruction du régime de Somoza et tout ce qu'il représente pour lui.

Le Nicaragua est un exemple et une démonstration qu'un petit pays avec deux millions d'habitants sans force militaire importante, avec la seule volonté des masses et un rapport de forces mondiales favorable à la révolution a pu triompher d'une dictature et défier la plus grande puissance militaire sans que celle-ci puisse intervenir. Il faut souligner que les Etats-Unis ont soutenu jusqu'au bout Somoza et ont essayé d'intervenir militairement mais il n'y avait pas les conditions pour le faire. Même les organes qu'il a créés pour assurer la défense de ses intérêts en Amérique Latine comme l'O.E.A. lui échappent des mains et il ne peut plus les contrôler et imposer une intervention militaire.

Le triomphe du Nicaragua est d'une très grande importance pour l'humanité car il illustre bien le rapport de forces mondiales.

Si l'impérialisme n'a pas pu intervenir, ce n'est pas par peur des sandinistes car il lui suffisait d'appuyer sur un bouton sans bouger des Etats-Unis pour faire exploser une bombe, il aurait anéanti toute forme de vie, détruit tout le pays (il n'avait rien à perdre au Nicaragua du point de vue économique) et aurait écrasé toute forme de révolution et assuré son prestige. Mais s'il ne l'a pas fait c'est qu'il existe une autre force qui l'en empêche, et cette force c'est l'Union Soviétique et tous les Etats Ouvriers, et une situation mondiale favorable à la révolution qui influence également les masses des Etats-Unis même.

La défaite de l'impérialisme au Nicaragua est plus importante et plus dangereuse pour son système que toutes celles qui l'ont précédé même l'Iran n'a pas la même portée car elle ne représentait qu'une base d'espionnage et une source de richesses, mais le Nicaragua représente une défaite politique et sociale car c'est une révolution qui se déroule à ses frontières et pour cette raison, son influence sera plus grande pour les masses des Etats-Unis et des autres pays latino-américains comme l'analyse le camarade Posadas, elle va faire basculer le rapport de forces en Amérique Latine en faveur de la révolution et va constituer avec Cuba les forces qui vont impulser la révolution en Amérique Latine.

Dans ce sens il faut faire un appel aux masses des pays d'Amérique Centrale à expulser l'impérialisme et à planifier en commun l'économie. C'est la seule façon de résoudre les problèmes des masses d'Amérique Centrale.

Nous réitérons le salut à la révolution nicaraguayenne, aux masses de ce pays, au front sandiniste et au gouvernement de reconstruction nationale qui se trouvent actuellement confrontés aux difficultés de la construction du pays qui est une lutte beaucoup plus difficile et plus longue que la lutte armée. Mais les Etats ouvriers et Cuba qui est juste à côté, ont déjà montré à l'humanité que la seule façon de développer le pays, de résoudre les problèmes des masses, de faire une société plus juste qui permet à tous d'avoir une vie digne et décente passe à travers l'étatisation des moyens de production, de la planification et du monopole du commerce extérieur.

Nous croyons que la nationalisation des terres de Somoza et des gardes somozistes, et le début de la collectivisation de ces terres sont importantes et qu'il faut persévérer dans cette voie en tenant compte aussi de toutes les difficultés économiques qui vont se poser à l'avenir et de l'influence du capitalisme qui va tout tenter pour contenir. C'est ce qui explique sa précipitation pour aider le Nicaragua.

Le triomphe de la révolution au Nicaragua est un exemple et une démonstration aux masses du monde, à la classe ouvrière des pays capitalistes, aux partis communistes, socialistes, à tous les mouvements ouvriers dans le monde que l'impérialisme n'est pas invincible malgré toutes ses bombes et ses armes sophistiquées, parce qu'il y a un rapport de forces mondial qui ne peut plus lui permettre de déterminer le cours de l'histoire.

Nous faisons un appel aux partis communistes, socialistes, aux syndicats à discuter l'expérience du Nicaragua pour tirer les conclusions nécessaires pour la lutte anti-capitaliste en Belgique.

LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DU TRIOMPHE DE LA BOURGEOISIE AU NICARAGUA

18 Juillet 1979

J. POSADAS

contre les Soviétiques, ceux-ci gagnent toute l'Europe en trois semaines: à partir de l'intérieur, sans même intervenir de l'extérieur. Les capitalistes européens vivent cette contradiction, ils doivent faire progresser des relations économiques et sociales, mais leur politique ne peut servir à cela et ils ne peuvent faire d'autre politique, que celle de défendre le système capitaliste, en même temps qu'ils sont de plus en plus concurrents avec l'impérialisme yankee et japonais. C'est pour cette raison que le système capitaliste en Europe ne dit pas un mot du Nicaragua. Au contraire, quand on lit les journaux bourgeois on voit: " Les massacres, au Nicaragua "..... Ils devraient dire normalement: " C'est la révolution au Nicaragua, nous sommes contents ! " tout comme ils l'ont dit pour la révolution chinoise et russe. Mais maintenant, ils doivent se plaindre de ce qui arrive et rien d'autre.

Ce n'est pas seulement la solidarité mondiale qui a permis la victoire sur Somoza. C'est le rapport mondial des forces qui a empêché l'impérialisme yankee d'intervenir. Au cun pays capitaliste n'a pris de résolution pour une intervention en faveur des sandinistes.

Seuls les pays socialistes l'ont fait. Cuba a même proposé d'intervenir. Les Yankees ont menacé d'intervenir et les Soviétiques ont fait savoir qu'ils étaient attentifs à l'intention des Yankees et qu'ils n'allaient pas se tenir tranquilles. Même si les Soviétiques n'avaient pas pu intervenir au Nicaragua directement, ils auraient cherché à gagner plus de positions en Afrique ou en Asie. Les Yankees ont arrêté leur intervention, par peur de ces conséquences.

D'autre part, les pays capitalistes d'Europe n'ont manifesté aucune préoccupation pour intervenir, parcequ'ils redoutaient la réaction des masses - surtout des communistes car les socialistes n'ont rien dit. Il faut tenir compte également de la pression de la population nord-américaine qui a été influencée par les masses du monde, par les Partis Communistes, mais surtout et en particulier par la résistance que le Vietnam a opposé à la Chine. Cela a donné une impulsion énorme.

Voilà ce qu'est le rapport de forces mondial. Les Yankees seraient intervenus s'ils n'avaient pas l'Union Soviétique en face d'eux. C'est la raison essentielle de leur attitude, le reste compte aussi, mais à un niveau secondaire. C'est la relation mondiale des forces, favorable à la lutte anti-capitaliste, qui décide.

Cela veut dire qu'il y a des centres de pouvoir politique, social et militaire, qui contiennent le capitalisme. Ils ne pourront pas empêcher la guerre, mais ils la contiennent. Ce sont les Etats Ouvriers, l'Algérie, le Mozambique, Cuba et le Vietnam surtout dans cette dernière étape, qui ont un poids objectif tel qu'il empêche les Yankees de faire ce qu'ils veulent, sans craindre d'aboutir à la guerre. La guerre ne convient pas aux Yankees pour le moment, car ils n'ont pas la préparation, ni l'unité suffisante pour la faire et de plus ils sont en grande concurrence avec le capitalisme européen.

Une mesure de la concurrence inter-capitaliste et des contradictions de ce régime, qui sont la cause

de son impossibilité historique de survie - est donnée par le fait que les allemands ont appuyé Brejnev contre Carter et que Giscard d'Estaing est allé fleurir la tombe de Lénine. Cela ne veut pas dire qu'il va appuyer le Parti Communiste, mais bien qu'il prend appui sur les Soviétiques contre les Yankees.

Le système capitaliste a des contradictions antagoniques avec les Etats Ouvriers, mais les contradictions et la concurrence inter-capitalistes sont telles qu'ils ne peuvent pas s'unifier contre les Etats Ouvriers.

Les pays d'Amérique Latine ne sont pas tous semblables. Le Nicaragua est très différent de l'Argentine, du Brésil, ou du Mexique. Le Nicaragua n'a pas d'industrie, ni de prolétariat, ni des Syndicats. En Argentine, il y a un prolétariat très combatif comme en Europe. C'est lui qui par sa lutte a maintenu le peu de droits démocratiques et syndicaux existants dans ce pays depuis la chute de Péron. A l'époque de Péron, les Syndicats ont exercé une très grande fonction. Péron lui-même l'a préconisé, il leur a fait des concessions très importantes. Il recherchait une alliance avec la classe ouvrière pour développer l'économie du pays.

A cette étape, les Syndicats ont fait des conquêtes très importantes qui n'étaient même pas acquises en Europe - telles que le Conseil d'usine, le contrôle des entreprises. C'est le prix que Péron a dû payer pour avoir l'appui des masses. L'Uruguay, tout en étant un petit pays a un mouvement syndical et un Parti Communiste très développés

Au Brésil, également, il y a un mouvement syndical massif, très important et combatif. Il n'en est pas de même dans le reste de l'Amérique Latine. Mais il y a aussi de très petits pays comme l'Equateur, qui n'a pas d'industrie, mais qui a un grand mouvement syndical, socialiste communiste, et aussi posadiste. En Bolivie, il y a une grande concentration prolétarienne dans les mines, et un poids important des ouvriers d'usine. Au Pérou, également, il y a une grande concentration prolétarienne et un important mouvement des paysans, tout comme en Bolivie et en Equateur.

En Amérique Centrale, il n'y a pas eu de mouvement syndical depuis 1930. A cette date, il y eut une grande grève très importante des ouvriers des plantations de bananes au San Salvador. Ils ont tué 36.000 ouvriers. Depuis lors, il n'y a plus rien eu. Les partis communistes ont eu des positions très mauvaises

Ils avaient une attitude très courageuse en 1930, mais une position très mauvaise. Il en fut de même quand ils se sont trouvés devant le mouvement d'un secteur de la bourgeoisie nationale et des militaires de gauche au Guatemala. Et en Colombie, ils ont aussi fait la même chose. L'Amérique Latine n'est pas toute pareille. Ce qu'elle a de commun, est le manque d'une direction politique. Il n'y a pas de direction politique, pour organiser le mouvement ouvrier, dans aucun pays.

Le poids social de la petite bourgeoisie est très grand, sa combativité également. Mais, il n'y a pas de Parti, pas de direction. L'Amérique Latine apparaît alors comme un continent dépourvu de forces politiques et sociales. Mais en réalité, ce la est faux. Il y a de grandes forces politiques et sociales qui sont

en train de se développer dans les principaux pays. C'est la direction politique qui fait défaut.

L'Europe a exercé une influence sur l'Amérique Latine, et en particulier en Uruguay et en Argentine au Brésil, la base essentielle de la formation du mouvement est d'origine italienne. Mais tout cela s'est beaucoup perdu aujourd'hui.

Il n'y a pas de direction. Les communistes n'ont jamais compris le processus en Amérique Latine. A l'époque de Péron, ils ont fait une campagne mondiale disant: " Péron est fasciste ". Ils ont appuyé l'impérialisme yankee ouvertement en Argentine. Dans leurs meetings électoraux, ils faisaient une campagne d'appui à l'impérialisme yankee, ils soutenaient Santa Marina, un des chefs de l'oligarchie argentine, et le plus important éleveur du pays.

Dans un meeting, ils ont parlé aux côtés de Braden, l'ambassadeur yankee. Ils sont responsables de ce retard de l'Amérique Latine. Ils ne disent pas un mot de cela. Codovilla, fondateur et dirigeant du Parti Communiste argentin, disait: " Péron est le fascisme " et il s'associait, à l'impérialisme yankee contre Péron. Péron était un représentant de la bourgeoisie nationale, qui du fait de sa propre faiblesse, faisait une alliance avec le prolétariat. Il a dû faire beaucoup de concessions au prolétariat. C'est le premier pays, avant même l'Europe, qui a eu des conseils ouvriers, et a contrôlé les livres de comptes des entreprises, et qui avait des délégués de sections. La bourgeoisie finit par voir tout ce que cela signifie, et elle a alors commencé une campagne contre Péron. En particulier, la bourgeoisie liée à l'agriculture et l'élevage et également celle liée à l'impérialisme.

Au Nicaragua, il n'y a pas eu de grands mouvements depuis l'assassinat de Sandino en 1934. Mais les forces nicaraguaises d'aujourd'hui résident dans le rapport mondial de forces, qui empêchent l'impérialisme et la bourgeoisie latino-américaine d'intervenir. Si elle n'intervient pas ce n'est pas par indifférence, mais par peur.

Pour que cette intervention soit significative, c'est l'Argentine, le Brésil, le Venezuela, et le Chili qui doivent intervenir. Le Chili n'a pas osé lever le petit doigt. Les Etats Ouvriers, et même les Partis Communistes et Socialistes d'Europe ont fait pression pour les empêcher d'intervenir.

Certains secteurs de la bourgeoisie ont poussé à la chute de Somoza, parcequ'ils veulent développer le marché pour eux.

Mais la bourgeoisie latino-américaine redoute les conséquences sociales d'un développement de lutte, d'un développement de l'opposition. Cependant, elle n'a pas pu intervenir.

Le rapport de forces mondiales a empêché l'impérialisme d'intervenir directement. Une partie de la bourgeoisie du Pacte Andin, ainsi que le Mexique et Panama, était intervenue avant la chute de Somoza, faisant des déclarations contre lui et a rompu les relations avec lui parceque cela les gênait politiquement, en même temps qu'il ne les intéressait pas sur le plan économique.

Mais avant, ils avaient tous appuyé ouvertement Somoza. Cette fois-ci ils s'en sont séparés tout de suite. L'intervention du Mexique a été particulièrement importante, par le poids qu'à ce pays parmi les pays d'Amérique Centrale.

L'impérialisme n'a pas pu intervenir directement au Nicaragua, et la bourgeoisie du Pacte Andin s'est séparée de Somoza pour empêcher que le processus révolutionnaire du Nicaragua et le mouvement d'appui aux guérilleros sandinistes ne prennent de l'ampleur dans leur pays respectifs. Il y a eu d'importants mouvements d'appui aux sandinistes dans divers pays d'Amérique Centrale et du Sud. Au cours de l'étape antérieure, des mouvements guérilleros importants s'étaient formés au Pérou, en Colombie et au Venezuela.

Tout le progrès réalisé en Amérique Latine, est dû, essentielle - ment à la mobilisation des masses, à celle du mouvement d'origine bourgeoise s'appuyant sur les masses, qui ont fait des étatisations et une planification de l'économie: En Equateur, au Pérou, en Bolivie, en Colombie, au Venezuela, en Argentine, en Uruguay. Mais l'absence d'un Parti et d'un mouvement stable, la politique vacillante des Partis Socialistes et Communistes, leur suivisme vis à vis du capitalisme ont empêché un progrès plus grand.

L'impérialisme yankee va chercher, actuellement au Nicaragua, à s'appuyer sur les secteurs capitalistes que lui-même avait combattu, parcequ'il s'appuyait sur Somoza.

Maintenant, il va s'appuyer sur tous les capitalistes pour essayer de contenir le processus. Mais avant il envoyait des troupes et il bombardait. Maintenant, il a dû négocier la chute de Somoza, et il doit faire des discours comme celui de Carter voilà à quoi se réduit la force de l'impérialisme yankee !

Le processus qui s'ouvre actuellement va influencer la Bolivie, le Mexique, l'Equateur, le Mexique, le Venezuela, et la Colombie. Il va avoir une influence sociale très profonde. Il donne le ton de comment résoudre les problèmes de l'Amérique Latine. Maintenant, la discussion est sociale, politique, et économique à la fois: Quel est le programme, quelle est la politique, quelle est l'organisation nécessaires pour développer le Nicaragua. Voilà la discussion qui va se développer maintenant.

J. POSADAS Le 18 Juillet 79

Derniers textes de J. POSADAS

Les enfants, la famille et le socialisme

Sélection de textes de 1977 à 1979

LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DU TRIOMPHE DE LA GUERRILLA AU NICARAGUA 18 Juillet 1979

et autre texte sur quel programme pour l'Amérique Latine.

Ces brochures peuvent être obtenues sur demande à l'adresse du Journal au prix de 40 Francs.

Pour pouvoir désarmer, il faut en finir avec le capitalisme !

Les mots d'ordre et les objectifs de la "Caravane pour le désarmement", sont avant tout humanitaires et pacifistes. Ils représentent l'aspiration d'un courant de la population opposé à la guerre, à la violence et toutes ces conséquences sur l'humanité. Ils expriment l'opinion d'un courant de la petite bourgeoisie, qui aspire à d'autres relations humaines, à des formes de communication sociale, au travers de l'intelligence et du raisonnement, qui voit le gaspillage être une norme dans le monde alors qu'existent les conditions matériels et physiques pour en finir avec tous les maux de l'humanité: La faim, les maladies, les guerres et le chômage.

Mais ils ne vont pas jusqu'au bout du raisonnement en montrant le système capitaliste responsable de tout cela, au contraire, ils rendent responsables tous les gouvernements y compris ceux des pays socialistes, qui d'après eux, participent tout autant à la course aux armements que les pays capitalistes.

Les Etats Ouvriers, l'URSS, la RDA, Cuba, le Vietnam n'ont pas besoin de l'industrie de guerre pour se développer. Ils en ont besoin pour se défendre du système capitaliste. Si l'on supprimait les budgets militaires dans les Etats Ouvriers, cela représenterait des possibilités de développement économiques immenses, parce que l'économie est planifiée dans l'intérêt de l'ensemble de la population dans son ensemble, et dans l'intérêt des autres pays qui se libèrent de l'impérialisme. Mais ils ne peuvent supprimer ces budgets militaires sinon ils se trouveraient désarmés face à l'impérialisme qui ne peut supporter le développement du socialisme dans le monde. Il faut voir également que si l'impérialisme mondial n'a pas pu détruire et anéantir les expériences, réalisées jusqu'à aujourd'hui, c'est grâce au potentiel militaire de l'Union Soviétique et des autres Etats Ouvriers. Ils n'ont pas réussi à affaiblir, à détruire ni Cuba, ni le Vietnam malgré la petitesse de ces pays parce que l'Union Soviétique et le camp socialiste dans son ensemble les empêchent par leur supériorité sociale et militaire.

Par contre, si l'impérialisme, le capitalisme mondial arrête leur production de guerre, ils s'écroulent! Il suffit de prendre l'exemple de la Belgique, dont 60% des entreprises du pays fabriquent du matériel d'armement qui est utilisé dans tous les pays du monde, au Zaïre, au Maroc, en Afrique du Sud contre les mouvements de libération et contre les masses qui se révoltent.

Les masses du monde veulent la paix, ont un désir de paix immense, mais tous les mouvements révolutionnaires, tous les mouvements de libération ont utilisé et utilisent, et utiliseront les armes qui leur servent d'instrument pour renverser le régime oppresseur. Mais dans les mains des masses, des mouvements révolutionnaires, des guérillas, elles représentent une nécessité et un progrès et en même temps que les masses utilisent les armes, elles fleurissent les soldats et sortent les guitares, elles s'organisent afin de supprimer la faim, la misère, l'analphabétisme, les maladies et la nouvelle direction issue du mouvement révolutionnaire organise une autre forme d'économie, favorable à l'ensemble de la population du pays

Voilà ce qui a été fait, au niveau le plus élevé en Union Soviétique, à Cuba, au Vietnam, voilà ce qui est en train de se faire en Angola et au Mozambique, et voilà ce qui commence au Nicaragua et en Iran.

Pour avoir la paix, il faut renverser le capitalisme! Voilà ce qu'il faut discuter avec les participants à la "caravane du désarmement", et avec tous les secteurs pacifistes, chrétiens qui rendent au tant les pays socialistes que les pays capitalistes responsables de la "course aux armements".

Le Parti Communiste Belge doit faire une campagne de discussions, d'argumentations pour montrer la supériorité économique, et sociale de tous les Etats Ouvriers, pour montrer que l'économie planifiée se fait pour satisfaire les besoins, de l'ensemble des masses, malgré les séquelles et les conséquences de la politique stalinienne. Dans n'importe quel pays socialiste, n'importe quel travailleur "vit mieux", que dans n'importe quel pays capitaliste. Le niveau de vie ne signifie pas seulement la quantité de produits que l'on consomme mais le niveau de relations sociales.

Dans les pays capitalistes, les conditions de travail, dans les usines, sont des agressions permanentes à la santé morale et physique des travailleurs, alors qu'à côté de cela, existe une armée de chômeurs improductifs. L'intoxication intellectuelle poursuit les gens jusque dans leurs maisons au travers des mass media, Radio, Télévision, presse, etc... pour consommer tel ou tel produit, et surtout au travers des campagnes contre le Vietnam et les Etats Ouvriers.

Dans aucun Etat Ouvrier, n'existent les mêmes problèmes de crise, ni les mêmes problèmes de chômage, sauf en Yougoslavie parce que la direction de l'Etat ouvrier yougoslave a maintenu le plus de relations de concurrence de type capitaliste.

Il faut discuter avec les pacifistes, que les pays socialistes ne sont pas fauteurs de guerre. L'URSS, Cuba, le Vietnam, partout où ils

sont intervenus militairement ont aidé à chasser la réaction, la féodalité et à installer le progrès. Ils ont aidé à chasser l'impérialisme, le capitalisme et la féodalité et en même temps ils envoient des enseignants, des techniciens pour participer à la reconstruction du pays. C'est ce qu'ils ont fait en Angola, au Mozambique, en Ethiopie, et partout où ils interviennent.

Au Cambodge, le Vietnam est intervenu pour aider à liquider une direction qui ne correspondait plus aux nécessités du progrès du pays.

Le Parti Communiste dit que pour des raisons tactiques, il refuse de participer à cette caravane. Mais en réalité il s'agit de raisons profondément idéologiques qui divisent le PCB, des organisateurs de la caravane.

Le Parti Communiste n'est pas d'accord sur un mot d'ordre: Désarmement unilatéral, il pose par contre la dissolution de tous les blocs militaires. Cela n'est pas seulement un désaccord pour des raisons tactiques, mais il s'agit là d'un problème essentiel à discuter.

Le mot d'ordre des "pacifistes" correspond beaucoup plus aux réalités objectives que nous vivons, parce que vouloir le désarmement unilatéral signifie en Belgique, être contre l'OTAN. Par contre sur ce point précis le PCB souhaite le désarmement bilatéral, qui est une utopie, et un suicide pour les pays socialistes. Nous invitons le Parti Communiste à discuter tous ces problèmes dans le Parti même, et à donner des explications cohérentes, argumentées à tous ces courants afin de les conduire à une conclusion anticapitaliste. Ce sont des problèmes essentiels sur lesquels le PCB et le mouvement communiste doit intervenir: Par exemple, pour pouvoir convaincre tous ces courants, le PCB doit discuter bien plus profondément que ce qui a été fait, l'invasion du Vietnam, et la politique contre révolutionnaire de l'actuelle direction de l'Etat Ouvrier chinois, pourquoi ce la s'est-il passé? Quelles sont les raisons de cette invasion? Pour quoi l'Union Soviétique intervient-elle militairement aux côtés de l'Ethiopie contre

Erytrée? Il faut discuter tout cela sur la base des principes et de la méthode marxistes et non en fonction d'aspirations humanitaires et pacifistes. Et le principe essentiel à discuter est que le processus de la lutte de classe se définit, système contre système: D'un côté les Etats Ouvriers et les masses du monde et de l'autre l'impérialisme et le capitalisme mondial. Tout processus doit être analysé globalement en fonction de cet affrontement classe contre classe. Et de plus, une classe sociale dans l'histoire, en l'occurrence, le capitalisme est prêt à utiliser tous les moyens pour se maintenir.

La revendication posée par la caravane du désarmement demandant, que les différents gouvernements nationaux donnent 1% de leur PNB pour résoudre les problèmes de la mortalité infantile est illusoire. D'abord, parce que les gouvernements capitalistes, comme le belge, par exemple ne sont pas du tout disposés à céder cette revendication, et de plus en admettant qu'ils puissent le faire que font-ils des autres 99%. Il suffit de voir le nouveau budget voté par le gouvernement. Il s'agit d'un budget réalisé pour faire payer à l'ensemble de la population, la crise du système. Comment un tel gouvernement serait-il donc capable d'utiliser 1% du PNB à des fins humanitaires?

Une délégation de la caravane du désarmement a été reçue, par un représentant de l'OTAN et par Martens. Martens les a reçus, principalement pour tromper les gens et leur montrer que le gouvernement est capable d'un geste. Il l'a fait surtout pour transmettre une insécurité dans ces courants, et en cela il utilise facilement l'ambiguïté de leurs revendications. L'objectif de Martens a été de chercher à gagner de l'autorité sur certains courants de la petite bourgeoisie.

Nous invitons le Parti Communiste à discuter tous ces problèmes à faire des conférences-débats, des réunions pour discuter et approfondir ces problèmes importants dans cette étape de la lutte révolutionnaire, et à discuter avec ces secteurs pour les convaincre de la nécessité d'un programme contre le capitalisme, contre l'OTAN, de la nécessité de donner une perspective de société à l'image des expériences déjà réalisées en URSS, en RDA, à Cuba et dans les autres Etats Ouvriers.

Le 9 Août 1979

Editorial: suite de la p.1
Front Sandiniste au Nicaragua est un coup formidable porté aux Yankees, comme le fut Cuba, à deux pas de la plus grande puissance militaire du capitalisme. La relation de forces mondiale contre le système capitaliste et la présence même des Etats Ouvriers au travers de Cuba, ont contribué à ce triomphe du Nicaragua. C'est un triomphe de la Jeunesse et de la nécessité de transformer la société pour progresser! D'emblée, le Front Sandiniste envisage des transformations sociales profondes de la structure économique du Nicaragua, pour mettre le développement économique au service de la population. Et c'est cela qu'il va devoir approfondir, en même temps que l'organisation des comités de quartiers, de villages, d'usines, d'organes de pouvoir où les masses interviennent et dirigent la société.

Elle montre, d'une part, toute la faiblesse du système capitaliste et de l'autre, la nécessité d'adopter un programme contre le capitalisme pour pouvoir progresser. Le capitalisme belge-et mondial- rejette la cause de la crise sur les pays de l'OPEP. Mais les grandes compagnies pétrolières n'ont jamais au

tant fait de bénéfices! Il y a des réserves de pétrole bien suffisantes pour les besoins d'énergie du pays. Ce que les capitalistes ont perdu, c'est la sécurité de continuer à piller les richesses des pays pauvres impunément! On voit bien l'exemple de l'impérialisme anglais avec le Nigéria, qui a nationalisé la BP, sous les yeux mêmes de la reine et de Thatcher. L'Iran a nationalisé toute l'industrie pétrolière et cherche à ne plus dépendre de cette seule ressource pour son développement économique. Il n'y a aucune pénurie d'énergie en réalité, mais la nécessité d'une transformation profonde des relations économiques entre les pays. Et cela, le régime capitaliste n'a ni l'intérêt, ni la capacité de le faire. En Belgique, le fameux "Contrat-Programme", conclu entre le gouvernement et les Compagnies pétrolières en est un exemple. Les Syndicats sont restés silencieux face à ce problème. Mais il faut proposer l'étatisation complète de toutes les sources d'énergie, et de la distribution en Belgique, et mettre le secteur sous contrôle ouvrier et syndical, établir des accords directs avec les Etats Révolutionnaires comme l'Algérie, la Lybie, l'Iran, pour le Pétrole, faire un

plan d'utilisation de l'énergie, dans l'élaboration duquel toute la population intervienne! On peut discuter s'il faut ou non continuer la production automobile, comment développer les transports en commun, comment installer une distribution d'énergie, de chauffage rationnelle, collective. Les étudiants, les chercheurs d'universités, les travailleurs de toutes les entreprises concernées et les gens dans les quartiers peuvent participer à ce débat. Le mouvement syndical doit en prendre l'initiative et le poser dans une perspective de transformations de la société. Il faut se mobiliser pour rejeter toutes les mesures d'austérité que le gouvernement capitaliste cherche à faire peser sur les travailleurs.

Mais cela ne peut pas suffire, pour répondre aux problèmes des causes de toute cette crise: Non seulement c'est aux capitalistes de payer leur crise, mais aussi à la classe ouvrière de montrer à tout le pays qu'elle propose une solution en faveur de la population, pour son bien-être et que c'est pour cela, que les Syndicats doivent intervenir et agir comme direction de la société.

Périodique bi-mensuel-Envoyer toute correspondance à LUTTE OUVRIERE- Boîte Postale 273 Charleroi 1-Abonnement 12 numéros: 80 Francs-Abonnement annuel 150 Francs- Abonnement de soutien: 500 Francs-A verser au CCP 000.0976234.26 de Claudine Pôlet-Editeur Responsable: Pôlet Claudine, 20, place Morichar-1060-Bruxelles .

" LE MONDE EST MUR POUR LE COMMUNISME "

J. Posadas

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

LUTTE OUVRIERE



ORGANE DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE TROTSKISTE
Section Belge de la IVe INTERNATIONALE POSADISTE

7 Francs

17 ème ANNEE

N° 319

Le 5 Octobre 1979

SOMMAIRE

J. POSADAS 24 Juillet 1979
LE DISCOURS DE CARTER SUR LA
CRISE ENERGETIQUE ET LE SENS
DE LA CRISE DU GOUVERNEMENT
NORD-AMERICAIN: voir page 3

*
Après la fête du Drapeau Rouge:
voir page 4

Formons des comités de front de la gauche à partir de toutes les luttes

Editorial

La "rentrée sociale" ne fait que commencer et déjà elle s'annonce chaude. Les actions de grève des travailleurs de la RTT ont été très importantes. Mais il faut discuter parmi les militants syndicaux, que l'on ne peut pas permettre un sabotage tel que l'ont fait les directions syndicales qui, après avoir décidé la grève générale l'ont suspendue et supprimée. Mais ce n'est que partie remise de toute façon, et les travailleurs de la RTT n'ont pas encore dit leur dernier mot. Et ils seront bien vite relayés par d'autres secteurs de la classe ouvrière qui va se mobiliser.

La manifestation des militaires à Bruxelles, exprime le sentiment de "ras le bol", de larges secteurs de la population qui deviennent comme l'ensemble de la classe ouvrière, les victimes de toute la politique anti-démocratique, antisociale du gouvernement. Cette manifestation, montre la perte de confiance de tous ces secteurs du régime capitaliste, et de la "défense de la Patrie". Ils se considèrent comme des fonctionnaires ayant l'Etat comme patron. Quand les militaires, les gendarmes et la police manifestent et sentent la nécessité de s'inscrire au même Syndicat que la classe ouvrière, la CGSP, cela signifie qu'ils ne veulent pas eux non plus faire les frais de la crise capitaliste, ni en être les victimes et qu'ils ne veulent plus non plus servir les intérêts du gouvernement et participer à l'augmentation de l'appareil répressif que la bourgeoisie va mettre en place pour faire face à l'augmentation de la tension sociale qui va s'élever en Belgique. Dans cette manifestation, il y avait aussi des mots d'ordre, réactionnaires comme: "A bas le le gouvernement, les militaires au pouvoir". Cela montre qu'il existe également de petits courants minoritaires dans l'armée, dans la gendarmerie et la police qui sont réactionnaires, qui partagent l'opinion des ministres les plus réactionnaires du gouvernement, et des dirigeants de l'OTAN, pour renforcer toutes les mesures répressives, et éliminer les droits démocratiques élémentaires. La manifestation des militaires présentait ces contradictions. Les Partis Ouvriers et les Syndicats doivent comprendre ces contradictions pour développer une politique capable de gagner les militaires à une perspective anticapitaliste, à une alternative sociale, à faire en sorte qu'ils viennent des alliés du mouvement ouvrier. Dans toutes les armées du

monde, existent les tendances réactionnaires et progressistes. Il est très important que la CGSP, les Partis Ouvriers s'adressent à eux en leur donnant confiance dans une perspective de changement de société, en les incorporant à la lutte, et en leur communiquant la volonté de lutte des travailleurs, et en montrant les expériences dans le monde entier. Les régimes tels celui du Shah en Iran, et celui de Somoza au Nicaragua ont été renversés, alors que les masses de ces pays n'avaient pour vaincre que la volonté de triomphe et ainsi elles ont gagné une partie de l'armée et ont renversé ces régimes qui semblaient inébranlables, tant leur appareil policier et militaire était puissant et armé par l'impérialisme nord-américain.

Il faut leur montrer que le rapport de forces mondiales est défavorable au capitalisme et s'est exprimé au travers de la conférence des pays non-alignés, qui montre de plus en plus leur alignement anti-impérialiste, et la nécessité d'organiser un front mondial, une internationale communiste de masse qui s'aligne sur les Etats Ouvriers, l'URSS, Cuba, le Vietnam.... Que la GGSP intervienne en leur communiquant la sécurité dans l'avenir socialiste de l'humanité. Les provocations du VMO, TAK dans les fourons, les exactions commises par les membres du "Front de la Jeunesse" contre un sympathisant de gauche sortant de la "Drapeau Rouge", les perquisitions et arrestations suite à "l'affaire Graindorge" font partie de l'approfondissement de la crise du système capitaliste en Belgique. Il s'agit d'atteintes aux droits démocratiques de n'importe quel citoyen. Ces faits ne sont pas nouveaux. Des atteintes ont déjà été faites, contre des militants syndicaux, des militants politiques et contre des travailleurs, contre les travailleurs immigrés. Il faut se rappeler les multiples procès qui ont eu lieu dans ces dernières années. Ces actions des groupes fascistes, qui commencent à s'attaquer physiquement à des personnes, à des locaux d'organisations démocratiques et même humanitaires. Les actions de faire des perquisitions à main armée dans les maisons privées de personnes, n'est qu'une recrudescence et une augmentation de faits qui se passaient déjà avant, et qui ne font que s'amplifier.

Les participants aux manifestations pour la libération de M. Graindorge devant la prison de St

Gilles, représentent des courants, de la petite bourgeoisie principalement, qui se sentent également menacés et qui cherchent une réponse de changement de la part des organisations ouvrières et syndicales.

A la manifestation contre le "Front de la Jeunesse", les partis, socialistes et communistes étaient présents, les socialistes très peu représentés; mais ils n'ont pas donné de mots d'ordre politique pour faire face à l'augmentation de ces actions fascistes: Ils revendiquent la défense des libertés! D'accord! Ils revendiquent la création de comités de vigilance antifasciste et la dissolution des milices privées et des organisations

fascistes! D'accord! Mais ce qu'il est beaucoup plus important d'organiser sont des comités de front de la gauche partout, regroupant, dans les quartiers, les écoles, les usines, les bureaux, au travers du mouvement syndical tous les courants de gauche: Socialistes, Communistes, chrétiens de gauche, sans Parti, les posadistes et les groupes gauchistes. Organiser partout des comités de front de la gauche, qui interviennent sur chaque lieu de travail contre les conséquences du nouveau plan 1980 du gouvernement et de ces conséquences dans chaque secteur: Contre l'augmentation de 12% des transports en commun et la suppression de gares de chemin de fer, contre la vignette, contre l'augmentation des prix, contre la diminution du budget de l'éducation nationale. Pour que les Services Publics deviennent de véritables Services Pu

suite page 4

«L'affaire Graindorge» et la lutte pour défendre les droits démocratiques

Après l'attentat, réel ou monté-contre le général chef de l'OTAN Haig, après les bombes sur la grand place de Bruxelles, les provocations des groupes fascistes et leurs attentats contre des locaux d'organisations de gauche et les tortures infligées à un jeune sortant de la fête du Drapeau Rouge, après les provocations du TAK, de la VMÔ dans les Fourons et à Comines, il y a eu l'arrestation et le maintien en prison de l'avocat Michel Graindorge et d'autres militants du comité de solidarité pour Klaus Croissant et les prisonniers politiques en RFA. Ce ne sont pas des faits isolés, sans relations les uns avec les autres.

Il y a au sein de la bourgeoisie belge-ainsi que celle d'Europe ou des Etats Unis-, un secteur qui voit la débacle et la désintégration de ce régime, qui voit aussi que les institutions démocratiques bourgeoises traditionnelles ne sont plus des instruments suffisants de la domination du capitalisme sur la société, que ce soit le parlement, les organes de justice, ou même les organes de la police, de la gendarmerie et de l'armée. La crise du régime capitaliste, en tant que régime, conduit et va conduire à des affrontements, de plus en plus profonds et à l'aiguïsement de la lutte de classes. La bourgeoisie ne se sent plus suffisamment armée pour sauvegarder le pouvoir, avec des policiers et des militaires qui se syndiquent aux mêmes syndicats que les travailleurs, ni même avec des gendarmes qui ne se soumettent pas aveuglément au pouvoir des chefs capitalistes et qui revendiquent des conditions de vie et de travail, correspondant à celles d'être humains normaux. Les fascistes qui sont financés par les dirigeants capitalistes de ce pays, par la droite du PSC et du CVP, ne sont pas en condition d'entraîner derrière eux, les masses de la petite bourgeoisie, dans une croisade anti-communiste et anti-Etats Ouvriers. Sur le plan électoral, ils n'ont plus aucune force, ni en Belgique, ni dans aucun pays d'Europe encore capitaliste.

C'est pour cela, qu'une partie des dirigeants capitalistes cherchent à donner confiance ou à imposer à la bourgeoisie l'orientation la plus réactionnaire et à constituer des équipes d'hommes politiques et militaires pour répondre aux besoins du grand capital belge et mondial: C'est la forme de pouvoir qui correspond aux intérêts des sociétés multinationales, qui sont les secteurs dominants dans la classe capitaliste d'aujourd'hui. Le coup

suite page 4

Le triomphe de la révolution sandiniste au Nicaragua 10.8.1979

voir pages centrales

J. POSADAS

LE TRIOMPHE DE LA REVOLUTION SANDINIS

Au Nicaragua, la presse capitaliste présente, comme s'il représentait de grandes forces, le petit secteur des capitalistes qui en fait, n'a aucune force. Le capitalisme mondial leur donne une certaine notoriété parce que lui dispose de forces dans le monde.

Le déficit des Etats ouvriers se manifeste dans ce processus, parce qu'ils ne publient que peu de choses sur le Nicaragua et reprennent les nouvelles "indépendantes" c'est à dire, de source capitaliste.

Ces secteurs bourgeois du Nicaragua n'ont aucune force. Ce sont les Sandinistes qui ont la force. Les Sandinistes n'ont pas de moyens économiques. Le capitalisme, qui dispose de tous les moyens, pressionne au travers d'eux, pour essayer de couper, de limiter et de faire reculer les objectifs anti-capitalistes du processus au Nicaragua.

Les Etats ouvriers devraient intervenir. C'est une obligation, pour les partis communistes, d'intervenir en montrant que pour faire avancer le Nicaragua, il n'est pas possible de continuer avec la propriété privée. Pour avancer, il faut étatiser les principaux centres de production et diriger la production sous un gouvernement ouvrier et paysan. C'est le système capitaliste qui a créé tous les problèmes - les capitalistes qui dominaient avant, et ceux d'aujourd'hui également. Les capitalistes qui se sont opposés à Somoza, le font parce qu'ils ont vu que celui-ci n'avait plus d'avenir, ils ont senti venir sa chute. Ils ont cherché à intervenir pour empêcher que surgisse un nouveau Cuba. Cuba a démontré en effet qu'elle n'aurait jamais pu faire, sous le capitalisme, ce qu'elle a fait en tant qu'Etat ouvrier.

Au Nicaragua il faut faire la même chose. Les partis communistes doivent le dire. En ne le disant pas, ils trompent les gens, parce qu'il n'y a pas d'autre perspective. Il ne s'agit pas d'un problème de justice. La justice consiste à voir que le capitalisme a dirigé, jusqu'à présent, le Nicaragua, et y a installé des Somoza. Il faut le renverser. Les capitalistes n'ont aucune force. Il faut donc développer le pays comme le proposent les Sandinistes, et non les secteurs capitalistes. Il faut développer le pays en fonction des nécessités du peuple, et de ce que proposent les Sandinistes. Les Sandinistes ont dirigé, organisé, et structuré la lutte pour renverser Somoza, dont ils ont supporté toutes les conséquences. Il est faux de dire que les capitalistes ont souffert de la même façon que le peuple, des conséquences du somozisme. Ils ont tué dix capitalistes; par contre, ils ont tué des dizaines de milliers de gens dans les quartiers ouvriers. De plus, l'économie capitaliste ne permet pas de développer le Nicaragua; l'économie étatisée et planifiée le peut!

Les enfants du Nicaragua sont un exemple pour le monde, comme l'ont été à leur époque, les enfants de la Révolution Française, de la Commune de Paris, de la Révolution Russe, Chinoise et Cubaine. Les enfants sont une base de progrès, de force pour le progrès, et non une préoccupation déduction. Les enfants du Nicaragua, dès l'âge de 8 ans, font des gardes et veillent non seulement sur leurs petits frères, mais sur tous et se préoccupent de renverser le pouvoir de So-

moza, le pouvoir capitaliste.

L'enfant ne demande pas des jouets ni de la nourriture pour lui-même, mais demande d'intervenir pour élever la vie sociale. Est-ce le capitalisme qui a fait cela? De quoi viennent-ils parler, ces capitalistes? d'un gouvernement où tous les secteurs participent de façon égale? et les enfants: au nom de quoi sont-ils intervenus? Ces capitalistes vont leur dire: les enfants ne savent pas raisonner". Mais pour renverser Somoza, ils raisonnaient, et maintenant en core. Il faut donner le pouvoir à la Junte Sandiniste, et que les autres restent en attente sur la liste! Les enfants du Nicaragua représentent ce qu'il y a de plus élevé dans l'histoire de l'humanité. Ils voient mourir leurs frères, leur oncle, leur père, leur mère et ils continuent la lutte. Ils n'ont aucun sentiment d'écrasement, de destruction, de désastre. Ils voient mourir leurs parents, mais ils voient aussi qu'ils ont fait ce qu'ils devaient, parce qu'ils n'avaient pas la force de faire autrement. Ils ont vu mourir leur père pour faire progresser le Nicaragua et non pour retourner au siècle de Somoza. Somoza n'est pas né bandit, il est devenu un bandit à cause de la propriété privée.

Les partis communistes doivent discuter cela: au Nicaragua, la propriété privée a produit des Somoza, en Rhodésie elle a produit un Smith; dans tous les grands pays capitalistes, c'est la même chose.

La Junte de gouvernement doit être dirigée par ceux qui ont participé à la défaite de Somoza, ceux qui l'ont organisée et qui en sont la base. C'est faux de croire qu'ils ont tous les mêmes droits ou qu'il faut donner des droits égaux à chacun.

Il faut appeler les Etats ouvriers à intervenir directement: qu'ils donnent leur aide; que les peuples soviétique, chinois, les peuples de tous les Etats ouvriers discutent dans les usines, dans les quartiers, dans les universités, dans les Partis Communistes, l'aide au Nicaragua et qu'ils envoient maintenant même, des millions de dollars: Un salaire de chaque ouvrier des Etats Ouvriers pour le Nicaragua!

Nous proposons que les Etats Ouvriers envoient cela tout de suite au Nicaragua. Cela aurait un effet énorme tant au Nicaragua que dans toute l'Amérique Latine. Au moment du tremblement de terre au Nicaragua en 1970, l'URSS a installé des hôpitaux dans les montagnes ce qui lui a coûté des millions de dollars! Il faut faire cela au Nicaragua tout de suite! Les Partis Communistes doivent faire cet appel! Les Partis Socialistes également! Il faut dénoncer l'Internationale Socialiste et Soarès qui a été au Nicaragua pour réprimer le développement du progrès révolutionnaire du Nicaragua. Il ne s'agit pas seulement d'un soulèvement mais d'une révolution sociale contre Somoza; sinon un tel soulèvement ne se serait pas produit.

L'Internationale Socialiste, envoie Soarès mandaté par la social-démocratie allemande, pour essayer de contenir le processus et le laisser dans le cadre capitaliste. Telle est la fonction de Soarès et de sa tendance au Portugal. Nous proposons qu'une délégation des Syndicats Soviétiques se rende au Nicaragua pour apporter, salut, appui et aide: Qu'un grand nombre d'ouvriers soviétiques et des autres

Etats Ouvriers offrent leur travail pour restructurer les industries au Nicaragua. Voilà l'Internationalisme de la vie! Il ne s'agit pas seulement de l'Internationalisme prolétarien, mais que la classe ouvrière développe l'Internationalisme de la vie! Quand on découvre un vaccin, on l'applique dans le monde entier. De telles actions sont des vaccins pour sortir de l'arrière-pensée, conséquence d'une maladie sociale provoquée par le système capitaliste.

Les ouvriers des mines de Siglo XX, à Catavi en Bolivie, ont décidé de donner une demi-journée de travail pour le Nicaragua. Il faut faire la même chose dans toute l'Amérique Latine. Les mineurs boliviens font la preuve d'une grande maturité: Du seul pain qu'ils ont pour se nourrir, ils donnent la moitié au Nicaragua. Il faut prendre l'exemple des mineurs boliviens. Il faut appeler le prolétariat du monde entier à faire la même chose et en particulier que le prolétariat des Etats Ouvriers prenne cette initiative et donne une journée de salaire pour le Nicaragua!

Au moment d'un tremblement de terre au Nicaragua, l'impérialisme a donné à Somoza des millions de dollars, (sachant très bien qu'il allait tout voler). L'impérialisme a donné cette aide en moins de 24 heures. Par contre, maintenant, il a donné une aide minime infime et les autres pays latino-américains n'ont encore donné aucune forme d'aide. C'est un sabotage pour imposer à la Révolution de suivre un cours bourgeois. Les Etats Ouvriers et le prolétariat, d'Amérique Latine doivent intervenir pour aider le Nicaragua. En analysant le processus au Nicaragua les Partis Communistes agissent en fonction de l'alliance avec la bourgeoisie de leur propre pays. S'ils apparaissent appuyant un pouvoir révolutionnaire contre la bourgeoisie dans un autre pays, la bourgeoisie de leur propre pays va dire: "ils vont faire la même chose ici". Et ils croient qu'une telle politique leur sera défavorable, alors qu'en réalité, si la base social-démocrate et démocrate chrétienne voit les communistes défendre une politique résolue et ferme pendant 6 mois, elle va les appuyer. Les communistes montrent leur manque de notion historique, qui les conduisent à obéir à un sentiment de crainte de devoir affronter la bourgeoisie. Ils croient qu'ils vont la défaire petit à petit, comme le feu se meurt jusqu'à devenir cendres.... Le Nicaragua démontre qu'il n'en est pas ainsi, comme Cuba l'a démontré. Un secteur des Communistes qui a cette conception, les conduit à se préoccuper de maintenir l'alliance avec le capitalisme et de lui donner une certaine force pour favoriser son intervention. En Chine, cette conception les conduit à soutenir le pouvoir assassin et contre-révolutionnaire. Cela indique l'absence de méthode, d'analyses et de programme historique. Ils ont un programme, au jour le jour, pour les choses minimes, que font les Syndicats.

Mais aucun dirigeant communiste ne parle de relation de forces mondiales. Et quand ils en parlent, c'est pour empêcher que la relation de forces mondiales intervienne en faveur du Nicaragua: "Attention! N'y mettez pas la patte! N'intervenez pas! Restez où vous êtes! Ne voyez-vous pas que les Yankees ne sont pas intervenus!" Les

Yankees avaient 120.000 hommes prêts à intervenir et ils ne les ont pas laissés intervenir!

Une partie de la direction des Partis Communistes a une mentalité social-démocrate. Ils cachent la réalité pour préserver leur tranquillité. Pour eux, le progrès de l'humanité est une affaire d'almanach.

Les chinois avaient acheté la récolte entière de Somoza pour le soutenir contre le processus révolutionnaire. Tous ceux qui écrivent sur la Chine, et n'indiquent pas ce qu'ils doivent ressentir de la honte, et doivent dénoncer l'attitude des chinois. C'est un devoir minimum de solidarité prolétarienne et humaine de dénoncer l'attitude des bandits de la direction chinoise. Le manque d'aide plus grande des Etats ouvriers au Nicaragua est due avant tout à l'absence de développement, de la conscience communiste, qui ne veut pas dire seulement de l'aide communiste mais surtout, comment faire avancer l'histoire, la vie, tout simplement.

L'aide sert à faire progresser la révolution et par conséquent elle augmente le poids social, anti-capitaliste et permet le développement de l'effondrement du système capitaliste. L'objectif communiste représente la forme de progrès de la vie. De cette façon quand le capitalisme va faire la guerre, il ne lui restera que très peu de choses. Il aura les armes atomiques, mais socialement il aura été détruit avant. Les Etats Ouvriers agissent en fonction d'intérêts nationaux.

C'est le comportement de toute la bureaucratie y compris celle de l'Union Soviétique. Mais aujourd'hui, pour défendre l'intérêt national, elle doit répandre et étendre la révolution. C'est une nécessité objective de l'économie, de la culture, de la science qui s'exprime à travers la politique. La direction n'existe pas pour appliquer, alors les directions des Etats Ouvriers et des Partis Communistes agissent en fonction de la pensée empirique de chacun et non de la pensée marxiste. C'est pour cette raison, qu'ils dissolvent Marx, mais de toute façon, ils doivent y avoir recours. Les directions des Partis Communistes et Socialistes sont tellement limitées qu'ils ont liquidé Marx, mais ils ont l'exemple de la social-démocratie allemande; qui l'a aussi liquidé, mais qui doit y avoir recours à nouveau pour avoir un certain crédit vis à vis de la classe ouvrière.

Ils doivent avoir recours à la pensée, à l'analyse et à la capacité d'analyse du marxisme. Ils présentent le marxisme comme un photocopie. Mais le marxisme est un instrument d'analyse de l'histoire. Mais les directions dont on dispose sont ainsi. Si cela était nécessaire et possible de construire de nouvelles directions, nous le ferions. Mais, il n'y a pas le temps pour faire cela. Les directions actuelles ont le pouvoir économique et militaire et sur cette base les Etats Ouvriers s'imposent au capitalisme.

Pour cette raison, nous défendons inconditionnellement les Etats Ouvriers. Défense inconditionnelle des Etats Ouvriers! En Chine, nous défendons l'Etat ouvrier et la Révolution chinoise contre la direction chinoise, qui est différente de l'Etat ouvrier.

Il n'y a pas de direction mondiale, ni de la part des communistes ni des socialistes. C'est pour

E AU NICARAGUA

10.8.1979

J. POSADAS

cette raison que, malgré l'existence de 20 Etats ouvriers, surgissent des mouvements indépendants des Etats ouvriers, comme l'a été Cuba, l'Angola, le Mozambique au début, et comme l'est maintenant le Nicaragua.

Les doutes que le Vietnam entretient vis-à-vis de l'Union Soviétique sont assez importants parce que le Vietnam voit que l'URSS veut l'utiliser comme instrument de la bureaucratie pour résoudre les problèmes et veut, par conséquent, limiter le Vietnam. L'URSS a voulu faire cela à un certain moment et le Vietnam s'y est opposé. Pour cette raison, les Chinois ont tenté de gagner une partie du Vietnam, une partie de la direction, qui défendait des intérêts nationalistes locaux et dont certains éléments se sont enfuis du Vietnam en Chine.

Les Etats ouvriers et les partis communistes n'agissent pas en fonction de la méthode dialectique de pensée, mais selon des intérêts nationaux. Ce qu'ils font avec le Nicaragua n'est pas correct: ils dédient beaucoup plus d'espace à la bourgeoisie qu'à la révolution nicaraguéenne. Les directions communistes ne tirent pas les conclusions des expériences parce qu'elles ont une limitation dans la conception du progrès révolutionnaire et considèrent le processus en fonction de leur critère limité et empirique.

La base de l'empirisme est de ne pas affronter le capitalisme en tant que classe. Ils disent: "dans la grève, nous affrontons le capitalisme!"; mais cela n'est pas un affrontement; c'est une grève, une lutte syndicale simple. Par contre la lutte de classe et révolutionnaire est la lutte anti-capitaliste. La lutte syndicale n'est pas anti-capitaliste. Au travers d'elle, l'ouvrier se défend et dispute au patron une partie du salaire, et des conditions de vie, mais pas le régime de propriété privée. La lutte de classes et révolutionnaire est contre le régime de propriété privée.

Au Nicaragua, il faut s'opposer au régime de propriété privée. Il faut avancer vers cela, même en maintenant une alliance avec un secteur de la bourgeoisie. Il faut montrer que c'est la bourgeoisie qui va abandonner cette alliance, parce qu'elle veut utiliser le progrès à son profit. Il faut, par contre, avancer le programme d'étatisations et de planification. Les secteurs bourgeois veulent utiliser tous les efforts du peuple, les 50.000 morts, à leur profit, pour reconstruire les édifices de la bourgeoisie, ce qui revient en dernière instance, à maintenir les mêmes conditions que sous Somoza. Ils vont être amenés à faire comme Somoza.

Pourquoi donner le pouvoir à la bourgeoisie? pour qu'ils utilisent l'effort et la lutte des masses pour développer le capitalisme? Il est possible de développer une économie qui produise pour tous; entre autres en ce qui concerne la production agricole qui est une base fondamentale, sinon exclusive.

La révolution au Nicaragua a posé d'une manière très aigüe le problème de la culture et elle va

avoir beaucoup d'effets en Ethiopie, au Mozambique et en Iran. Au Nicaragua, le peuple est analphabète à 80%. Il faut développer un plan d'enseignement ceci ne veut pas dire qu'il faut partir de l'ABC, mais développer des connaissances, avec des lettres et des phrases et aussi un programme. La révolution donne le plan et les conditions pour un apprentissage très avancé. Toutes les révolutions changent l'aspect d'un pays et changent aussi les moyens de son développement et les délais de ce changement. Plus la révolution pro-

gresse, plus les délais se réduisent car il y a un progrès des connaissances, de la résolution et de la confiance. Une partie du retard de l'histoire provient de ce que les gens se sentent petits, incapables. Toutes les révolutions impulsent les vieux de 80 ans et les enfants de 5 ans à dire: "je dois lire!".

Le processus qui a impulsé les masses du Nicaragua à développer l'économie, les pousse également à développer l'apprentissage, la connaissance. Le courage des enfants de 6 ans, dans la lutte, montre qu'ils veulent intervenir dans la société. Apprendre, est une chose très simple parce que l'enfant n'intervient pas comme un protégé. Il ne cherche pas la protection ni l'imposition de l'adulte, mais il

apprend parce qu'il est intéressé à le faire. De cette façon, on apprend très facilement. Les degrés, les cycles scolaires, sont une chose arriérée; c'est une classification annuelle qui vient du système capitaliste, quand celui-ci était encore dans son stade de développement.

Aujourd'hui, par contre, chaque progrès qu'accomplit un pays, par le biais de la révolution, réduit - sans les supprimer - les délais d'apprentissage, d'enseignement et d'action. En réduisant les délais nécessaires, un bond dialectique très élevé se produit. La capacité de l'élève s'élève énormément et les temps d'apprentissage se réduisent.

18.8.1979

J. POSADAS

Le discours de Carter sur la crise énergétique

J. POSADAS

24 Juillet 1979

fitent de cette situation pour justifier et préparer le développement de l'énergie nucléaire pour faire des armes atomiques camouflées. Tel est l'objectif de cette "crise énergétique". En supposant même que le prix du pétrole soit très élevé, les Yankees n'augmentent pas leur prix d'une semaine à l'autre, avec le même pourcentage. D'ailleurs, dans le jeu commercial capitaliste, l'augmentation du prix du pétrole est déjà incluse.

Cette crise est totalement inventée. Le discours de Carter s'adresse aux gens en leur disant: "Nous ne pouvons pas dépendre du pétrole". Ce discours, tout en étant une lamentation, est dans le fond un discours de préparation à la guerre.

Quand le capitalisme Yankee doit changer son cabinet ministériel en pleine situation de concurrence avec les Etats Ouvriers, cela signifie un coup à son autorité. C'est une crise du capitalisme. Ils changent leur cabinet ministériel en pleine marche, et accusent trois ministres principaux comme les responsables d'erreurs et de failles. Ce sont des responsables économiques. Dans le camp militaire, les cadres restent les mêmes. Il s'agit simplement d'un changement pour renforcer, améliorer et élever la situation économique et l'autorité du gouvernement de Carter pour tâcher de maintenir son poste et d'être élu aux prochaines élections. Mais cela démontre qu'entre les masses et l'impérialisme il y a une séparation. Dans son discours Carter a dit que 25% seulement de la population a voté et qu'il a été élu par 18% de la population. C'est un indice de la crise sociale de l'impérialisme américain. Cette crise de l'impérialisme américain exprime la faiblesse, les divergences et l'insécurité du capitalisme sinon il n'aurait pas besoin de faire de tels changements. C'est une crise intérieure qui est mise en lumière. Les ministres vont accuser Carter de manquer de scrupules et ils vont dire: "Ils nous mettent à la porte". La droite rage parce qu'elle a peur qu'au travers des changements économiques Carter fasse des concessions ou des accords politiques avec l'URSS. Toute cette situation démontre la faiblesse de tout l'appareil du système capitaliste américain qui doit faire de telles concessions alors qu'il vient de subir deux défaites: Iran et Nicaragua.

24 Juillet 1979.

J. POSADAS

La concurrence inter-capitaliste est très grande et elle va encore s'amplifier. Les pays capitalistes cherchent à se mettre d'accord entre eux, mais leur crise est très grande. Elle n'est pas seulement motivée par des causes économiques mais par des causes sociales, qui les empêchent de faire la guerre entre eux. Maintenant même: il y aurait mille raisons de faire la guerre entre le Japon et les Etats Unis, et la France et l'Allemagne. Ils cherchent un marché pour vendre, pour investir, ils cherchent à développer leur puissance financière, et se battent entre eux.

Le centre vital du capitalisme qui sont les Etats Unis et le dollar sont en perte de vitesse. Le dollar n'a plus économiquement la force qu'il avait avant, tout en restant le centre vital du système capitaliste, parce que les Etats Unis détiennent le pouvoir militaire et le pouvoir économique de la production de la vente et des investissements. Dans n'importe quel partie du monde, les Yankees sont engagés.

Ce processus se développe sous forme d'une crise très grande, qui s'exprime au travers des baisses constantes du dollar auquel ils doivent donner du souffle pour le maintenir. Les Anglais et les Français doivent protéger le dollar. Si cela leur convenait du point de vue social, ils laisseraient tomber le dollar, afin d'éliminer un concurrent. Et pourquoi ne le font ils pas? Ce serait la guerre. Parce que les Etats Unis ne pourraient supporter que leur monnaie dépende des autres, et que leur économie soit dominée par les autres. Pour cette raison, les banques française et allemande doivent acheter des dollars, pour empêcher que baisse la valeur ou pour régulariser la baisse du dollar. C'est une hémorragie constante du système capitaliste. Normalement, il aurait déjà dû faire la guerre. Par contre, c'est le Nicaragua qui fait la guerre aux Yankees. Cela montre l'instabilité et l'impuissance du système capitaliste.

La crise dans le gouvernement de Carter indique une faiblesse très grande du capitalisme. Ils ont retiré trois des principaux ministres du programme antérieur, du programme économique, politique et militaire. Il ne s'agit pas d'une transformation. Ils n'ont pas décidé un programme différent, mais ils ont corrigé le programme antérieur pour de meilleures relations avec l'URSS, pour gagner de l'autorité sur le peuple nord-américain, pour faire face à la pression des protestations qui s'élèvent et se multiplient. Les pro-

testations contre le chômage s'unissent aux protestations contre la politique extérieure. Dans une partie de son discours, Carter dit, en faisant mention aux situations catastrophiques qu'ont vécues les Etats Unis: "L'absurde guerre du Vietnam". A qui s'adresse-t-il? A la petite bourgeoisie qui était contre la guerre. Ensuite, dans le développement de son discours, il parle "de la défense de notre sentiment démocratique", et de "notre vie démocratique". Cela n'est pas nécessairement une attaque à l'Union Soviétique, ni une déclaration de guerre mais une recherche de gagner de l'autorité vis-à-vis du peuple nord-américain pour le préparer à un affrontement supérieur y compris la guerre. Tout ce qu'il pose sur le pétrole sont des histoires, parce que cette crise du pétrole existe déjà depuis bien longtemps. Et ce n'est pas vrai qu'il y a une "crise du pétrole".

Ils produisent des marchandises et sont déterminés par le jeu de l'offre et de la demande. L'offre et la demande ne sont pas spécialement les conséquences naturelles des relations économiques, mais elles se créent et se fabriquent. Il en va de même pour l'augmentation du prix du pétrole aux Etats Unis, comme pour le charbon et l'acier. Ce n'est pas la hausse du prix du pétrole qui a amené à la guerre du Vietnam. Ce n'est pas non plus la hausse du pétrole qui détermine les assassinats que fait le capitalisme dans le monde. Il utilise la "crise du pétrole", pour justifier d'autres plans. Il cherche à gagner la confiance de la population pour retenir le cours mondial de la révolution, et fait certains changements dans l'économie qui apparaissent plus flexibles; bien que l'on ne sache pas encore si les nouveaux ministres qu'ils ont placés maintenant vont faire la même chose que les autres ou bien s'ils vont changer le programme.

Il n'y a pas de "crise énergétique", c'est le capitalisme qui est en crise. Il veut paralyser les pays d'Afrique et d'Asie pour leur porter préjudice et ne plus dépendre du pétrole. Aux Etats Unis, c'est totalement faux de dire que la crise vient du manque de pétrole. Le discours de Carter met en lumière la faiblesse sociale des Etats Unis. Les principaux maîtres du pétrole ne sont pas l'Arabie Saoudite, ce sont les banques et les grandes compagnies nord-américaines, anglaises et japonaises. Ce sont eux qui détiennent en leur pouvoir la structure commerciale, et dominant le transport, la conduite, la raffinerie et la distribution du pétrole. Les Yankees pro-

FORMONS DES COMITES DE FRONT DE LA GAUCHE DANS TOUTES LES LUTTES

blics : RTT, Transports en Commun Ramassage des poubelles, Ecoles, Hôpitaux, crèches etc.... Un tel front de la gauche serait un centre d'attraction immense pour toute la population, pour tous les secteurs qui sont victimes de la crise, comme les militaires, les avocats, les magistrats...

Ils verraient alors le mouvement ouvrier agir comme centre, comme direction capable de donner une solution à tous les problèmes des gens, à l'augmentation du chômage, aux fermetures d'entreprises, à l'augmentation de la pollution de l'air, de l'eau et des aliments, à l'augmentation des accidents de travail et de toutes les conséquences du système capitaliste sur les conditions de vie de l'ensemble de la population. Le front de la gauche est une nécessité et pas seulement en Belgique. Malgré les divergences, le PS et le PC français sont obligés d'envisager à nouveau la

réalisation du programme commun, en Italie, il y a des rapprochements, entre les différents syndicats, en Grèce, le PC a proposé de faire un front de la gauche. Cette nécessité va s'élever, plus augmente la crise capitaliste, plus elle apparaît comme la seule alternative capable de résoudre tous les problèmes. Les interventions, les appels, toutes les initiatives prises dans ce sens sont fondamentales.

Les tendances de gauche au sein du Parti Socialiste, dans les sections d'entreprises ont un rôle important à jouer, ainsi que "Tribunes Socialistes". En même temps que proposer que le PSB quitte le gouvernement, il peuvent être les initiateurs partout où se trouvent les militants socialistes, de comités de front de la gauche pour proposer un programme de transformations sociales du pays.

Le 30 Septembre 1979

APRES LA FETE DU «DRAPEAU ROUGE»

La fête du Drapeau Rouge a été un rassemblement de militants communistes, de sympathisants communistes et de gauche en général, des jeunes, des vieux et des enfants, des camarades de toutes nationalités. La fête communiste permet une communication fraternelle, la concrétisation de la volonté d'internationalisme, au travers des différents stands des partis communistes ou autres organisations de gauche d'autres pays: Grèce, Italie, Iran, Sénégal, Association Belgique-Vietnam, Front Polisario, Front Sandiniste etc..

Au travers des artistes et des chanteurs cette solidarité militante s'est également exprimée et la communication s'établit aussitôt avec le public, réceptif à toute parole ou attitude évoquant la lutte des masses dans le monde pour leur libération, la résistance des masses des pays d'Amérique Latine où subsistent encore des dictatures militaires, et le renversement des dictatures et régimes féodaux comme en Iran et au Nicaragua.

Cette relation s'est établie naturellement parmi les participants qui ont recherché dans cette fête la communication communiste qu'ils ne peuvent trouver ailleurs. En tenant compte de ces considérations, il est possible de profiter beaucoup mieux d'une fête, comme celle de la presse communiste, qui a comme objectif d'entamer la nouvelle année sociale, de préparer la "rentrée sociale" avec une préparation politique et militante, programmatique et théorique pour comprendre ou va le processus du monde et de la Belgique et faire face à toutes les mesures de crise et les attaques du gouvernement et du régime capitaliste.

La fête ne doit pas être seulement un "divertissement", mais en même temps, préparer les militants à intervenir et répondre aux problèmes posés par la situation mondiale, par le progrès et les contradictions de l'intervention du mouvement communiste mondial, de l'URSS au Vietnam, avec le problème des "réfugiés vietnamiens", et celui de l'invasion réactionnaire de la direction chinoise contre le Vietnam, le renversement des régimes du Shah et de Somoza ou la Conférence des Non Alignés.

De ce point de vue, la fête n'a pas été organisée pour aider à cette préparation; il n'y a pas eu de meetings, de débats sur ces thèmes, ni de débats avec d'autres tendances de gauche, avec les socialistes et les chrétiens sur l'issue à donner pour sortir la Belgique de son état d'arrière-pensée actuel. Il n'y a même pas eu de débat du G.E.M. sur le Marché Commun Européen etc.. Les artistes et chanteurs, ne peuvent remplacer la nécessité pour le Parti Communiste d'intervenir comme direction politique, comme centre qui oriente l'avant-garde ouvrière, syndicale et politique, pour répondre à tous les problèmes du monde et de la Belgique.

Cette année encore, notre Parti a fait la proposition de participer à la fête du Drapeau Rouge, avec un stand à l'intérieur et a reçu une réponse négative de la direction du Parti Communiste. Nous nous sommes donc trouvés à l'entrée de la fête pour vendre les publications posadistes et discuter avec les camarades communistes. Bien que les camarades nous ont manifesté leur préoccupation pour ce fait, alors que le PC a accepté la participation de l'organisation du "22 Mars", connue pour son orientation anarchiste, ou encore "Amnesty International" qui n'est même pas une organisation de gauche... Les militants communistes connaissent bien l'orientation de notre Parti et notre position de défense inconditionnelle des Etats ouvriers et en particulier de l'Etat ouvrier soviétique, ainsi que toutes nos positions sur les événements du monde et de Belgique.

Après des bousculades et attitudes agressives de militants du PC, la direction du Parti est venue nous assurer, ainsi qu'aux militants de la LRT, de notre plein droit de vendre et distribuer nos publications. Ces attitudes divergentes sont le prolongement des divergences d'idées à l'intérieur du Parti Communiste: alors pourquoi ne pas les discuter clairement, et profiter, entre autres, de la fête du D.R. pour organiser des débats sur tous les problèmes de l'actualité mondiale et nationale et pour attirer les secteurs de la population qui sont intervenus dans les luttes, comme les lycéens, les étudiants.

La fête est aussi une occasion pour incorporer les enfants dans toutes les tâches de préparation politique et organisationnelle de la fête. Or, les enfants du quartier, qui venaient sans leurs parents, n'ont pas été bien accueillis par les camarades communistes, et ils ont même été systématiquement chassés sous prétexte qu'ils avaient provoqué des problèmes - cela, sans aucune explication ni aucune tentative de les incorporer à la fête.

Les enfants font partie du progrès du monde vers le communisme, ils interviennent dans les révolutions avec une responsabilité et une passion très profondes, qui démontre leur capacité de réfléchir, et de penser en fonction du progrès humain. Les enfants du Nicaragua de 6 et 8 ans sont intervenus dans la lutte pour liquider Somoza et participer au progrès du pays. Ils font partie des forces nécessaires à la lutte pour renverser le capitalisme et construire la nouvelle société socialiste. Alors, pourquoi ne pas laisser entrer et participer les enfants du Quartier Nord de Bruxelles, à la fête du D.R. en leur expliquant de quoi il s'agissait et en les considérant comme une partie de la fête et non comme des intrus ou des petits voyous.

Un enfant, militant des Pionniers et qui devait avoir 7 ans a fait remarquer, en entrant sous le chapiteau: "moi, je vais faire une critique aux organisateurs, il n'y a pas un seul drapeau rouge au sommet du chapiteau; les gens qui passent ne savent pas de quoi il s'agit". N'avait-il pas raison? Les enfants, les jeunes, veulent participer avec des idées et une activité responsable à la lutte pour le progrès communiste. La discussion ouverte de toutes les idées, de toutes les tendances qui veulent le progrès vers le socialisme est une nécessité pour cela.

"L'Affaire Graindorge", et la défense des droits démocratiques

d'état de Pinochet au Chili, avait cette signification, et toutes les tentatives de coup réactionnaire, militaire ou non, en Europe, sont en préparation dans cette même intention, comme le fût aussi l'assassinat des membres de la secte religieuse en Guyane, les "accidents" nucléaires également.

C'est sur cette base qu'il faut considérer la portée de l'arrestation de militants Graindorge et des autres militants de ce comité. C'est un coup d'essai, tenté dans le but de mesurer quelles seront les réactions, non seulement des organisations ouvrières, mais de toutes les organisations de gauche et démocratiques en général. Ils ne se sont pas attaqués directement à des militants ou des dirigeants politiques de la classe ouvrière, mais créent ainsi des antécédents juridiques et matériels pour une répression plus vaste. Pour faire cela, ils utilisent aussi le fait qu'il s'agit de détenus de droit commun, comme François Besse. Mais les mesures qu'ils prennent et vont prendre concernent et attaquent tous les militants et dirigeants de gauche: Contrôle téléphonique, filatures, perquisitions dans les maisons privées autorisées sur la base de quelques soupçons ou dénonciations, détention au secret, tout cela se fait contre Michel Graindorge, mais aussi contre n'importe quel militant ouvrier ou syndical, et il faut lier ce fait avec les enquêtes de la BSR sur les syndiqués et militants politiques des entreprises, sur la constitution de fichiers par la gendarmerie, avec les faits et opinions des travailleurs qui sont contre le capitalisme.

Les secteurs les plus réactionnaires du capitalisme ne font pas que "rêver" de coup d'état ou de coup de force pour maintenir leur pouvoir en place. Ils s'y préparent aussi activement qu'ils le peuvent. Les réactions qui se sont développées en appui à Michel Graindorge expriment que même dans les milieux de la bourgeoisie existe une alarme contre ces tendances et qu'il y a une lutte très grande entre les différentes tendances capitalistes. Mais on ne peut rester à regarder cette lutte et espérer que les groupes traditionnels de la démocratie bourgeoise l'emportent sur les autres.

On ne peut pas non plus se contenter de la "vigilance" face aux exactions des groupes fascistes et de la droite en Belgique. C'est le mouvement ouvrier qui doit et qui peut, qui est capable de défendre et de développer les droits démocratiques pour la population en Belgique. La bourgeoisie belge qui est derrière le gouvernement Martens ne fera aucunement "la guerre aux milices privées"! Et ce gouvernement qui fait de telles déclarations n'ira pas au-delà: Il faut voir ce qui se passe actuellement en Italie et en France pour tirer les conclusions pour la Belgique: Les groupes fascistes sont connus de tous, ils sont sur la place publique ils passent outre toutes les "interdictions" et le font impunément. Ce n'est pas nécessaire de crier qu'on leur fait "la guerre", il suffit de les interdire, des les arrêter, pour cela, il y a cent mille fois plus de raisons, de preuves et d'accusations précises contre eux que contre tous les Michel Graindorge et autres militants de gauche qui ont été arrêtés avec lui.

Mais le gouvernement Martens simule l'impuissance contre ces groupes, parce qu'une partie de celui-ci est pleinement complice et les soutient et les protège. Voilà ce que le Parti Socialiste doit dénoncer hautement, et le Parti Communiste et les Syndicats également. De nombreuses assemblées syndicales ont exprimé la préoccupation et la volonté de la classe ouvrière de ne pas laisser agir ces groupes. Mais pour cela, on ne peut pas s'arrêter à proclamer, "appel à la vigilance" du mouvement ouvrier comme le font les directions syndicales. Il faut en même temps, mobiliser la classe ouvrière pour la lutte contre ce gouvernement et contre le plan capitaliste d'austérité et de répression des droits démocratiques, et préparer les luttes pour une transformation de la société et l'élimination du pouvoir capitaliste.

Le 30 Septembre 1979

Périodique mensuel
Envoyer toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 273 Charleroi I.
Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs;
Abonnement annuel 150 Frs.
Abonnement de soutien : 500 Frs.
A verser au CCP 000.0976234.26
de C. Pôlet
Editeur Responsable : Cl. Pôlet
20, Place Morichar
1060 Bruxelles.

« Le monde est apte
pour le communisme »
J. Posadas

Lutte Ouvrière



Numéro 320
du 9 Nov. 1979
17e Année. 7 Francs

voir page 3
Les procès en Tchécoslovaquie
et la démocratie socialiste.

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

Pour un plan d'action des Syndicats pour faire échec à la loi-programme Editorial

Toutes les résolutions adoptées par les nombreuses réunions syndicales dans le pays, témoignent de façon encore contenue de ce que la classe ouvrière et les travailleurs en général ne se soumettent pas aux plans du capitalisme, du gouvernement Martens-Spitaels, pour leur faire payer la crise et pour imposer des mesures de régression sociale. Les divergences ne se posent pas seulement entre d'une part, les Syndicats opposés à la loi-programme et le Parti Socialiste dont la direction collabore à la réalisation, mais aussi à l'intérieur de tout le mouvement socialiste et syndical. Cette fois, plus clairement que dans les étapes antérieures, il apparaît que les socialistes dans ce gouvernement sont les complices et les agents du plan capitaliste pour faire payer la crise à la population. L'argument habituel des dirigeants syndicaux et socialistes, disant : " Avec les socialistes au gouvernement, on peut encore modérer certaines mesures anti-ouvrières ", est réduit à rien quand on voit que cette loi-programme - toute amendée qu'elle soit par les ministres socialistes - représente de nocif pour la population travailleuse, de même que le plan Wulf ou le plan Califice pour la Sécurité Sociale. Le gouvernement le plus à gauche de toute l'Europe, (selon les termes de Spitaels), se montre incapable de répondre aux nécessités des gens, et de plus, contribue à détériorer leurs conditions de vie, de travail, d'enseignement, de culture, et participe à tous les programmes mondiaux du capitalisme pour se préparer à la guerre contre les Etats Ouvriers et les révolutions dans le monde.

Il permet aussi par le silence de ses ministres socialistes et démocrates-chrétiens, toutes les actions de la gendarmerie, de la police et de la magistrature contre les militants de gauche, de l'avocat Michel Graindorge aux arrestations des militants syndicaux à Athus, au fichage et aux écoutes téléphoniques. Il permet que les groupes fascistes wallons ou flamands, agissent ouvertement, et cela n'est possible que si dans tout l'appareil d'état, ils ont de larges complicités et des appuis financiers, matériels et de toutes sortes.

Pour faire libérer les camarades emprisonnés à Athus, il a fallu la menace de la grève générale.

Pour imposer une réduction effective du temps de travail, et pour imposer le respect de celle -

ci quand elle a été accordée sur papier, les travailleurs aux ACEC ont fait grève pendant des mois, et ceux des grands magasins se mobilisent aujourd'hui. Comme le disent,

Cependant, les dirigeants syndicaux FGTB et CSC se sont engagés à défendre les propositions gouvernementales devant les congrès syndicaux. On ne doit pas attendre d'eux des orientations, un plan d'action et un programme pour organiser et mobiliser la classe ouvrière. Même quand ils considèrent que la loi-programme et les propositions venant du gouvernement sont un défi contre les travailleurs, comme l'a constaté l'Interrégionale wallonne de la FGTB ou d'autres réunions de directions syndicales, ils ne savent pas quoi proposer pour riposter à toute cette situation.

La même crise s'est posée aux camarades de la gauche socialiste, quand ils ont été acculés par la direction du P.S. à définir une position d'ensemble. L'approfondissement de la crise du régime capitaliste en Belgique et mondialement, l'élévation des contradictions au sein même du système capitaliste, les préparatifs de plus en plus pressants pour la guerre et le fait aussi que les mouvements révolutionnaires et de libération des peuples dans tous les coins du monde acculent de plus en plus le régime capitaliste; toute cette situation dynamique de changements et de transformations sociales, prend le Parti Socialiste et le mouvement syndical au dépourvu, parcequ'ils ne sont pas préparés à affronter une crise où le capitalisme n'a plus rien à proposer, et où on ne peut pas limiter la lutte pour gagner certaines positions et obtenir certains avantages sans mettre en cause tout le fonctionnement et la structure de ce régime. Toutes les conquêtes sociales réalisées, depuis la guerre et dont les dirigeants socialistes et syndicaux se montrent si orgueilleux et comme une démonstration de leur raison d'être, sont attaquées par le capitalisme en crise. La classe ouvrière, qui a arraché à la bourgeoisie d'importantes mesures sociales pour avoir des conditions de vie plus convenables, n'a aucune prise sur les structures mêmes de ce régime, pour retenir la détérioration de toute sa vie. Non seulement, tout ce

de plus en plus, les résolutions des assemblées syndicales, tout ce que les travailleurs ont conquis, ils l'ont fait par les luttes.

Elever la fonction politique des Syndicats

qui a été conquis par les luttes, par les grèves, par les mobilisations très fermes de la classe ouvrière, devra être défendu de la même manière; mais il y a aussi le fait que le capitalisme entraîne, toute la société dans sa débacle.

Il ne peut même plus supporter l'existence d'une école d'architecture progressiste comme celle de La Cambre, ou un groupe d'avocats comme Graindorge qui réclame, des améliorations dans le cadre du système existant, il ne peut plus supporter, non plus, une réforme de l'Institution, comme celle de la régionalisation, qui demande seulement une décentralisation, sans que cela ne mette en cause le pouvoir capitaliste, ni même le régime monarchique de la Belgique.

Dans toute cette situation, la lutte de la classe ouvrière pour maintenir ces acquis sociaux, conduit beaucoup plus loin. Il faut maintenir l'emploi, il faut que l'Etat finance la Sécurité Sociale et plus encore, qu'il assure des conditions de vie dignes à la population, qu'il crée des transports en commun bon marché et utilisables, partout en Belgique, des écoles, des logements avec des conditions sanitaires pour tous, qu'il assure du travail à tous: Il faut un gouvernement qui réponde aux besoins de la population travailleuse.

Une partie des directions syndicales et socialistes s'y opposent carrément, et ils disent aux travailleurs qu'il faut attendre, qu'il faut savoir faire des sacrifices, que la crise va passer et la situation va changer. Mais beaucoup d'autres voient qu'il n'est pas ainsi, mais ils sont désespérés devant la profondeur de la crise, et en voyant la nature de cette crise à laquelle ils ne s'attendaient pas. C'est pour cela, qu'il y a tout ce flottement et ces hésitations.

Il y a des manifestations de mécontentement, de perte de confiance dans le capitalisme, de la part de tous les secteurs de la population. Même dans la gendarmerie et dans l'armée, ce mécontentement s'exprime et il n'a pas un sens ré-

actionnaire. Les hauts chefs militaires ou policiers ne se rangent jamais avec la population, c'est certain, ils défendent par tous les moyens le régime capitaliste et la propriété privée. Mais dans l'armée, la gendarmerie et la police, il y a un très grand nombre de gens qui ont perdu toute confiance dans le régime capitaliste, qui ne lèveront pas le petit doigt pour "défendre la patrie contre l'envahisseur soviétique"... , ni l'OTAN. Ils reflètent la maturité qu'il y a dans tout le pays pour que les propositions et les appels du mouvement ouvrier rencontrent un écho et un appui.

Les travailleurs, l'avant-garde ouvrière, syndicale et politique, sont partisans d'une mobilisation, d'une offensive ouvrière, qu'elle prenne la forme des "grèves du vendredi" d'une grève nationale de 24 heures, ou autre. Mais on se pose aussi le problème: faire tomber le gouvernement, d'accord, il ne défend en rien les intérêts de la classe ouvrière, même avec les socialistes à l'intérieur. Mais déjà les grèves du vendredi - vaient fait tomber un gouvernement Tindemans. Ce n'est pas suffisant. Il faut savoir aussi ce que l'on va faire ensuite. De toutes façons un gouvernement qui serait composé des sociaux-chrétiens et des libéraux n'aurait pas non plus les mains libres pour agir contre la classe ouvrière.

S'il y a un gouvernement sans les socialistes en Belgique, on ne s'en portera pas plus mal. Mais surtout, à ce moment-là les travailleurs pourront intervenir plus librement pour obliger le Parti Socialiste à changer et à élever ses positions contre le capitalisme.

Faire tomber le gouvernement, ce n'est pas suffisant. Il faut aussi préparer les conditions pour un gouvernement qui répondra aux besoins des masses. Les syndicats, pour cela, doivent développer une fonction politique beaucoup plus directe. Il faut mettre en pratique les résolutions prises dans les réunions syndicales sur " le rassemblement des progressistes et sur l'unification entre les travailleurs flamands et wallons. Pendant toute cette période, il faut mettre sur pied des réunions, sous l'impulsion des syndicats, rassemblant toutes les tendances de gauche pour discuter ce que propose le mouvement ouvrier pour faire sortir la Belgique de la crise et de l'arrière-pensée dans laquelle elle se trouve.

Nous appelons à discuter dans les assemblées, sous l'impulsion

suite page 4

Strauss et la nature de la crise du capitalisme allemand

J. Posadas

voir pages centrales

Le 15 Août 1979

STRAUSS ET LA NATURE DE LA CAPITALISME ALLEMAND

Extraits

Le niveau de lutte en Allemagne n'est pas déterminé par le fait que Strauss gagne ou non les élections. Même si Strauss gagne, il ne peut mener une politique d'affrontement, vis à vis de la classe ouvrière et des Etats Ouvriers, bien que ce soit son intention. Il y a une expérience très riche et bien vivante, qui est celle de Thatcher en Angleterre. Celle-ci a dû changer ses déclarations initiales, non pas parce qu'elle a réfléchi, mais parce qu'elle ne peut pas faire ce qu'elle pensait faire. Strauss ne peut pas le faire non plus. Et Strauss est inférieur à Thatcher, parce qu'il n'a pas son autorité, son poids et son assurance politique. L'assurance politique de Thatcher vient de l'indépendance qu'a l'Angleterre et que l'Allemagne n'a pas. Il faut faire cette comparaison et en tirer l'expérience.

Strauss et Thatcher, ainsi que le gouvernement français, ont l'intention d'affronter la classe ouvrière et les Etats Ouvriers, mais les relations du monde ne le permettent pas. Chacun d'eux est en train de préparer un plan fasciste mais ce n'est pas l'époque du fascisme, parce qu'il existe les Etats Ouvriers et que l'humanité voit, que le progrès se réalise au travers d'eux. Le Nicaragua n'a pas imité le fascisme, mais a imité Cuba

Adenauer, derrière un visage différent, faisait la même politique et encore pire que Strauss. Et que s'est-il passé? Ce n'est pas l'époque du capitalisme, mais celle de l'Etat Ouvrier. Si Strauss va au gouvernement, il va devoir compter sur les Etats Ouvriers et sur la concurrence avec l'impérialisme yankee, pour mener n'importe quelle politique. Il n'y a pas de marchés pour les deux à la fois. La crise, qui s'est posée entre l'impérialisme yankee, et l'Allemagne capitaliste, au sujet des centrales nucléaires au Brésil montre cela. (dans des articles écrits à cette époque j'ai posé que cette dispute était bien réelle, et n'avait rien d'un conte. Les allemands ont décidé de faire ces centrales nucléaires, parce que sinon, c'était la crise en Allemagne, et les Yankees ont fait un scandale en parlant du danger de guerre parce que ce n'était pas eux qui vendaient.

Il existe une concurrence assez grande entre l'impérialisme américain et ses associés, chose qui n'existait pas avant. Avant, ils pouvaient concilier parce qu'il n'y avait pas les Etats Ouvriers. Maintenant les Etats Ouvriers existent, et ceux-ci leur enlèvent une partie du profit mondial qui provient de l'exploitation humaine.

Ils doivent maintenant se partager une plus petite part du profit. C'est pour cette raison que l'on ne peut pas parler de l'Union Soviétique comme une abstraction, comme le font les camarades du Parti Communiste et Socialiste. La seule existence de l'Union Soviétique empêche la stabilité du système capitaliste. Ce n'est pas l'Union Soviétique qui se propose de revenir à la propriété privée, par contre, aux Etats Unis, on propose d'abolir la propriété privée dans le Pérou. C'est un résultat du rapport mondial des forces.

La bourgeoisie allemande ne peut se développer; ni se préparer, pour la guerre contre les Etats Ouvriers. Le système de propriété privée dépend de l'impérialisme yankee, mais la plus grande concurrence se fait aussi avec l'impérialisme yankee, et Strauss représente cette dualité. Strauss veut décider lui-même le moment où il devra rompre avec l'un et s'en aller de l'

autre côté. Cette attitude de Strauss ne signifie aucune comédie. Pour cela, il a déclaré qu' "il n'était l'ennemi d'aucun pays du monde", ce qui était adressé à l'Union Soviétique et non aux Etats Unis. C'est la raison pour laquelle, les Soviétiques ne mènent pas une attaque aussi grande contre Strauss, ils font la même chose avec les français.

Du point de vue du système, Giscard D'Estaing est du côté de l'impérialisme yankee, mais ils ne peuvent déjà plus décider comme avant. D'un point de vue de classe, l'impérialisme allemand se trouve du côté de l'impérialisme yankee, mais il doit vivre et n'a déjà plus l'assurance pour préparer la guerre et décider comme Hitler. Tout en étant la seconde partie du corps capitaliste, la plus nécessaire, ce n'est déjà plus l'Allemagne, qui décide. Cela crée toute cette situation actuelle en Allemagne capitaliste. Avant on ne pouvait pas créer une telle situation, mais maintenant bien, parce qu'il existe les conditions d'un affrontement, entre les deux systèmes. Il ne s'agit pas d'un affrontement d'un pays contre un autre, ou d'une guerre déterminée par la concurrence,

"Il y a la crise de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France en même temps. En Angleterre, c'est une crise profonde de l'après-guerre. C'est la même chose en Allemagne. Cela veut dire que les deux centres vitaux du système capitaliste sont touchés par deux crises profondes de programme, de direction et d'objectifs. Dans les deux, sont posés des objectifs qui ne sont pas capitalistes, quoique de façon limitée. La crise du capitalisme allemand est très profonde. Au rythme où il va, le capitalisme allemand a besoin d'un marché trois fois plus grand que celui qu'il a maintenant, parce qu'il a développé, l'industrie et l'investissement d'une telle façon, avec une telle profondeur et une telle extension qu'il a besoin de plus en plus de marchés. Où va-t-il les trouver? La crise, est alors constante. Le capitalisme va chercher à faire reculer le niveau de vie, ce qui va provoquer la réaction de la population, qui ne peut pas se contenter, d'un accord sur les horaires et les salaires. Et les concessions, que le capitalisme peut faire sont limitées. L'histoire montre que le capitalisme a dû faire une série de concessions pour maintenir une certaine autorité sur les masses, et se lancer dans la guerre. Maintenant, il se prépare pour la faire, mais il ne peut la faire. C'est ce que j'ai analysé sur la politique de Carter, il essaie de gagner de l'autorité, devant les masses pour se préparer à une situation de guerre. Cela ne veut pas dire qu'il va lancer la guerre maintenant, mais il essaie de gagner de l'autorité sur les masses et de donner un certain ordre à l'empirisme des Etats-Unis. La proposition de nationalisation, du pétrole que font les Syndicats, peut être faite en accord avec Carter, qui il y a peu de temps, a renoncé à la visite aux Syndicats. Roosevelt,

intercapitaliste ou la concurrence entre le capitalisme et les Etats Ouvriers, mais il s'agit de l'antagonisme entre les deux systèmes.

Quand Strauss est allé en Hongrie, ce n'est pas une manœuvre. Il y est allé pour dire: "Continuez à m'appuyer, ne me laissez pas seul". Cela signifie que s'il ne mène pas la barque entre les Etats Ouvriers et l'impérialisme, l'impérialisme l'écrase. L'impérialisme yankee veut faire en sorte que les Allemands paient toutes les dépenses militaires, et ceux-ci le refusent; parce que s'ils le font, ils perdent dans la concurrence mondiale. Le problème des Yankees vient du fait qu'ils doivent préparer la guerre. Ils peuvent la faire à n'importe quel moment, mais ne peuvent pas décider. Ils doivent s'occuper aussi de ce que les Allemands, les Français, et les Anglais ne la fassent pas. Il y a par exemple, la position de Giscard d'Estaing sur le Vietnam. Il voudrait se manifester, contre le Vietnam, mais il doit dire: "Non! Il faut régler le problème du Vietnam", et ne fait rien contre lui. Ce sont les crises de cette étape du système capitaliste provoquées par le développement de tous les Etats Ouvriers, et non par la crise économique.

LA CRISE DU CAPITALISME ALLEMAND FAIT PARTIE DE LA CRISE MONDIALE DE L'IMPERIALISME

a fait la même chose auparavant, avec le New Deal qui avait pour objectif de gagner de l'autorité, sur la population et de l'attirer. Cela ne va pas venir immédiatement mais ce sont les plans de l'impérialisme, ce qui indique sa faiblesse. Et cette fois, cette politique n'est pas dirigée contre les nazis, mais contre l'antagonisme historique que représentent les Etats Ouvriers.

Le processus de l'Allemagne, est encore empirique, désordonné, inégal. Il n'y a pas une ligne qui détermine le progrès comme en France ou en Angleterre, où il y a le Parti, les Syndicats avec une structure, une gauche, un programme, une certaine indépendance d'action et des secteurs qui peuvent s'imposer. En Allemagne, il n'y a pas cela.

C'est une structure rigide comme du fer; mais entre la structure de Bad Godesberg (référence au congrès de la sociale-démocratie où elle a déclaré formellement l'abandon du marxisme) et aujourd'hui, qui a gagné? La proposition de 1951 d'enterrer Marx? S'ils doivent revenir à Marx, c'est parce que le capitalisme leur fait voir qu'il ne peut pas résoudre les problèmes. Alors, la sociale-démocratie allemande veut coordonner le capitalisme et l'Etat Ouvrier. Cela veut dire qu'il s'agit d'un pas à gauche, et non d'un programme à gauche.

L'Allemagne est, des pays les plus développés économiquement, le deuxième pour sa richesse économique à l'intérieur du capitalisme. Le fait qu'il n'y ait pas de vie politique, qu'il n'y ait pas de tradition de Parti, se justifie alors, parce que celle-ci a été détruite, écrasée. Cela détermine la lenteur, avec laquelle l'Allemagne avance, mais en même temps, il faut tenir

compte de la profondeur avec laquelle elle avance. A côté d'elle se trouve l'Etat Ouvrier Allemand.

Quand le capitalisme allemand n'a pas été capable de donner un coup de pied à l'Etat Ouvrier Allemand, de l'enlever de là et de mettre une autre frontière, quand non seulement il doit le laisser, mais même dépendre de lui - car une partie importante de son économie dépend de l'Etat Ouvrier Allemand - ce la indique la faiblesse et la profondeur du processus qui se développe. L'avant garde ouvrière voit cela, et l'avant garde intellectuelle le également. Ils ne peuvent l'exprimer parce qu'il n'y a pas le Parti pour cela, mais ils le voient. Aucun allemand intelligent qui se préoccupe de politique, de géographie, ou même d'arithmétique ne peut pas faire autrement que de voir que l'Etat Ouvrier est un associé indispensable de l'Allemagne capitaliste. De cette société, les dividendes principaux - économiques essentiellement - sont emportés par l'Allemagne capitaliste, mais les dividendes sociaux historiques sont emportés par l'Allemagne Etat Ouvrier. L'Allemagne capitaliste passe une série de contrats au nom de l'Allemagne Etat Ouvrier. Par exemple, en Afrique, l'Allemagne Etat Ouvrier se charge de projets qui par la suite sont menés à bien sur la base de produits de la Krupp provenant d'Allemagne capitaliste. L'Allemand moyen voit cela et ne voit pas les gens d'Allemagne Etat Ouvrier comme des monstres.

Le mouvement ouvrier en Allemagne capitaliste est en constante ascension, dans le programme, la politique et les conquêtes. Il progresse également par la rénovation des dirigeants, lesquels sont remplacés par des meilleurs. Cela veut dire que le progrès du processus mondial est en train de s'exprimer dans l'Allemagne capitaliste et qu'en réalité, l'Allemagne ne peut pas progresser sous le capitalisme. Elle peut progresser, systématiquement, dans le raccourcissement du temps nécessaire à la production. Elle peut, par conséquent, diminuer le coût de production, mais elle ne peut augmenter son pouvoir social, politique, bien au contraire.

Il est certain que l'acharnement de la lutte entre Strauss et les socialistes est une lutte pour la survie de la bourgeoisie, mais dans un lointain délai. Cette situation coïncide en même temps, avec la structure du monde dans laquelle il y a 20 Etats Ouvriers. Strauss et la sociale-démocratie allemande, ne peuvent pas vivre à l'écart de

Va paraître prochainement

POUR LE CENTENAIRE DE LA
NAISSANCE DE TROTSKY

J. POSADAS

La pensée
vivante
de Trotsky

Sur demande à l'adresse
du journal : 80 Francs

Le 15 Août 1979

cette réalité, et Giscard d'Estaing non plus. Thatcher s'est rendu compte également de ce que le monde était ainsi. C'est pour cela, qu'elle a dû faire un changement complet qui lui a fait perdre la

plus grande partie de son autorité ce qui sert à la lutte interne. Heath est celui qui va avancer et qui a lui a dit: "Ne te mets pas avec les Syndicats". En Allemagne c'est la même chose

SCHMIDT, STRAUSS ET LA LUTTE CONCURRENTIELLE AVEC L'IMPERIALISME

La lutte entre Schmidt et Strauss, est une lutte pour la direction du pays; mais pas pour le conduire là où le nécessite la vie des masses, mais là où c'est nécessaire pour le capitalisme. Ce sont deux courants distincts du système capitaliste. Schmidt s'est appuyé sur les ouvriers, et doit défendre l'appareil ouvrier, mais il ne représente pas le progrès de l'Allemagne. Il représente le progrès du système capitaliste, car pour Schmidt, l'Allemagne est le système capitaliste avec quelques améliorations, par exemple, avec des fleurs dans les rues, et rien de plus. Par contre il existe dans la sociale-démocratie allemande, des secteurs qui veulent aller plus loin. L'attitude de Brandt montre qu'il sent qu'il lui faut aller plus loin que Schmidt. Sans poser de transformations, il montre qu'il veut aller plus loin que Schmidt. Il ne s'agit pas d'initiative de ces secteurs ou d'autres comme Willy Brandt, mais de la persistance de la lutte de la base ouvrière et intellectuelle de gauche, de la sociale-démocratie qui provoque tout cela. C'est aussi le reflet de la relation qui existe, dans le monde.

L'Allemagne ne peut marcher, comme elle est actuellement. Que ce soit Strauss ou Schmidt, ils ne peuvent maintenir le système capitaliste et en même temps, ils ne peuvent être représentants d'un mouvement, qui pour progresser, doit aller contre le système capitaliste. Il y a une base chrétienne, de la CDU ou de la CSU, qui se trouve là parce qu'elle a un niveau de vie élevé et un travail continu.

Mais dès que les premières difficultés s'exprimeront de façon visible, cette base va éclater en mille morceaux.

Schmidt est aussi d'accord que la démocratie chrétienne pour ne pas accepter des dépenses militaires supplémentaires de la part des Yankees, ils sentent que s'ils font des dépenses militaires, ils vont devoir augmenter les prix et ne pas baisser les salaires. En augmentant les prix, le niveau de concurrence diminue et celle-ci devient plus pesante, et la réaction des masses s'élève. Schmidt comme Strauss se rendent compte qu'il en est ainsi. Ils ont cet intérêt en tant que classe bourgeoise à l'intérieur de l'Allemagne comme à l'intérieur de la concurrence mondiale.

Strauss n'est pas allé en Hongrie pour faire de la propagande. Il est allé chercher l'appui de la Hongrie pour lui, et il est allé dire à l'Union Soviétique et à l'Etat Ouvrier: "Je ne vais pas être contre vous, j'ai ma politique, mais je ne vais pas être contre vous". Giscard d'Estaing a fait la même chose, il est allé en URSS afin de trouver l'appui des Soviétiques, et les Soviétiques l'appuient

indirectement, dans la lutte contre les Yankees. Les communistes français étaient mécontents et disaient: "Regardez! au lieu de nous appuyer, ils appuient un bourgeois!". Mais les Soviétiques mènent une politique mondiale et non locale et dans la politique mondiale, la concurrence inter-capitalistes est fondamentale.

Dans des articles antérieurs, sur le marché commun européen, j'ai déjà posé ce qu'est la concurrence inter-capitaliste, qui mène le capitalisme européen à affronter réellement le capitalisme yankee. Le capitalisme européen résiste à investir dans de plus grandes dépenses, militaires, et demande aux yankees, qu'ils le fassent. Il existe une lutte qui est arrivée au point où les Allemands ont dit: "Bien, nous abandonnons!", et les yankees de répondre: "Nous retirons toutes les armes". Ni l'un, ni l'autre n'allait le faire, mais quand ils arrivent à de telles menaces dans le dispute inter-capitaliste, c'est que la concurrence est très aigüe, et qu'ils n'ont déjà plus de possibilités de choisir. Il ne s'agit plus seulement du camp capitaliste mais des Etats Ouvriers qui sont en face. Il s'agit donc de la concurrence antagonique historique avec les Etats Ouvriers, et non de la concurrence inter-capitaliste.

L'Allemagne va vers un développement de la lutte de classes, comme la France et l'Italie. L'Allemagne est plus en retard que la France et l'Italie, mais elle n'est pas éloignée. Elle est un peu en retard du fait des conditions, économiques et politiques, du fait de la direction politique; mais aussi parce que les Etats Ouvriers n'interviennent pas politiquement, avec la force nécessaire pour influencer l'Allemagne. Ils ne le font pas, parce que la bureaucratie, des Etats Ouvriers et en particulier celle de l'Union Soviétique, ne veut pas affronter les bourgeoisies; mais organiser les forces afin de recueillir la crise, la décadence constante, du capitalisme. La bureaucratie cherche à avancer, mais sans devoir pousser. C'est la conception qu'elle a, pour que cela ne lui crée pas de problèmes, et qu'elle ne soit pas dépassée intérieurement par des directions plus à gauche. C'est pour ce la que l'impérialisme a peur que Brejnev disparaisse; et il s'agit d'une peur réelle; et que celui qui lui succéderait soit de ceux que l'on appelle "un dur". Cela veut dire qu'ils ont peur d'un Souslov ou d'un autre de cette ligne qui profiterait beaucoup plus de la crise du système capitaliste, alors que Brejnev en profite, mais pas beaucoup. Aucun des événements qui impulsent l'histoire, qui sont les révolutions, n'ont été mis en avant consciemment, ni prévues par l'Etat Ouvrier. Ces événements surgissent simplement. Le fait qu'ils sur-

gissent est une conséquence de l'existence des Etats Ouvriers, mais ceux-ci n'y sont pas préparés. Si l'Etat Ouvrier avait été préparé, les délais de l'histoire seraient raccourcis. La guerre se serait déjà passée avant, mais on aurait raccourci les délais. Et les milliers de gens qui meurent, victimes d'autre cause qui ne viennent pas directement de la guerre ne seraient pas morts. L'arrière-pensée que signifie encore l'existence du capitalisme, qui provoque ces morts, n'existerait plus.

Le processus mondial est tel que chaque pays dépend de plus en plus étroitement d'un autre pays. Si en Iran, il y avait eu des forces propres pour décider, la situation actuelle serait différente. L'impérialisme ne peut rien décider en Iran, et les Soviétiques, qui le peuvent, ne se sont pas animés à le faire parce qu'ils ont peur de la guerre et peur de provoquer l'impérialisme. Par contre, en

Iran, les conditions existent pour que tout soit étatisé. Ce processus indique le progrès révolutionnaire du monde, et entre autre celui, des Partis Communistes qui ne traquent plus la révolution. Ils essaient de la faire avancer en la dosant, pour empêcher l'intervention de l'impérialisme - selon eux. Ils croient qu'avec de telles mesures, l'impérialisme ne va pas intervenir, ce qui n'est pas vrai. L'impérialisme ne va pas intervenir, d'aucune manière, parce qu'il s'agit de conditions révolutionnaires. L'Union Soviétique, sans intervenir directement, doit intervenir au travers des Partis Communistes. Les Partis Communistes doivent intervenir à propos de l'Iran.

Si le Parti Communiste français ou italien accomplissait sa fonction avec une conception logique et raisonnable du processus; c'est à dire en l'appuyant, en lui donnant des moyens, en faisant des

suite page 4

Les procès en Tchécoslovaquie et la démocratie socialiste

Les dissidents de Tchécoslovaquie, après les réfugiés du Vietnam ont servi d'occasion à toute la presse capitaliste et aux dirigeants politiques de la bourgeoisie en Europe pour essayer de dénigrer les Etats ouvriers et les présenter comme un pouvoir anti-démocratique. Mais cette même presse se garde bien d'informer de quoi que ce soit, sur les Etats ouvriers, qui puisse donner une idée de ce qu'ils sont en train de faire réellement.

Pour cela, c'est une tâche importante des partis de gauche - et essentiellement celle des camarades communistes - de rendre compte, pour le mouvement ouvrier en Belgique, de ce que sont les Etats ouvriers, comment ils progressent dans leur construction économique, sociale et politique, comment ils interviennent dans le monde pour participer aux luttes de libération nationale et sociale des masses. A partir de là, il faut aussi émettre toutes les critiques que l'on croit nécessaires, en fonction d'avancer vers l'objectif de la construction du socialisme.

Mais ce n'est pas ce qui se passe quand un dirigeant du Parti Communiste (Jacques Moins) écrit en première page du journal "Le Soir". Il écrit apparemment à titre personnel, mais presque tout son article a été repris dans "Le Drapeau Rouge" le lendemain, ce qui veut dire qu'il s'agit bien de l'opinion de toute une partie de la direction, et non celle d'une seule personne. Cet article présente des sortes d'excuses à la bourgeoisie belge, à "l'opinion publique" pour les atteintes à la démocratie socialiste qui se produiraient en Tchécoslovaquie, et veut surtout offrir des garanties que le Parti Communiste en Belgique ne ferait pas la même chose, mais sera respectueux du pluralisme entre toutes les tendances, celles qui soutiennent le capitalisme et toutes ses conséquences, et celles qui soutiennent la nécessité des transformations sociales.

Cette prise de position ne va pas "convaincre" la bourgeoisie de laisser faire un changement socialiste de la société, sans réagir ni s'y opposer par tous les moyens qu'elle peut (et essentiellement les moyens militaires car elle n'en aura plus d'autres). Par contre, un tel article associe une partie du mouvement communiste à la campagne de la bourgeoisie, parce qu'il présente les procès de Tchécoslovaquie comme une atteinte aux "droits de l'homme" et place la lutte pour ces "droits de l'homme" au-dessus de la lutte de classes et comme quelque chose de séparé de la lutte entre le système capitaliste, et le système des Etats ouvriers. Il sert aussi à augmenter la confusion et l'incompréhension de la gauche socialiste et chrétienne vis-à-vis des pays socialistes.

Nous croyons qu'en discutant de ces procès, il faut commencer par qualifier les dissidents pour ce qu'ils sont réellement par rapport à l'ensemble de la lutte contre le capitalisme. Ils ne sont pas de simples citoyens qui voudraient voir respecter la Constitution Socialiste et augmenter la démocratie socialiste en Tchécoslovaquie. Ce sont des gens, presque tous, issus du vieux appareil de la bureaucratie de l'étape stalinienne et qui sont aujourd'hui déplacés des postes de direction, après 1968 et parce que l'Etat ouvrier tchécoslovaque ne peut pas continuer à se développer avec une politique nationale et de l'unification des Etats ouvriers et en particulier de l'union avec l'Union Soviétique, tant pour son propre progrès économique, que pour la lutte contre le système capitaliste mondial. Ces dissidents veulent le droit de parler pour s'opposer à tout cela et pour faire reculer l'Etat ouvrier, pour restaurer des relations capitalistes ou semi-capitalistes en Tchécoslovaquie. Voilà la première chose qu'il faut expliquer à leur sujet, avant de discuter si, oui ou non, ils doivent avoir le droit à la parole dans l'Etat ouvrier.

Pelikan est leur porte-parole le plus significatif. Dans une interview récente à "La Libre Belgique" il considérait que les alliés, à la fin de la guerre 40-45, ont trahi la Tchécoslovaquie en la laissant se jeter dans les bras de l'URSS, et qu'il faut essayer de la faire revenir dans le camp occidental ou, au moins qu'elle sorte du

suite page 4

Strauss....

meetings en Italie et en France, en élevant la compréhension, cela parviendrait jusqu'en Iran, éduquerait les masses. Mais, du point de vue soviétique, cela pourrait provoquer l'impérialisme, l'inciter à intervenir. Mais le problème de la provocation de l'impérialisme n'existe pas de cette manière. De toute manière, l'impérialisme va faire la guerre. Les communistes se protègent d'un rat qui n'a plus de forces que celle dont il a besoin pour vivre.

Bien que maintenant, en Alle-

magne, il n'y ait pas un changement du rapport de forces, ce processus actuel signifie un changement qui va s'exprimer en Allemagne ultérieurement. Cela s'exprime, déjà, avec Strauss qui va chercher un appui dans l'Etat Ouvrier le plus accessible pour eux. Mais il s'adresse à tous les Etats Ouvriers: "Avec vous, il n'y a pas de problèmes, il y a un problème historique, d'antagonisme, mais il n'y a pas d'affrontement maintenant". C'est ce que Strauss est allé dire en Hongrie.

LA SOCIALE-DEMOCRATIE DOIT S'ADAPTER A CE PROCESSUS DE L'HISTOIRE

Il existe des expressions concrètes de ce mouvement de progrès, en Allemagne: l'apparition de journaux de gauche et le gauchissement relatif du Parti Socialiste. Nous avons posé que l'Internationale Socialiste est allé au Nicaragua, pour contenir le processus dans des limites capitalistes, mais aussi pour ne pas rester en dehors de celui-ci. Elle y est allée pas seulement pour l'arrêter, mais aussi pour l'impulser de telle sorte qu'il reste sous son contrôle. Elle voulait contenir, mais aussi ne pas rester en dehors. Cela veut dire qu'il s'agit d'une concurrence, directe avec les Etats Ouvriers. L'Internationale Socialiste fait la

concurrence à la direction du processus, ainsi qu'à l'impérialisme yankee. Mais la sociale-démocratie n'a pas pour rival, l'impérialisme yankee, mais les Etats Ouvriers, qui lui sont antagoniques, historiquement. L'Internationale Socialiste peut donc aller beaucoup plus loin que l'on ne le suppose. supposent.

L'attitude de la sociale-démocratie allemande, les pas qu'elle fait, indiquent qu'il ne s'agit pas seulement d'une simple forme, ou d'une formule qui la fait céder mais c'est un processus qu'elle ne peut déjà plus contenir. L'attitude de Strauss est destinée à un mouve-

ment dans lequel il voit ce que sont les sociaux-démocrates. C'est pour cela qu'il se présente aux masses allemandes, en disant: "Je ne suis pas ennemi des Etats Ouvriers". Cela est surtout destiné à la petite-bourgeoisie. S'il en était autrement, il ne serait pas allé en Hongrie. Bien au contraire, il aurait dit: "Dehors, les Etats Ouvriers". Strauss est en train de dire: "Je suis allemand, je suis capitaliste, mais je ne suis pas ennemi des Etats Ouvriers". Cela indique que le capitalisme doit accepter une conciliation qui de toute façon représente un mensonge. Il doit l'accepter, alors que c'est le capitalisme qui y perd, malgré la bureaucratie qui dirige l'Etat Ouvrier. Mais l'Etat Ouvrier, montre à la petite bourgeoisie que ce n'est pas le capitalisme qui développe le progrès, mais eux-mêmes.

Le capitalisme allemand doit présenter un candidat contre lequel une aile du capitalisme allemand est en train de résister, du fait de la concurrence inter-capitaliste. Pour l'autre secteur capitaliste, Strauss signifie, d'une part, une alliance plus profonde, avec l'impérialisme yankee; mais d'autre part, une résistance à l'impérialisme déterminée par l'intérêt du capitalisme allemand. Ce n'est déjà plus l'étape d'un type d'orientation stricte. Le capitalisme allemand n'ayant pas la possibilité de décider à échelle mondiale, crée toute une série de courants, de conditions pour voir comment il est possible de se développer. Par

exemple, à l'intérieur du capitalisme allemand, existe une aile qui est d'accord pour augmenter les relations avec les Etats Ouvriers, et qui se trouve dans la sociale-démocratie. Ces courants sont conscients du fait qu'ils n'ont pas de vie: "Dans le capitalisme, on nous étouffe; dans l'Etat Ouvrier, on nous étouffe moins". C'est pour cette raison, qu'ils essaient de vivre ainsi. C'est ainsi que des secteurs du capitalisme veulent maintenir des relations avec l'Etat ouvrier. C'est aussi un moyen de concurrence avec l'impérialisme anglais, français, yankee et japonais.

C'est en Allemagne que le marxisme est né, mais on n'a pas pu faire en Allemagne ce qui a été fait en URSS. Mais quand on va le faire en Allemagne, cela va être dix fois plus complet qu'en URSS, non parce qu'il y a l'expérience et la base historique mais du fait des caractéristiques du prolétariat allemand. C'est un prolétariat dont le pays a été écrasé 2 fois, et qui avance de la façon la plus tranquille, car ce n'est pas lui qui en porte la responsabilité, mais la bourgeoisie. Le prolétariat allemand a une assurance historique que n'a pas le prolétariat nord-américain. Le prolétariat allemand a une telle assurance, à cause de sa nature propre et des conditions historiques du développement de l'Allemagne.

Le 15 Août 1979

J. POSADAS

Les procès en Tchécoslovaquie

Pacte de Varsovie et devienne neutre. Il défendait aussi le programme du Manifeste des 2000 mots, d'Ota Sik qui préconisait une économie mixte en Tchécoslovaquie. Après cela, Pelikan dit qu'il est "pour le socialisme dans la démocratie"... N'importe qui peut déclarer sa vocation socialiste, mais dans les positions que prennent les dissidents, ils sont contre tout ce qui signifie un progrès de l'Etat ouvrier et contre la structure et la nature même de l'Etat ouvrier, alors ils sont contre l'objectif de la construction du socialisme.

C'est à partir de là qu'il faut discuter comment intervenir vis-à-vis de ces gens, tout comme les réfugiés du Vietnam, qui fuient le socialisme. Mais il faut aussi montrer ce que représentent les Etats ouvriers pour l'humanité d'aujourd'hui, la force qu'ils représentent, par leur simple existence, pour encourager les luttes de libération parce que les masses qui luttent contre l'impérialisme et le capitalisme savent que l'impérialisme ne peut plus intervenir comme il veut contre elles, grâce à l'existence du système des Etats ouvriers. Ces dissidents n'ont pas la moindre préoccupation pour la révolution, pour le Nicaragua, le Vietnam, Cuba, les masses de Bolivie ou de San Salvador.

On peut critiquer les formes mises au procès de Prague, les méthodes bureaucratiques utilisées par les dirigeants tchécoslovaques, et surtout l'importance qu'ils accordent à ces dissidents. Mais ce ne sont pas ces procès qui sont "iniques", ce sont les positions et les actions de ces dissidents qui le sont car ils sont contre l'Etat ouvrier. S'il y a à critiquer la direction de l'Etat ouvrier tchécoslovaque, ce n'est pas pour le fait de juger ces dissidents, mais parce qu'elle ne laisse pas intervenir la classe ouvrière dans des assemblées, des réunions syndicales et dans les usines, publiquement, pour juger ces dissidents, parce qu'elle ne développe pas une vie démocratique soviétique, des syndicats, de la population, une vie politique que tous les travailleurs du monde capitaliste pourrait voir, et mesurer lui-même. Il faut demander en Tchécoslovaquie, que les syndicats, le Parti Communiste, les conseils ouvriers fonctionnent, ouvertement, et qu'ils prennent position sur tous les problèmes de la construction de l'Etat ouvrier et de la révolution dans le monde.

Mais ce n'est pas juste de dire, pour autant, que "le socialisme est discrédité" par un procès comme celui-là. Les masses ne jugent pas les Etats ouvriers au travers de ces procès, mais au travers du progrès collectif immense dont ils ont été capables, par l'étatisation de l'économie, la planification économique selon les besoins de la population, par les relations humaines immensément supérieures à toutes celles du régime capitaliste, qu'ils ont commencé à établir. Le procès de Prague se déroule au moment où le Nicaragua avance dans une voie socialiste, où le mouvement révolutionnaire du San Salvador cherche à faire de même, où le PC Japonais a triomphé aux dernières élections: les masses ne jugent pas le communisme, et l'Etat ouvrier au travers de ces procès! Elles voient la supériorité sociale de l'Etat ouvrier et que la seule existence des pays socialistes est un frein énorme pour l'impérialisme qui ne peut plus, comme avant, intervenir avec la contre-révolution. Cela n'empêche pas que le système capitaliste mondial prépare la guerre. La lutte de classes mondiale se développe vers un affrontement système contre système. Ceux, qui comme les dissidents, veulent affaiblir le système des Etats ouvriers en réclamant la neutralisation ou la restauration de mesures capitalistes en Tchécoslovaquie n'ont rien à voir, ni avec le socialisme, ni avec la démocratie.

4.11.1979

Lutte Ouvrière du 9 Novembre 1979

des syndicats et avec la participation de toutes les tendances de gauche, à débattre des idées et des propositions pour préparer une mobilisation et affronter le plan de crise du capitalisme avec un programme pour transformer la société.

Nous proposons de discuter, dans l'immédiat:

* NON sans condition à la Loi-Programme, au Plan De Wulf et au Plan Califice même amendé;

* pour le maintien de la revendication des 36 heures sans pertes de salaire et sans augmentation des cadences, immédiatement;

* non au blocage de fait des salaires, qui dure depuis 3 ans. Pas seulement l'indexation des salaires, mais aussi des augmentations substantielles de tous les salaires, afin de répondre réellement à la hausse du coût de la vie (les augmentations des transports en commun, de la SNCF, les vignettes et l'essence, tout cela il faut le payer aussi!);

* maintien de tous les acquis de la sécurité sociale. Que l'Etat la finance et prenne l'argent chez les capitalistes pour le faire. Pour des soins de santé conviviaux et gratuits pour toute la population. Pour la nationalisation, sous contrôle ouvrier, de toute l'industrie pharmaceutique;

* pour la défense de l'emploi: mobilisation pour qu'il n'y ait plus de fermetures d'usines; que toute usine fermée passe aux mains de l'Etat et sous contrôle ouvrier. Pour le partage du travail existant dans chaque entreprise entre tous les ouvriers, sans aucun licenciement ni mise au chômage partiel.

* pour que les syndicats et les partis de gauche discutent et élaborent un plan de développement économique, en tenant compte des besoins de la population et de la nécessité de donner du travail à tous: qu'ils proposent de prendre en mains le contrôle de tous les

principaux moyens de production et des sources d'énergie, ainsi que les banques. Il faut poser un objectif anti-capitaliste, car les revendications sur "la régionalisation" ne vont pas permettre de résoudre les problèmes de la population travailleuse dans les différentes régions du pays;

Nous appelons aussi à discuter et rejeter tous les plans de guerre auxquels la Belgique capitaliste participe contre les Etats ouvriers, au travers de l'OTAN. Pas d'installation de fusées nucléaires en Belgique! et l'OTAN hors de Belgique, la Belgique hors de l'OTAN!

Il faut discuter et informer dans les assemblées syndicales et les réunions pour le rassemblement des forces de gauche, des luttes, des progrès des mouvements de libération nationale et sociale dans le monde et en particulier au Nicaragua, au San Salvador et aussi en Bolivie où la classe ouvrière est en train de mettre en échec, avec tout son héroïsme, la tentative de putsch des militaires de droite. Pour que les assemblées syndicales discutent et décident de donner l'heure, une part de salaire pour aider le peuple du Nicaragua à reconstruire son pays sur des bases socialistes.

Il faut aussi mettre en pratique les "appels à la vigilance contre le fascisme", en prenant position et en faisant des résolutions pour exiger la libération de Michel Graindorge, la cessation des poursuites judiciaires contre les travailleurs d'Athus, pour condamner, les attaques contre les locaux du Parti Communiste, les perquisitions contre des journaux de gauche. Faire appel aux syndicats de la police et de l'armée, aux secteurs démocratiques de la gendarmerie à ce qu'ils s'opposent à toutes mesures anti-démocratiques, contre la population, dans leur service en sachant qu'ils peuvent compter sur l'appui du mouvement ouvrier pour le faire.

Périodique mensuel
Envoyer toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 273 Charleroi I.
Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs;
Abonnement annuel 150 Frs.
Abonnement de soutien : 500 Frs.
A verser au CCP 000.0976234.26
de C. Pôlet
Editeur Responsable : C. Pôlet
20, Place Morichar
1060 Bruxelles.

NUMERO 321 du
7 décembre 1979
17^e ANNEE - 7 frs

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^e Internationale Posadiste

le monde est
apte pour le communisme
J. POSADAS

Lire en page 2.

J. POSADAS
" Le processus
de la révolution
permanente en Iran"

Centenaire de la
naissance de TROTSKY

Impulser dans toutes les réunions syndicales le Front Commun pour faire échec à la loi programme, au gouvernement, au patronat

L'intervention des masses sur la scène politique, au travers de toutes les mobilisations de ces semaines, bouleverse tous les plans et les calculs politiques des partis de la bourgeoisie et les font changer de positions.

Le CVP, mais aussi le PSC et les libéraux, qui était partisan de l'accord à partir duquel s'est formé le gouvernement Martens-Spietals, le remet en cause à présent et passe de la défense de "l'Etat unitaire" à des propositions quasi séparatistes. Pourquoi ces changements constants et ces oscillations? Il ne s'agit pas, dans le fond, de problèmes linguistiques, ni même communautaires, mais de la conséquence de la crise très profonde du système capitaliste, qui augmente les divisions et les conflits entre eux; et la dispute en défense des intérêts capitalistes. Si demain, il leur apparaît plus avantageux d'investir en Afrique du Sud ou au Zaïre, ils s'en foutent de la Belgique, de la Flandre ou de la Wallonie ou de Bruxelles. Ils parlent des régions comme si ils en représentaient les intérêts ou comme s'ils se préoccupaient des besoins de la population. Mais ils utilisent tous ces problèmes, avec la préoccupation exclusive de voir comment défendre le régime capitaliste.

Le CVP - appuyé discrètement, tant par le PSC que par la droite libérale, - change de position parce qu'il voit que ce gouvernement, même avec la participation des socialistes, n'a pas pu empêcher, ni contenir les mobilisations et l'intervention de la classe ouvrière. Et cela les effraie!

La décision de la FGFB de rejeter la loi-programme et organiser cette semaine d'action et la grève du 7 décembre est le résultat de la volonté des travailleurs de ce pays qui refusent de faire les frais de la crise. Les directions syndicales ont cherché à limiter les perspectives de ces mobilisations, à réduire l'enjeu politique de la lutte.

Mais la participation active de dizaines de milliers de travailleurs aux meetings et aux manifestations, à Bruxelles, dans la région wallonne et flamande, montrent bien que l'avant-garde ouvrière, et les militants sentent l'importance d'engager une lutte plus profonde, contre toute la loi-programme, contre toutes les atteintes aux acquis sociaux; l'avant-garde ouvrière ne veut pas seulement se battre contre le patronat, mais aussi contre les fondements du régime capitaliste et contre ce gouvernement qui a élaboré la loi-programme et qui défend les intérêts du capitalisme.

D'accord pour lutter pour

que les riches paient, pour que l'on taxe les 44.000 familles les plus riches du pays, pour le décul des revenus des époux, pour une réelle indexation des barèmes fiscaux, pour la diminution du temps de travail à 38 et 36 heures mais cela n'est pas suffisant pour répondre à la crise. L'avant-garde ouvrière qui a pris part aux mobilisations cherche aussi comment donner une perspective ouvrière à la crise, proposer un programme d'alternative, d'organisation de l'économie en fonction des besoins de la population et pas du profit de quelques capitalistes.

Cette absence de perspectives et d'objectifs anti-capitalistes, et de buts clairement exprimés de la part de la direction syndicale, a fait que beaucoup de travailleurs sont restés à la maison. La grève a été totale partout où la FGFB a appelé à la faire; mais il y a eu peu de travailleurs dans les manifestations et les meetings.

Cependant, toutes les mani-

festations préparatoires et les meetings ont montré qu'il sera possible de faire une action dans un front entre travailleurs wallones, et flamands, et en front commun de la FGFB et de la CSC. Même Debunne a du dire que les luttes étaient, aussi contre le gouvernement, et a fait des appels à l'unité syndicale.

La grève du 7 décembre pourra et devra se mener avec toute la force de la classe ouvrière! elle sera nationale et avec la CSC. Mais les travailleurs voient aussi que cette journée de grève doit être prise comme un avertissement seulement et pour le gouvernement, et pour le patronat, et qu'avec 24 heures de grève on ne pourra pas obtenir le retrait de la loi-programme, ni les 36 heures, ni des mesures réelles pour faire face au chômage, ni pour défendre la sécurité sociale. Ils sont disposés, et il faut se préparer à faire une grève indéterminée pour obtenir un résultat effectif.

Non aux missiles nucléaires de l'OTAN en Belgique!

Notre Parti donne son adhésion à la manifestation du 9 décembre, convoquée par le CNAPD pour exprimer l'opposition de la population belge à l'installation des nouvelles fusées nucléaires de l'OTAN.

L'installation de ces fusées, après la tentative de déployer les bombes à neutrons en Europe, est une mesure de préparation à la guerre à bref délai, de la part de l'impérialisme nord-américain et du système capitaliste mondial, et pas seulement un "problème d'équilibre dans les armements". Les Etats-Unis veulent entraîner avec eux les pays capitalistes d'Europe dans la guerre contre l'Union Soviétique et contre les Etats ouvriers et les pays révolutionnaires, et leur faire partager plus les frais de ces dépenses qui sont chaque fois plus énormes.

Les masses en Belgique ne veulent pas de la guerre! Jusque dans la petite-bourgeoisie et certaines couches, les plus faibles, de la bourgeoisie, se développe un sentiment de perte de confiance dans la capacité du "système occidental" d'engendrer un progrès pour les gens, et de défaitisme quant à sa capacité de faire face à la supériorité de l'Union Soviétique.

La résistance à l'installation de ces fusées nucléaires ne se limite pas au mouvement ouvrier, mais gagne aussi des secteurs des

partis bourgeois et même des militaires. C'est la raison de la position de la Volksunie, et de certaines tendances du CVP et du PSC.

Cela ne veut pas dire que ces secteurs sont gagnés à une perspective de transformation socialiste, mais qu'il y a la possibilité de faire un front large contre les préparatifs de guerre et contre l'armement à outrance de l'OTAN et pour faire des accords avec l'Union Soviétique et répondre à ses propositions de "pacte de non-agression" directe avec les pays d'Europe qui n'installeront pas ces fusées nucléaires sur leur territoire.

Mais il faut aussi discuter au sein du mouvement ouvrier et parmi les organisations de gauche en Belgique, que ce n'est pas l'Union Soviétique qui veut et qui a besoin de la guerre, mais bien le système capitaliste mondial, dont les Etats Unis cherchent à rester le centre principal.

C'est très important de préparer le 7 décembre pour en faire une grève nationale et en front commun syndical. Plusieurs régionales et fédérations de la CSC se sont prononcées pour cela, et les travailleurs CSC étaient très nombreux à participer à la semaine d'action. Les chrétiens se sentent unis aux travailleurs FGFB dans la lutte pour défendre les conquêtes de toute la classe ouvrière et répondre à la crise capitaliste.

Il en est de même pour les travailleurs de la région flamande. Quand Robert Gillon parle contre "les flamands", comme il l'a fait au meeting de Liège, il faut le condamner et le rejeter! S'il est vrai qu'aux élections, 45% des électeurs votent pour le CVP, cela veut dire aussi que 55% ne votent pas pour lui! Et les jeunes, les travailleurs immigrés qui constituent une partie active et essentielle de la population, ne votent même pas du tout. Ils participent à la vie sociale, à l'économie de la Belgique, ils paient des impôts et ils n'ont pas le droit de voter.

Par conséquent, quand on dit que "la Flandre vote à droite", il faut considérer tous les éléments du problème. Ce n'est pas la classe ouvrière qui vote à droite, et

suite p.4

La discussion qui se développe actuellement dans le Parti Socialiste a beaucoup d'importance: Simonet et une partie de la direction du PS sont des défenseurs inconditionnels du monde capitaliste. Mais telle n'est pas la position du PS et surtout pas celle des travailleurs, des masses socialistes. Beaucoup de camarades socialistes, voient bien que l'Union Soviétique n'a pas besoin de la guerre pour vivre, contrairement au régime capitaliste. Les lettres de lecteurs qui ont été publiées dans "Le Journal de Charleroi" l'ont exprimé à plusieurs reprises.

Mais d'autres camarades socialistes, tout en faisant cette constatation, disent qu'il faut quand même rester dans l'OTAN, "pour ne pas subir le sort de la Tchécoslovaquie". Cela exprime un manque de compréhension de la nature de l'Etat ouvrier soviétique et du rapport de forces actuel dans le monde.

suite p.4

voir pages centrales

L'INSTALLATION DES MISSILES EN EUROPE ET LA POLITIQUE DE L'URSS

J. Posadas

27-10-79

LA REVOLUTION PERMANENTE EN IRAN

j.posadas

(Le titre est de la rédaction)

Présentation

Les analyses du camarade J. Posadas que nous publions ci-dessous sont tirées d'interventions sur la situation mondiale. Nous éditerons très prochainement des documents plus complets sur ce processus, qu'il est d'une importance très grande de comprendre d'interpréter et de soutenir de la part des mouvements de gauche en Belgique. De nouvelles révolutions comme le Nicaragua et l'Iran vont surgir dans la prochaine étape, comme conséquence du rapport de forces mondial favorable à la révolution et elles vont à leur tour élever les conditions pour le progrès et la nécessité de l'unification mondiale des mouvements communistes et révolutionnaires, dont la Belgique fait partie intégrante. C'est pour cela que nous invitons tous les lecteurs, les camarades du Parti Communiste et Socialiste, des groupes de gauche en particulier, à rediscuter la révolution iranienne pour en mesurer la réelle signification.

La direction en Iran est instable et n'a pas de programme fixe. Ni Khomeiny, ni la bourgeoisie qu'il représente, ne peuvent avoir de programme fixe. Le gouvernement iranien était parvenu à un accord avec les Yankees pour que ceux-ci fournissent les techniciens et les pièces de rechange nécessaires à l'entretien des avions militaires. Quelques jours plus tard, le même gouvernement prend une résolution interdisant formellement tout contact avec les yankees, que ce soit pour les techniciens, les pièces de rechange ou tout autre chose. Mais en même temps, il leur fait des concessions, comme par exemple la démission du ministre du pétrole. Ces oscillations constantes expriment l'insécurité de cette direction, qui n'a pas de programme pour la révolution. Elle a une conception musulmane, mais elle n'a pas de programme. La conception musulmane ne permet pas de résoudre les problèmes économiques, sociaux, militaires; pour le faire, il faut la politique, et la politique doit tenir compte de la situation de l'Iran dans le monde, du poids des masses et du poids de l'économie du pays: l'islam ne répond à rien de tout cela.

Les discussions qui se développent actuellement, prennent racine dans cette situation. Les ouvriers - et en particulier ceux du pétrole offrent une grande résistance et la direction ne trouve pas les moyens de leur en imposer. Le propre fils de Khomeiny fait des déclarations, qui vont contre la "conception musulmane" de la politique. Tout cela indique un poids croissant de la classe ouvrière, de la petite-bourgeoisie qui va de plus en plus à gauche, ainsi que l'impasse économique actuelle. La dispute pour le rétablissement de la domination de la propriété privée va engendrer une réaction populaire qui va renverser le Shah une deuxième fois, et déloger les Khomeiny et les musulmans.

C'est une révolution sans direction consciente. Celle-ci s'organise en cours de route, et fondamentalement sous l'influence du processus mondial et des exemples des Etats ouvriers. Ce sont eux qui imposent à cette direction de suivre - au moins en partie - la voie nécessaire. Ce n'est pas une direction authentique ni légitime, mais elle doit exprimer la pression de la classe ouvrière qui ne veut plus revenir à la propriété privée ni au Shah. Voilà ce que reflète cette direction. La classe ouvrière, les techniciens, les secteurs intellectuels, des classes moyennes, n'acceptent pas de retour à la propriété privée, ni de création d'une nouvelle propriété ou d'un nouveau Shah.

La relation mondiale des forces s'exprime en Iran: c'est elle qui fait que l'impérialisme ne peut plus y entrer. Il doit demander la permission, se déguiser: mais, même ainsi, il ne peut entrer. Ces événements montrent la valeur immense du rapport mondial des forces. Le prolétariat iranien n'a pas de parti ni de syndicats pour triompher, mais le rapport mondial des forces impulse la petite-bourgeoisie, le prolétariat, les intellectuels; par exemple, le fils de Khomeiny dit qu'il faut faire une enquête sur le problème de la prostitution, et qu'avant de punir les prostituées, il faut voir et éliminer les causes de celle-ci.

C'est une révolution sans direction. Il faut intervenir pour aider la direction en formation, à raisonner théoriquement, politiquement, programmatiquement, organisativement; lui donner des arguments, des exemples fondés. Il ne s'agit pas de se heurter à l'islam, ni de l'affronter, mais de donner des explications didactiques, en tenant compte qu'il s'agit d'un processus en développement et non d'une conclusion. C'est un processus qui se déroule dans le monde entier et qui s'exprime en Iran sous cette forme.

Après 10 mois de révolution, le capitalisme n'a pas pu reprendre la direction politique, ni dominer l'Iran. Les Soviétiques, par contre ont assez bien avancé. Mais ce qui est fondamental est de faire en sorte que les syndicats, les ouvriers d'usines, les intellectuels discutent et dirigent, au travers d'organes, et sur la base de positions politiques: pourquoi il faut étatiser, pourquoi il faut planifier.

La préoccupation pour éliminer les punitions en cas d'adultère et autres problèmes similaires, n'est pas l'aspect essentiel. Il faut donner de l'importance à la création d'une direction sur le plan économique, social et militaire. Il faut comprendre que cette direction sera, pour la moitié au moins, d'origine islamique.

Il ne faut pas rompre avec Khomeiny, mais ne pas dépendre non plus du front unique avec lui. Les coups les plus grands, il les a portés jusqu'à présent contre le capitalisme, et pas contre la classe ou-

suite p.3

l'installation des missiles de l'Union Soviétique

TIRE D'UNE INTERVENTION SUR LA SITUATION MONDIALE.

Le processus mondial prend divers aspects, qui indiquent tous une maturité très développée, comme le Nicaragua, le Salvador, le Vietnam, les déclarations de Mugabe - disant qu'il ne peut y avoir de solutions qu'en adoptant la voie socialiste.

La décision du Vietnam d'affronter les Chinois indique aussi l'assurance de l'Etat ouvrier vietnamien qui comprend qu'une intervention plus profonde des Chinois, lors de l'invasion du Vietnam, aurait eu des répercussions à l'intérieur de la Chine.

En même temps que se développe ce processus mondial, la crise de l'impérialisme yankee se poursuit également. Les capitalistes, de France, d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas et, en partie, d'Italie, mettent en question les décisions de l'impérialisme nord-américain. Ce n'est pas qu'ils soient contre l'impérialisme, mais ils se sentent faibles. C'est pour cela qu'ils ne veulent pas affronter l'Union Soviétique. Les Allemands, comme les Français, démontrent leur faiblesse dans les positions qu'ils prennent vis-à-vis de l'Union Soviétique. L'impérialisme yankee démontre aussi sa faiblesse dans le fait qu'il ne peut s'imposer et doit faire pression pour qu'il puisse arriver à implanter des missiles dans les pays européens contre les Etats ouvriers. Installer des missiles en Allemagne, signifie des préparatifs de guerre bien prononcés. Bien qu'il ne le fasse pas pour lancer la guerre immédiatement, ceci est destiné à encourager la bourgeoisie allemande, française et européenne en général, pour qu'elle affronte le mouvement communiste et le mouvement ouvrier, afin de préparer la guerre de façon plus accentuée.

Voilà son objectif. En même temps, l'impérialisme fait cela dans le but d'obtenir un plus grand avantage dans la concurrence inter-capitaliste des Etats-Unis contre l'impérialisme européen et japonais. Une telle installation, revient à ce que la bourgeoisie européenne contribue de façon plus importante aux dépenses de préparation de guerre, et qu'elle ait par conséquent plus de difficultés à suivre la concurrence, parce qu'elle devra augmenter les prix.

Tout ceci affecte le système capitaliste parce que cela aiguise la lutte de classes, accentue le développement des luttes ouvrières et paysannes et petites-bourgeoises et leur tendance à chercher appui sur le mouvement communiste, socialiste et les mouvements de gauche. Quand le capitalisme agit ainsi, c'est qu'il n'a pas d'autre issue. Cette mesure d'accentuation des dépenses de guerre l'affecte, sur le plan économique. Il doit le faire parce qu'il voit le danger, venant des Etats ouvriers.

Ce n'est pas vrai que ceux-ci ont accru de beaucoup leur armement. La supériorité de l'Etat ouvrier consiste et consistera dans sa relation mondiale avec les masses du monde. Là se trouve l'armement le plus important de l'Union Soviétique et des Etats ouvriers. L'armement militaire a de l'importance et est décisif; mais les bases nécessaires pour qu'il soit décisif sont dans l'appui mondial des masses et dans la coordination qui existe, même si elle n'est pas pro-

grammée, entre les masses du monde, le développement de la lutte pour sortir tous les pays de l'arrière et le développement de l'Union Soviétique. Tout cela fait partie du même processus, bien qu'il n'y ait pas encore une direction politique unique. Il existe une coordination entre l'intérêt des masses exploitées du monde et des pays arriérés, et l'intérêt des Etats ouvriers et plus particulièrement, de l'Union Soviétique.

L'impérialisme voit tout cela et c'est la raison pour laquelle il lance un tel cri. La discussion qui se fait sur l'armement, vient après les accords SALT II, passés entre Carter et Brejnev. C'est la droite qui est parvenue à imposer à Carter une telle décision. Carter n'est pas contre dans le fond. C'est le plan de l'impérialisme, qui voit sa propre existence mise en danger. Il doit recourir à des moyens qui le font se présenter face aux Etats ouvriers, comme prenant des mesures de guerre. Les Etats ouvriers vont réagir en toute légitimité, en tenant compte d'une telle conclusion de préparatifs de guerre de la part de l'impérialisme.

Ces mesures sont également destinées à essayer d'intimider le mouvement des masses, les partis socialistes, à chercher à les contenir et les amener à des affrontements avec les partis communistes. L'aiguinement de la concurrence inter-capitaliste s'exprime dans l'attitude du gouvernement social-démocrate allemand. Il rejette les plans de l'impérialisme et appelle à concilier avec l'URSS sur le problème des armements, ce qui lui donne un certain répit.

L'impérialisme prépare la guerre. L'Etat ouvrier a le droit légitime d'essayer de tirer avantage de tout cela. Il peut faire des déclarations appelant à la paix, à la coexistence, à la réduction des armements, mais il ne doit pas croire que ceci va s'appliquer. Les Etats ouvriers doivent se préparer militairement, et surtout socialement. La campagne pour la réduction des armements doit être accompagnée d'un plus grand développement de la lutte révolutionnaire anti-capitaliste.

Il faut continuer dans le sens de ce qu'a fait Brejnev à la réunion avec les dirigeants sud-yéménites: il y a déclaré que l'Union Soviétique appuie tout mouvement qui lutte contre l'impérialisme et le capitalisme. A travers cette déclaration, Brejnev appelle légitimement à une alliance avec les masses du monde. Cela indique le processus de crise du système capitaliste et le caractère des relations que les pays capitalistes ont avec les Etats ouvriers.

Cette crise va s'accroître, plus encore, avec ces mesures d'installation des missiles. L'impérialisme n'a pas pu intervenir en vue de liquider le Nicaragua et le Salvador. Il cherche donc une compensation en appelant tous les pays capitalistes à une centralisation sous son pouvoir, pour augmenter l'armement, la structure et le commandement militaire.

Les bourgeoisies européennes sentent qu'il ne s'agit pas seulement de l'implantation des missiles et des armes atomiques, ainsi que du paiement de ces armes,

Europe et la politique

27.10.79

J. POSADAS

mais qu'en prenant une telle mesure, elles vont devoir affronter le mouvement ouvrier et essayer de contenir l'influence que les Etats ouvriers exercent sur les masses du monde. Le capitalisme sent que l'augmentation des dépenses d'armement limite sa capacité de négociation avec le mouvement ouvrier. L'impérialisme yankee a augmenté considérablement les dépenses de guerre et a obligé la bourgeoisie européenne à en payer une part importante.

En règle générale, elle est d'accord, car c'est le système capitaliste, en tant que système qui décide. Les décisions prises par l'un ou l'autre gouvernement, sont temporaires. Mais ceci ne signifie pas que le système capitaliste va décider, parce que des luttes peuvent se développer, qui augmentent le poids de la social-démocratie face à l'impérialisme U.S. De plus ces luttes peuvent se développer dans tout le reste de l'Europe, en France comme en Angleterre.

Les communistes, les socialistes, les mouvements sociaux-démocrates et petits-bourgeois doivent voir clairement que l'impérialisme prépare la guerre. Les mesures que prend l'impérialisme ne sont pas seulement destinées à intimider, ce sont de réelles mesures de préparation de guerre. L'impérialisme yankee prépare la guerre avec certaines précautions, avec indécision et incertitude. Il ne la prépare pas ouvertement. Il es-

saie de la camoufler et de la cacher, surtout au peuple nord-américain qui est contre. Les Yankees ne peuvent dire qu'ils préparent la guerre contre la barbarie communiste. Le peuple nord-américain va leur répondre : "contre quelle barbarie communiste?! regardez ce qui se passe ici, les barbares.. c'est nous!..." Les masses nord-américaines n'ont pas encore le moyen de se mettre en communication; mais ceux qui ont organisé des mouvements, comme ceux contre le nucléaire, ou contre l'intervention au Vietnam, contre la construction d'armes atomiques, ont reçu l'appui de centaines de milliers de personnes. Malgré tous les bureaucrates syndicaux qui sont à son service, le capitalisme n'a pas pu faire un seul mouvement d'appui à l'armement atomique, à l'armement de l'Europe contre "la barbarie communiste" comme ils l'appellent.

(...) Le processus mondial montre la faiblesse du système capitaliste, les conditions très élevées pour le progrès de la lutte anti-capitaliste et une intervention très décidée de l'Union Soviétique, qui affronte l'impérialisme. C'est autre chose que lorsque Staline cédait à l'impérialisme, en croyant qu'il n'allait pas attaquer l'Union Soviétique. Staline s'alliait avec Hitler, croyant ainsi défendre l'URSS contre l'impérialisme "démocratique" - la Fran-

ce, l'Angleterre et les Etats-Unis. Maintenant par contre, l'Union Soviétique cherche des alliés conscients. Elle ne fait pas des alliances entre Etats, mais des alliances qui impulsent la révolution. Il faut prendre cela en considération. Il ne faut pas mesurer l'Union Soviétique par le fait qu'elle fait un accord avec l'Allemagne, mais par le fait qu'elle appuie l'Ethiopie, impulse la révolution, que ce soit au Nicaragua, au Salvador, ou en Equateur. Si elle prend des mesures encore limitées, c'est parce qu'elle n'a pas directement accès à ces révolutions; elle n'a pas de partis communistes avec lesquels elle pourrait intervenir.

Mais l'URSS aujourd'hui, appuie les mouvements révolutionnaires; Staline pactisait avec Hitler et il empêcha l'armée de peser dans la décision d'affronter les nazis. Staline croyait que ceux-ci n'attaqueraient pas. Mais aujourd'hui l'Union Soviétique se prépare, et elle ne se laissera pas prendre au dépourvu. En même temps que cela, elle impulse et appuie les mouvements révolutionnaires. Elle ne les abandonne pas, même si son activité est limitée car elle n'a pas ce soutien, d'une politique anti-capitaliste d'ensemble.

27.10.1979

J. POSADAS

la révolution permanente en Iran...

suite de la p.2

rière ni contre l'Union Soviétique. Il a des positions erronées, comme celle de vouloir étendre la domination de l'islam (inclus sur le Bahreïn..). Mais il s'agit là d'une mesure voulue par la droite qui, sous le couvert de préceptes religieux, cherche à imposer une déviation du cours de la révolution. Mais ils ont déjà du fléchir leur attitude envers les femmes. Celles-ci ont, au nom de la nécessité mondiale de la révolution, envoyé leur voile au diable. La droite musulmane perd de son assurance, son énergie, sa résolution. Il y a d'ailleurs, des divisions en son sein; un secteur ultra-droitier a fait scission, et est contre la politique actuelle.

Il faut comprendre qu'il s'agit d'un processus dans lequel une direction est en train de se former, et que celle-ci ne se forme pas seulement, ni fondamentalement, en Iran même, mais sous l'influence du processus mondial. Il manque un Parti Communiste, donnant des idées, dans ce processus. Le Parti Communiste Iranien intervient, mais il le fait très superficiellement, en prenant soin de ne pas prendre de risques (ou ce qu'il croit être des risques). Il manque d'audace car il n'a pas d'idées. L'audace ne signifie pas avoir du courage, de la résolution, de l'impétuosité. Ce sont les idées qui ont besoin d'audace, pour s'imposer. L'audace permet d'attirer les gens incertains, timides ou qui ne se situent pas exactement dans le camp de classe; mais elle doit être porteuse de positions nécessaires, que les gens vont comprendre. Il ne s'agit pas d'appeler à des actes que les gens ne comprennent pas, ni de montrer une graine impétuosité, mais d'exprimer le raisonnement d'une force qui, même étant petite, sait que tous les autres vont devoir suivre ce raisonnement pour pouvoir progresser. C'est une force capable d'ordonner et d'organiser, d'attirer les autres forces. Les Bolchéviques ont donné l'exemple de l'audace dans le mouvement historique. Les anciens Grecs furent très audacieux, mais Lénine le fut encore plus car il a organisé les forces pour intervenir dans un processus social, dans un des pays les plus arriérés du monde, et pour réaliser une transformation sociale. Les Bolchéviques étaient une minorité et ils le disaient. Le Parti ne se sentait pas diminué de ce fait. Au contraire, il se sentait fort car il répondait à une nécessité de l'histoire.

J. POSADAS

30.9.1979

* * *

La pression de la révolution va infiniment plus loin que Bazargan et Khomeiny. C'est pour cela que Bazargan a sauté. Ce n'est pas avec Allah qu'il était en contradiction, mais il l'était avec le processus de révolution qui va infiniment plus loin qu'eux tous. Ce processus signifie qu'il existe déjà une compréhension, une capacité, une volonté d'intervention des gens qui cherchent à développer l'économie, à élever la direction du pays et les relations révolutionnaires, anti-capitalistes: c'est pour cela que Bazargan a du démissionner. Ce n'était pas pour des divergences abstraites. Khomeiny a du adopter, récemment, certaines mesures, afin de ne pas entrer en heurt avec sa propre équipe, qui est beaucoup plus à gauche que lui-même. Tout ce processus va continuer.

Les bases économiques et sociales actuelles ne peuvent être dirigées ni soutenues au moyen d'une politique de droite ou du centre. Si la politique suivie est centriste, c'est parce qu'elle reflète une indécision, un manque de direction politique, et non parce qu'elle a délaissé la force par elle-même. Dans ce processus, l'Union Soviétique a intérêt à aller plus à gauche. Le Parti Communiste Iranien n'a pas ce même intérêt. Dans presque tous les cas, l'URSS a des positions meilleures que celles des partis communistes, des positions plus proches de la réalité. Les communistes ont une préoccupation de petit parti; les Soviétiques agissent en fonction d'un rapport global, mondial avec le capitalisme. La politique des Soviétiques est beaucoup plus proche de la réalité que celle des partis communistes.

Dans toute cette situation, une gauche va avancer en Iran. Khomeiny ne va pas pouvoir s'opposer à ce désir d'avancer de la gauche. Au début, il réprimait la gauche, maintenant il doit la laisser tranquille; il réprimait les kurdes et maintenant, il doit faire des accords avec eux: ces positions sont en partie à l'origine du nettoyage actuel dans le gouvernement et des divergences avec Bazargan. Ce dernier appuyait en partie les kurdes dans la mesure où cela lui convenait pour faire contre-poids à Khomeiny, mais pas pour donner une solution politique totale à leur problème.

J. POSADAS

8.11.1979

POUR LE CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE TROTSKY

Ce livre peut être obtenu sur demande, à l'adresse de l'Édition Science, Culture et Politique (BP 17-Bruxelles 6 - 1060 Bruxelles), au prix de 80 Fr. Il est en vente également dans plusieurs librairies de Bruxelles, Louvain-la-Neuve, et Charleroi, ainsi qu'à la cité universitaire de l'U.L.B.

J. POSADAS

La pensée vivante de Trotsky

édition
science culture et politique

N°9 - NOVEMBRE 1979

" PAR CE LIVRE, NOUS RENDONS HOMMAGE A TROTSKY, MAIS AUSSI A MARX, A ENGELS, A LENINE, AUX MASSES BOLCHEVIQUES, A L' UNION SOVIETIQUE, AUX MASSES SOCIALISTES, A TOUS LES PAYS SOCIALISTES, PARCE QUE CE SONT DES INSTRUMENTS DE PROGRES DE L'HISTOIRE.

L'HISTOIRE MONTRE AUJOURD'HUI QUE LA VOIE SUIVIE PAR TROTSKY, LA FONCTION QU'IL ACCOMPLIT, ETAIENT NECESSAIRES.

TROTSKY ETAIT CONSCIENT QU'ON ALLAIT LE TUER, L'ASSASSINER. MAIS IL A LAISSE LES DOCUMENTS NECESSAIRES A L'ORIENTATION DE L'AVANT-GARDE REVOLUTIONNAIRE ET DES FUTURS ETATS OUVRIERS."

J. Posadas.

éditorial

suite de la p.1

s'il y a une partie des travailleurs qui votent encore pour le CVP, c'est d'autant plus important de s'adresser à eux pour les gagner et les entraîner dans un front commun de toute la classe ouvrière.

De plus, Robert Gillon est de mauvaise foi quand il dit que ce n'est qu'en Flandre qu'il y a des VMO et autres milices fascistes.

Le Front de la Jeunesse, le CEPIC, les mesures réactionnaires de la Justice envers l'avocat Graindorge sont bien "francophones". Comme le pose la résolution de la Centrale des Métallurgistes de Charleroi, il s'agit de faire face à la crise de tout le système capitaliste, et pour cela, l'unité de toute la classe ouvrière de Belgique est indispensable.

Dans les prochaines actions, les travailleurs de la région flamande démontreront qu'ils luttent, contre le même ennemi: le capitalisme, le patronat et le gouvernement.

Le capitalisme est dans une crise insoluble pour lui, et même cette grève générale du 7 décembre sera une épreuve de force pour lui et cela, même si elle n'est pas suffisante pour faire changer les plans anti-ouvriers et les mesures anti-populaires dont le régime capitaliste a besoin pour se survivre.

Un facteur qui vient aiguë profondément cette crise du capitalisme belge est le processus mondial des luttes des masses, et la crise mondiale du système capitaliste. La réunion de Dublin montre la fragilité de l'alliance des pays capitalistes du Marché Commun et la situation en Iran montre toute la faiblesse de l'impérialisme américain face au progrès des mouvements révolutionnaires dans le monde.

Pour 49 otages à l'ambassade, les Etats-Unis sont prêts à intervenir militairement! Mais il est bien évident pour le monde entier, que ce n'est pas pour sauver ces ressortissants qu'ils interviendraient, mais pour essayer de s'opposer à l'intervention des masses iraniennes pour transformer leur pays vers une société socialiste. Ils démontrent leur immense faiblesse devant la détermination des masses iraniennes de progresser. Les travailleurs de Belgique voient bien que l'intervention militaire des Yankees aurait d'autres objectifs. Les millions d'Iraniens qui manifestent dans les rues ne le font pas pour défendre l'islam, mais pour défendre le progrès de leur pays que la révolution est en train de sortir de l'arrière-plan. Et dans cette définition, la direction musulmane, doit progresser. Les masses iraniennes comptent sur l'Union Soviétique, sur ces alliés naturels que sont les Etats ouvriers.

Tous ces événements en Iran ont beaucoup d'importance et d'influence aux Etats-Unis et aussi en Europe capitaliste. Ils augmentent la perte de confiance dans le régime capitaliste, qui malgré toutes ses menaces, se sent impuissant à intervenir, à cause des mises en garde, et de la présence de l'Union Soviétique.

Quand les délégués soviétiques, qui se trouvent actuellement en France pour discuter avec les organisations démocratiques le problème de l'installation des fusées de l'OTAN et de la détente, déclarent à la TV que l'Union Soviétique soutient sans discussions tous les peuples qui luttent pour leur libération, cela a beaucoup d'effet et d'importance pour les masses de France et de toute l'Europe capitaliste

pour montrer que l'Union Soviétique soutiendra et défendra aussi toutes les luttes de la classe ouvrière en Europe pour se libérer du capitalisme.

Les positions de l'Union Soviétique à propos des fusées Pershing, doivent être prises en considération par les partis de gauche et par les organisations syndicales. Elles contribuent à montrer que ce n'est pas l'Union Soviétique qui veut la guerre, mais aussi que ce sont les Etats ouvriers qui vont gagner, sur le plan militaire en même temps que social et économique face à la désintégration du système capitaliste. Et cela a beaucoup d'effet, en Belgique, sur les secteurs de la petite-bourgeoisie et même certaines couches de la bourgeoisie, sur les militaires, sur la police.

Comme le dit le camarade J. POSADAS dans une lettre à la section: " Il faut discuter en Belgique, ce que signifie les mouvements de la gendarmerie, de la police, de l'armée contre la discipline qui leur est imposée. Quand des militaires, des gendarmes ou des policiers viennent à contester la discipline c'est parce que tout le pays est mûr pour des changements infiniment plus profonds. Ce sont là des

centres qui reçoivent très tardivement et faiblement les influences du progrès de l'histoire. Ils ne raisonnent pas en fonction d'une pensée dialectique, mais en fonction des ordres, de par la nature même de leur travail. Quand ces secteurs se mettent à raisonner, c'est parce que le processus est très profond. Ils ont cette réaction dialectique car ils sont liés à certains intérêts sur lesquels le monde exerce déjà son influence".

Ces discussions sur la guerre, et l'influence sur la population en Belgique de toute la situation du monde ont beaucoup d'importance pour la préparation des prochaines luttes de la classe ouvrière. Les choses sont liées. Tout ce que le capitalisme dépense pour la préparation de la guerre mondiale, l'est aux dépens du bien-être de la population, de la santé, de l'enseignement, des conditions de vie et de travail.

Plusieurs centrales ouvrières se sont prononcées contre ces plans de guerre et contre l'installation des fusées de l'OTAN en Belgique. C'est une prise de position importante et elle montre le mûrissement qui existe dans le mouvement ouvrier - au travers du mouvement

syndical- pour donner une issue politique progressiste, sur la base d'un programme de développement au bénéfice de la population, à la crise du régime capitaliste.

Il faut que toutes ces idées, et toutes ces préoccupations puissent s'exprimer aussi le 7 décembre. Cette journée nationale de grève doit être menée en front commun syndical et dans un front entre les partis ouvriers et les syndicats. Elle doit être un avertissement et un centre d'organisation des forces de la classe ouvrière, et de toute la population travailleuse, pour montrer que les masses sont disposées et décidées à une lutte pour un programme de transformations sociales de la Belgique.

Il faut faire des assemblées, dans toutes les entreprises, sur tous les lieux de travail, dans les écoles et les bureaux, pour que les travailleurs aient la parole, pour faire un large débat dans lequel toutes les tendances, toutes les idées puissent s'exprimer, pour convaincre tous les travailleurs de faire cette grève en front unique et surtout pour discuter la perspective des luttes et un programme qui permettra d'unifier les forces du mouvement syndical et des partis de gauche.

2.12.1979.

non aux missiles nucléaires...

de. Les masses du Nicaragua et d'Iran ont liquidé des régimes d'oppression économique et sociale en comptant sur le soutien et la présence de l'Union Soviétique pour empêcher l'impérialisme yankee d'intervenir à sa guise pour liquider la révolution.

L'Union Soviétique, malgré la bureaucratie qui y subsiste encore, doit soutenir les mouvements de libération et les luttes des peuples contre l'impérialisme. Cette nécessité de l'Etat ouvrier est plus grande que la défense d'intérêts bureaucratiques ou le manque de démocratie socialiste.

Par contre, au sein de l'OTAN, le système capitaliste n'a pas d'autre perspective que la destruction des êtres humains, la guerre pour essayer de survivre. Et c'est à cette finalité, que le capitalisme nord-américain conduit tous les pays capitalistes, il va provoquer des dommages immenses à toute l'humanité, comme il le fait déjà tous les jours. A mesure que

sa crise va s'aggraver, il va concentrer les dernières forces qui lui restent, qui sont essentiellement financières et militaires, à la préparation d'une nouvelle guerre mondiale. Toutes les pressions que les mouvements sociaux-démocrates peuvent exercer dans ce système sont sans effets sur cette structure de la classe capitaliste. Ce n'est pas possible de convaincre le capitalisme, en tant que système, qu'il vaut mieux consacrer tout cet argent, ces forces techniques, scientifiques, humaines, à résoudre le problème de la faim dans le monde, à élever le niveau de vie de la population de la moitié de la terre qui vit dans la misère complète.

La comparaison entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, doit se faire en fonction de ces relations sociales avec le reste du monde. En Union Soviétique, l'Etat ouvrier a été capable de supporter et de se débarrasser de Staline et du stalinisme et en même temps de triompher du nazisme. Si il y a beaucoup de problèmes à discuter, de critiques à émettre, celles-ci ne mettent pas en cause les fondements essentiels de l'Etat ouvrier, mais des formes de sa direction. Et cela, il est possible, de le discuter; de faire pression, de changer, de convaincre ou d'obliger à une discussion démocratique entre les tendances du mouvement socialiste et communiste mondial et celui des Etats ouvriers.

Mais avec le régime capitaliste, aucun changement, aucun progrès n'est possible. Aussi, les camarades socialistes ne doivent pas seulement dire qu'il vaut mieux négocier avec l'URSS avant d'installer ces nouvelles fusées, mais bien voir que, derrière ces fusées, il y a des préparatifs accentués de guerre, que l'impérialisme et le capitalisme essaient d'imposer aux masses des Etats-Unis et d'Europe.

Ce n'est pas seulement le problème des fusées, mais toute la politique qui découle de l'appartenance de la Belgique à l'OTAN, de la défense du système capitaliste. Il faut unir la lutte contre la guerre et la lutte pour la transformation de la société en Belgique, pour déloger le régime capitaliste et pour l'étatisation et la planification de l'économie en fon-

suite de la p.1

ction des besoins de la population.

Le régime capitaliste se défend mondialement au travers de l'OTAN et prépare la guerre système contre système, mais en même temps il se défend contre la classe ouvrière, et contre la population laborieuse dans chaque pays capitaliste. Aux préparatifs de guerre, sont liées les tentatives de liquider les droits démocratiques conquis par les travailleurs, de concentrer le pouvoir de répression, la justice, la défense, l'appareil de l'Etat entre peu de mains. L'Etat belge a déjà accepté de renoncer à sa souveraineté en permettant aux forces de l'OTAN d'intervenir pour leur propre compte contre des mobilisations de travailleurs belges qui prendraient un caractère révolutionnaire. Maintenant on connaît les fichages des militants, les écoutes téléphoniques et l'emprisonnement arbitraire de Michel Graindorge et de ses compagnons, le renforcement du budget, et des pouvoirs de la gendarmerie. Tout cela fait aussi partie de la préparation du capitalisme à la guerre.

Plusieurs centrales syndicales ont appelé à participer à la manifestation du 9/12. C'est un fait important, qui montre que le mouvement ouvrier augmente sa préoccupation et sa résolution pour répondre à tous les problèmes que la crise du capitalisme pose à notre société, et pas seulement aux revendications directes de la classe ouvrière.

Il faut développer ces objectifs, en unissant plus la lutte contre la guerre à la lutte contre le capitalisme et pour une transformation socialiste de la Belgique. Nous proposons de faire des débats et des assemblées de travailleurs et d'y inviter des délégations des syndicats, des organisations populaires, du Parti Communiste de l'URSS, pour discuter ce qu'est et ce que veut l'Union Soviétique. Nous proposons aussi de discuter pour mettre en oeuvre la proposition de l'Union Soviétique, de faire un accord de paix directement avec l'URSS. Il faut, pour cela, lutter pour instaurer un gouvernement qui représentera réellement les aspirations démocratiques et de paix des masses de Belgique.

1.12.1979

Suppléments de LUTTE OUVRIERE:

" La crise de l'église et la crise du système capitaliste"

J. POSADAS 3.1.1979

" Le processus révolutionnaire au Salvador, la démocratie et le socialisme".

J. POSADAS 23.10.1979

Edition REVUE MARXISTE

" La crise du capitalisme français et la nécessité du front unique anti-capitaliste Socialistes-Communistes et Centrales Ouvrières "

J. POSADAS 27.10.1979

" La crise du capitalisme italien et le front de la gauche et des syndicats".

J. POSADAS 10.10.1979

Périodique mensuel
Envoyer toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 273 Charleroi I.
Abonnement à 12 Numéros : 80 Frs;
Abonnement annuel 150 Frs.
Abonnement de soutien : 500 Frs.
A verser au CCP 000.0976234.26
de C. Pôlet
Editeur Responsable : Cl. Pôlet
20, Place Morichar
1060 Bruxelles.

n° 321 bis du 7.1.1980

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVe Internationale Posadiste

RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE DU P.O.R. (Trotskyte - Posadiste)

L'INTERVENTION DE L'UNION SOVIETIQUE EST UN APPUI AUX TRANSFORMATIONS SOCIALES DE L'AFGHANISTAN!

Notre Parti déclare sa pleine solidarité avec la lutte des masses d'Afghanistan pour avancer vers le progrès socialiste, et avec l'intervention militaire de l'Union Soviétique, qui contribue à ce progrès et à riposter à toutes les tentatives des anciens féodaux et de l'impérialisme nord-américain pour le liquider.

Nous croyons qu'on ne peut aujourd'hui - sans fermer les yeux devant la réalité de la préparation du système capitaliste à la guerre - parler de non-ingérence dans un autre pays comme d'un principe sacré.

L'impérialisme nord-américain, les groupes réactionnaires et des grands propriétaires féodaux balayés par la révolution en Afghanistan, les pays environnants comme le Pakistan - et aussi la Chine - sont ceux qui fomentent la soi-disant "rébellion musulmane" pour reprendre le pouvoir. C'est complètement faux de présenter ces "rebelles" comme des paysans pauvres armés de quelques vieux fusils et faisant une lutte de guerrilla sans commune mesure par rapport aux moyens dont dispose le gouvernement afghan et les Soviétiques. Ces gens disposent d'armements importants, ils sont financés et armés, équipés par le Pakistan, et les Yankees dans le but déclaré de renverser le pouvoir actuel en Afghanistan, qui veut avancer vers des mesures anti-capitalistes plus profondes.

Cette rébellion n'est pas "musulmane", elle est contre-révolutionnaire car elle vise, non pas à défendre des droits religieux qui ne sont absolument pas mis en cause par la révolution afghane, mais à empêcher un progrès social, la transformation sociale qui est un exemple et un stimulant pour toutes les masses arabes et asiatiques.

Dans ces conditions, comment peut-on regretter que les Soviétiques soient intervenus tout en constatant que la contre-révolution est armée et soutenue par le capitalisme mondial pour détruire un pouvoir qui avance vers un nouvel Etat ouvrier? Fallait-il laisser se produire un nouveau Chili? L'intervention militaire, mais aussi sociale et politique de l'URSS sert-elle à faire régresser l'Afghanistan? ou au contraire contribue-t-elle à son progrès vers le socialisme? C'est une intervention qui donne de l'assurance aux masses de ce pays et de tous les pays arabes, que l'URSS défendra les conquêtes révolutionnaires.

Ce n'est pas l'intervention soviétique qui met "en danger la détente et la paix". Les camarades communistes qui soutiennent cette position n'analysent plus les situations en fonction de la lutte de classes, mais comme si on pouvait tromper le capitalisme, ou le convaincre ou le détourner de sa propre nature. Le système capitaliste prépare la guerre de plus en plus ouvertement! L'installation des missiles en Europe occidentale est un nouvel épisode de ces préparatifs. Alors, tout lui sert de prétexte pour "faire des actes de guerre froide".

Dans ce processus de préparation à la guerre, tous les communistes, tous les révolutionnaires doivent être très contents de voir que l'URSS ne se laisse pas prendre de surprise. Contrairement à l'époque de Staline qui faisait le pacte avec Hitler en espérant éviter la guerre pour l'Union Soviétique. Maintenant, quand l'Union Soviétique intervient en Afghanistan, elle étend les forces de la révolution et cela fait partie de sa stratégie pour l'affrontement global avec le capitalisme.

Le Parti Communiste Belge a pris une résolution "qui regrette l'intervention soviétique" comme si celle-ci fournissait un prétexte aux "faucons" du capitalisme pour relancer la guerre froide. On peut sembler aller à contre-courant de ce qui s'appelle l'opinion publique, en déclarant un appui à l'Union Soviétique. Mais cette "opinion publique" est celle de la radio, de la TV, de la bourgeoisie, des dirigeants des partis. Il n'y a pas le moindre soulèvement des masses contre l'Union Soviétique en Belgique! 200 personnes sont sorties dans la rue à l'appel d'Amada - qui poursuit une politique totalement aveugle -, tandis que 60.000 jeunes ont manifesté contre l'OTAN, le 9 décembre à Bruxelles. La banderole des travailleurs tirés qui ouvrait la manifestation était très significative: " ce n'est pas l'URSS qui menace, c'est l'OTAN".

La direction contre-révolutionnaire chinoise est en train de renouveler la politique de Staline avec Hitler, en faisant une alliance avec le nazisme d'aujourd'hui qu'est l'impérialisme nord-américain. Elle participe également au mouvement contre-révolutionnaire en Afghanistan et préfère y voir un nouveau régime féodal plutôt qu'un régime procédant à des transformations sociales, appuyé par l'URSS. Mais c'est elle qui s'isole de tout le mouvement révolutionnaire mondial par une telle politique.

Il faut comparer la situation de l'Afghanistan avec le Cambodge. Depuis l'intervention du Vietnam, il y a un an, les masses cambodgiennes sont revenues à la vie. La presse capitaliste ne peut pas mentir indéfiniment. Toutes les images de misère et de famine que l'on nous montre sont des résultats de Pol Pot et non de l'intervention vietnamienne. Au contraire, l'intervention du Vietnam a aidé à couper court à ce processus, les enfants commencent à aller à l'école, les gens à se nourrir et développer de nouveau des relations sociales humaines. Au nom du principe de "non-ingérence", le peuple cambodgien pouvait continuer à subir la direction assassine de Pol Pot, soutenue à bout de bras par la Chine. Actuellement en Afghanistan, fallait-il laisser la direction d'Amin retourner toutes les conquêtes de la révolution d'avril 78 et ouvrir la porte au retour des féodaux? de la monarchie.

D'autre part, l'intervention de l'Union Soviétique doit être mesurée en fonction de l'affrontement mondial avec le système capitaliste. Ce n'est pas toujours nécessaire que l'impérialisme intervienne avec ses propres armées pour renverser un régime progressiste: il a soutenu Somoza, le Shah d'Iran, il a armé Pinochet. Tout cela n'est pas de l'ingérence directe ou publique, mais elle n'en est pas moins réelle.

Les craintes du Parti Communiste de se trouver isolé en prenant position pour l'Union Soviétique ne sont pas correctes. La classe ouvrière n'a pas peur de la guerre et elle ne se soumet pas au pouvoir capitaliste de peur de la guerre. Les masses du monde entier montrent une résolution immense pour affronter l'impérialisme, comme en Iran maintenant. Elles se sentent soutenues par l'attitude de l'Union Soviétique.

Nous devons intervenir en Belgique avec ce même objectif. Le PC craint d'affronter l'opinion publique de la petite-bourgeoisie, de la direction socialiste, et aussi de devoir remettre en discussion les conceptions de "voie démocratique au socialisme", de "pluralisme", en soutenant et expliquant les raisons de l'intervention soviétique. Mais de plus en plus, la Belgique fait partie de tout le processus mondial et la bourgeoisie belge va, elle aussi, se ranger derrière les intérêts de l'impérialisme nord-américain pour se défendre elle-même, et elle enverra au diable tous "ses principes démocratiques". Il n'y a pas de compréhension de cela dans les partis ouvriers, en particulier dans le Parti Socialiste qui a vécu pendant des dizaines d'années sous la dépendance du système capitaliste, mais lui aussi devra évoluer, sous les pressions et la radicalisation des masses socialistes.

C'est important, dans ces conditions, que le Parti Communiste, comme notre Parti, et aussi les groupes de gauche - dont les camarades de la LRT s'ils veulent être conséquents avec leur analyse actuelle de l'Union Soviétique - interviennent au sein du mouvement ouvrier, dans les syndicats, dans toutes les réunions et assemblées, pour montrer les préparatifs de guerre du système capitaliste mondial et la nécessité d'un front des Etats ouvriers et de toutes les forces de gauche anti-capitalistes pour y faire face, avec toutes les conséquences.